

2012

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



INVESTIR DANS L'AGRICULTURE
pour un avenir meilleur



Photos de la première de couverture et de la page 3: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO.*

Pour se procurer les publications de la FAO, s'adresser au:

GROUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche
et de la vulgarisation
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org/catalog/inter-f.htm>

2012

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les appellations employées et la présentation des données sur la carte n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN: 978-92-5-207317-8

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

Table des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	viii
Sigles et acronymes	x
Résumé	xi

PREMIÈRE PARTIE	1
Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur	

1. Introduction	3
Qui investit dans l'agriculture?	3
Pourquoi investir dans l'agriculture?	4
Comment investir dans l'agriculture pour un meilleur avenir?	6
Structure du rapport	9
2. Investissements agricoles: caractéristiques et tendances	10
Concepts de base: différences entre investissements et dépenses, entre biens publics et privés	10
Passer des concepts aux mesures: interprétation des données	12
Capital d'exploitation agricole	13
IED dans l'agriculture	22
Dépenses effectuées par les pouvoirs publics dans l'agriculture	24
Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole	31
APD en faveur de l'agriculture	34
Accroître les investissements dans l'agriculture	35
Messages clés	41
3. Encourager l'investissement des exploitants agricoles dans l'agriculture	43
Créer un climat favorable à l'investissement dans l'agriculture	43
Politiques publiques et incitations à investir dans l'agriculture	47
Intégrer les coûts et les avantages environnementaux dans les incitations à investir	56
Messages clés	61
4. Promouvoir un investissement privé équitable et rentable dans l'agriculture	63
Aplanir les difficultés rencontrées par les petits exploitants agricoles qui investissent	63
Faire en sorte que les investissements agricoles à grande échelle profitent aux petits exploitants	74
Messages clés	84
5. Canaliser l'investissement public de manière à obtenir de meilleurs résultats	86
Résultats de l'investissement public dans l'agriculture et pour l'agriculture	86
Effets des dépenses allouées aux subventions aux intrants	94
Économie politique de l'investissement public dans l'agriculture	98
Planification de l'investissement public dans l'agriculture	101
Messages clés	104
6. Cadre général pour l'intensification des investissements en agriculture	105
Créer un climat favorable aux investissements privés dans l'agriculture: importance du contexte	105
Un climat d'investissement porteur, grâce aux investissements publics	107
Améliorer les processus d'élaboration des politiques et de planification des investissements agricoles	108
Messages clés du rapport	109

DEUXIÈME PARTIE	113
Tour d'horizon de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture	
Prix réels élevés des aliments	115
Tendances de la production, de la consommation et du commerce des produits agricoles	117
Perspectives et défis futurs	120
Conclusion	124
TROISIÈME PARTIE	125
Annexe statistique	
Notes relatives aux tableaux annexes	127
TABLEAU A1 Population économiquement active dans l'agriculture et part de l'agriculture dans la population économiquement active totale en 1980, 1990, 2000 et 2010	132
TABLEAU A2 Capital d'exploitation agricole: total et par travailleur, en 1980, 1990, 2000 et 2007	138
TABLEAU A3 Montant annuel moyen des flux d'IED destinés à l'agriculture, aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac, et à l'ensemble des secteurs, en 2005-2006 et en 2007-2008	144
TABLEAU A4 Dépenses publiques: montant total alloué à l'agriculture et part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques, en 1980, 1990, 2000 et 2007	150
TABLEAU A5 Dépenses publiques allouées à l'agriculture: par travailleur agricole, et indice d'orientation agricole, en 1980, 1990, 2000 et 2007	154
TABLEAU A6 Dépenses publiques allouées à la R&D agricole: montant total et en tant que part du PIB agricole, en 1981, 1990, 2000 et pour l'année la plus récente	158
TABLEAU A7 Montant de l'APD allouée à l'agriculture et part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs, en 1980, 1990, 2000 et 2010	162
Bibliographie	171
Chapitres spéciaux de <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i>	182

TABLEAUX

1. Montant et variation du capital d'exploitation agricole par travailleur, ventilés par région	19
2. Moyenne des IED annuels en faveur de l'agriculture, par groupe de revenu	24
3. Dépenses publiques consacrées à l'agriculture, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par région	30
4. Indice d'orientation agricole pour les dépenses publiques dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par région	30
5. Composition des dépenses gouvernementales dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par secteur et région	31
6. Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole en 2000, par région	33
7. Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole, en pourcentage du PIB agricole, par région	34
8. Investissements publics supplémentaires requis, chaque année, pour éradiquer la faim d'ici 2025	40
9. Classement en fonction de la conjoncture économique et investissement dans les exploitations agricoles, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	46
10. Les cinq principaux problèmes rencontrés par les entreprises urbaines et par les entreprises rurales, pour conduire leurs activités dans des pays sélectionnés	46
11. Inventaires des surfaces ayant fait l'objet d'acquisitions de terres à grande échelle	75
12. Incidences des dépenses publiques sur les revenus des ménages en Chine, par zone agroécologique	94
13. Parts des subventions et des biens publics dans les dépenses publiques de certains pays d'Amérique latine et Caraïbes	97
14. Croissance annuelle moyenne de la production agricole	118
15. Croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture, dans quelques régions et pays	123

ENCADRÉS

1. Comment définir le capital?	11
2. Amélioration des données sur les investissements agricoles pour l'analyse des politiques	17
3. L'écart de productivité	20
4. Autres estimations du capital d'exploitation agricole	23
5. Quelle est la part des dépenses publiques en faveur de l'agriculture qui peut être considérée comme un investissement? Données concrètes tirées d'examens des dépenses publiques	27
6. La Déclaration de Maputo de 2003 et la part des dépenses gouvernementales attribuée à l'agriculture dans les pays africains	28
7. Les sources de la croissance de la productivité agricole	36
8. L'Initiative de L'Aquila en faveur de la sécurité alimentaire	38
9. Un environnement favorable aux entreprises agro-industrielles	48
10. Le projet de cadre d'action NEPAD-OCDE pour l'investissement agricole	49
11. Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique	54
12. La croissance agricole en Chine: le rôle des politiques, des institutions et de l'investissement public	57
13. Comptabiliser l'investissement dans le capital naturel	58
14. Les barrières qui freinent l'investissement des petits agriculteurs dans la gestion durable des terres	59
15. Créer des liens entre les financements liés au changement climatique et au développement agricole pour appuyer le développement de l'agriculture durable: l'approche de «l'agriculture intelligente face au climat»	61
16. Les femmes rencontrent plus de difficultés que les hommes dans le secteur de l'agriculture	66
17. Données empiriques sur les facteurs qui déterminent l'investissement des petits exploitants agricoles	68
18. Le financement des chaînes de valeur pour les petits exploitants agricoles	69
19. Acquisitions de terres à grande échelle au Cambodge	78
20. Implications des investissements liés à la terre en République-Unie de Tanzanie, en fonction du genre	80
21. Des modèles fonctionnels ouverts pour l'investissement privé dans l'agriculture	82

22. Les partenariats public-privé	88
23. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)	101
24. Le plan d'investissement national du Bangladesh	103

FIGURES

1. Sources d'investissement dans l'agriculture	4
2. Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, et progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'OMD concernant la réduction de la pauvreté, de 1990-92 à 2007	6
3. Dépenses consacrées par les gouvernements à l'agriculture, par travailleur, ventilées en fonction de la prévalence de la sous-alimentation	7
4. Principales séries de données internationales sur les flux financiers en faveur de l'agriculture	14
5. Investissements dans l'agriculture de certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par source de financement	16
6. Investissements dans l'agriculture et cours internationaux des produits de base	18
7. Capital d'exploitation agricole et PIB agricole par travailleur, par pays	19
8. Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, 1980-2007	21
9. Composition du capital d'exploitation agricole, par groupe de revenu, 2005-2007	22
10. Dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture et variation en pourcentage du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans quelques pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	25
11. Dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture, par région	26
12. Part des dépenses publiques allant à l'agriculture, par région, moyenne mobile sur trois ans	26
13. Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole, par région	33
14. Montant et part de l'APD consacrée à l'agriculture, par région	35
15. Investissements annuels moyens nécessaires dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par région	39
16. Indicateur de gouvernance dans le monde pour l'état de droit et capital d'exploitation agricole par travailleur, par pays	45
17. Taux relatif d'assistance à l'agriculture, par région, 1955-2010	51
18. Taux relatif d'assistance et variation du capital d'exploitation agricole par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	52
19. Taux relatifs d'assistance moyens, par pays, 2000-2010	53
20. Taux de protection nominaux du maïs dans certains pays d'Afrique subsaharienne, par sous-région	55
21. Parts de la production de maïs qui affichent un taux de protection nominal positif et négatif dans certains pays d'Afrique subsaharienne	55
22. Part de la population rurale par taille d'exploitation dans certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	64
23. Part des revenus ruraux par taille d'exploitation dans certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	65
24. Effets des dépenses publiques sur la performance agricole	90
25. Effets des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	92
26. Évolution historique des incidences des divers types d'investissement public et de subventions sur la performance agricole et la pauvreté en Inde	93
27. Comparaison des effets des différents types d'investissement sur les zones à fort potentiel et sur les zones déshéritées	95
28. Indice FAO des prix des aliments et indices des produits alimentaires qui le composent	116
29. Différence moyenne entre les prix des aliments et les prix globaux à la consommation, 2000-2011	116
30. Prix des aliments à la consommation, par rapport à l'ensemble des prix, dans quelques pays	117
31. Production nette par région	119
32. Consommation alimentaire par habitant, par région	119
33. Exportations nettes d'aliments, par région	121
34. Ratio entre les rendements effectifs des cultures et les rendements potentiels	123

Avant-propos

Les chefs d'État et de gouvernement et les représentants de haut niveau des pays et des organisations, qui se sont réunis en juin 2012, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), se sont engagés, tous ensemble, à assurer à notre planète et aux générations présentes et futures un avenir durable sur le plan économique, social et environnemental. Le développement de l'agriculture et l'éradication de la faim ont également pris la place qui leur revenait, sur la scène internationale, parmi les domaines hautement prioritaires. Lors de la Conférence de Rio+20, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a annoncé le défi de la Faim zéro, en invitant à mettre un terme à la faim dans le monde. La présente édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, consacrée au thème «*Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur*», fait valoir que l'amélioration des investissements en agriculture, sur le plan tant qualitatif que quantitatif, jouera un rôle essentiel dans la réalisation de ces objectifs. Elle plaide aussi pour une évolution des modalités d'investissement dans l'agriculture.

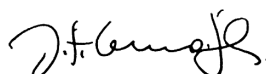
Investir dans l'agriculture, c'est l'un des meilleurs moyens de renforcer la productivité agricole, réduire la pauvreté et améliorer l'environnement. La transition vers une agriculture durable n'est néanmoins pas possible sans un afflux massif de nouveaux investissements, destinés à protéger et à améliorer l'utilisation efficiente des ressources naturelles et à réduire le gaspillage, à tous les stades de la production, de la transformation et de la consommation. Or, le niveau des investissements privés et publics par travailleur agricole stagne ou est en baisse dans les régions où la faim et la pauvreté rurale sévissent avec le plus de rigueur. En outre, les dépenses publiques affectées à l'agriculture ne produisent pas les meilleurs résultats possibles en termes de productivité agricole, de réduction de la pauvreté et de durabilité.

Il faut, cela va sans dire, accroître les ressources publiques allouées à l'agriculture, mais le présent rapport ne se contente pas d'appeler à une augmentation des fonds publics et des donations; il invite plutôt à élaborer une nouvelle stratégie de développement axée sur les besoins des producteurs agricoles et concentrant toutes les ressources publiques, à tous les niveaux, sur la fourniture de biens publics et la création d'un environnement porteur, facilitant les investissements effectués par les agriculteurs.

Il exhorte les pouvoirs publics, à tous les niveaux, et leurs partenaires de développement à canaliser les investissements publics et privés vers des activités susceptibles de maximiser les effets bénéfiques que peut en retirer la société. Tous les investisseurs opérant dans l'agriculture et toutes les entreprises rurales ont besoin d'une bonne gouvernance, de stabilité sur le plan macroéconomique, d'infrastructures rurales, de droits de propriété garantis et d'institutions commerciales efficaces pour mobiliser les ressources et assumer les risques importants liés aux investissements agricoles.

Les investisseurs, quelle que soit l'ampleur de leurs opérations, ont besoin d'une attention spéciale: les petits exploitants ont besoin d'un soutien pour surmonter les contraintes liées à l'épargne et à l'accumulation d'actifs et faire face à l'incertitude et aux risques inhérents à l'activité agricole. Les coopératives et d'autres associations de producteurs peuvent aider les petits exploitants à relever certains de ces défis et des dispositifs de protection sociale peuvent, de leur côté, aider les ménages agricoles les plus pauvres à échapper au piège de la faim, qui les empêche d'accumuler des avoirs productifs. Les investissements de grande ampleur peuvent certes offrir des perspectives intéressantes d'augmentation de la production, des recettes d'exportation, de l'emploi et des transferts de technologie, mais il convient d'assurer une bonne gouvernance de ces investissements afin de protéger les droits des communautés locales et d'éviter la dégradation des ressources naturelles.

Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur, ce n'est pas uniquement inviter à augmenter le capital physique dans le secteur agricole, même si cela fait partie du problème; cela exige la mise en place d'institutions et de capacités humaines suffisantes pour que l'agriculture puisse contribuer à un avenir durable. Le présent rapport incitera, je l'espère, la communauté mondiale à placer les producteurs agricoles au centre de leurs stratégies d'investissement dans ce secteur. Pour parvenir à un monde où tout un chacun peut manger à sa faim et où les ressources naturelles sont utilisées de manière durable, il faut absolument stimuler les investissements des agriculteurs et bien orienter les financements publics.



José Graziano da Silva
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Remerciements

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 a été rédigé par des membres de la Division de l'économie du développement agricole (ESA) de la FAO, sous la direction générale de Kostas Stamoulis, Directeur, Keith Wiebe, Administrateur général, et Terri Raney, Économiste principale. Des orientations techniques ont été fournies par Pietro Gennari, Directeur de la Division de la statistique (ESS); David Hallam, Directeur de la Division du commerce et des marchés (EST); Richard China, Directeur de la Division de l'appui à l'élaboration des politiques et programmes (TCS); et Charles Riemenschneider, Directeur de la Division du Centre d'investissement (TCI). D'autres orientations sont venues des fonctionnaires suivants: Ann Tutwiler, Directrice générale adjointe (connaissances); Marcela Villarreal, Directrice, et Eve Crowley, Administratrice générale, de la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural (ESW); Josef Schmidhuber, Administrateur général (ESS) et Boubaker Benbelhassen, Administrateur général (EST).

La première partie a été préparée par une équipe de recherche et de rédaction dirigée par Jakob Skoet, qui comprenait Gustavo Anríquez, Brian Carisma, André Croppenstedt, Sarah Lowder, Ira Matuschke, Terri Raney et Ellen Wielezyski, tous de la Division ESA. Les membres suivants de la Division ESA ont aussi contribué à ce travail: Jean Balié, Jesús Barreiro Hurlé, Benjamin Davis, Paulo Dias, Lauren Edwards, Panagiotis Karfakis, Marco Knowles, Leslie Lipper, George Rapsomanikis, Cameron Short, Julian Thomas, Antonio Vezzani et Tiantian Zha. Parmi les autres fonctionnaires qui ont contribué à la préparation de cette partie du rapport, on peut citer Pascal Liu (EST); Maria Adelaide D'Arcangelo, Ana Paula de la O Campos, Denis Herbel, Marta Osorio, Nora Ourabah Haddad et Clara Park (ESW); Masahiro Miyazako et Saifullah Syed (TCS); Calvin Miller (AGS); Astrid Agostini, Tommaso Alacevich, Eugenia Serova, Garry Smith et Benoist Veillerette (TCI); David Palmer (Division du changement climatique,

de l'énergie et des régimes fonciers) et Ciro Fiorillo (Bureau de la FAO au Bangladesh).

Plusieurs séries de données internationales ont été mises à jour pour la préparation du présent rapport. Une grande partie des analyses contenues dans cette publication n'auraient pas été possibles sans les efforts déployés par Dominic Ballayan, Carola Fabi, Illo Fornasero, Amanda Gordon, Erdgin Mane, Robert Mayo et Pratap Narain (tous de la Division ESS), qui ont produit les données ayant trait au capital d'exploitation agricole et d'autres indicateurs statistiques, et ont fourni leurs conseils sur d'autres sources de données. L'équipe de rédaction remercie aussi les fonctionnaires de l'IFPRI, notamment Bingxin Yu et Sangeetha Malaiyandi, pour les données concernant les dépenses publiques consacrées à l'agriculture, tirées de la base de données SPEED; Sam Benin, pour les données relatives aux dépenses des gouvernements africains, provenant de la base ReSAKSS et Nienke Beintema, Michael Rahija et Gert-Jan Stads, pour les données et l'analyse portant sur la recherche-développement agricole, provenant du projet sur les indicateurs scientifiques et technologiques en agriculture (ASTI). C'est grâce à Masataka Fujita, de la CNUCED, que nous avons pu avoir accès aux données sur les investissements directs étrangers et Yasmin Ahmad, de l'OCDE, a répondu à des questions ayant trait aux données sur l'Aide publique au développement.

Des documents d'information et d'autres contributions ont été préparés par Kym Anderson (Université d'Adélaïde); Michel Benoit-Cattin (CIRAD MOISA, Montpellier); Christian Böber (Université d'Hohenheim); Nadia Cuffaro (Université de Cassino); Stefan Dercon (Université d'Oxford); Mahendra Dev (Institut Indira Gandhi de recherche sur le développement); Shenggen Fan, Linden McBride, Tewodaj Mogues et Bingxin Yu (IFPRI); Keith Fuglie (Service de recherche économique, Département de l'agriculture des États-Unis); Ron Kopicki (anciennement Banque mondiale) et David Lee (Université Cornell); Carly Petracco

(Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et Bettina Prato (FIDA).

Le rapport a tiré parti des conclusions de deux ateliers techniques, auxquels ont participé Derek Byerlee, Rita Butzer (Université de Chicago), Cesar Falconí (Banque interaméricaine de développement), Madhur Gautam (Banque mondiale), Donald Larson (Banque mondiale), Ellen McCullough (Fondation Bill & Melinda Gates), Tewodaj Mogues (IFPRI), Bettina Prato (FIDA), Philippe Rémy (FIDA), Carlos Seré (FIDA), Gert-Jan Stads (IFPRI), Alberto Valdés (Université catholique du Chili), Bingxin Yu (IFPRI) et Linxiu Zhang (Centre pour les politiques agricoles chinoises, Académie chinoise des sciences). L'équipe de rédaction remercie chaleureusement les participants aux ateliers, ainsi que les nombreux examinateurs internes et externes, qui ont passé en revue différentes versions du manuscrit.

Un soutien financier a été fourni par le FIDA et le Gouvernement japonais (projet appuyant l'étude de mesures appropriées destinées à intensifier les investissements agricoles et à augmenter la production

vivrière) pour faciliter la collecte et l'analyse de données, la préparation de documents d'information et l'organisation d'ateliers. L'équipe de rédaction tient à les remercier de leur soutien.

La deuxième partie du rapport a été établie par Merritt Cluff et Holger Matthey (EST), sous la direction de Jakob Skoet.

La troisième partie du rapport a été préparée par Sarah Lowder, avec l'aide de Brian Carisma (tous deux de la Division ESA). Celle-ci a été passée en revue par Aparajita Bijapurkar (ESA).

Michelle Kendrick (Département économique et social de la FAO) était chargée de l'édition de la version anglaise et de la gestion du projet éditorial. Paola Di Santo et Liliana Maldonado ont assuré un soutien administratif tout au long du processus. Annelies Deuss (Université Carnegie Mellon) a passé en revue la version définitive du rapport. Les services de traduction et d'impression ont été fournis par le Service de programmation et de documentation des réunions de la FAO. La présentation graphique, la mise en page et la correction d'épreuves ont été assurés par Omar Bolbol, Flora Di Carlo et Green Ink Publishing Services Limited.

Sigles et acronymes

APD	Aide publique au développement
ASTI	Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FPI	Indice des prix des aliments (FAO)
G8	Groupe des huit
G20	Groupe des vingt
GAFSP	Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire
IED	Investissements étrangers directs
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NRP	Taux de protection nominal
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PIB	Produit intérieur brut
PRAI	<i>Principes pour un investissement agricole responsable qui respecte les droits, les moyens d'existence et les ressources</i>
PSTA II	Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture II
PTF	Productivité totale des facteurs
R&D	Recherche et développement
ReSAKSS	Système régional d'analyse stratégique et d'appui à la connaissance
RRA	Taux relatif d'assistance
SPAAA	Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique
SPEED	Statistiques sur les dépenses publiques consacrées au développement économique
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VGGT	<i>Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale</i>

Résumé

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012: investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur montre que ce sont les agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture des pays en développement et que toute stratégie d'amélioration des investissements agricoles doit donc être axée sur les agriculteurs et sur leurs décisions d'investissement. Le rapport présente également des informations concrètes sur la façon de mieux utiliser les ressources publiques pour stimuler les investissements privés, notamment ceux des agriculteurs, et orienter les ressources publiques et privées de manière à produire de meilleurs résultats sur le plan social. Le présent rapport se concentre sur l'accumulation de capital de la part des agriculteurs et sur les investissements publics destinés à faciliter une telle accumulation.

Les investissements agricoles jouent un rôle essentiel si l'on veut promouvoir la croissance agricole, réduire la pauvreté et la faim et jeter les bases d'un environnement durable. Dans les régions du monde où la faim et la pauvreté extrême sont les plus répandues aujourd'hui – Asie du Sud et Afrique subsaharienne –, les taux d'investissement par travailleur agricole ont stagné, voire baissé, au cours des 30 dernières années. Selon des données récentes, la situation serait en voie d'amélioration, mais pour éradiquer durablement la faim dans ces régions et dans d'autres, il faut relever considérablement le niveau des investissements consacrés à l'agriculture par les agriculteurs eux-mêmes et améliorer très fortement les investissements publics dans ce secteur, sur le plan tant qualitatif que quantitatif.

Les agriculteurs doivent être placés au centre de toute stratégie d'investissement

On trouvera, dans le présent rapport, les données les plus détaillées disponibles à ce

jour sur le niveau relatif des investissements et des dépenses dans les pays à faible et à moyen revenu, pour les quatre catégories que sont les agriculteurs, les pouvoirs publics, les donateurs et les investisseurs étrangers privés. Comme les investisseurs publics et privés consacrent leurs dépenses à différentes choses, pour des motifs différents, il n'est guère facile d'établir une distinction nette entre les investissements et les dépenses. On peut dire, pour simplifier, que les investissements comportent une accumulation d'actifs qui débouchera, à l'avenir, sur une hausse des revenus et d'autres avantages, alors que les dépenses comprennent les dépenses courantes et les paiements sous forme de transfert qui ne sont pas considérés, normalement, comme des investissements.

Malgré ces limites conceptuelles et empiriques, les meilleures données disponibles montrent que, dans les pays à faible ou à moyen revenu, les investissements que les agriculteurs consacrent à l'équipement de leurs propres exploitations agricoles sont, chaque année, plus de quatre fois plus importants que les investissements des pouvoirs publics dans le secteur agricole. De plus, les investissements des agriculteurs sont de loin supérieurs aux dépenses que les donateurs internationaux et les investisseurs étrangers privés consacrent à l'agriculture. Étant donné que les investissements des agriculteurs jouent un rôle prépondérant, il est essentiel de les placer au centre de toute stratégie visant à améliorer le montant et l'efficacité des investissements agricoles.

Il est essentiel, pour l'agriculture, de mettre en place un environnement porteur qui encourage les investissements

Les décisions d'investissement des agriculteurs sont directement influencées par le climat général entourant les investissements. S'il est vrai que de nombreux agriculteurs investissent même

si le climat d'investissement n'est pas favorable (notamment parce qu'ils n'ont guère d'autre choix), une série importante de données, présentée ici, montre que les agriculteurs investissent davantage en présence d'un environnement favorable et que leurs investissements ont alors plus de chances de produire des effets positifs sur le plan social et économique.

Or, on sait que la présence ou l'absence d'un environnement favorisant les investissements dépend des marchés et des gouvernements. Les marchés fournissent des incitations aux agriculteurs et à d'autres entrepreneurs privés sous forme de prix qui leur signalent où et quand il existe de bonnes possibilités d'effectuer des investissements fructueux. Quant aux gouvernements, ils doivent mettre en place un environnement juridique, normatif et institutionnel permettant aux investisseurs privés de répondre aux possibilités commerciales de façon socialement responsable. Faute d'un environnement porteur et d'incitations commerciales adéquates, les agriculteurs n'investiront pas suffisamment dans l'agriculture et leurs investissements risquent de ne pas produire des effets optimaux sur le plan social. L'une des principales priorités des investissements du secteur public sera donc de mettre en place et de maintenir un environnement porteur pour les investissements privés.

On sait quels sont les éléments concourant à un environnement favorable aux investissements: bonne gouvernance, stabilité macroéconomique, politiques commerciales stables et transparentes, institutions commerciales efficaces et respect des droits de propriété; nombre de ces éléments ont la même importance pour le secteur agricole, sinon plus. Les gouvernements peuvent également influencer les stimulants commerciaux incitant à investir dans l'agriculture, par rapport à d'autres secteurs, notamment en soutenant ou en taxant le secteur agricole, ou encore en intervenant sur les taux de change et les politiques commerciales, ce qui veut dire qu'il faut veiller à assurer un traitement équitable à l'agriculture. Pour mettre en place un cadre d'investissement approprié dans le secteur agricole, il faut aussi incorporer les coûts et avantages environnementaux dans les stimulants

économiques offerts aux investisseurs dans ce domaine et créer des mécanismes facilitant la transition vers des systèmes durables de production agricole.

Les gouvernements peuvent aider les petits agriculteurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en matière d'investissements

Dans de nombreux pays à faible ou moyen revenu, les agriculteurs sont confrontés à un environnement peu favorable et n'ont guère d'incitations pour investir dans l'agriculture. Les petits exploitants agricoles sont souvent confrontés à des contraintes spécifiques, comme la pauvreté extrême, les droits de propriété mal garantis, l'accès insuffisant aux marchés et aux services financiers, la vulnérabilité aux chocs et des capacités limitées pour faire face au risque. Il faut veiller à ce que les règles soient les mêmes pour les petits exploitants et pour les grands investisseurs, et ce pour des raisons d'équité et d'efficacité économique. Cela est particulièrement vrai pour les femmes travaillant dans l'agriculture, qui rencontrent souvent des contraintes encore plus importantes. Des associations de producteurs efficaces et ouvertes à tous peuvent aider les petits exploitants agricoles à surmonter certains des obstacles qu'ils rencontrent lorsqu'ils cherchent à accéder aux marchés, aux ressources naturelles et aux services financiers. Les transferts sociaux et les programmes de protection sociale peuvent également être des moyens permettant aux exploitants agricoles les plus pauvres d'augmenter leurs actifs. Ils peuvent aider à surmonter deux des principales contraintes rencontrées par les petits agriculteurs pauvres: le manque d'épargne propre et d'accès au crédit, et le manque d'assurance contre les risques. Grâce à ces mécanismes, les petits agriculteurs et les ménages ruraux pauvres peuvent constituer des actifs et échapper au piège de la pauvreté, mais le choix qu'ils effectueront parmi les actifs (humains, matériels, naturels ou financiers) et parmi les activités (agricoles ou non agricoles) dépendra de la structure générale des mesures incitatives, ainsi que des circonstances particulières des ménages.

Les investissements privés de grande ampleur offrent des possibilités intéressantes, mais exigent une bonne gouvernance

L'intensification des flux financiers internationaux, sous forme d'acquisitions de terres à grande échelle par des sociétés privées, de fonds d'investissement et de fonds souverains, a retenu toute l'attention de la communauté internationale. Vu leur ampleur limitée, ces investissements n'auront probablement qu'un effet marginal sur la production agricole mondiale, mais ils pourraient avoir des retombées au niveau local et peser sur les possibilités de croissance future; on s'est donc inquiété de leurs effets négatifs possibles sur le plan social et environnemental, notamment dans les pays à faible revenu, qui n'ont pas les capacités suffisantes pour mettre en place et appliquer des cadres réglementaires dans ce domaine.

Les investissements à grande échelle offrent de bonnes possibilités d'augmentation de la production et des recettes d'exportation, de création d'emplois et de promotion des transferts de technologies, mais ils présentent aussi des risques d'empiètement sur les droits des utilisateurs actuels des terres et peuvent produire des retombées négatives pour l'environnement. Il s'agit, de toute évidence, d'améliorer la capacité des gouvernements et des communautés locales pour qu'ils négocient mieux les contrats, en respectant les droits des communautés locales, et qu'ils soient mieux en mesure de contrôler et de faire appliquer ces contrats. Des instruments comme les *Principes pour un investissement agricole responsable* et les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* fournissent un cadre de référence utile dans ce domaine. Il faut encourager les grands investisseurs à adopter d'autres modes de fonctionnement, plus largement ouverts, de manière à favoriser une plus large participation directe des agriculteurs locaux aux chaînes de valeur agricoles.

L'investissement dans des biens publics a des effets très positifs sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté

La fourniture de biens publics est une part essentielle de l'environnement porteur à mettre en place pour encourager les investissements agricoles. Les données recueillies dans de nombreux pays, au cours de cinq décennies, montrent que les investissements publics consacrés à la recherche-développement agricole, à l'éducation et aux infrastructures rurales sont plus rentables que d'autres dépenses comme la subvention des intrants. L'investissement dans des biens publics utiles à l'agriculture a des incidences très positives sur la productivité agricole et la réduction de la pauvreté, ce qui montre que ces deux objectifs sont souvent compatibles, et non pas antagonistes. En outre, en milieu rural, les investissements dans les biens publics seront probablement complémentaires, par nature; ainsi, les investissements dans l'éducation et les infrastructures rurales ont tendance à améliorer les investissements agricoles et figurent souvent parmi les principaux facteurs de croissance agricole et, en général, de croissance économique en milieu rural. Les effets relatifs d'autres types d'investissement varient d'un pays à l'autre – d'où la nécessité de définir localement les priorités en matière d'investissement – mais il faut bien admettre qu'en milieu rural, les investissements dans des biens publics produisent des résultats qui se renforcent mutuellement.

Améliorer l'efficacité des dépenses publiques

Malgré les preuves innombrables démontrant les bons résultats économiques et sociaux des investissements dans des biens publics, qui appuient directement ou indirectement l'agriculture, les allocations budgétaires des gouvernements ne reflètent pas toujours cette priorité; de plus, les dépenses effectives ne correspondent pas toujours aux allocations budgétaires. Différents facteurs politiques et économiques sont responsables de

cet état de choses: action collective de puissants groupes d'intérêt, attribution difficile des responsabilités pour le succès d'investissements ayant de longs délais d'exécution et des effets diffus (comme nombre de biens publics relevant du secteur agricole et rural), mauvaise gouvernance et corruption. Le renforcement des institutions rurales et la promotion de la transparence lors de la prise de décisions peuvent contribuer à améliorer l'aptitude des gouvernements et des donateurs à allouer les ressources limitées dont ils disposent en veillant à maximiser les effets sociaux des ouvertures de crédit. De nombreux gouvernements s'efforcent d'améliorer la planification, le ciblage et l'efficacité de leurs dépenses, y compris en établissant des processus budgétaires plus transparents et plus largement ouverts. Il reste cependant beaucoup à faire pour encourager de tels efforts.

Messages clés du rapport

- **L'investissement dans l'agriculture est l'une des stratégies les plus efficaces pour réduire la pauvreté et la faim et promouvoir la durabilité.** Les régions où le capital agricole et les dépenses publiques agricoles par travailleur ont stagné ou baissé au cours des trente dernières années sont aussi, actuellement, les épicentres de la pauvreté et de la faim dans le monde. Dans les prochaines décennies, la croissance de la demande de produits agricoles aggraverait les pressions exercées sur les ressources naturelles, qui sont déjà fortement dégradées dans de nombreuses régions en développement. Il faut réaliser des investissements pour conserver les ressources naturelles et assurer la transition vers une production durable. Si l'on veut éradiquer une fois pour toutes la faim, il faudra augmenter fortement les investissements agricoles et, surtout, améliorer la qualité de ces investissements.
- **Les agriculteurs sont de loin la principale source d'investissements dans l'agriculture.** On s'est récemment intéressé aux investissements étrangers directs et à l'aide publique au développement, mais les investissements réalisés par les agriculteurs eux-mêmes sont nettement supérieurs à ces sources d'investissement et dépassent aussi largement les investissements publics, malgré les environnements peu favorables où évoluent de nombreux agriculteurs. En effet, les investissements dans des biens d'équipement agricole, à l'exploitation, représentent plus du triple de toutes les autres sources de financement réunies.
- **Les agriculteurs doivent être au centre de toute stratégie d'accroissement des investissements en agriculture, mais ils n'investiront de manière adéquate que si le secteur public crée un climat favorable aux investissements agricoles.** On sait bien quelles sont les conditions essentielles à remplir, mais souvent, on n'en tient pas compte. La mauvaise gouvernance, l'absence de l'état de droit, le niveau élevé de la corruption, les droits de propriété mal assurés, les règles commerciales arbitraires, la taxation relative de l'agriculture par rapport à celle d'autres secteurs, le manque d'infrastructures et de services publics adéquats en milieu rural et le gaspillage de ressources publiques pourtant limitées sont autant de facteurs qui contribuent à accroître les coûts et les risques liés à l'agriculture et réduisent fortement l'incitation à investir dans le secteur agricole. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à maintenir un environnement favorable aux investissements agricoles.
- **Il est certes indispensable de mettre en place un environnement favorable aux investissements agricoles, mais cela ne suffit pas pour permettre aux très nombreux petits agriculteurs d'investir, ni pour que les grands investissements répondent aux objectifs souhaités sur le plan social.**
 - Les gouvernements et les donateurs ont une responsabilité spéciale à assumer pour aider les petits agriculteurs à surmonter les obstacles qui se présentent à eux pour l'épargne et l'investissement.

Les petits agriculteurs sont souvent confrontés à de grandes difficultés lorsqu'ils tentent d'investir dans l'agriculture, car ils fonctionnent à un niveau si proche de la survie qu'ils n'arrivent pas à épargner ou à prendre en charge de nouveaux risques. Ils ont besoin de droits de propriété garantis et de meilleurs services publics et infrastructures rurales. Des associations de producteurs plus solides, comme des coopératives, pourraient les aider à gérer les risques et à réaliser des économies d'échelle pour l'accès aux marchés. Des dispositifs de protection sociale et des paiements de transfert peuvent en outre les aider à accumuler du capital et à conserver leurs actifs, dans le secteur agricole ou toute autre activité de leur choix.

- **Les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les investisseurs privés doivent veiller à ce que les investissements à grande échelle dans l'agriculture produisent des effets positifs sur le plan social et soient durables d'un point de vue environnemental.** Les investissements à grande échelle, y compris ceux des sociétés étrangères et des fonds souverains, offrent de bonnes possibilités d'emploi et de transfert de technologies dans le secteur agricole, mais peuvent aussi menacer les moyens d'existence des populations locales, notamment dans le cas de droits de propriété mal définis. Il faut améliorer la gouvernance de ces investissements, en favorisant les modèles de transparence, de responsabilisation et de partenariat ouvert qui ne

donnent pas lieu à des transferts de terres et offrent à la population locale l'occasion de tirer profit de ces investissements.

- **Les gouvernements et les donateurs doivent s'attacher à canaliser les fonds publics limités dont ils disposent vers la fourniture de biens publics essentiels, générant d'importantes retombées sur le plan économique et social.** Les priorités en matière d'investissement public varieront d'un pays et d'une époque à l'autre, mais il apparaît clairement que certains types de dépenses sont meilleurs que d'autres. Les investissements dans des biens publics comme la recherche agricole vouée à l'amélioration de la productivité, les routes rurales et l'éducation ont invariablement des retombées plus positives pour la société que les subventions encourageant l'utilisation d'engrais, par exemple, car celles-ci sont souvent monopolisées par les élites rurales et réparties d'une façon qui nuit aux fournisseurs privés d'intrants. De telles subventions sont peut-être populaires sur le plan politique, mais elles représentent rarement une utilisation rationnelle des fonds publics. S'ils se concentrent effectivement sur les biens publics, y compris la gestion durable des ressources naturelles, les gouvernements peuvent accroître les effets des dépenses publiques sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à mettre en place un environnement porteur, favorable aux investissements agricoles.



Première partie

INVESTIR DANS L'AGRICULTURE POUR UN AVENIR MEILLEUR



Première partie





1. Introduction

L'agriculture occupe désormais le devant de la scène internationale, du fait des crises alimentaires récentes et des préoccupations croissantes concernant les changements climatiques mondiaux. Les gouvernements, les organisations internationales et les groupes de la société civile qui se sont réunis en 2012, dans le cadre des sommets du Groupe des huit (G8), des Ministres des finances et Gouverneurs des banques centrales du Groupe des vingt (G20), et de Rio+20, ont reconnu la convergence existant entre les deux objectifs que sont l'éradication de la faim et la durabilité de l'agriculture. Pour atteindre ces objectifs, il faudra augmenter considérablement les investissements agricoles, mais surtout améliorer leur qualité.

La FAO préconise depuis toujours une augmentation des investissements dans l'agriculture. En effet, la première édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, publiée en 1947, soulignait la nécessité d'investir davantage dans l'agriculture afin de produire des aliments pour les zones à déficit vivrier; de même, l'édition de 1949 donnait des objectifs financiers pour l'intensification des investissements agricoles, à un niveau suffisant pour remettre en état l'agriculture après la seconde guerre mondiale (FAO, 1947; FAO, 1949). Ces deux publications et nombre d'autres rapports ultérieurs mettaient l'accent sur le rôle qui incombait aux gouvernements pour la planification et l'orientation des investissements dans le secteur agricole, en ne prêtant que peu d'attention au rôle joué par les agriculteurs.

Comme la crise financière internationale frappe de plein fouet les gouvernements

et les donateurs dans le monde entier, les ressources publiques disponibles ne sont pas suffisantes pour assurer les investissements agricoles nécessaires. Les gouvernements et les donateurs jouent, de toute évidence, un rôle crucial dans la mobilisation, l'orientation et la gouvernance des investissements agricoles, mais les investisseurs privés – et surtout les agriculteurs eux-mêmes – doivent être au centre de toute stratégie d'investissement dans l'agriculture.

La présente édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* passe en revue les raisons économiques et sociales justifiant les investissements agricoles, examine les causes du niveau insuffisant des investissements agricoles et montre, preuves à l'appui, comment les ressources publiques peuvent être utilisées plus efficacement. Le présent rapport se penche principalement sur l'accumulation de capital par les agriculteurs et sur les investissements réalisés par les pouvoirs publics pour faciliter une telle accumulation. *Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur* peut aider à préparer l'avènement d'un monde où chacun pourra manger à sa faim et où les ressources naturelles seront utilisées de façon durable.

Qui investit dans l'agriculture?

On peut répartir les investisseurs misant sur l'agriculture en plusieurs catégories: publics ou privés, et étrangers ou nationaux¹. La plupart des investisseurs privés nationaux sont

¹ Dans le présent rapport, le terme «agriculture» désigne les cultures, l'élevage, l'aquaculture et l'agroforesterie.

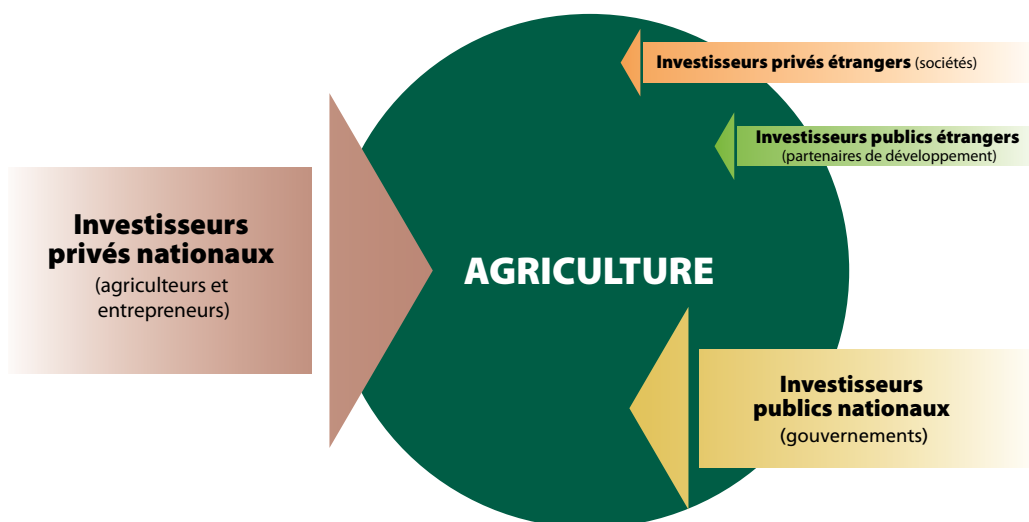
des agriculteurs, qui sont de loin la principale source d'investissements agricoles dans les pays à faible et à moyen revenu. Ensuite ce sont les investisseurs publics nationaux, principalement les gouvernements, qui sont la principale source d'investissements dans l'agriculture, suivis de loin par les investisseurs publics étrangers, comme les partenaires de développement, et par les investisseurs privés étrangers, comme les entreprises. Ces investisseurs – qu'ils soient publics ou privés, nationaux ou étrangers – investissent dans différentes choses, pour différents motifs. Leurs investissements sont souvent complémentaires, se superposent parfois et ne peuvent généralement pas se substituer les uns aux autres (figure 1). Les meilleures données disponibles, recueillies et analysées pour la préparation du présent rapport (figure 5 au chapitre 2), ne permettent qu'une comparaison approximative de l'ordre de grandeur de ces investissements, mais cette comparaison montre tout de même l'importance essentielle des agriculteurs, qui sont ceux qui investissent le plus dans l'agriculture. Ce constat a des implications importantes pour l'élaboration des politiques: s'il est vrai que les investissements publics

restent essentiels, il convient néanmoins de modifier les politiques d'investissements afin de mieux faciliter et d'augmenter les investissements privés.

Pourquoi investir dans l'agriculture?

Les agriculteurs investissent pour nourrir leur famille, accroître et diversifier leurs revenus et devenir plus riches. Pour les agriculteurs, investir dans l'agriculture, cela veut dire renoncer à quelque chose maintenant (argent, effort ou temps, notamment) pour accumuler des actifs ou du capital qui leur permettront d'accroître leur productivité et leurs revenus à l'avenir. L'achat d'une charrue, la construction d'un fossé d'irrigation, l'acquisition de nouvelles compétences, la culture d'arbres ou l'élevage d'animaux jusqu'à leur période productive sont autant d'exemples d'investissements destinés à améliorer la productivité et les revenus des agriculteurs. Les agriculteurs et d'autres investisseurs privés n'investiront dans le secteur agricole que si les rendements escomptés sont suffisants pour compenser le risque perçu et sont

FIGURE 1
Sources d'investissement dans l'agriculture



supérieurs aux rendements d'autres types d'investissement.

Si les gouvernements et les partenaires de développement investissent dans l'agriculture, c'est parce que l'amélioration de la productivité agricole peut produire trois avantages étroitement liés pour la société:

(i) croissance économique et réduction de la pauvreté, (ii) sécurité alimentaire et nutritionnelle, et (iii) environnement durable. Investir dans l'agriculture, cela signifie, pour les gouvernements et les donateurs, allouer des ressources publiques à des activités visant à relever la productivité de ce secteur, même si les ressources dont ils disposent sont limitées. Parmi les principaux types d'investissement public dans l'agriculture, on peut citer ceux portant sur la recherche agricole et la mise en place d'infrastructures commerciales.

Au fil des siècles, on a pu constater que les agriculteurs, qui étaient certes ceux qui investissaient le plus dans l'agriculture, n'investissaient en fait pas suffisamment, en l'absence d'une bonne gouvernance, de stimulants appropriés et de biens publics essentiels². La production agricole est d'habitude saisonnière ou cyclique et elle est vulnérable à des phénomènes naturels comme la sécheresse ou les attaques de ravageurs ou de maladies. Les producteurs sont souvent éloignés les uns des autres et la plupart des produits agricoles sont volumineux et périssables. De ce fait, les investissements agricoles sont risqués et dépendent dans une large mesure de l'existence d'une bonne infrastructure rurale, d'un solide secteur d'approvisionnement en intrants et de transformation des produits, et enfin d'institutions commerciales et de signaux de prix transparents. Des investissements publics appropriés peuvent réduire les risques et améliorer le rendement des investissements privés, encourageant ainsi les agriculteurs à investir.

De très nombreuses données, recueillies aux quatre coins du monde, montrent que les investissements agricoles constituent l'une des stratégies les plus importantes et les plus efficaces pour encourager **la croissance économique et la réduction de la pauvreté** en milieu rural, là où vit une grande partie des populations les plus pauvres de la planète. Il a en effet été démontré que la croissance

du PIB en agriculture était au moins deux fois plus efficace, pour réduire la pauvreté, que la croissance émanant d'autres secteurs (Banque mondiale, 2007a). La croissance de la productivité agricole génère une demande pour d'autres biens et services ruraux et crée emplois et revenus pour les personnes qui y pourvoient – souvent les ruraux pauvres sans terre. Ces avantages se propagent, du village à l'ensemble de l'économie, dans un processus qui a été décrit pour la première fois il y a plusieurs décennies (Hayami et Ruttan, 1970) et qui reste aujourd'hui applicable à un grand nombre de zones rurales. Les données présentées au chapitre 5 montrent que beaucoup des investissements publics les plus productifs en agriculture ont aussi des retombées très positives sur la réduction de la pauvreté.

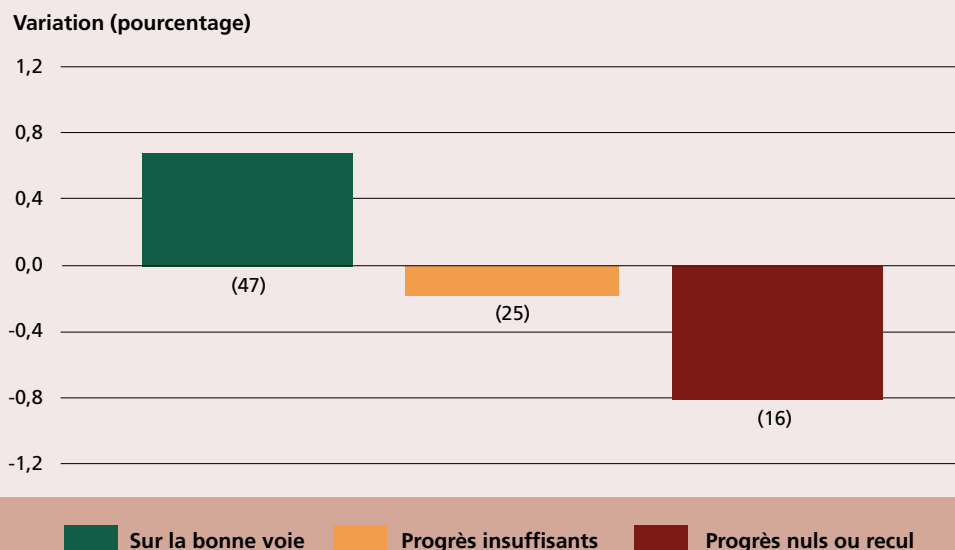
Les investissements agricoles jouent en outre un rôle fondamental dans l'éradication de la faim, puisqu'ils contribuent, sous divers aspects, à la **sécurité alimentaire et nutritionnelle**. Les investissements réalisés par les agriculteurs et le secteur public dans l'agriculture et dans des secteurs d'appui peuvent en effet accroître la disponibilité d'aliments sur les marchés et maintenir les prix à la consommation à un faible niveau, ce qui permet aux consommateurs urbains et ruraux d'accéder plus facilement aux aliments (Alston *et al.*, 2000). Les denrées de base étant vendues à un prix inférieur, les consommateurs peuvent alors améliorer leur régime alimentaire, en puisant dans une plus large gamme de produits, comme les légumes, les fruits, les œufs et le lait, qui améliorent l'utilisation des nutriments présents dans le régime alimentaire (Bouis, Graham et Welch, 2000). Les investissements agricoles peuvent aussi réduire la vulnérabilité des approvisionnements alimentaires à l'égard d'éventuels chocs, favorisant de cette manière la stabilité de la consommation.

Il semble que les investissements agricoles à l'exploitation soient étroitement liés à la réduction de la faim (figure 2). Depuis 1992, le capital d'exploitation agricole par travailleur, qui est un indicateur indirect du niveau des investissements privés nationaux dans l'agriculture, a progressé à un taux moyen de 0,7 pour cent par an dans les 47 pays qui sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de réduction de la faim de la Déclaration du Millénaire, mais a augmenté beaucoup plus lentement dans les 31 pays qui n'ont

² Voir le chapitre 2, où sont précisés les concepts de base, et le Chapitre 5 pour un examen plus détaillé de la question.

FIGURE 2

Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, et progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'OMD concernant la réduction de la pauvreté, de 1990-92 à 2007



Notes: L'OMD se rapportant à la réduction de la faim se réfère à la Cible 1C, qui est de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim. Le nombre de pays pour chaque catégorie est indiqué entre parenthèses. Source: Calculs des auteurs, à partir de données de la FAO (2012a) et de FAO, FIDA et PAM (2012).

pas suffisamment progressé sur cette voie; ce capital d'exploitation a par ailleurs baissé dans les 16 pays où les niveaux de sous-alimentation ont stagné, voire empiré.

Les investissements privés à l'exploitation sont, de toute évidence, importants si l'on veut éradiquer la faim, mais les investissements publics jouent, eux aussi, un rôle essentiel. La faim est en effet plus répandue dans les pays où le niveau des dépenses publiques par travailleur consacrées à l'agriculture est faible, ce qui montre bien que les investissements publics et privés ont, les uns comme les autres, une grande importance lorsqu'il s'agit de lutter contre la faim (figure 3). Bien sûr, les gouvernements de pays à faible revenu dépensent peut-être moins par travailleur agricole précisément parce qu'ils sont pauvres, mais il est démontré que nombre d'entre eux dépensent, pour l'agriculture, une part de leur budget proportionnellement inférieure à l'importance réelle de l'agriculture dans leur économie (voir le chapitre 2).

La croissance de la productivité est une condition nécessaire – mais pas suffisante – pour parvenir à la **durabilité environnementale**. L'agriculture mondiale devra nourrir une

population totale qui devrait atteindre, selon les projections, 9 milliards d'individus d'ici à 2050, soit 2 milliards de plus qu'actuellement. La croissance démographique sera fortement concentrée dans les pays où règne déjà la faim et où les ressources naturelles sont dégradées. Les systèmes de production végétale et animale doivent donc être intensifiés pour répondre à l'augmentation de la demande, mais il faudra aussi produire en utilisant moins de ressources naturelles et améliorer la qualité de ces ressources (FAO, 2011a). Lorsque les écosystèmes agricoles deviennent plus productifs, il est possible de protéger les écosystèmes naturels; en outre, si les agriculteurs sont rétribués pour les services écosystémiques rendus, l'agriculture devient à la fois plus productive et plus durable (FAO, 2007).

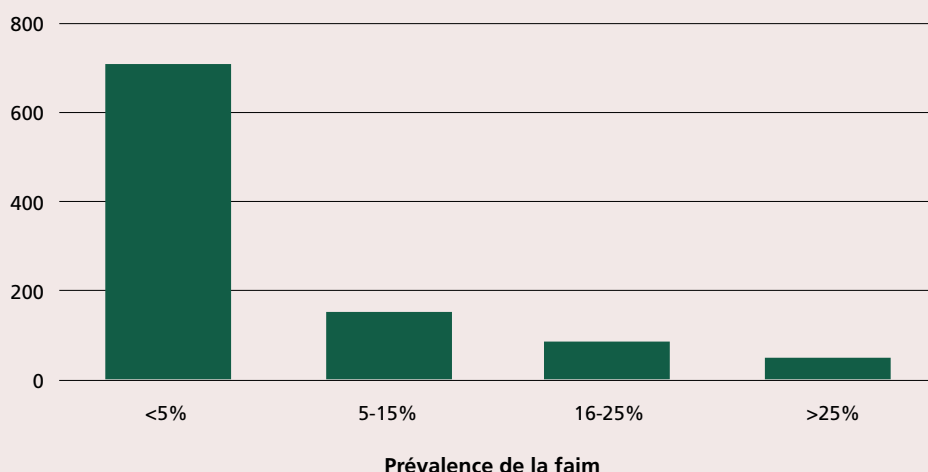
Comment investir dans l'agriculture pour un meilleur avenir?

Dans de nombreux pays à faible ou à moyen revenu, les agriculteurs n'investissent pas assez pour réaliser leurs propres objectifs d'augmentation de la productivité et des

FIGURE 3

Dépenses consacrées par les gouvernements à l'agriculture, par travailleur, ventilées en fonction de la prévalence de la sous-alimentation

Dollars PPA constants de 2005



Note: Les dépenses publiques par travailleur correspondent à la moyenne annuelle pour 2005-2007 et la prévalence de la sous-alimentation est une estimation de la FAO pour 2010-2012.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de l'IFPRI (2010) et de FAO, FIDA et PAM (2012).

revenus, et certainement pas les objectifs d'ensemble de la société: sécurité alimentaire et nutritionnelle, réduction de la pauvreté et durabilité environnementale. Il devient donc essentiel de se pencher sur la question des incitations et des contraintes qui influencent les décisions d'investissement des agriculteurs, de manière à encourager les investissements à l'exploitation.

À cet égard, les gouvernements et leurs partenaires de développement ont des responsabilités de base à assumer, pour les quatre activités suivantes:

- créer un climat d'investissement favorable pour encourager les investissements socialement responsables des agriculteurs et d'autres investisseurs privés;
- orienter les dépenses publiques vers la fourniture de biens publics essentiels et à haut rendement;
- éliminer les contraintes que les petits agriculteurs rencontrent quand ils veulent épargner et investir;
- assurer la gouvernance des investissements privés, notamment dans le cas des investissements à grande échelle, pour assurer l'équité sociale et la durabilité environnementale.

L'importance relative de ces quatre activités et les priorités de l'investissement public en faveur de l'agriculture pourront varier en fonction du stade de développement du secteur.

Les gouvernements ont un rôle de premier plan à jouer pour favoriser un **climat d'investissement** positif, encourageant les investissements privés dans l'agriculture. Ce climat d'investissement dépend de la présence d'un **environnement porteur** – politiques, institutions et infrastructures – qui doit être mis en place par les pouvoirs publics, ainsi que des **incitations commerciales**, qui dépendent en grande partie du marché, mais sont aussi influencées, dans de nombreux domaines, par les politiques gouvernementales. Le climat d'investissement ne manque pas d'influencer la perception des investisseurs privés concernant la rentabilité et les risques des investissements, créant ainsi des mesures d'incitation ou de dissuasion pour les agriculteurs, les entreprises rurales et d'autres entités privées désireuses d'investir dans l'agriculture. Les éléments concourant à un environnement porteur et à des incitations commerciales pour

l'investissement dans l'agriculture ont beaucoup de choses en commun avec les conditions requises pour un bon climat général d'investissement, même si l'importance relative de ces éléments peut être différente pour l'agriculture.

Les défis auxquels les investisseurs privés et publics seront confrontés, dans le secteur agricole, varieront selon les contextes. Ici, les caractéristiques régionales ou nationales auront une influence, tout comme les spécificités de chaque investisseur. Toutefois, tous les agriculteurs, quels que soient la taille de leur exploitation et leur contexte national, ont besoin d'un environnement porteur comportant les éléments de base suivants: développement des infrastructures et des ressources humaines, institutions commerciales, stabilité macroéconomique et bonne gouvernance. Les investissements agricoles dépendent notamment de facteurs habilitants clés comme la prévisibilité et la transparence des politiques, un régime foncier et des droits de propriété clairs, des politiques commerciales transparentes et la présence d'infrastructures rurales (y compris transports, irrigation, communication, approvisionnement en eau, assainissement et électricité). On peut aussi citer, dans le domaine agricole, d'autres facteurs habilitants: normes relatives aux produits, recherche et développement (R&D) et services financiers en milieu rural (voir le chapitre 3).

À bien des égards, un environnement porteur est fait de **biens publics essentiels**, que ne peut pas fournir le secteur privé. Les gouvernements sont tenus de canaliser les fonds publics limités dont ils disposent vers des types d'investissement qui produisent les meilleurs résultats possibles au niveau de la productivité agricole, de la réduction de la pauvreté et de la durabilité environnementale. Des données concrètes figurant dans le présent rapport (voir le chapitre 5) montrent que les dépenses publiques ont des retombées sociales plus positives lorsqu'elles se concentrent sur la fourniture de biens publics comme la recherche agricole, la mise en place d'infrastructures rurales et l'éducation, plutôt que sur la subvention des engrais, de l'eau et du crédit. Les subventions peuvent bien sûr se justifier dans certaines situations, lorsqu'elles produisent des avantages en ce qui concerne les biens communs; d'ailleurs,

il faut noter que la conception de bien commun peut différer, selon les stades de développement des différents pays. On peut toutefois affirmer, preuves à l'appui, que certaines dépenses gouvernementales ont une meilleure incidence que d'autres sur la productivité agricole et la réduction de la pauvreté.

Les gouvernements doivent aussi veiller à ce que des considérations de **durabilité environnementale et d'équité sociale** soient prises en compte à l'heure de prendre des décisions sur les investissements privés et publics dans l'agriculture. Cela signifie, notamment, qu'il faudra adopter des lois et des politiques assurant la durabilité environnementale des investissements privés et protégeant les droits des personnes les plus vulnérables. Dans des domaines comme la production de biocarburant, l'autosuffisance alimentaire et le commerce international, certaines politiques peuvent avoir des effets négatifs involontaires sur l'environnement et elles devront donc être évaluées avec soin. Il faut également que les dépenses publiques visent à améliorer la production, en préservant la durabilité environnementale et en produisant des effets positifs sur le plan social (voir le chapitre 3).

Dans de nombreux pays, les petits agriculteurs, qui en fait sont souvent des agricultrices, rencontrent des difficultés particulières pour épargner et investir dans leur exploitation et ont besoin d'un soutien spécial pour les surmonter. La mise en place d'institutions et d'infrastructures appropriées afin de relier les petits agriculteurs aux marchés s'inscrit dans le cadre de la création d'un environnement porteur et est une condition préalable pour que se concrétisent les avantages pouvant découler d'une amélioration des stimulants. D'autres problèmes cruciaux rencontrés par les petits agriculteurs sont les contraintes de crédit et l'aversion au risque. Un moyen très efficace de relier les petits agriculteurs aux marchés et de résoudre certains de ces problèmes est de créer de solides associations de producteurs. Dans de nombreux cas, les transferts sociaux, y compris les subventions, peuvent aussi se révéler un instrument efficace pour aider les petits agriculteurs à investir et à accroître leurs actifs (voir le chapitre 4).

La place croissante occupée par les grands investissements privés est à la fois une source d'opportunités et de défis pour l'agriculture. Les gouvernements doivent assurer la gouvernance de ces investissements pour faire en sorte qu'ils contribuent à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans les pays et localités où ils sont réalisés. Les organisations internationales, la société civile et les investisseurs privés ont aussi des responsabilités à assumer pour la gouvernance de ces investissements. Il est essentiel, à cet égard, de se conformer aux *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* (FAO, 2012b) et à d'autres principes axés sur les droits (voir le chapitre 4).

La pertinence et l'ampleur des différents défis qui se posent en matière de politiques, évoqués ci-dessus, dépendront des caractéristiques, du niveau de développement et des priorités de chaque pays. Pour tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, un élément fondamental sera le choix d'incitations économiques efficaces, car elles auront des implications sur la répartition géographique des investissements, au-delà des frontières nationales. L'amélioration d'autres composantes du climat d'investissement sera probablement plus ardue pour nombre de pays à faible ou à moyen revenu. Dans les pays à faible revenu et dans un grand nombre de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où la pauvreté est plus répandue et la proportion de petits paysans, plus élevée, il sera indispensable de s'attaquer aux problèmes d'investissement des petits agriculteurs et de veiller à ce que les grands investissements aient une incidence positive sur la sécurité alimentaire.

Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur lance un appel pour un nouveau partenariat entre les gouvernements, les donateurs, la société civile et le secteur privé – notamment les agriculteurs – afin de mobiliser beaucoup plus d'investissements en faveur de l'agriculture et de les canaliser de manière à obtenir des résultats positifs sur le plan social et durables au niveau environnemental. Le renforcement des institutions et des capacités humaines jouera un rôle central dans cet effort.

Structure du rapport

Le chapitre 2 articule le débat en précisant des concepts de base liés aux investissements agricoles et en examinant les données empiriques concernant les différents types d'investissement. Il passe en revue les données montrant l'importance des investissements agricoles à l'exploitation, et de ceux réalisés par les gouvernements, les donateurs et les investisseurs privés étrangers. Il met en lumière les différences entre les régions et montre quels sont les domaines où les investissements sont en dessous des niveaux requis pour parvenir à une croissance durable de la productivité. Le chapitre 3 présente des informations concrètes sur le rôle crucial des gouvernements et des donateurs; en effet, ceux-ci stimulent l'investissement agricole en mettant en place un environnement porteur et en assurant la transmission des incitations par les prix. Par exemple, les politiques macroéconomiques et commerciales qui taxent ou au contraire soutiennent le secteur agricole peuvent influencer de manière involontaire les incitations à l'investissement. De plus, il faut incorporer les coûts et les avantages écologiques dans les mesures d'incitation destinées aux producteurs agricoles, si l'on veut intensifier durablement l'agriculture. Le chapitre 4 accorde une attention particulière aux problèmes rencontrés par les petits agriculteurs lorsqu'ils cherchent à investir et examine les mesures que les gouvernements et les donateurs peuvent prendre pour les aider à surmonter ces problèmes. Il se penche aussi sur les opportunités et les défis liés au rôle croissant des investissements à grande échelle dans l'agriculture des pays en développement, réalisés par des investisseurs nationaux ou étrangers. Le chapitre 5 examine les résultats obtenus par divers investissements publics, dans différents contextes, et montre comment la réaffectation des dépenses publiques vers des biens publics essentiels, plutôt que vers des subventions, peut produire de meilleurs résultats et des effets plus positifs sur le plan social. Le chapitre 6 tire les conclusions et présente les implications de cette analyse, en ce qui concerne les politiques à suivre.

2. Investissements agricoles: caractéristiques et tendances

Le présent chapitre passe en revue les tendances des investissements privés et publics, au niveau mondial et régional, mais aussi par groupes de revenus, et il examine dans quelle mesure des progrès ont été réalisés dans la formation de capital agricole, à partir de données recueillies et analysées pour l'occasion.

Concepts de base: différences entre investissements et dépenses, entre biens publics et privés

En général, l'investissement suppose que l'on renonce à quelque chose aujourd'hui pour accumuler des actifs qui produiront, à l'avenir, un surcroît de revenus ou d'autres avantages. Les agriculteurs investissent dans leurs exploitations en achetant des équipements et des machines agricoles, en achetant des animaux ou en les élevant jusqu'au stade de production, en plantant des cultures permanentes, en améliorant leurs terres, en construisant des bâtiments agricoles, etc. De leur côté, les gouvernements peuvent investir en construisant et en entretenant, par exemple, des routes rurales et des grands périmètres d'irrigation, qui produisent des bénéfices, sous la forme d'augmentations à long terme de la productivité. Les gouvernements investissent aussi dans d'autres actifs, moins tangibles, comme les institutions juridiques et commerciales qui font partie de l'environnement porteur mis en place pour encourager les investissements privés. Il peut donc s'avérer difficile de déterminer si une dépense, publique ou privée, constitue un investissement, à la fois sur le plan conceptuel et empirique, et dans certains cas, il est difficile de trancher. L'investissement est en général défini comme étant une activité qui génère une accumulation de capital (encadré 1) produisant, avec le temps, un flux de rendements.

En agriculture, on établit d'habitude une distinction entre investissement et dépense, pour ce qui concerne l'acquisition d'intrants, en prenant pour base, de manière somme toute arbitraire, le temps nécessaire pour produire un résultat. Ainsi, on estime que planter un arbre, c'est un investissement, car il faut plus d'un an pour produire un résultat, alors qu'appliquer des engrais dans un champ de maïs n'est pas considéré comme un investissement, puisque cela produit un résultat lors de la campagne agricole en cours. Une chose plus importante, sur le plan conceptuel, est la suivante: les arbres sont des actifs qui produisent une série de résultats, échelonnés sur de nombreuses années. Or, même si ce cas semble simple, la distinction n'est pas toujours évidente. En effet, si les engrais sont utilisés pour maintenir et renforcer la fertilité du sol à long terme, on peut aussi estimer que leur achat représente un investissement. De même, en ce qui concerne les dépenses publiques, on établit en général une distinction entre investissement et dépense, mais là non plus, il n'est pas toujours facile d'établir cette distinction, notamment parce qu'il faut effectuer des dépenses courantes pour maintenir la valeur des immobilisations, comme dans le cas des routes et d'autres infrastructures matérielles.

Pour déterminer ce qui constitue un investissement, il faut aussi tenir compte de différents points de vue. Par exemple, pour l'agriculteur, l'achat d'un terrain représente peut-être un investissement important dans sa capacité productive, mais du point de vue de la société, il s'agit simplement d'un changement de propriété d'un moyen de production, plutôt que d'une augmentation nette de capital qui, elle, pourrait prendre la forme d'une amélioration des terres.

Les agriculteurs et les gouvernements investissent pour accumuler des capitaux qui permettront d'améliorer la productivité future du secteur agricole. Certains des

ENCADRÉ 1

Comment définir le capital?

Les agriculteurs et les pouvoirs publics investissent pour constituer des actifs, à l'appui de la productivité agricole et de la croissance de l'agriculture. Le capital comprend des actifs tangibles et intangibles et est souvent décomposé en diverses catégories, présentées ci-dessous, qui sont toutes importantes pour la productivité agricole:

- capital physique, comme animaux, machines, équipements, bâtiments agricoles et infrastructures non agricoles;
- capital humain acquis grâce aux services d'éducation, de formation et de vulgarisation;
- capital intellectuel obtenu dans le cadre d'activités de R&D sur les technologies et les méthodes de gestion agricoles;

- capital naturel, comme les terres et les autres ressources naturelles nécessaires à la production agricole;
- capital social, comme les institutions et les réseaux, qui donnent confiance et réduisent les risques;
- capital financier, comme l'épargne privée.

Le capital financier sert avant tout à se procurer d'autres types de capital. Il faut cependant noter que beaucoup d'investissements effectués par les agriculteurs n'exigent pas de décaissements financiers, en tout ou en partie, mais prennent la forme de temps consacré par exemple au défrichage ou à l'amélioration des terres, ou à la construction de bâtiments agricoles ou de canaux d'irrigation.

principaux types de capitaux investis dans l'agriculture ne sont pas nécessairement tangibles. Ainsi, les gouvernements investissent beaucoup dans la R&D agricole, qui produit un capital intellectuel, indispensable pour améliorer la productivité à long terme de l'agriculture. Les gouvernements et les individus investissent aussi dans l'éducation, ce qui permet de relever la productivité des bénéficiaires et d'obtenir des avantages à long terme, grâce au renforcement des capacités humaines. En outre, les agriculteurs consacrent du temps et des ressources à la mise en place d'associations de producteurs, un type de capital social qui aide à réduire les risques et à accroître la productivité. Toutes ces activités sont des investissements, sous différentes formes, car elles renforcent le capital, même s'il est difficile d'en mesurer l'évolution.

Nombre des investissements réalisés par les pouvoirs publics sont dénommés «biens publics» parce qu'ils produisent des avantages pour la société, qui ne peuvent pas être obtenus par un investisseur privé. Lorsqu'un bien public a été créé, on ne peut pas empêcher les gens d'en tirer profit et l'utilisation de ses avantages par une personne ne porte en rien préjudice à

l'aptitude d'autres personnes à les utiliser. En langage technique, on parlera de biens «non exclusifs» et «non rivaux». Les investisseurs privés n'ont guère d'intérêt à produire des biens communs, car ils ne peuvent pas faire payer un prix suffisant pour récupérer le coût de leur investissement. On peut citer comme exemple de biens publics importants pour l'agriculture de nombreux types de R&D, les routes rurales et d'autres infrastructures. D'autres types d'investissement public, comme la mise en place d'institutions et de capacités humaines, sont des biens publics moins tangibles, mais qui sont peut-être plus importants encore pour l'agriculture. Ce qui constitue ou non un bien public dépendra, dans une certaine mesure, des caractéristiques de chaque pays et des circonstances locales; en agriculture, il n'est d'ailleurs pas rare de voir des biens mixtes publics/privés.

Les investissements publics aident à créer un environnement suffisamment porteur, qui incite les agriculteurs à investir. Ils créent aussi d'autres formes de capital, qui appuient le développement d'un secteur agricole florissant. Certains types d'investissement des pouvoirs publics sont spécifiques à l'agriculture et visent à améliorer la

production primaire des cultures, de l'élevage, de l'aquaculture et du secteur forestier, ainsi que les activités en amont et en aval. Ces investissements peuvent être dénommés investissements *dans* l'agriculture. Les investissements effectués par les pouvoirs publics dans d'autres secteurs peuvent aussi avoir des effets positifs sur la production et la productivité agricoles, ainsi que sur les revenus des agriculteurs. Par exemple, les investissements dans les infrastructures de transport et de communication, l'énergie, l'instruction, la santé et la nutrition, les services écosystémiques, les institutions commerciales et, en général, les institutions juridiques et sociales soutiennent l'agriculture et peuvent donc être dénommés investissements *pour* l'agriculture.

Le présent rapport traite surtout de l'accumulation de capital par les agriculteurs, dans le secteur agricole, et des investissements réalisés par les pouvoirs publics pour faciliter une telle accumulation. Il n'examine pas toute la gamme des investissements effectués dans des entreprises privées opérant en amont ou en aval. Par exemple, les investissements des fournisseurs d'intrants et des entreprises agroalimentaires sont essentiels pour appuyer les investissements à l'exploitation et le développement agricole, car ils ont une incidence sur les opportunités et les incitations, telles qu'elles sont perçues par les agriculteurs. Malheureusement, on ne dispose pas de données complètes sur ces secteurs, qui débordent d'ailleurs du cadre de l'analyse; on se contentera de noter qu'ils contribuent à stimuler les investissements à l'exploitation.

Passer des concepts aux mesures: interprétation des données

Lorsque l'on veut passer de la compréhension du concept d'investissement agricole à l'analyse empirique, on rencontre un certain nombre de difficultés, car les données disponibles ne donnent que des mesures indirectes et approximatives des éléments que nous voulons chiffrer. Malgré leurs limites, les données compilées et analysées pour le présent rapport représentent les estimations les plus détaillées disponibles

à ce jour sur les investissements agricoles dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et les mieux comparables (Lowder, Carisma et Skoet, 2012).

Le présent rapport analyse quatre grandes catégories d'investissements et cinq séries de données comparables sur le plan international (figure 4). Comme indiqué dans le chapitre 1, les quatre catégories d'investissement sont les investissements nationaux privés, les investissements nationaux publics, les investissements étrangers privés et les investissements étrangers publics. Les investissements nationaux privés proviennent principalement des agriculteurs; les données les plus détaillées permettant de mesurer cette composante sont des estimations de la FAO sur le capital d'exploitation agricole, à l'exploitation. Les investissements publics réalisés par les autorités nationales sont mesurés sur la base de deux séries de données: les dépenses publiques de R&D dans l'agriculture et pour l'agriculture, provenant de la base de données sur les Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI) (IFPRI, 2012a) et les statistiques tirées de la base de données SPEED (IFPRI, 2010 et IFPRI, 2012b), bases de données tenues à jour l'une et l'autre par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Ces deux séries de données mesurent divers aspects des investissements publics dans l'agriculture. Les meilleures informations disponibles pour mesurer les investissements étrangers privés dans l'agriculture et les secteurs apparentés proviennent de données sur les investissements étrangers directs (IED), compilées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Quant aux investissements étrangers publics, ils sont mesurés sur la base de données relatives à l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'agriculture, recueillies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Aucune de ces séries de données ne cerne complètement tous les types d'accumulation d'actifs dans et pour l'agriculture, mais ce sont les séries les plus complètes disponibles à ce jour.

Les données montrent clairement que ce sont les agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture (figure 5). En effet, les

investissements à l'exploitation représentent plus du triple de toutes les autres sources d'investissements réunies. Les investissements annuels dans le capital, à l'exploitation, dépassent les investissements des pouvoirs publics, selon un ratio de plus de 4 pour 1 et l'écart s'élargit nettement dans le cas des autres sources d'investissement. Le capital d'exploitation agricole mesure uniquement les investissements les plus tangibles réalisés par les agriculteurs (par exemple, mise en valeur des terres, élevage, machines et équipements agricoles, plantations [arbres, vigne et arbustes pérennes] et bâtiments d'élevage). Ces mesures, qui excluent d'autres formes d'investissement (éducation, formation et participation à des réseaux sociaux) donnent probablement une estimation à la baisse des investissements effectués par les agriculteurs. Les investissements des pouvoirs publics correspondent à la portion des dépenses publiques qui peut être considérée comme un investissement (encadré 5). En revanche, les données sur la R&D, l'APD et les IED, qui n'établissent pas de distinction entre les investissements et les dépenses, représentent une estimation à la hausse de ces sources d'investissement.

Capital d'exploitation agricole

Tendances de l'ensemble du capital d'exploitation agricole, à l'exploitation

L'ensemble des investissements effectués par les agriculteurs dans le monde entier, mesurés sur la base du capital d'exploitation agricole, a augmenté d'environ 20 pour cent depuis 1975, pour atteindre actuellement plus de 5 billions de dollars des États-Unis (tableau annexe A2). Au niveau mondial, l'évolution du capital d'exploitation agricole total a été influencée par de grands événements politiques et économiques et par les fluctuations des cours internationaux des produits de base (figure 6). Pendant la plus grande partie des années 80 et 90, le net fléchissement des cours des produits de base, conjugué aux politiques gouvernementales peu favorables à l'agriculture, a réduit les incitations à investir dans l'agriculture au cours de cette période.

L'accumulation de stocks de produits agricoles dans les années 80 et au début des

années 90 a fait baisser les investissements dans les pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord. En outre, l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et les réformes économiques introduites dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale ont déterminé une forte baisse du capital d'exploitation agricole dans ces pays pendant les années 90. Les taux d'imposition élevés appliqués au secteur agricole ont découragé encore plus l'investissement dans de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (voir le chapitre 3 pour un examen plus détaillé de la question). La libéralisation progressive des échanges, à partir du milieu des années 90, suivie par l'achèvement des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et l'augmentation des cours des produits de base ont amélioré les incitations économiques à investir dans l'agriculture, jusqu'au milieu des années 2000. La poursuite de la hausse des cours internationaux des produits de base a probablement stimulé davantage les investissements au cours des dernières années, mais on ne dispose pas encore de données détaillées permettant de le confirmer.

Capital d'exploitation agricole par travailleur et productivité de la main-d'œuvre

Le capital d'exploitation agricole par travailleur³, donne des résultats plus significatifs que le niveau total du capital d'exploitation agricole, car il joue un rôle déterminant pour la productivité de la main-d'œuvre et les revenus agricoles (voir le tableau annexe A1 pour les données sur la population économiquement active en agriculture). La figure 7 illustre la corrélation existant entre le capital d'exploitation agricole par travailleur et la productivité de la main-d'œuvre (mesurée sous la forme du PIB agricole par travailleur), pour un grand nombre de pays. Le graphique ne peut pas déterminer le sens de la causalité, mais ces deux éléments sont de toute évidence étroitement liés et augmentent nettement avec le niveau général de revenus

³ Les travailleurs agricoles représentent la population économiquement active en agriculture, y compris les agriculteurs indépendants et les travailleurs agricoles du secteur structuré et non structuré, assurant un travail rémunéré ou non rémunéré.

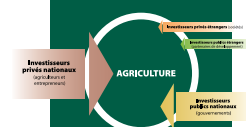
FIGURE 4
Principales séries de données internationales sur les flux financiers
en faveur de l'agriculture

INVESTISSEMENT

	FLUX NATIONAUX		
	PRIVÉS	PUBLICS	
	Capital d'exploitation agricole à l'exploitation	Dépenses gouvernementales	Dépenses publiques pour la R&D agricole
Source	FAO	IFPRI-SPEED	IFPRI-ASTI
Secteurs inclus	Cultures et élevage	Cultures et élevage	Cultures et élevage, forêts, pêches, ressources naturelles et transformation des aliments à l'exploitation
Définition	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en valeur des terres • Élevage • Machines et équipements • Cultures de plantation (arbres, vigne et arbustes à production pluriannuelle) • Structures pour l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration, supervision et réglementation • Réforme agraire, colonisation, mise en valeur et expansion des terres agricoles • Lutte contre les inondations et irrigation • Programme de stabilisation des prix et des revenus agricoles • Services de vulgarisation, soins vétérinaires, lutte contre les ravageurs, inspection et classement des produits végétaux • Production et diffusion d'informations générales et techniques sur l'agriculture • Indemnisations, aides, prêts ou subventions en faveur des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche sur les cultures, l'élevage, les forêts, les pêches, les ressources naturelles et les aspects socioéconomiques de la production agricole primaire • Recherche sur les activités après récolte à l'exploitation et sur la transformation des produits alimentaires
Pays couverts	204 pays et ex-États souverains	Couverture totale pour 51 pays et couverture partielle pour 28 autres pays	140 pays en 2000, moins depuis
Période couverte	1979-2007	1980-2007	1980-2002 ou 2009 (varie selon les pays)
Unité de mesure	USD constants de 2005	USD PPA constants de 2005	USD PPA constants de 2005

FLUX INTERNATIONAUX

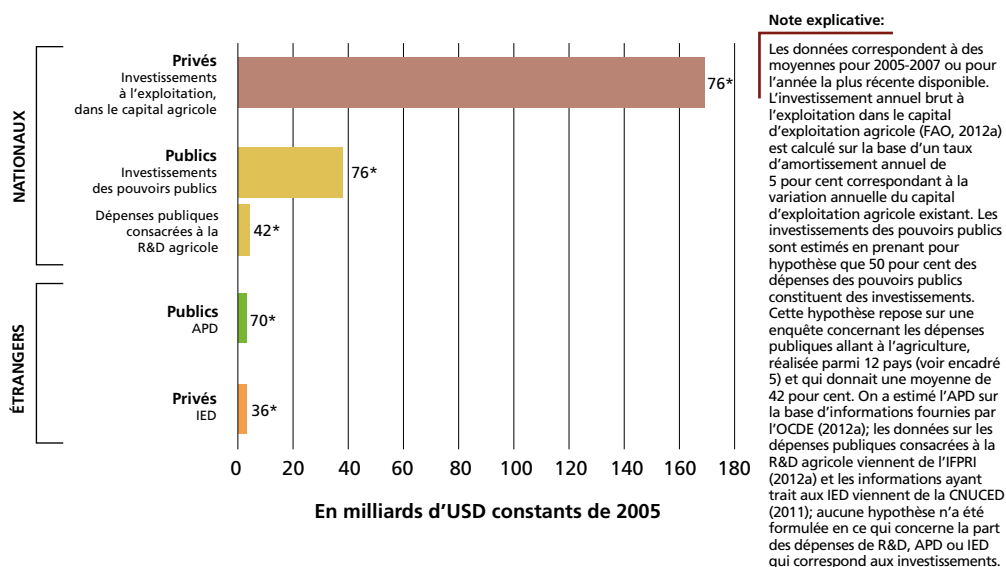
PRIVÉS	PUBLICS
Flux d'IED	APD
CNUCED	OCDE-SNPC
Cultures et élevage, forêts, pêches et chasse	Cultures et élevage, forêts et pêches
<ul style="list-style-type: none"> • Cultures, maraîchage et horticulture • Élevage • Associations cultures-élevage • Services agricoles et zootechniques, à l'exclusion des services vétérinaires • Chasse, piégeage et élevage de gibier • Foresterie et exploitation forestière • Pêches, alevinage et fermes piscicoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme agraire, politiques et gestion administrative agricoles, production végétale, ressources en terres et en eau, intrants, éducation, recherche, vulgarisation, formation, protection des plantes et des activités après-récolte, lutte contre les ravageurs, services financiers, associations et coopératives d'agriculteurs • Productions animales et services vétérinaires • Politiques et gestion administrative forestières, développement et production de bois de feu et de charbon de bois, éducation et formation, recherche et services • Politiques halieutiques et gestion administrative des pêches, mise en valeur des pêches, éducation et formation, recherche et services
Nombre variant d'une année sur l'autre (44 pays les dernières années)	153 pays
1990-2008	1973-2010
USD courants	USD constants de 2005



AGRICULTURE

FIGURE 5

Investissements dans l'agriculture de certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par source de financement



* Nombre de pays

Source: Lowder, Carisma et Skoet (2012).

par personne. En général, les pays à faible revenu ont un capital agricole peu élevé par travailleur et aussi, par voie de conséquence, une faible production agricole par travailleur. La faible productivité de la main-d'œuvre agricole est d'ailleurs considérée comme une caractéristique propre aux pays à faible revenu.

Pour que s'améliore la productivité de la main-d'œuvre agricole, il faut que le capital disponible par travailleur augmente (ratio capital/main-d'œuvre). Pour cela, il faut que le capital d'exploitation agricole augmente plus vite que la main-d'œuvre agricole. La vitesse de cette augmentation déterminera le rythme de croissance des revenus agricoles. Souvent, les écarts entre les pays riches et les pays à faible revenu augmentent en raison des faibles taux d'investissement et/ou de l'augmentation de la main-d'œuvre, dans les pays où le niveau du capital agricole par travailleur est réduit (tableau 1). La croissance élevée de la main-d'œuvre agricole a entraîné à la fois une baisse du capital agricole par travailleur et une réduction de la taille des exploitations agricoles, dans les pays où la productivité de la main-d'œuvre est au plus bas (encadré 3). Au cours des dernières décennies, le rapport entre le capital et

la main-d'œuvre a continué à augmenter rapidement dans les pays riches, principalement sous l'effet d'une diminution du nombre de travailleurs agricoles, alors qu'il baissait dans les pays à faible revenu.

Les tendances régionales du ratio entre le capital et la main-d'œuvre sont étonnantes (figure 8). Notamment, deux régions, qui souffraient déjà d'un faible niveau de capitalisation par travailleur, ont vu stagner, voire baisser, leur ratio entre le capital et la main-d'œuvre agricole, au cours des dernières décennies. En Afrique subsaharienne, où la croissance de la main-d'œuvre agricole a été nettement supérieure à la croissance du capital agricole, ce ratio a baissé à un taux moyen de 0,6 pour cent par an. En Asie du Sud, le ratio entre le capital et la main-d'œuvre a stagné, parce que l'augmentation du capital d'exploitation agricole total et celle de la main-d'œuvre ont progressé à peu près au même rythme.

La composition du capital d'exploitation agricole

La composition du capital d'exploitation agricole a une incidence sur la productivité de la main-d'œuvre agricole et la durabilité de l'environnement. Les ressources naturelles (une composante importante du capital

ENCADRÉ 2

Amélioration des données sur les investissements agricoles pour l'analyse des politiques

Il est difficile d'effectuer une analyse empirique des investissements dans l'agriculture, en raison du nombre très limité de données disponibles. Le présent rapport donne néanmoins la vue d'ensemble la plus complète à ce jour sur les tendances des investissements agricoles et le volume des investissements provenant de différentes sources. Toutes les séries de données examinées font la lumière sur des aspects importants des investissements agricoles, sans toutefois permettre de dresser un tableau complet de la situation, tant s'en faut.

L'amélioration des données permettrait d'affiner nettement l'analyse des investissements agricoles. Cette amélioration pourrait porter sur différents aspects: comparabilité et cohérence des données, couverture par pays et par année, informations mieux actualisées et inclusion de domaines qui ne sont pas encore couverts par les données ou les estimations. Il serait utile, à cet égard, de renforcer la coordination et la coopération entre différentes institutions recueillant des données dans des domaines similaires ou apparentés. Des améliorations peuvent notamment être apportées aux questions suivantes :

- **Capital d'exploitation agricole.** Les données existantes couvrent un bon nombre de pays; en revanche, les actifs couverts sont incomplets et la méthodologie appliquée ne permet pas de rendre compte de l'amélioration qualitative des actifs utilisés. D'autres types d'estimations, fondés sur les comptes nationaux, ne sont possibles que pour un nombre limité de pays (encadré 4).
- **Dépenses gouvernementales.** Les données compilées par l'IFPRI donnent les informations les plus détaillées sur les dépenses gouvernementales dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, mais elles ne couvrent pas la totalité de ces pays. On note aussi des discordances entre ces données et d'autres sources d'information, pour certains pays. L'harmonisation et l'amélioration des données ayant trait aux dépenses publiques pourraient produire des données plus complètes et de meilleure qualité, à des fins analytiques. En outre, une meilleure ventilation des données sur les dépenses agricoles et de meilleures informations sur leur contribution à

la formation de capital jetteraient de meilleures bases pour l'analyse. De même, il faudrait absolument disposer, pour l'analyse, de données ventilées entre les dépenses effectuées dans les zones urbaines et rurales, pour les types d'investissements non agricoles qui appuient fortement l'agriculture.

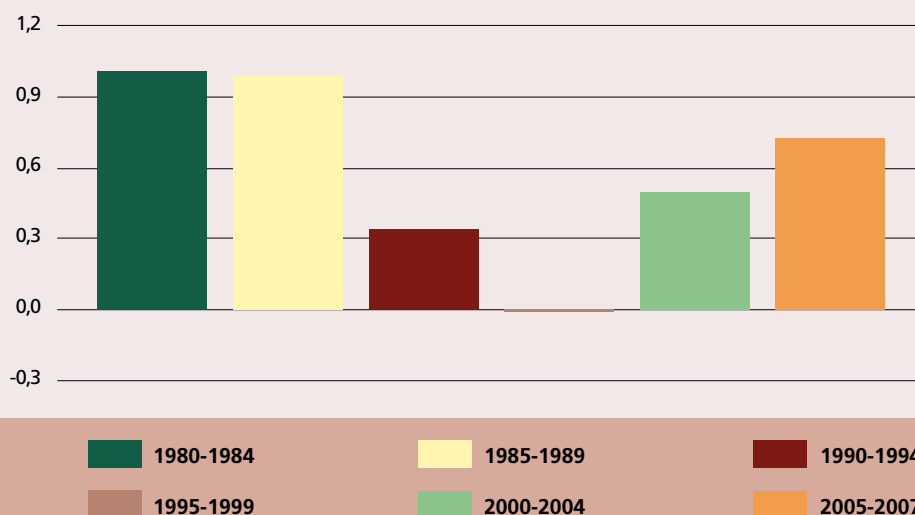
- **R&D.** Les données compilées dans le cadre du programme ASTI de l'IFPRI fournissent des estimations des dépenses publiques – y compris pouvoirs publics, enseignement supérieur et organismes sans but lucratif – consacrées à la R&D agricole, mais le nombre de pays couverts est limité et les données ne sont pas mises à jour assez fréquemment pour évaluer l'évolution des tendances. Il faudrait, en priorité, accroître les financements requis pour améliorer la collecte des données. De plus, la R&D agricole privée gagne en importance dans un certain nombre de pays à faible revenu ou pays à revenu intermédiaire, mais on ne dispose que de très peu d'informations à ce sujet.
- **IED.** Les données sur les IED dans l'agriculture sont particulièrement lacunaires. Elles sont en effet limitées et loin d'être complètes, et elles manquent de cohérence dans le temps. On peut tout particulièrement regretter le manque de données sur les investissements effectués par les grands investisseurs institutionnels, comme les fonds communs de placement, les fonds d'actions et les fonds de pension, qui semblent se développer.
- **Capital naturel.** Les ressources naturelles jouent un rôle essentiel dans la production agricole et représentent certains des actifs les plus importants des pays en développement, mais on ne dispose que de données très limitées estimant la valeur des ressources naturelles utilisées pour la production agricole.
- Finalement, il n'existe pas de données internationales comparables sur les **investissements réalisés dans les chaînes de valeur**, au-delà de l'agriculture primaire.

FIGURE 6

Investissements dans l'agriculture et cours internationaux des produits de base

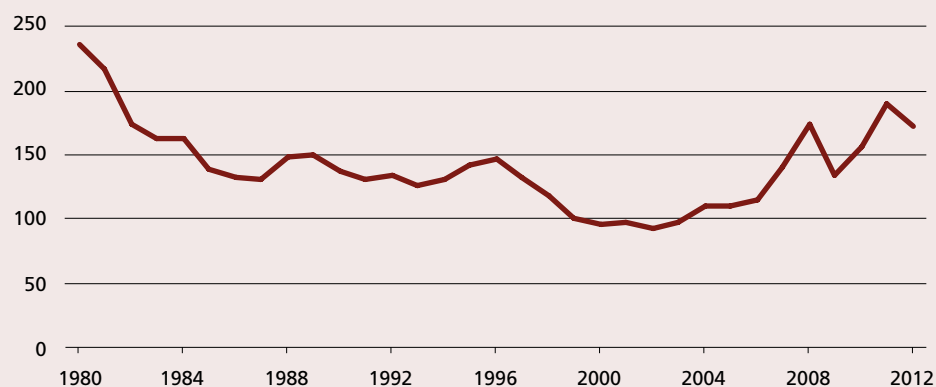
A – Variation du capital d'exploitation agricole total, moyennes annuelles

Variation (pourcentage)



B – Indice FAO des prix des aliments, en valeur réelle

Indice (1990 = 100)



Note: L'indice FAO des prix des aliments (FPI) est calculé sur la base des cours internationaux des céréales, des oléagineux, des viandes et des produits laitiers. La FAO calcule régulièrement cet indice depuis 1990; dans la présente figure, on est remonté jusqu'en 1980, en utilisant des informations de substitution sur les prix. Le FPI pour 2012 est calculé à partir d'informations recueillies jusqu'en mai 2012. Cet indice mesure la variation des cours internationaux, qui ne correspond pas nécessairement à la variation des prix nationaux. On utilise le déflateur appliqué au PIB par les États-Unis pour exprimer le FPI en valeur réelle, et non pas nominale.

Sources: FPI de la FAO: FAO, 2011b; variation du capital d'exploitation agricole total: calculs des auteurs à partir de FAO (2012a).

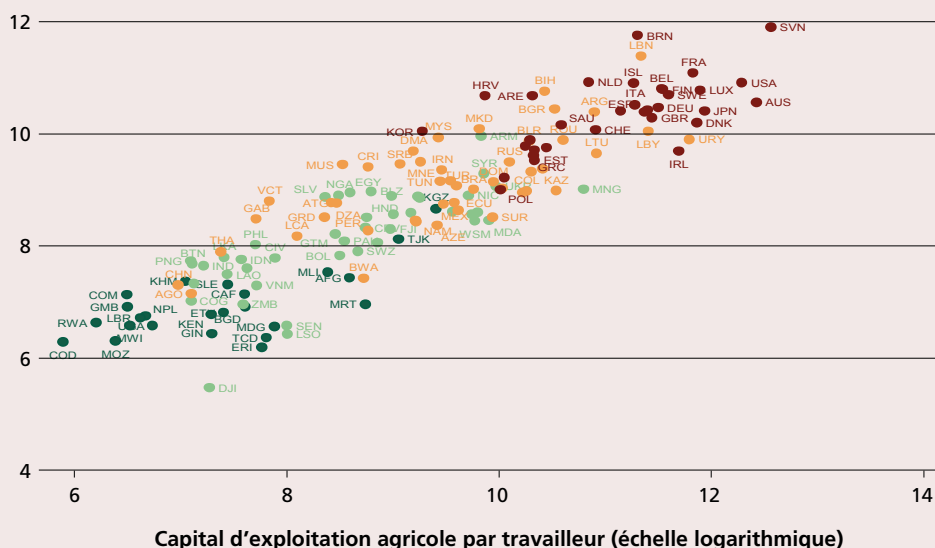
naturel) figurent parmi les principaux actifs des pays en développement et constituent la base biophysique de l'agriculture. Selon les estimations de la Banque mondiale (2006a), le capital naturel représentait, en 2000, environ 26 pour cent de la richesse totale

des pays à faible revenu (à l'exclusion des pays producteurs de pétrole) – soit plus que la part du capital produit (infrastructures, bâtiments, machines et équipements), qui s'établit à 16 pour cent. Le capital naturel est composé principalement des cultures

FIGURE 7

Capital d'exploitation agricole et PIB agricole par travailleur, par pays

PIB agricole par travailleur (échelle logarithmique)



- Pays à faible revenu
- Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)
- Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)
- Pays à revenu élevé

Note: Les deux indicateurs sont mesurés pour l'année 2007 en utilisant des USD constants de 2005.

Sources: Calculs des auteurs, à partir de données de la Banque mondiale (2012) sur le PIB agricole et de données de la FAO (2012a) sur le capital d'exploitation agricole. Voir tableau annexe A2.

TABLEAU 1

Montant et variation du capital d'exploitation agricole par travailleur, ventilés par région

GROUPE DE REVENU/RÉGION	CAPITAL D'EXPLOITATION AGRICOLE MOYEN, PAR TRAVAILLEUR, 2005-07	VARIATION ANNUELLE MOYENNE (1980-2007):		
		Capital d'exploitation agricole	Nombre de travailleurs agricoles	Capital d'exploitation agricole par travailleur
	(USD constants de 2005)	(pourcentage)		
Pays à revenu élevé	89 800	0,2	-2,9	3,0
Pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire	2 600	0,9	1,2	-0,3
Asie de l'Est et Pacifique	1 300	1,8	1,1	0,7
Asie de l'Est et Pacifique, à l'exclusion de la Chine	2 000	2,1	1,4	0,7
Europe et Asie centrale	19 000	-1,0	-1,7	0,7
Amérique latine et Caraïbes	16 500	0,7	0,0	0,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10 000	1,8	0,9	0,9
Asie du Sud	1 700	1,4	1,4	0,0
Asie du Sud, à l'exclusion de l'Inde	3 000	1,4	1,6	-0,1
Afrique subsaharienne	2 200	1,5	2,1	-0,6
TOTAL MONDIAL	4 000	0,6	1,1	-0,5

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de la FAO (2012a) et de la Banque mondiale (2012). Voir tableau annexe A2.

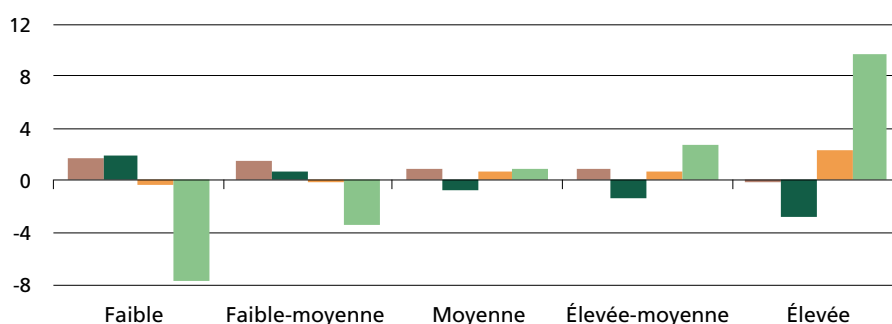
ENCADRÉ 3 L'écart de productivité

Les pays les moins productifs sont-ils en train de combler leur retard par rapport aux pays les plus productifs? Selon l'analyse effectuée dans une centaine de pays entre 1980 et 2005, il n'en serait rien; pire encore, la plupart d'entre eux verraient leur retard augmenter (Rapsomanikis et Vezzani, 2012). Les pays qui avaient initialement une main-d'œuvre agricole peu productive affichent en effet des taux de croissance moindres du capital agricole par travailleur, et une réduction de la taille moyenne des exploitations agricoles (figure). Ces pays ne peuvent pas rattraper les pays les plus

productifs, parce que la taille réduite des exploitations et les faibles taux d'investissement empêchent l'introduction de méthodes plus productives. Il est peu probable que les pays arrivent à échapper au «piège de la faible croissance de la productivité», à moins que des politiques ne soient adoptées pour créer un environnement porteur et faciliter les investissements des petits agriculteurs, dans leurs exploitations, en combinant bonne gouvernance, amélioration des infrastructures, marchés fonciers bien développés et technologies adaptées aux petits agriculteurs.

Déterminants de la productivité, selon le niveau de productivité de la main-d'œuvre

Variation (pourcentage)



Capital d'exploitation agricole

Population active dans l'agriculture

Capital d'exploitation agricole, par travailleur

Taille des exploitations

Notes: Taux médian de croissance annuelle, 1980-2005. Les groupes de pays sont définis par quintiles, en fonction de la productivité de la main-d'œuvre, exprimée sous la forme du PIB agricole par travailleur actif dans ce secteur. Chaque groupe représente 20 pour cent de l'échantillon.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de la FAO (2012a).

(59 pour cent), suivies par les richesses du sous-sol (17 pour cent) et les pâturages (10 pour cent). La part du capital naturel est plus faible dans les pays plus riches, soit 13 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire et 2 pour cent dans les pays à revenu élevé.

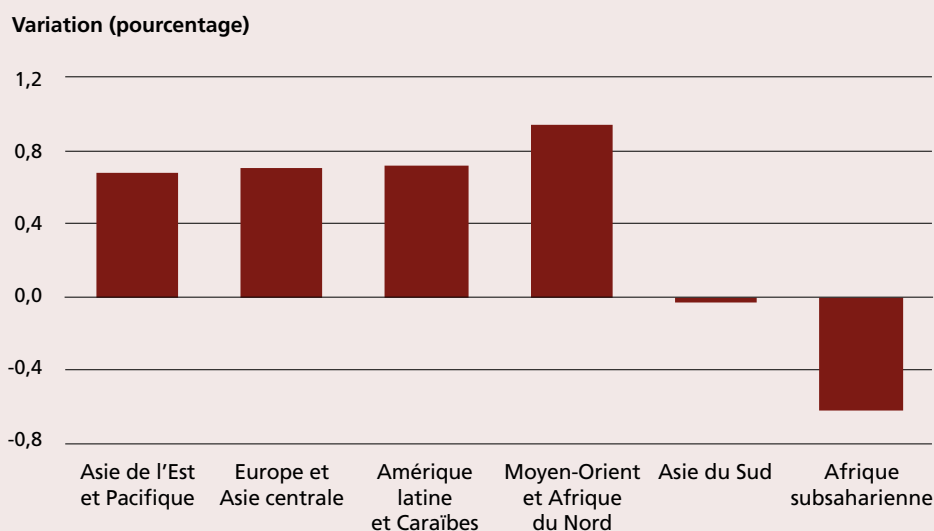
Or, malgré l'importance du capital naturel, on manque de données sur de nombreux aspects de ce type de capital – comme la

qualité des sols ou les ressources hydriques et génétiques. Pour mesurer le capital d'exploitation agricole, on se fonde donc sur des éléments comme les machines, le bétail, les structures et la mise en valeur des terres (c'est le cas des mesures faites par la FAO).

À mesure que l'agriculture se perfectionne sur le plan technologique, la composition du capital agricole se modifie. On peut noter de grandes différences dans la

FIGURE 8

Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, 1980-2007



Note: Pour les pays d'Europe et d'Asie centrale, les variations annuelles moyennes sont calculées pour la période de 1992 à 2007.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de la FAO (2012a) et de la Banque mondiale (2012).

composition du capital agricole des pays à revenu élevé, des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire, notamment en ce qui concerne la part des machines et équipements agricoles (figure 9). En effet, la part des machines et équipements agricoles atteint plus de 40 pour cent du capital agricole total dans les pays à revenu élevé, contre moins de 3 pour cent dans le cas des pays à faible revenu. Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, le capital agricole, à l'exploitation, prend principalement la forme d'animaux d'élevage et d'améliorations des terres.

Pour obtenir une amélioration régulière de la productivité, dans le temps, il faut modifier le capital, y compris ses aspects qui sont les moins bien documentés. De plus, les systèmes durables de production font largement appel aux connaissances, de sorte que la transition vers une agriculture durable et soucieuse de l'environnement suppose un recours accru à différentes formes de capital mettant en jeu des ressources intellectuelles et humaines, afin d'économiser les ressources naturelles, de plus en plus rares. Force est de constater que les moyens disponibles pour mesurer le capital d'exploitation ne

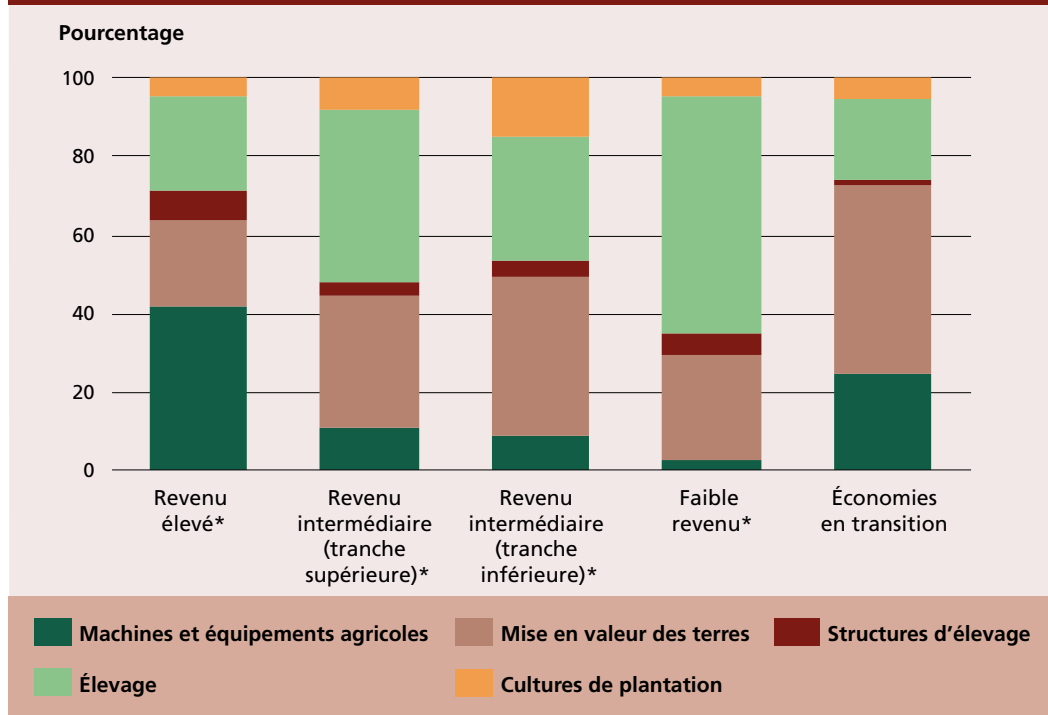
tiennent compte qu'en partie du capital provenant des connaissances (les machines et les équipements ne sont qu'un indicateur indirect du capital d'exploitation, qui reste toutefois très approximatif et incomplet). La principale conclusion que l'on peut tirer est que des investissements sont précisément nécessaires dans les types d'actifs qui jouent un rôle de plus en plus important dans la prise de décisions sur la croissance durable de la productivité, à savoir la qualité du capital naturel et humain, ainsi que dans des activités de R&D agricole, qui peuvent améliorer de tels actifs.

Les tendances du capital d'exploitation agricole et leurs implications

Au vu des tendances du capital d'exploitation agricole et du capital d'exploitation agricole par travailleur, ainsi que de la composition du capital agricole, on ne peut que constater que les investissements font sérieusement défaut dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Cette corrélation étroite entre les ratios mettant en équation capital et main-d'œuvre et la

FIGURE 9

Composition du capital d'exploitation agricole, par groupe de revenu, 2005-2007



Note: *Pour la classification par groupe de revenu, on utilise la méthode Atlas de la Banque mondiale pour tous les pays, sauf les économies en transition, qui figurent dans un groupe séparé.

Source: Calculs des auteurs sur la base de données de la FAO (2012a).

productivité de la main-d'œuvre agricole indique qu'il faudra fortement intensifier les investissements à l'exploitation dans ces pays pour progresser sur la voie de la lutte contre la pauvreté, la faim et la dégradation des ressources. Il sera également nécessaire d'introduire des réformes de plus grande ampleur dans l'économie agricole et opérer une transition vers la réduction de la main-d'œuvre dans ce secteur, comme cela s'est produit dans d'autres régions, sous l'effet de la croissance économique.

IED dans l'agriculture

Récemment, on s'est vivement intéressé aux IED, qui sont une source croissante d'investissements dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Faute de données, il n'est pas facile de tirer des conclusions fermes quant à l'ampleur de ces investissements, au niveau mondial, ni quant aux tendances à long terme, mais on peut affirmer, sur la base des meilleures données

disponibles, que les IED dans l'agriculture restent très limités par rapport aux investissements nationaux (voir le tableau annexe A3 pour la présentation de données par pays). De plus, il est difficile de préciser quelle est la part de ces investissements qui contribue à la formation de capital, par opposition à un simple transfert de propriété.

Pour 2007 et 2008, on ne dispose de données comparables sur les IED dans tous les secteurs que pour 27 pays. Pour ces pays, on estime que les flux annuels moyens d'IED vers l'intérieur se chiffraient à 922,4 milliards de dollars des États-Unis lors de ces deux années (CNUCED, 2011). Les IED dans l'agriculture (y compris la chasse, la foresterie et la pêche) ne représentaient que 0,4 pour cent de ce total. Une part plus importante, estimée à 5,6 pour cent, est allée aux secteurs des aliments, des boissons et du tabac, principalement dans les pays à revenu élevé.

Il est difficile de suivre l'évolution des tendances des IED, car le nombre de pays

ENCADRÉ 4

Autres estimations du capital d'exploitation agricole

Les estimations du capital d'exploitation agricole présentées ici ont été établies par la FAO à partir de données concernant les inventaires d'immobilisations, comprenant la mise en valeur des terres, le bétail, les machines et équipements, les cultures de plantation et les bâtiments d'élevage. Cette approche fondée sur les inventaires donne des estimations comparables du capital d'exploitation agricole pour un grand nombre de pays, sur plusieurs décennies, mais elle présente divers inconvénients; notamment, elle ne couvre pas tous les actifs et ne peut pas rendre compte de degrés différents de qualité des actifs d'un pays à l'autre, ni de l'amélioration de leur qualité au fil du temps. L'approche suivie par la FAO risque donc de sous-estimer le capital d'exploitation agricole.

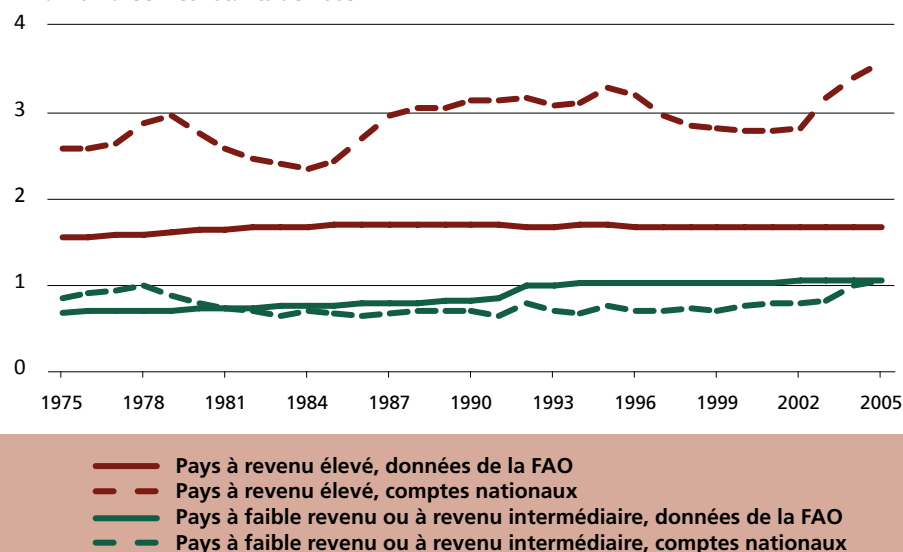
Une autre méthode cherche à éviter ces problèmes en établissant des estimations du capital agricole sur la base des informations d'investissement figurant dans les comptes nationaux (Crego *et al.*, 1997; Larson *et al.*, 2000; Daidone et Anríquez, 2011). Cette

méthode ne peut toutefois être appliquée qu'aux pays ayant des données de qualité dans leurs comptes nationaux. Or, de telles données existent dans la plupart des pays à revenu élevé, mais seulement dans quelques pays à revenu intermédiaire et dans de très rares pays à faible revenu.

La figure ci-après compare les données de la FAO sur le capital d'exploitation agricole à des estimations effectuées par Daidone et Anríquez, avec la méthode des comptes nationaux. Pour les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, les deux estimations sont très semblables, confirmant que les données de la FAO sont assez précises. Dans le cas des pays à revenu élevé, la méthode fondée sur les comptes nationaux produit des estimations bien plus élevées et plus variables que la méthode de la FAO. Cela signifie que l'écart du ratio entre le capital agricole et la main-d'œuvre est peut-être encore plus important que ne le suggèrent les données de la FAO, entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Estimation du capital d'exploitation agricole, par groupe de revenu: comparaison entre la méthode axée sur les inventaires et celle se fondant sur les comptes nationaux

En billion d'USD constants de 2005



Note: La comparaison s'étend à 22 pays riches et à 22 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, pour lesquels des observations sont disponibles dans les deux séries de données.

Source: Calculs des auteurs à partir de données de la FAO (2012a) et de Daidone et Anríquez (2011).

pour lesquels des données sont disponibles varie d'une année à l'autre. Si l'on ne prend que le secteur agricole, des données comparables récentes sont disponibles pour 44 pays; les IED vers ces pays ont plus que doublé entre 2005/06 et 2007/08 (tableau 2). Il faut néanmoins préciser que la majeure partie de ces flux était destinée à des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou à des pays à revenu élevé (Lowder et Carisma, 2011).

Ces chiffres sous-estiment les flux réels d'investissements étrangers dans l'agriculture, car on manque de données pour de nombreux pays et on ne prend en compte que les investissements directs des sociétés privées. En effet, les investissements réalisés par de grands investisseurs institutionnels comme les fonds communs de placement, les banques, les fonds de pension, les fonds spéculatifs et les fonds d'actions ne sont pas compris dans les estimations des IED. Une étude récente, vaste mais non exhaustive, des fonds d'investissement agricole dans plusieurs régions en développement (à l'exclusion de l'Asie de l'Est et Pacifique) révèle que ces fonds ont augmenté, aussi bien en nombre qu'en valeur (Miller *et al.*, 2010).

Toutefois, vu le volume assez réduit des flux d'IED en faveur du secteur agricole primaire, attesté dans les séries de données internationales, notamment dans les pays à faible revenu, il est peu probable que les IED contribuent de manière significative à accroître le capital d'exploitation dans l'agriculture. Ces flux peuvent néanmoins

avoir des retombées importantes au niveau local. S'il est vrai que les IED en faveur de l'agriculture offrent aux pays en développement de bonnes possibilités d'emploi et de transfert de technologies, leurs effets potentiellement négatifs sur le plan social et environnemental (notamment dans le cas d'un contrôle direct de terres agricoles) restent toutefois une source d'inquiétude. La question des investissements étrangers et de l'acquisition de terres dans les pays en développement sera examinée de façon plus approfondie au chapitre 4.

Dépenses effectuées par les pouvoirs publics dans l'agriculture

Les dépenses des pouvoirs publics constituent la seconde source d'investissement agricole, après les investissements des agriculteurs dans le capital, à l'exploitation. Les dépenses publiques jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement porteur, favorable aux investissements agricoles, et sont en corrélation positive avec la formation de capital d'exploitation par travailleur, à l'exploitation (figure 10). Cependant, la grande variation des données sur la courbe de tendance de la figure 10 indique que d'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte, comme la composition et la qualité des dépenses consacrées à l'agriculture. Cela veut dire que certaines dépenses des pouvoirs publics sont plus efficaces que

TABLEAU 2
Moyenne des IED annuels en faveur de l'agriculture, par groupe de revenu

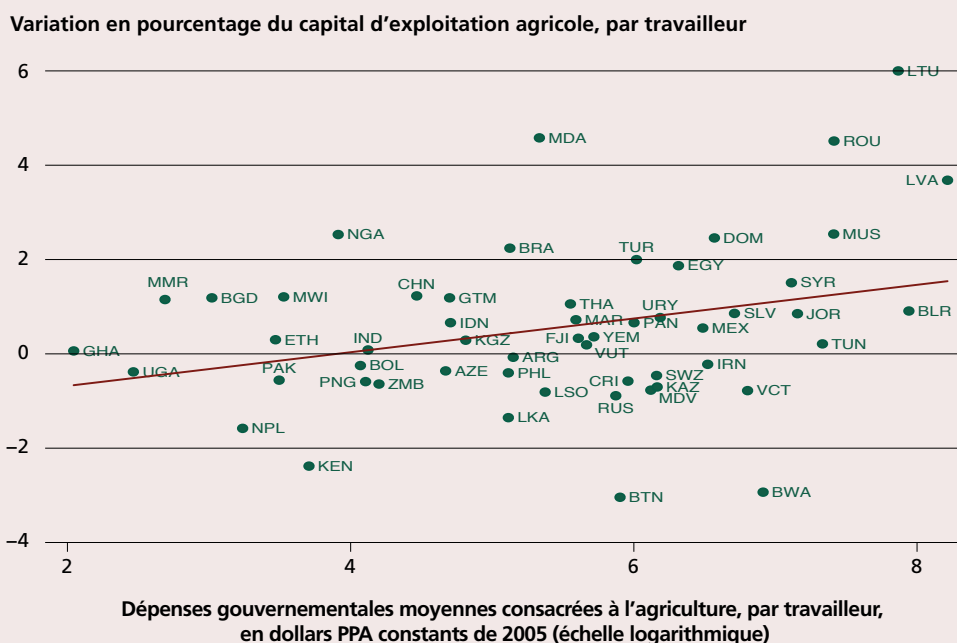
GROUPE DE REVENU	2005-2006	2007-2008
(en milliards d'USD courants)		
Économies en transition (13)	0,3	0,8
Pays à revenu élevé* (7)	0,1	0,5
Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure* (13)	1,4	3,7
Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure* (7)	0,2	0,3
Pays à faible revenu* (4)	0,1	0,2
Total (44)	2,1	5,4

* Les groupes de revenu sont ceux utilisés par la Banque mondiale, sans les pays en transition, qui sont présentés à part.
Note: Le nombre de pays pris en compte pour chaque calcul est indiqué entre parenthèses.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données fournies par la CNUCED (2011). Voir tableau annexe A3.

FIGURE 10

Dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture et variation en pourcentage du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans quelques pays à faible revenu et à revenu intermédiaire



Note: La variation du capital d'exploitation agricole et des dépenses gouvernementales correspond aux moyennes annuelles, calculées de 1990 à 2007 pour tous les pays, sauf pour les pays d'Europe et Asie centrale, dont les moyennes sont calculées de 1995 à 2007.

Source: Calculs des auteurs à partir de données de l'IFPRI (2012b) et de la FAO (2012a).

d'autres pour promouvoir les investissements et la croissance agricoles.

Au cours des trois dernières décennies, les dépenses des pouvoirs publics ont augmenté, en valeur réelle, dans les 51 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire couverts par la base de données de l'IFPRI (2010), mais les tendances varient selon les régions et les groupes de revenu (figure 11; voir aussi le tableau annexe A4, où sont présentées des informations par pays). Les dépenses consacrées à l'agriculture ont augmenté plus lentement que les autres catégories de dépenses et, par conséquent, la part de l'agriculture dans les dépenses totales des pouvoirs publics a baissé. Cette baisse à long terme de la part de l'agriculture est commune à toutes les régions (figure 12). En Asie du Sud, on note toutefois, ces dernières années, une inversion de tendance et une augmentation de la part correspondant aux dépenses agricoles. Toutes les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ne sont toutefois pas des investissements et il n'est

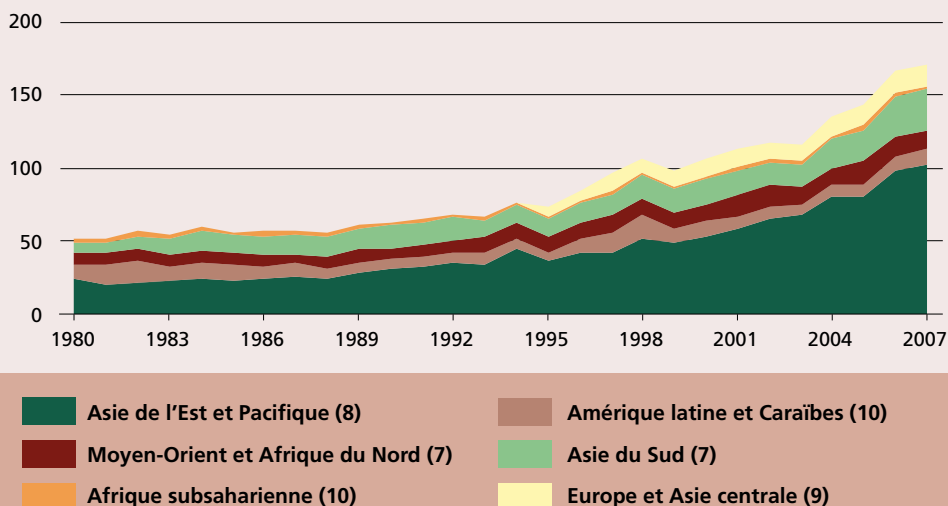
pas aisé de déterminer quelle partie des dépenses contribue en fait à la formation de capital (encadré 5).

Il est en fait plus important de mesurer les tendances des dépenses par rapport à la contribution de l'agriculture à l'ensemble de l'économie que de chercher à définir le niveau global des dépenses consacrées à l'agriculture ou leur part dans les dépenses publiques totales. Les dépenses gouvernementales allouées à l'agriculture, par travailleur agricole, représentent l'une de ces mesures (le tableau 3; voir aussi le tableau annexe A5, où sont présentées les données par pays). Entre les années 80 et la fin des années 2000, toutes les régions ont accru ou maintenu le niveau des dépenses par travailleur agricole, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, où les dépenses ont diminué de plus des deux tiers, entre les années 80 et le début des années 2000. Les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud ont dépensé nettement moins par travailleur agricole que les pays des autres régions.

FIGURE 11

Dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture, par région

En milliards d'USD PPA constants de 2005



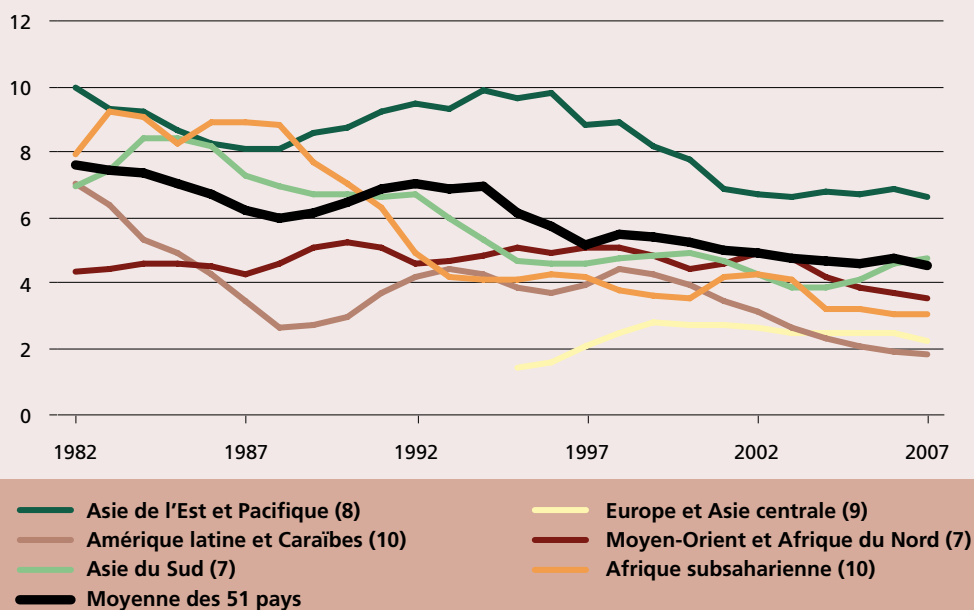
Notes: Les calculs portent sur 51 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le nombre de pays compris dans chaque groupe est indiqué entre parenthèses. Pour les pays d'Europe et Asie centrale, les estimations couvrent la période allant de 1995 à 2007.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de l'IFPRI (2010). Voir tableau annexe A4.

FIGURE 12

Part des dépenses publiques allant à l'agriculture, par région, moyenne mobile sur trois ans

Pourcentage



Notes: Les calculs portent sur 51 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le nombre de pays compris dans chaque groupe est indiqué entre parenthèses. Pour les pays d'Europe et Asie centrale, les estimations couvrent la période de 1995 à 2007.

L'Éthiopie a été exclue du calcul de la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne pour ce graphique, ainsi que d'autres graphiques et tableaux se rapportant aux dépenses gouvernementales. Selon la base de données SPEED, la part de l'agriculture éthiopienne dans l'ensemble des dépenses publiques serait passée de 4-7 pour cent en 2001-2004 à 14-17 pour cent en 2005-2007.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de l'IFPRI (2010). Voir tableau annexe A4.

ENCADRÉ 5

Quelle est la part des dépenses publiques en faveur de l'agriculture qui peut être considérée comme un investissement? Données concrètes tirées d'examens des dépenses publiques

Il n'est pas toujours facile d'effectuer une distinction entre les dépenses publiques qui peuvent être considérées comme des investissements et celles qui ne le sont pas. Les examens des dépenses publiques constituent un moyen important d'évaluation et d'analyse des dépenses publiques et peuvent fournir des points de repère pour juger de l'efficacité des dépenses des pouvoirs publics. La teneur et les modalités de ces examens varient, car ils ont des objectifs, une approche et une couverture sectorielle hétérogènes, de sorte qu'ils ne se prêtent pas aux comparaisons d'un pays à l'autre effectuées à l'aide d'un système international de feuilles de pointage. Certains examens des dépenses publiques allouées au secteur agricole que l'on trouve dans le domaine public fournissent des informations ventilées, y compris entre les dépenses

d'équipement et les dépenses courantes (tableau)¹. La part des dépenses d'équipement dans les dépenses totales varie fortement, dans une fourchette allant de 9 pour cent en République-Unie de Tanzanie à 84 pour cent en République démocratique populaire lao et au Mozambique. Dans certains cas, on relève aussi de fortes différences entre les dépenses prévues au budget et les dépenses effectives.

¹ On peut lire fréquemment les expressions «dépenses courantes (ou ordinaires)» et «dépenses d'équipement» dans les ouvrages économiques analysant les dépenses publiques, y compris dans les examens des dépenses publiques, mais celles-ci ne sont pas utilisées dans les manuels et guides officiels sur les statistiques gouvernementales. Le manuel du Fonds monétaire international intitulé *Government Finance Statistics Manual* (FMI, 2001) établit une distinction entre les dépenses et frais consacrés aux actifs (non financiers) et la formation de capital public. Les deux séries de concepts sont proches, sans être totalement identiques.

Part des dépenses d'équipement dans l'ensemble des dépenses agricoles, selon plusieurs études portant sur les dépenses publiques

PAYS	PART DE CAPITAL DANS LES DÉPENSES AGRICOLES	NOTES	PÉRIODE
(pourcentage)			
Ghana ⁽¹⁾	17	Développement, total (a)	2005
	24	Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, part effective	
	46	Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, part inscrite au budget	
Honduras ⁽²⁾	66		2006
Kenya ⁽³⁾	30		2004/05
République démocratique populaire lao ⁽⁴⁾	84		2004/05
Mozambique ⁽⁵⁾	84	Total (b)	2007
	9	Ministère de l'agriculture	
Nigéria ⁽⁶⁾	58	Inscrite au budget	2001-05
	44	Effective	
Népal ⁽⁷⁾	46	(c)	1999-2003
Philippines ⁽⁸⁾	26	(d)	2005
Ouganda ⁽⁹⁾	24		2005/06-2008/09
République-Unie de Tanzanie ⁽¹⁰⁾	9		2011
Viet Nam ⁽¹¹⁾	77		2002
Zambie ⁽¹¹⁾	24		2000

Notes: (a) Dépenses de développement, par opposition aux dépenses courantes. Couvre toutes les dépenses gouvernementales, et pas seulement celles réalisées par le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, qui représentent environ 25 pour cent des dépenses gouvernementales totales allant à ce secteur. (b) Le chiffre de 84 pour cent se réfère à l'ensemble des dépenses gouvernementales; le taux de 9 pour cent correspond uniquement aux dépenses du Ministère de l'agriculture (*Ministério da Agricultura*). (c) Comprend les dépenses pour l'irrigation et l'agriculture. (d) Chiffres consolidés correspondant aux dépenses du Ministère de l'agriculture.

Sources: (1) Kolavalli *et al.* (2010); (2) Anson et Zegarra (2008); (3) Akroyd et Smith (2007); (4) Cammack, Fowler et Phomdouangsy (2008); (5) Banque mondiale (2011a); (6) Banque mondiale (2008); (7) Dillon, Sharma et Zhang (2008); (8) Banque mondiale (2007b); (9) Banque mondiale (2010a); (10) Banque mondiale (2011a); (11) Akroyd et Smith (2007).

L'indice d'orientation agricole permet d'évaluer si les dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture reflètent bien l'importance économique de ce secteur (tableau 4; voir aussi le tableau annexe A5, où sont présentées les données par pays). Cet indice est calculé en divisant la part de l'agriculture dans les dépenses totales des pouvoirs publics par la part de l'agriculture dans le PIB total. Il permet de vérifier si les dépenses publiques allant à l'agriculture sont proportionnelles à l'importance du secteur dans le PIB⁴. Les fluctuations de cet indice dans le temps varient selon les régions, mais les variations les plus surprenantes sont relevées en Afrique subsaharienne, où l'indice est actuellement tombé à moins de la moitié de son niveau des années 80.

Composition des dépenses publiques

Comme nous l'avons vu plus haut, la baisse de la part de l'agriculture dans les dépenses publiques n'est pas généralement due à la baisse des dépenses consacrées à l'agriculture, mais plutôt à l'augmentation plus importante des dépenses consacrées à d'autres secteurs, jugés plus prioritaires au fil des ans. Pour bien saisir la dynamique des dépenses publiques allant à l'agriculture, il faut les replacer dans le contexte des structures globales de dépenses des pouvoirs publics (tableau 5).

En moyenne, dans toutes les régions, les gouvernements dépensent actuellement plus pour la défense que pour l'agriculture. En outre, la part de l'éducation dans les dépenses publiques a fortement augmenté dans toutes les régions, depuis 1980, sauf au Moyen-Orient et en Afrique du Nord; par ailleurs, toutes les régions ont augmenté leurs dépenses allant à la santé ou à la protection sociale, voire aux deux. Il s'agit, dans tous les cas, de dépenses qui peuvent avoir des effets importants sur le développement et, souvent, une incidence positive sur le développement agricole et rural. Elles peuvent comprendre

⁴ L'Indice d'orientation agricole est utile pour les comparaisons entre les pays et entre différentes années, mais il n'est pas normatif. En effet, de nombreuses dépenses publiques essentielles – dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures et des transferts sociaux – ne reflètent pas la contribution économique des secteurs correspondants.

ENCADRÉ 6

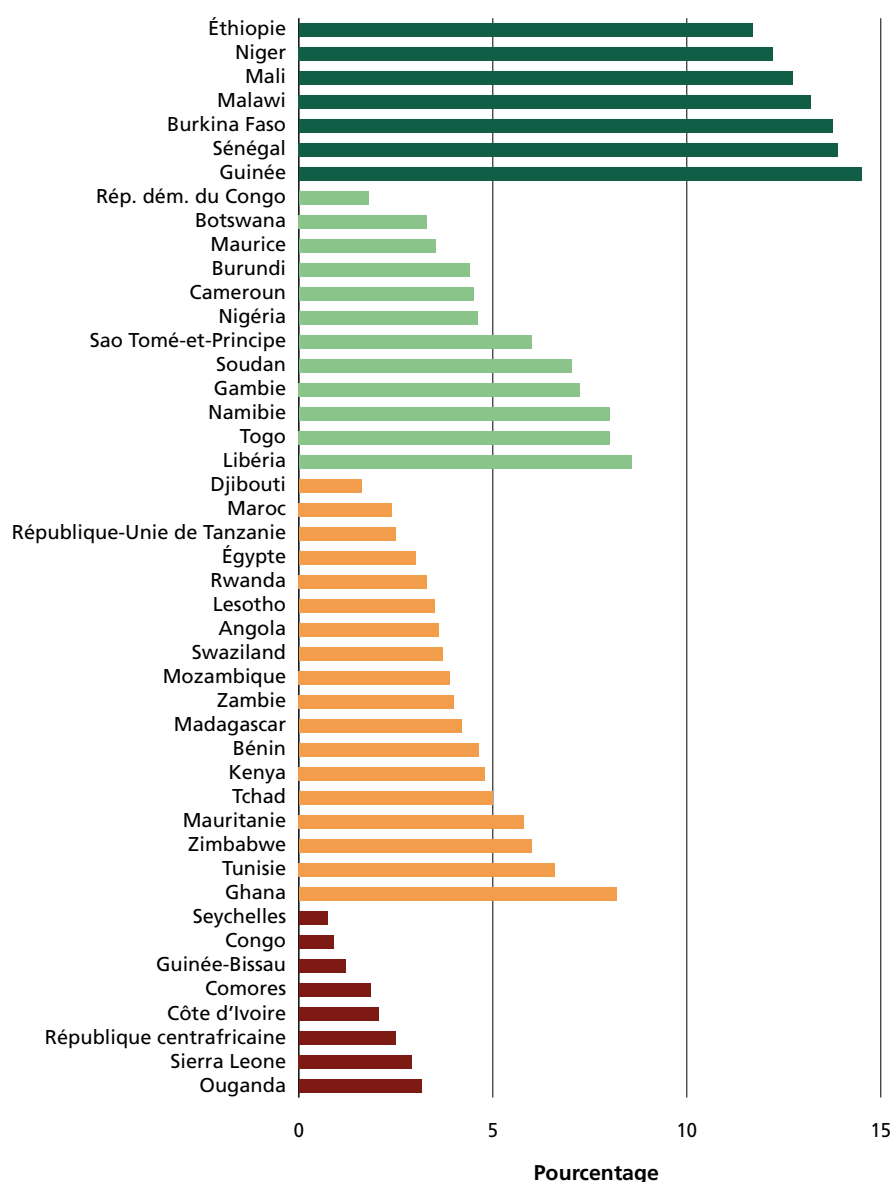
La Déclaration de Maputo de 2003 et la part des dépenses gouvernementales attribuée à l'agriculture dans les pays africains

Lors de la réunion de l'Union africaine tenue en juillet 2003 à Maputo, les chefs d'État et de gouvernement africains ont approuvé la «Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique» qui créait le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) (encadré 23). Deux objectifs importants de ce programme étaient d'accroître la productivité agricole de 6 pour cent par an jusqu'en 2015 et de porter la part des ressources budgétaires nationales allouées à l'agriculture et au développement rural à 10 pour cent au moins des ressources totales, dans un délai de cinq ans.

On peut se demander si 10 pour cent est bien l'allocation budgétaire appropriée pour l'agriculture, mais en tout cas, cet objectif donne un point de repère utile pour évaluer l'engagement des autorités nationales en faveur de l'agriculture. Le Système régional d'analyse stratégique et d'appui à la connaissance (ReSAKSS) – un réseau panafricain – a été créé pour formuler des outils analytiques à l'appui de la prise de décisions et pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du PDDAA. Ce système compile des données sur la part des dépenses publiques allouées à l'agriculture dans les pays africains. Comme on peut le constater en consultant la figure, seulement sept pays examinés ont atteint l'objectif de 10 pour cent au cours de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles¹.

¹ Il existe des discordances entre les chiffres du réseau ReSAKSS et ceux de la base de données SPEED, du fait de différences au niveau des définitions, de la couverture et des sources d'information. Les écarts peuvent être importants, d'une année sur l'autre, même pour les pays qui ont atteint l'objectif ou qui ont progressé sur cette voie.

Part des dépenses gouvernementales destinée à l'agriculture dans les pays africains



Notes: Les proportions indiquées se réfèrent à l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles (2007 ou 2008 dans la plupart des cas). Le progrès ou le recul par rapport à l'objectif est calculé sur la base des changements survenus au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données provenant de ReSAKSS (2011).

TABLEAU 3

Dépenses publiques consacrées à l'agriculture, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par région

RÉGION	1980-1989	1990-1999	2000-2004	2005-2007
(en USD PPA constants de 2005)				
Asie de l'Est et Pacifique (8)	48	69	108	156
Europe et Asie centrale (9)		413	559	719
Amérique latine et Caraïbes (10)	337	316	309	341
Moyen-Orient et Afrique du Nord (7)	458	534	640	677
Asie du Sud (7)	46	50	53	79
Afrique subsaharienne (10)	152	50	51	45
Total (51 pays)	68	82	114	152

Notes: Les calculs portent sur 51 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Le nombre de pays inclus dans chaque groupe est indiqué entre parenthèses. Pour les pays d'Europe et Asie centrale, les estimations portent sur la période allant de 1995 à 2007.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de l'IFPRI (2010) et de la FAO (2012a). Voir tableau annexe A5.

TABLEAU 4

Indice d'orientation agricole pour les dépenses publiques dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par région

RÉGION	1980-1989	1990-1999	2000-2004	2005-2007
(ratio)				
Asie de l'Est et Pacifique (7)	0,31	0,48	0,49	0,59
Europe et Asie centrale (9)		0,29	0,35	0,36
Amérique latine et Caraïbes (6)	0,96	0,86	0,56	0,38
Moyen-Orient et Afrique du Nord (5)	0,34	0,37	0,37	0,30
Asie du Sud (5)	0,24	0,21	0,21	0,27
Afrique subsaharienne (9)	0,30	0,17	0,14	0,12
Total (41 pays)	0,35	0,38	0,38	0,41

Notes: L'indice d'orientation agricole pour les dépenses publiques est calculé en divisant la part des dépenses publiques allant à l'agriculture par la part de l'agriculture dans le PIB. Les calculs portent sur 41 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Le nombre de pays inclus dans chaque groupe est indiqué entre parenthèses. Pour les pays d'Europe et Asie centrale, les estimations concernent la période de 1995 à 2007.

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de l'IFPRI (2010) et de la Banque mondiale (2012). Voir tableau annexe A5.

une part importante de dépenses pour l'agriculture. Il faut toutefois signaler que la part des dépenses allouées à deux autres secteurs qui peuvent avoir un impact positif sur l'agriculture – transports et communications – a baissé, au fil des ans, dans la plupart des régions.

Vu les contraintes budgétaires, l'augmentation des dépenses publiques consacrées à l'agriculture devra se faire au prix d'une augmentation de la pression fiscale ou d'une réduction d'autres dépenses, dont certaines

pourraient être souhaitables sur le plan social et avoir des effets significatifs sur le développement, y compris sur la productivité et le développement agricoles. Il est donc particulièrement important d'améliorer l'efficacité et l'impact des dépenses publiques réservées à l'agriculture, même dans les limites des contraintes budgétaires actuelles. L'allocation des dépenses entre les différentes lignes budgétaires du secteur agricole peut être plus importante que le niveau global des dépenses agricoles (voir le chapitre 5).

TABLEAU 5

Composition des dépenses gouvernementales dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par secteur et région

RÉGION	ANNÉE	AGRICULTURE	DÉFENSE	ÉDUCATION	SANTÉ	PROTECTION SOCIALE	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	AUTRES
(pourcentage du total)								
Asie de l'Est et Pacifique (8)	1980	11,1	15,8	10,5	5,6	1,4	7,9	47,6
	1990	9,2	9,8	14,5	7,0	1,6	4,1	53,6
	2000	6,9	6,9	16,4	6,2	8,5	2,1	53,1
	2007	6,5	7,2	13,8	4,2	10,2	1,2	57,1
Europe et Asie centrale (9)	1980							
	1995	1,4	3,7	2,0	7,0	2,2	8,8	74,9
	2000	2,8	15,3	6,7	4,1	11,2	3,0	56,8
	2007	2,1	9,9	6,4	7,4	8,6	3,4	62,3
Amérique latine et Caraïbes (10)	1980	6,9	3,6	17,9	4,4	14,4	5,8	47,1
	1990	3,8	5,8	16,3	4,1	3,4	4,4	62,2
	2000	3,9	5,2	23,7	7,8	7,3	3,9	48,0
	2007	1,9	3,3	25,9	19,1	5,8	2,2	41,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord (7)	1980	4,5	17,5	15,6	4,5	8,6	5,1	44,2
	1990	4,9	13,3	18,7	9,0	8,4	4,8	40,9
	2000	4,4	15,1	14,8	10,5	12,7	8,8	33,6
	2007	3,1	10,5	11,8	7,7	24,4	3,5	39,0
Asie du Sud (7)	1980	6,6	19,2	2,9	2,0	4,2	4,3	60,8
	1990	6,9	18,1	3,1	1,8	1,9	3,1	65,0
	2000	4,8	15,3	3,4	1,8	1,8	2,2	70,7
	2007	4,9	12,9	4,6	2,3	1,6	3,2	70,5
Afrique subsaharienne (10)	1980	6,0	6,1	11,9	3,4	7,8	13,9	50,9
	1990	6,0	8,4	13,9	4,5	3,0	6,0	58,1
	2000	3,6	6,1	15,5	4,7	3,1	3,8	63,3
	2007	2,7	5,4	16,5	7,3	3,5	3,6	61,1

Notes: Les calculs portent sur 51 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le nombre de pays inclus dans chaque groupe est indiqué entre parenthèses. Pour les pays d'Europe et Asie centrale, les estimations concernant la période de 1995 à 2007. La catégorie «Autres» correspond à toutes les dépenses gouvernementales non comprises dans les six catégories identifiées ci-dessus. Les dépenses publiques en faveur de la R&D agricole sont comprises dans cette catégorie «Autres».

Source: Calculs des auteurs, à partir de données de l'IFPRI (2010).

Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole

Montant des dépenses publiques consacrées à la R&D agricole

La R&D agricole est une composante importante des dépenses publiques allouées à l'agriculture et l'un des facteurs les plus essentiels contribuant à l'amélioration de la productivité agricole. Les données concernant la R&D agricole sont présentées

à part, par rapport aux autres dépenses publiques allouées à l'agriculture. Une distinction claire n'est pas établie entre les investissements et les dépenses courantes, mais les ouvrages portant sur les résultats des dépenses effectuées en matière de R&D font état, de manière presque unanime, de très bons résultats au niveau de l'amélioration de la productivité agricole et de la lutte contre la pauvreté (voir le chapitre 5).

Selon les données compilées dans le cadre du projet ASTI géré par l'IFPRI (2012a), les

dépenses publiques totales⁵ consacrées à la R&D se chiffraient, pour l'ensemble du monde, à 24,9 milliards de dollars des États-Unis en 2000, année la plus récente pour laquelle des informations complètes étaient disponibles (tableau 6)⁶. Sur ce total, 46 pour cent des dépenses étaient concentrées dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Il faut néanmoins préciser que 10,4 pour cent seulement de ces dépenses, soit 2,6 milliards de dollars, étaient effectuées dans les 49 pays à faible revenu.

Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, les dépenses publiques consacrées à la R&D agricole ont augmenté, depuis 1980, dans toutes les régions (figure 13). Ces augmentations n'ont toutefois pas intéressé tous les pays de toutes les régions (voir le tableau annexe A6 où sont présentées les données les plus récentes par pays). Plusieurs pays ont en effet des systèmes bien gérés et bien financés, qui mènent des recherches de haut niveau; d'autres en revanche ont fortement réduit leurs dépenses et leurs capacités de R&D, même s'ils sont parfois largement tributaires de l'agriculture.

Dans les pays à revenu élevé, la R&D agricole privée est largement répandue, mais ce n'est pas le cas dans les pays en développement (Beintema et Stads, 2008a; Pray, Fuglie et Johnson, 2007; Echeverría et Beintema, 2009). Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, la R&D agricole dépend donc étroitement de financements publics adéquats pour appuyer ses activités.

Parmi les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, la majeure partie des dépenses publiques de R&D est fortement concentrée dans quelques grands pays. Ainsi, environ les deux tiers de toutes les dépenses publiques consacrées à la R&D agricole en

Asie de l'Est et Pacifique étaient concentrés en Chine, en 2002 (dernière année pour laquelle des données étaient disponibles pour l'ensemble de la région). Depuis, les dépenses de recherche agricole de la Chine ont continué à augmenter rapidement. D'autres pays, comme la Malaisie et le Viet Nam, ont également fait un bond en avant impressionnant depuis le début des années 90. En Amérique latine et Caraïbes, l'Argentine, le Brésil et le Mexique assurent l'essentiel des dépenses de R&D, le Brésil représentant, à lui seul, 42 pour cent des dépenses totales de la région en 2006. En Asie du Sud, 86 pour cent de l'ensemble des dépenses de R&D étaient concentrées en Inde, en 2009 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour la sous-région).

En Afrique subsaharienne, après une décennie de stagnation dans les années 90, les investissements de la région consacrés à la recherche agricole ont augmenté de plus de 20 pour cent entre 2001 et 2008. Cette croissance était toutefois concentrée dans quelques pays seulement, alors que les dépenses de recherche agricole des autres pays de la région, notamment en Afrique de l'Ouest francophone, ont stagné, voire reculé depuis le début du millénaire.

Il est important d'évaluer l'ampleur des efforts de R&D agricole par rapport à l'importance économique du secteur. En 2000, les pays à revenu élevé dépensaient, en moyenne, 2,4 pour cent de leur PIB agricole pour le financement public de la R&D agricole (tableau 7), tandis que les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire dépensaient nettement moins, en valeur relative (0,5 pour cent). Un objectif de 1 pour cent a été recommandé, dans les ouvrages techniques récents, comme proportion adéquate pour les pays en développement (Beintema et Elliott, 2011)⁷. Étant donné que les dépenses privées de R&D sont bien plus importantes dans les pays riches que dans les pays en développement, la différence entre les deux groupes de pays serait encore plus accentuée si l'on tenait compte des dépenses privées de R&D dans cette comparaison.

⁵ Les dépenses publiques comprennent les dépenses des pouvoirs publics, des établissements d'enseignement supérieur et des associations sans but lucratif.

⁶ Les données sont mises à jour au cours d'années différentes, selon les régions, mais au moment de la rédaction du présent rapport, l'an 2000 est l'année la plus récente pour laquelle des informations complètes sont disponibles, pour toutes les régions. Les résultats préliminaires d'une mise à jour mondiale allant jusqu'à 2008 indiquent cependant une croissance considérable des dépenses publiques en faveur de la R&D agricole, due principalement à une hausse des dépenses en Chine et en Inde, ainsi que dans plusieurs autres grandes économies, souvent relativement avancées.

⁷ Comme pour tous les indicateurs, celui-ci présente diverses limites et l'objectif de 1 pour cent doit être replacé dans le contexte approprié (Beintema et Stads, 2008b).

TABLEAU 6

Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole en 2000, par région

CATÉGORIE DE PAYS	DÉPENSES	PART
	(en millions d'USD PPA constants de 2005)	(pourcentage)
Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (131)	11 441	46
Asie de l'Est et Pacifique, à l'exclusion de la Chine (19)	1 192	5
Chine (1)	1 745	7
Europe de l'Est et États de l'ex-URSS (23)	1 177	5
Asie du Sud, à l'exclusion de l'Inde (5)	358	1
Inde (1)	1 487	6
Amérique latine et Caraïbes (25)	2 755	11
Afrique subsaharienne (45)	1 315	5
Asie de l'Ouest et Afrique du Nord (12)	1 412	6
Pays à revenu élevé (40)	13 456	54
Total (171 pays)	24 897	100

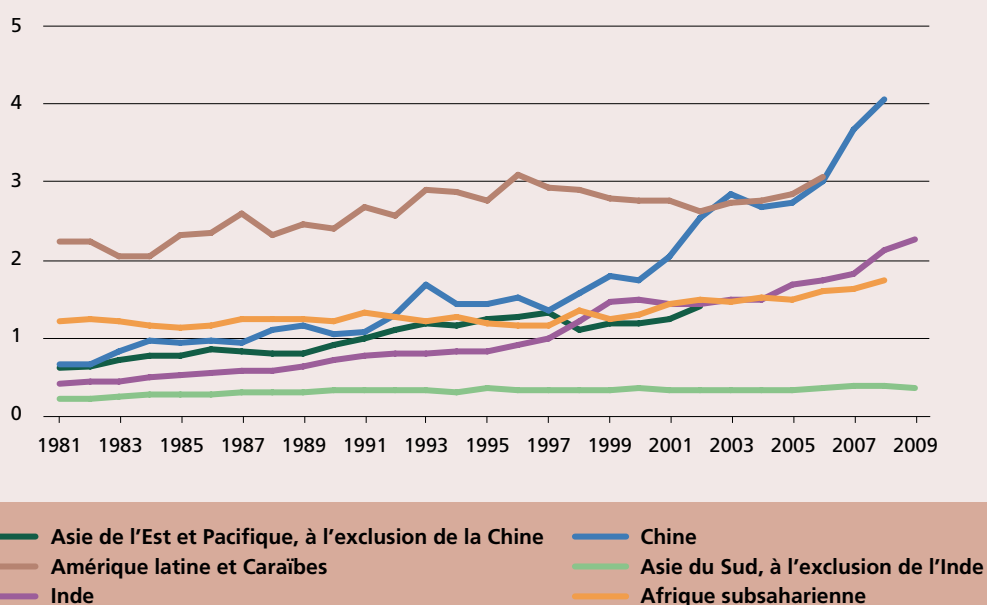
Note: Le nombre de pays inclus dans chaque groupe est indiqué entre parenthèses.

Source: IFPRI (2012a). Voir tableau annexe A6.

FIGURE 13

Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole, par région

En milliards de dollars PPA constants de 2005



Source: IFPRI (2012a). Voir tableau annexe A6.

On trouve la moyenne régionale la plus basse en Asie du Sud (0,3 pour cent en 2009) et la moyenne la plus élevée en Amérique latine et Caraïbes – la seule région à faible revenu ou à revenu intermédiaire qui

affiche une moyenne de plus de 1 pour cent. Toutefois, même dans cette région, la proportion n'est encore que de la moitié de celle des pays riches. En outre, la situation varie fortement d'un pays à l'autre, au sein

TABEAU 7

Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole, en pourcentage du PIB agricole, par région

CATÉGORIE DE PAYS	1981	1991	2000	DERNIÈRE ANNÉE
(pourcentage)				
Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (108)	0,55	0,54	0,54	..
Afrique subsaharienne (45)	0,75	0,61	0,55	0,61 (2008)
Asie de l'Est et Pacifique, à l'exclusion de la Chine (19)	0,41	0,51	0,51	0,57 (2002)
Chine (1)	0,38	0,34	0,38	0,50 (2008)
Asie du Sud, à l'exclusion de l'Inde (5)	0,37	0,39	0,31	0,25 (2009)
Inde (1)	0,22	0,29	0,39	0,40 (2009)
Amérique latine et Caraïbes (25)	0,90	1,08	1,21	1,18 (2006)
Asie de l'Ouest et Afrique du Nord (12)	0,60	0,59	0,74	..
Pays à revenu élevé (32)	1,53	2,11	2,37	..
Total (140)	0,91	0,98	0,97	..

Notes: Le tableau ne tient pas compte de 31 pays d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, en raison d'un manque de données.
.. = données non disponibles.

Sources: Les données sur les dépenses publiques consacrées à la R&D agricole viennent de l'IFPRI (2012a). Les données ayant trait au PIB agricole sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (2012). Voir tableau annexe A6.

des régions (tableau annexe A6). Le ratio entre les dépenses publiques de R&D et le PIB agricole a augmenté dans la plupart des régions, sauf en Afrique subsaharienne, où elle a fortement chuté entre 1981 et 2000. Depuis, cette tendance à la baisse s'est inversée dans cette région, même si le ratio en question reste actuellement en dessous de son niveau de 1981.

APD en faveur de l'agriculture

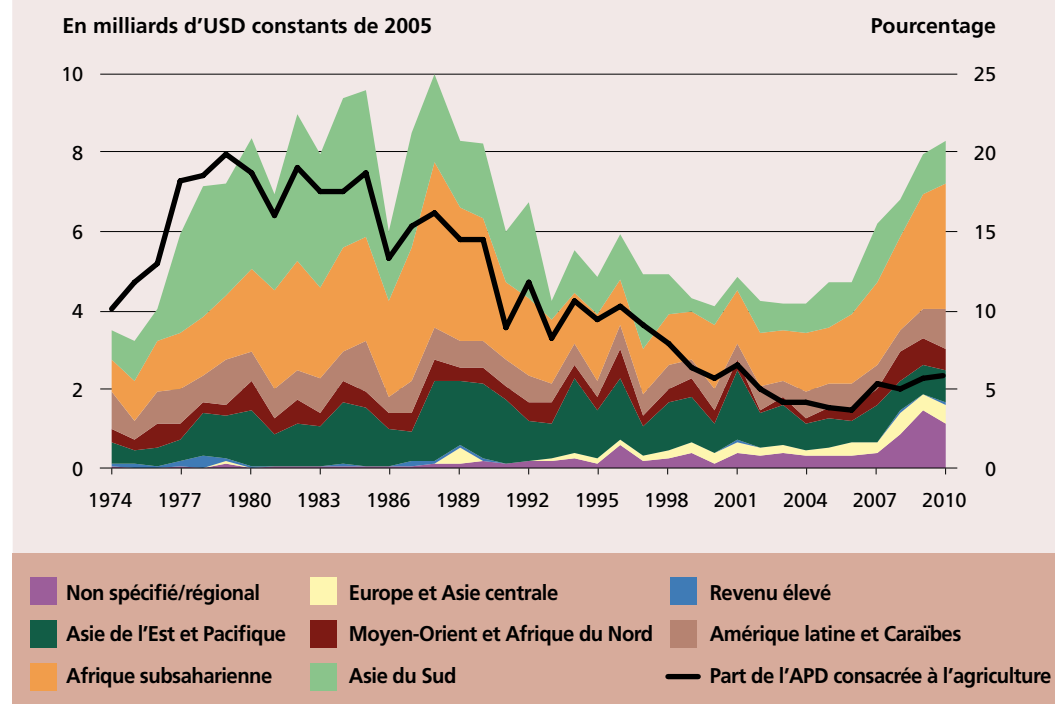
L'APD peut contribuer aux investissements publics dans l'agriculture, même s'il n'est pas toujours facile de déterminer quelle est la partie de l'APD qui doit être considérée comme un investissement, par opposition aux dépenses courantes. L'APD a bénéficié d'un regain d'intérêt, sur la scène internationale, après la flambée des prix des aliments de 2008. Le niveau de l'APD destinée à l'agriculture est relativement faible par rapport aux dépenses gouvernementales allouées à l'agriculture, mais l'APD peut jouer un rôle plus significatif dans les principaux pays bénéficiaires.

Selon des données tirées du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE

sur l'APD (figure 14), les engagements en faveur de l'agriculture ont atteint leur niveau le plus haut dans les années 80 – après avoir augmenté considérablement à la suite de la crise alimentaire internationale de 1973–74 (voir le tableau annexe A7 pour des données par pays). Dans les années 90, les engagements d'APD en faveur de l'agriculture ont sans cesse baissé, à la fois en valeur absolue (mesurée en prix constants) et en pourcentage de l'APD totale. Depuis le milieu des années 2000, sous l'effet de l'attention internationale accrue accordée au développement agricole et des préoccupations concernant la hausse des cours internationaux des aliments, le montant de l'APD destinée à l'agriculture et sa part dans l'APD totale sont remontés en partie, tout en restant nettement inférieurs aux niveaux précédents (surtout dans le cas de la part de l'APD allant à l'agriculture, par rapport à l'APD totale).

Les nouvelles données compilées par la FAO, à partir d'informations venant d'un plus grand nombre de donateurs (FAO, 2012a), révèlent que les engagements annuels en faveur de l'agriculture étaient, ces dernières années, supérieurs de 1 à 2 milliards de dollars des États-Unis à ceux indiqués dans le

FIGURE 14
Montant et part de l'APD consacrée à l'agriculture, par région



Source: Calculs des auteurs à partir de données de l'OCDE (2012a). Voir tableau annexe A7.

Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, mais elles confirment la tendance générale que laissaient entrevoir les données de l'OCDE.

Accroître les investissements dans l'agriculture

Les données concrètes présentées ici montrent que nombre de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire doivent investir davantage dans l'agriculture. Il est toutefois bien plus difficile d'évaluer exactement le montant supplémentaire requis, le type d'investissement et la provenance des fonds. Au fil des ans, plusieurs organisations – dont la FAO – ont tenté d'estimer les besoins globaux d'investissements dans l'agriculture. Or ces estimations diffèrent en fonction de facteurs comme l'objectif spécifié, l'horizon temporel, la couverture du secteur agricole (seulement agriculture primaire, ou ajout des secteurs en amont et en aval), la couverture

géographique, la prise en compte des investissements à la fois privés et publics, celle des investissements additionnels ou totaux nécessaires et la présentation de chiffres sur les investissements bruts ou nets.

Comme nous le signalions au chapitre 1, la première édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* de 1947 appelait à accroître les investissements dans l'agriculture afin de transformer les régions moins peuplées d'Amérique latine et d'Afrique en «greniers» pour le reste du monde. En 1949, la troisième édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* faisait noter que les pays à faible revenu avaient besoin de capitaux étrangers supplémentaires à investir dans l'agriculture, pour un montant de 4 milliards de dollars des États-Unis par an, qui viendraient s'ajouter aux 13 milliards de dollars qu'ils devaient eux-mêmes mobiliser (FAO, 1949). On trouvera ci-après les deux estimations mondiales de base les plus récentes préparées par la FAO, sur la base de différents objectifs et hypothèses.

ENCADRÉ 7

Les sources de la croissance de la productivité agricole

Tout semble indiquer que l'amélioration de la productivité agricole a largement contribué à la hausse des revenus agricoles et à la réduction de la pauvreté, dans les villes comme dans les campagnes¹. Nous avons vu, plus haut, quelle était l'importance du capital agricole pour la productivité de la main-d'œuvre, mesuré sous la forme de PIB agricole par travailleur. Ces indicateurs partiels de la productivité sont certes importants, mais ils ne rendent pas compte pleinement de tous les facteurs qui concourent à l'augmentation de la productivité. La productivité totale des facteurs cherche à rendre compte de tous les facteurs contribuant à l'amélioration de la productivité agricole. C'est un indice calculant les productions, divisées par un indice agrégé mesurant les intrants et le capital matériel, comme la terre, la main-d'œuvre, les machines, le bétail, et les engrais et pesticides chimiques. La croissance de la productivité totale des facteurs représente donc la part de la croissance de la production qui ne s'explique pas par une utilisation accrue des facteurs énumérés ci-dessus, mais bien par d'autres éléments comme les progrès technologiques, le développement du capital humain, l'amélioration des infrastructures matérielles et des politiques gouvernementales, ainsi que d'autres facteurs non mesurés comme l'amélioration de la qualité des intrants ou la réduction de l'épuisement des ressources naturelles (Fischer, Byerlee et Edmeades, 2009).

Selon Fuglie (2010), la croissance de la productivité totale des facteurs est responsable d'une part sans cesse plus importante de la hausse de la production agricole. La figure A présente une ventilation des facteurs qui ont contribué à la croissance de la production agricole mondiale au cours des cinq dernières décennies. Les machines agricoles, le bétail, les intrants matériels (surtout les engrais) et la terre étaient les principaux facteurs qui soutenaient la croissance agricole dans les années 60 et 70, et même jusqu'aux années 80. À mesure que l'effet d'une utilisation accrue des intrants, du capital d'équipement et de la terre a commencé à baisser, au fil des ans, la croissance de la productivité totale des facteurs a gagné en importance et, dans les années 90 et la première décennie du nouveau millénaire, elle est devenue de loin le principal facteur appuyant la croissance de l'agriculture, au niveau mondial. Cette tendance reste manifeste dans les régions en développement (figure B), sauf en

Afrique subsaharienne (figure C), où les terres nouvellement mises en culture constituaient le principal facteur de croissance agricole, entre 1981 et 2009. La productivité totale des facteurs y est devenue le second facteur de croissance agricole dans les années 80, mais sa contribution a baissé avec le temps, contrairement à ce qui se passait dans les autres régions en développement. Pour l'Afrique subsaharienne, la transition vers une intensification durable de l'agriculture passe obligatoirement par un changement de stratégie, délaissant celle fondée sur l'expansion des terres au profit d'une stratégie reposant sur les investissements dans des activités propres à améliorer la croissance de la productivité totale des facteurs.

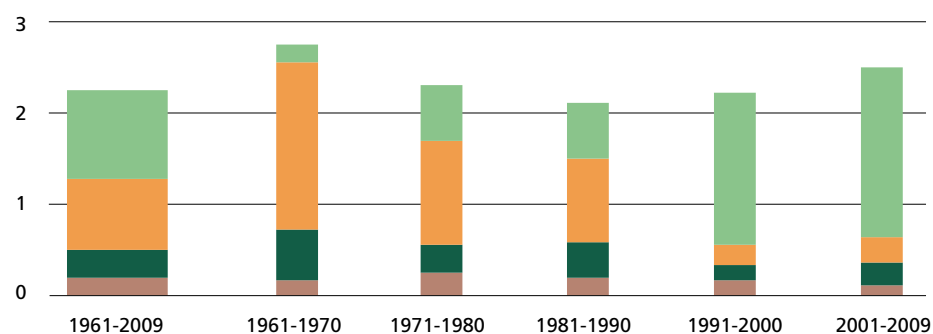
Des travaux précédents, réalisés par Evenson et Fuglie (2009), examinaient le rapport existant entre la croissance à long terme de la productivité totale des facteurs et les investissements effectués par 87 pays en développement dans les technologies. Ils prenaient en considération un indicateur de l'aptitude à *mettre au point ou adapter* de nouvelles technologies, ainsi qu'un indicateur de l'aptitude à *transmettre et adopter* les technologies agricoles. Ils sont arrivés à la conclusion qu'il existait une corrélation positive entre la croissance de la productivité totale des facteurs et l'augmentation de chacun de ces deux indicateurs, à condition qu'un degré minimum d'aptitude existe pour l'autre indicateur. On a donc reconnu que la recherche et la vulgarisation étaient des éléments contribuant de manière importante à la croissance de la productivité totale des facteurs. Les résultats de ces travaux soulignaient toutefois la nécessité de donner plus d'importance à la recherche, par rapport à la vulgarisation. On a en effet constaté qu'une amélioration des capacités de recherche pouvait souvent entraîner une hausse de la productivité, même en l'absence de capacités améliorées de vulgarisation, alors que l'inverse n'est pas vrai. Ces résultats ont été par la suite confirmés par une analyse réalisée par Fuglie (2012).

¹ De nombreuses études ont été réalisées sur la contribution de la productivité agricole à la croissance et à la lutte contre la pauvreté; voir notamment Thorbecke et Jung (1996); Datt et Ravallion (1998); Foster et Rosenzweig (2004); Mundlak, Larson et Butzer (2004); Ravallion et Chen (2004); Christiaensen et Demery (2007); Bezemer et Headey (2008); Otsuka, Estudillo et Sawada (2009) et Suryahadi, Suryadarma et Sumarto (2009).

Croissance de la production agricole mondiale, par source et par période

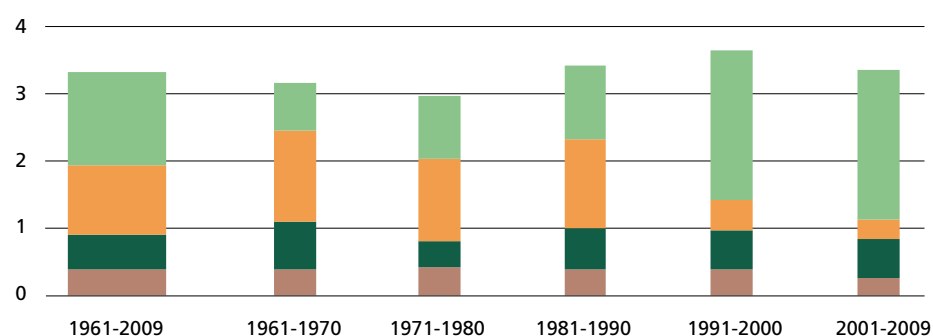
A – Production agricole mondiale

Variation (pourcentage)



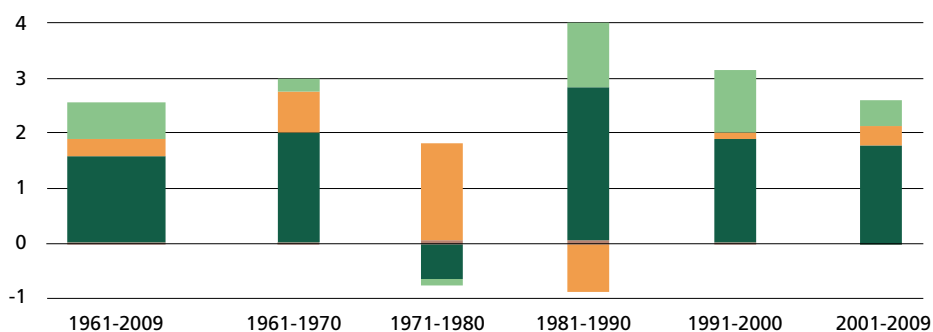
B – Pays en développement

Variation (pourcentage)



C – Afrique subsaharienne

Variation (pourcentage)



Irrigation

Intrants par hectare

Nouvelles terres

Productivité totale des facteurs

Source: Fuglie (2012).

ENCADRÉ 8

L'Initiative de L'Aquila en faveur de la sécurité alimentaire

Depuis la flambée des prix des aliments de 2008, les questions de sécurité alimentaire se sont hissées au premier rang des préoccupations internationales. Lors de la réunion du G8 tenue à L'Aquila en Italie, en juillet 2009, une Déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale a été adoptée; elle reconnaissait que la persistance de l'insécurité alimentaire était due au manque constant d'investissements dans l'agriculture, ainsi qu'à l'instabilité économique. Cette Déclaration notait que l'APD en faveur de l'agriculture était en baisse et qu'il fallait inverser la tendance. Les États membres du G8 ont réaffirmé qu'ils s'engageaient à améliorer la sécurité alimentaire et ont annoncé une aide de 20 milliards de dollars des États-Unis en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, sur les trois années suivantes (G8, 2009). Lors du G20 de Pittsburgh, aux États-Unis, tenu en septembre 2009, ce montant a été porté à 22 milliards de dollars et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GASFP) a été établi pour aider à traduire dans la pratique les annonces d'aide.

Ce programme mondial, qui a son siège à la Banque mondiale, est supervisé par un comité directeur où sont largement représentés les principaux donateurs et pays bénéficiaires, ainsi que les organisations internationales, y compris les banques multilatérales de développement, le FIDA, la FAO, le PAM,

la Société financière internationale (SFI) et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Son but est d'accroître le montant et la prévisibilité de l'APD en faveur de l'agriculture, en examinant les propositions des donateurs et en suivant et évaluant la mise en œuvre des projets. Depuis sa création, en février 2012, ce programme a approuvé des propositions de projets d'un montant total de 1,1 milliard de dollars, qui seront mises en œuvre dans les pays suivants: Cambodge, Éthiopie, Haïti, Libéria, Mongolie, Népal, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Tadjikistan et Togo.

L'initiative de L'Aquila a suscité des critiques: on lui reproche de ne pas avoir précisé si les annonces de fonds venaient s'ajouter à l'APD existante et de ne pas avoir donné de définitions claires des termes «aide», «agriculture» et «sécurité alimentaire». Il n'existe aucun suivi officiel de l'aide annoncée à L'Aquila, mais pour donner suite aux recommandations du Comité réformé de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), la FAO a mis au point une plateforme Web pour la cartographie des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui permet aux pays de contrôler et d'articuler leurs investissements à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FAO, 2011c). Malgré l'aide annoncée à L'Aquila, les engagements d'APD en faveur de l'agriculture n'ont augmenté que d'environ un tiers de milliard de dollars, de 2009 à 2010 (OCDE, 2012a).

Satisfaire la demande d'aliments en 2050

En 2009, la FAO estimait qu'il faudrait, en moyenne, des investissements annuels de l'ordre de 209 milliards de dollars pour satisfaire, en 2050, la demande projetée de produits agricoles dans 93 pays en développement (Schmidhuber, Bruinsma et Bödeker, 2009). Ces projections englobaient une vaste gamme de biens d'équipement dans les productions végétales et animales primaires, ainsi que dans les services

d'appui en aval⁸, et reposaient sur une série d'hypothèses spécifiques concernant

⁸ Les principales catégories étaient les suivantes. Pour les productions végétales: mise en valeur des terres, conservation des sols et lutte contre les inondations, expansion et amélioration de l'irrigation, mise en place de cultures pérennes, mécanisation, autres sources d'énergie et infrastructures énergétiques, fonds de roulement. Pour les productions animales: augmentation du cheptel, production de viande et de lait. Pour les services d'appui en aval: entreposage frigorifique et à sec, structures commerciales de vente en gros et en milieu rural et premier stade de transformation. Aucune distinction n'est faite en ce qui concerne la source, publique ou privée, des investissements.

des paramètres fondamentaux comme la croissance démographique et l'urbanisation. Sur ce montant total, 83 milliards de dollars représentent les investissements nets, alors que le reste correspond au coût de l'amortissement des équipements. On trouvera à la figure 15 les besoins moyens d'investissements annuels, de 2005/07 à 2050, ventilés par région et par type d'investissement.

Ces estimations indiquent le niveau d'investissement requis pour satisfaire la demande croissante d'aliments en 2050 – pas pour éliminer la faim, même si ces investissements devraient entraîner une réduction de la pauvreté et de la faim. Si l'on souhaite cibler spécifiquement la pauvreté ou la sous-alimentation, il faudra évaluer les investissements supplémentaires nécessaires, en plus de ces projections ou par rapport à un scénario de *statu quo*.

Cibler la pauvreté et la faim

Dans une analyse séparée, Schmidhuber et Bruinsma (2011) présentent des estimations des dépenses publiques supplémentaires à consacrer à l'agriculture et aux dispositifs de protection sociale pour arriver à un monde

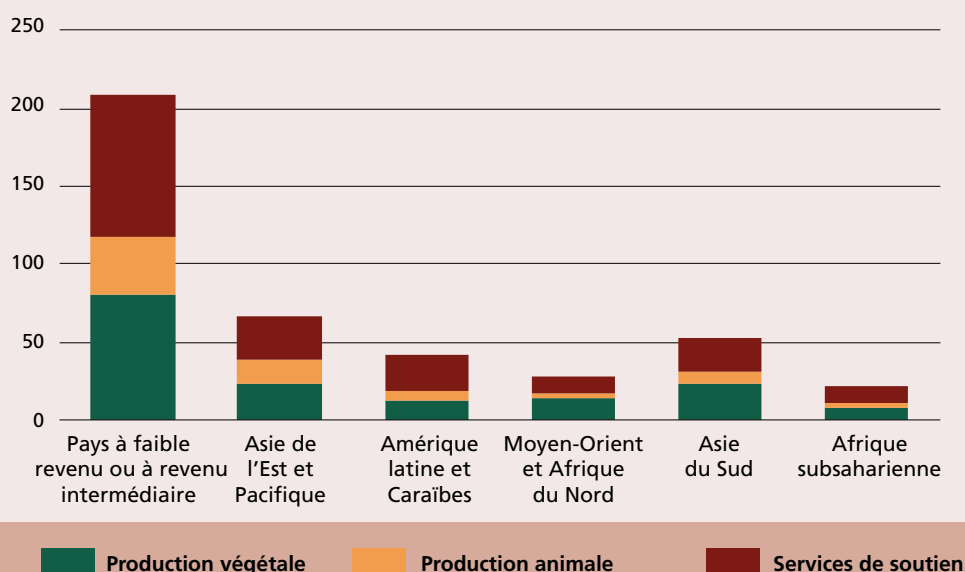
libéré de la faim d'ici à 2025. Sur cette période, on estime qu'il faudrait consentir des dépenses publiques supplémentaires de l'ordre de 50,2 milliards de dollars par an (en plus des dépenses actuelles) pour appuyer les investissements dans les infrastructures rurales, la conservation des ressources naturelles, la recherche, le développement et la vulgarisation, et enfin les institutions rurales, mais aussi pour mettre en place des dispositifs de protection sociale, destinés à ceux qui souffrent de la faim (tableau 8).

Opérer la transition vers des productions durables

Pour faire face à la croissance de la demande future de manière durable, tout en accélérant la réduction de la pauvreté et de la faim, il faudra encore d'autres investissements supplémentaires, de la part des agriculteurs et du secteur public. Les analyses portant sur les systèmes de production durable en soulignent souvent les avantages, qui se traduisent à la fois par la hausse des revenus des producteurs et par l'amélioration de l'environnement (Pretty et al., 2006). Le degré d'adoption relativement faible de ces systèmes semble cependant

FIGURE 15
Investissements annuels moyens nécessaires dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par région

En milliards d'USD constants de 2009



Note: La figure présente les investissements annuels moyens requis pour la période allant de 2005-2007 à 2050.

Source: Schmidhuber, Bruinsma et Bödeker (2009).

TABEAU 8**Investissements publics supplémentaires requis, chaque année, pour éradiquer la faim d'ici 2025**

DOMAINE D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRE	INVESTISSEMENTS REQUIS
<i>(en milliards d'USD constants de 2009)</i>	
1. Expansion des infrastructures rurales et de l'accès au marché	18,5
2. Mise en valeur et conservation des ressources naturelles	9,4
3. Recherche, développement et vulgarisation	6,3
4. Institutions rurales	5,6
5. Dépenses pour les dispositifs de protection sociale	10,4
Coûts totaux d'investissement	50,2

Source: Schmidhuber et Bruinsma (2011).

indiquer qu'ils manquent d'attrait pour les producteurs.

Pour passer à des systèmes de production durable, il faut effectuer des dépenses immédiates importantes, non seulement sous la forme de dépenses d'investissement et de frais d'exploitation, mais aussi de coûts d'opportunité – par exemple les revenus auxquels les producteurs renoncent durant la phase de transition vers un nouveau système. Il faut parfois plusieurs années avant qu'un système de production agricole durable ne produise des bénéfices, notamment lorsqu'il s'agit de remettre en état des écosystèmes dégradés (McCarthy, Lipper et Branca, 2011). Rares sont les producteurs capables de financer une période aussi longue sans revenu – même s'ils peuvent s'attendre à de gros bénéfices à l'avenir (voir aussi encadré 14). Les coûts de transaction peuvent également constituer un obstacle à l'adoption de méthodes de production durable. De plus, les systèmes de production durable exigent une meilleure coordination, par exemple pour gérer des ressources naturelles appartenant à la collectivité ou pour coordonner les travaux après-récolte et les activités de transformation, d'entreposage et de commercialisation. Pour ce faire, il faut investir largement dans le capital social. La transition vers des systèmes de consommation durable entraîne une série de coûts analogues. En effet, la réduction des déchets comporte non seulement des dépenses d'investissement et de fonctionnement, mais aussi des coûts de transaction pour la coordination entre

les différents stades de la production, de la transformation, de l'entreposage et de la commercialisation.

Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, plusieurs gouvernements ont commencé à aider les agriculteurs à opérer une transition vers des méthodes de production plus durables. Par exemple, le Gouvernement zambien a fait de l'agriculture de conservation l'une de ses priorités, vers la fin de 1999, afin d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture. Il a créé l'Unité pour l'agriculture de conservation, qui fournit maintenant des services de vulgarisation à 170 000 agriculteurs disséminés dans 17 districts, de manière à appuyer l'adoption de l'agriculture de conservation. Les technologies correspondantes ont été particulièrement couronnées de succès dans les régions semi-arides, parce qu'elles réduisent les effets des sécheresses sur la productivité agricole, sans nuire aux rendements. Il faut néanmoins préciser que, même dans ces régions, de nombreux agriculteurs ont abandonné les méthodes de production durable, ce qui montre bien qu'il faut un complément d'informations sur les facteurs institutionnels, agroécologiques et économiques qui contribuent à l'adoption réussie de méthodes de production agricole plus durable (Arslan *et al.*, 2012). De même, le Gouvernement du Malawi a appuyé, en 2002, la création d'une Unité nationale spéciale sur l'agriculture de conservation et selon les informations reçues du gouvernement, 18 471 hectares,

soit 110 pour cent de l'objectif fixé, sont cultivés selon les préceptes de l'agriculture de conservation (Gouvernement du Malawi, 2012). Le Gouvernement vietnamien a adopté, lui aussi, les principes de développement durable de la production agricole, notamment pour l'intensification durable de la riziculture, qui présente un grand potentiel d'amélioration de la sécurité alimentaire et de diminution des émissions de gaz à effet de serre, tout en améliorant les capacités des agriculteurs de s'adapter aux effets des changements climatiques.

La mise en place d'institutions et de politiques appropriées peut aider à réduire les coûts à prendre en charge par les investisseurs individuels désireux d'adopter des systèmes de production durable. Par exemple, l'établissement de dispositifs de protection sociale et de programmes visant à réduire les risques et à renforcer, au préalable, la capacité d'adaptation peut renforcer les incitations à investir dans des systèmes durables (FAO, 2010a). Les systèmes publics de recherche, de développement et de vulgarisation, combinés au renforcement des capacités, peuvent réduire les coûts de transaction et accroître les incitations à investir dans des méthodes de production durable. Pour effectuer la transition vers des systèmes de production durable, il faudra modifier l'allocation des investissements actuels, publics et privés, pour passer à des projets ayant une meilleure durabilité. Au niveau des politiques, il convient de relever un défi d'importance cruciale, à savoir veiller à incorporer les biens et services environnementaux dans les stimulants à l'investissement (voir le chapitre 3). De même, la R&D agricole joue un rôle essentiel dans l'appui fourni aux méthodes de production agricole durable.

De nouvelles sources de financement complémentaire pourraient venir s'ajouter aux financements privés consacrés au développement durable, sous la forme de paiements pour la fourniture de biens publics environnementaux (au titre de la conservation de la biodiversité, de l'atténuation des changements climatiques ou de la protection des plans d'eau, par exemple). Des financements complémentaires pourraient aussi provenir d'éventuels liens tissés entre les financements

destinés à lutter contre les changements climatiques et les plans d'investissement pour une production agricole durable (ces deux questions sont examinées plus en détail au chapitre 3).

Encourager les investissements dans l'agriculture: un défi à relever

Vu l'ampleur relative des investissements d'origine publique et privée, il apparaît clairement que ce sont surtout les investissements privés qui permettront de répondre à la croissance future de la demande, de parvenir à la sécurité alimentaire et d'assurer la transition vers l'agriculture durable. Les gouvernements, de leur côté, doivent se contenter d'encourager les investissements privés des agriculteurs et d'autres investisseurs. Les décideurs doivent donc se poser la question suivante: «Que faut-il faire pour que les investissements agricoles soient adéquats et tendent à satisfaire les objectifs de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de durabilité environnementale?». Cette question sera abordée dans les prochains chapitres.

Messages clés

- Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, les investissements privés réalisés par les agriculteurs eux-mêmes sont la principale source d'investissement agricole et dépassent de loin les investissements annuels venant des pouvoirs publics, des donateurs et des investisseurs étrangers. Les rôles des investisseurs publics et privés sont complémentaires et ne peuvent pas se substituer l'un à l'autre, mais il faut absolument reconnaître le rôle central des agriculteurs dans toute stratégie visant à promouvoir les investissements agricoles.
- On ne dispose que de très peu de données systématiques et détaillées sur les investissements agricoles. Quelques séries de données, comparables sur le plan international, mettent en lumière différents aspects des investissements agricoles, mais il faudrait de meilleures données pour préciser les montants et les tendances des investissements agricoles et réaliser des études plus

solides sur les effets de différents types d'investissement.

- Le capital d'exploitation agricole – notamment le capital agricole par travailleur – est un facteur important, qui a une forte incidence sur la productivité de la main-d'œuvre agricole. Il existe de grands écarts entre d'une part les pays riches et de l'autre, les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, en ce qui concerne les ratios entre le capital d'exploitation agricole et la main-d'œuvre. Ces écarts se sont encore creusés dans les dernières décennies, car dans les pays à faible revenu, le capital d'exploitation agricole a progressé moins rapidement que le nombre de travailleurs agricoles. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud ont notamment connu des ratios en déclin ou stagnants au cours de cette période.
- Ces dernières années, les IED en faveur de l'agriculture ont augmenté, mais ils ne représentent encore qu'une très faible part de l'ensemble des IED et des ressources totales allouées à l'agriculture dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Les IED n'apporteront probablement pas une contribution significative à l'augmentation du capital d'exploitation agricole par travailleur, au niveau mondial, même s'ils peuvent être un facteur important dans certains pays.
- Les pouvoirs publics doivent investir dans l'agriculture, afin de promouvoir les investissements privés dans ce secteur, mais dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ils ont consacré à l'agriculture une part sans cesse en baisse des dépenses publiques totales. Les régions où la sous-alimentation

est particulièrement élevée – Afrique subsaharienne et Asie du Sud – sont aussi celles qui consacrent la part la plus faible des dépenses à l'agriculture, par rapport à la contribution de l'agriculture au PIB.

- Dans l'ensemble, les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire dépensent nettement moins que les pays riches pour la R&D – les dépenses étant exprimées en pourcentage du PIB agricole – et la majeure partie des dépenses est fortement concentrée dans quelques pays seulement. Étant donné que la R&D joue un rôle positif dans la promotion de la croissance agricole et dans la lutte contre la pauvreté, il faut accroître de toute urgence les financements alloués à la R&D agricole, dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.
- Au niveau mondial, l'APD représente une part assez faible de l'ensemble des investissements agricoles, mais elle peut jouer un rôle non négligeable, dans certains pays. Ces dernières années, l'APD en faveur de l'agriculture a amorcé une reprise, après de nombreuses années de déclin continu, et a augmenté aussi bien en valeur absolue qu'en pourcentage de l'APD totale, tout en restant à des niveaux inférieurs à ceux atteints dans les années 80.
- Vu l'importance relative des investissements privés, on ne peut que souligner le rôle essentiel du climat d'investissement au sein duquel les agriculteurs sont appelés à prendre des décisions. Il incombe aux gouvernements de créer les conditions voulues pour encourager les investissements dans l'agriculture.

3. Encourager l'investissement des exploitants agricoles dans l'agriculture

La plupart des investissements dans l'agriculture ont lieu dans le demi-milliard d'exploitations agricoles que compte la planète⁹. Les décisions des agriculteurs en matière d'investissement agricole à l'exploitation reposent sur la comparaison avec d'autres possibilités d'investissement, du point de vue de la rentabilité potentielle et des risques, et tiennent compte des difficultés qu'ils rencontrent à titre individuel. Dans tous les pays, les bénéfices, les risques et les problèmes relatifs associés à l'investissement agricole dépendent du climat général de l'investissement, des politiques agricoles et de la disponibilité des biens publics indispensables à l'agriculture. Les gouvernements des pays où l'agriculture contribue pour une large part à l'emploi et au PIB doivent veiller à ce que le climat de l'investissement soit favorable à l'investissement dans le secteur. La première démarche en ce sens est de faire en sorte que l'agriculture ne soit pas pénalisée par rapport aux autres secteurs. Les gouvernements doivent non seulement favoriser l'investissement dans l'agriculture, ils doivent aussi veiller à ce que cet investissement soit respectueux de l'environnement.

Le présent chapitre examine les aspects qu'il convient de prendre en compte si l'on veut créer un climat qui incite les agriculteurs à investir durablement. Il aborde d'abord le rôle que le climat de l'investissement en général joue dans la promotion de l'investissement agricole. Il examine ensuite plus spécifiquement le rôle des incitations économiques à investir dans l'agriculture et la façon dont ces incitations sont façonnées par les politiques du secteur de l'agriculture et des autres secteurs. Il évoque aussi l'importance cruciale des entreprises agro-industrielles qui répercutent sur les agriculteurs les incitations par les prix, et se penche brièvement sur les conditions propices à l'investissement dans ces entreprises. En

conclusion, le chapitre examine comment faire en sorte que les coûts et les avantages environnementaux soient correctement intégrés dans les incitations à investir dans l'agriculture, de manière à promouvoir des résultats durables et socialement bénéfiques.

Créer un climat favorable à l'investissement dans l'agriculture

On a examiné de très près les éléments qui constituent un climat favorable à l'investissement privé, mais on s'est beaucoup moins intéressé à l'importance que ces facteurs revêtent pour l'investissement dans l'agriculture. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2005* a fait valoir que le climat général de l'investissement était fondamental pour la croissance et la réduction de la pauvreté:

Le climat de l'investissement est l'ensemble des facteurs propres à la localisation de l'entreprise, qui influent sur les opportunités de marché ou le désir des entreprises d'investir à des fins productives, de créer des emplois et de développer leurs activités. Un bon climat de l'investissement n'a pas seulement pour but de produire des profits pour les entreprises – si tel était le cas, il suffirait de chercher à minimiser les coûts et les risques. L'objectif visé en la matière est d'améliorer le sort de l'ensemble du corps social.

(Banque mondiale, 2004, p. 2).

Selon la Banque mondiale, pour créer un bon climat général de l'investissement, le gouvernement doit:

- garantir la stabilité et la sécurité, y compris en ce qui concerne les droits de propriété foncière et les autres droits de propriété, veiller à l'exécution des contrats et lutter contre les délits;
- améliorer la réglementation et la fiscalité, dans le pays et aux frontières;

⁹ Nagayets (2005) a estimé le nombre total d'exploitations agricoles dans le monde à 525 millions environ.

- mettre en place des infrastructures et des institutions des marchés financiers;
- stimuler les marchés de l'emploi, en promouvant la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, en élaborant une réglementation du travail flexible et équitable et en aidant les travailleurs à s'adapter aux changements.

Chacun de ces éléments est complexe et dépend de la localisation. La Banque mondiale et plusieurs organisations internationales et institutions de recherche ont mis au point des indicateurs permettant d'évaluer la conjoncture économique et le climat de l'investissement dans différents pays. Certains indicateurs fournissent une évaluation générale de la gouvernance dans un pays et tiennent compte de dimensions telles que la démocratie, l'état de droit, l'absence de conflit et la corruption. D'autres se concentrent sur les facteurs qui influencent la facilité de faire des affaires dans un pays.

Malgré le poids économique de l'agriculture dans la plupart des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, on ne s'est guère attaché à évaluer à quel point les éléments d'un bon climat de l'investissement étaient importants pour ce secteur. L'analyse de la relation entre ces indicateurs et le capital d'exploitation agricole, qui a été réalisée pour ce rapport, laisse penser qu'ils sont, en effet, extrêmement importants.

Gouvernance et investissement agricole

Un indicateur souvent utilisé pour évaluer la gouvernance dans un pays, le «*Worldwide Governance Indicator for Rule of Law*» (indicateur de gouvernance dans le monde pour l'état de droit)¹⁰, est étroitement corrélé au capital d'exploitation agricole par travailleur (figure 16). On observe une tendance similaire pour d'autres indicateurs de gouvernance, tels que l'indice des perceptions de la corruption¹¹ compilé par Transparency International et l'indice de

risque politique¹² du Political Risk Services Group. Ces relations ne montrent qu'une corrélation mais laissent fortement penser que les éléments de bonne gouvernance qui sont indispensables à l'investissement en général dans un pays sont tout aussi indispensables à l'investissement dans l'agriculture. D'autres éléments présentés au chapitre 5 confortent la conclusion que des gouvernements arbitraires, corrompus et instables n'encouragent pas l'investissement agricole.

Climat de l'investissement et investissement agricole

Outre la gouvernance, d'autres facteurs sont susceptibles d'influencer directement, en bien ou en mal, les opérations des agents économiques et des investisseurs dans un pays, par exemple l'accès au transport, à la finance et à l'électricité. Ces facteurs sont difficiles à quantifier et les données sont rares, mais des schémas intéressants émergent des indicateurs de la Banque mondiale qui décrivent la conjoncture économique urbaine, notamment l'indice de la facilité de faire des affaires¹³, établis à partir d'entretiens avec des experts des activités du secteur privé dans les différents pays. Cet indice est clairement relié au niveau et à la croissance du capital d'exploitation agricole par travailleur (tableau 9). Si l'on se limite à examiner les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les dix pays dans lesquels il est le plus facile de faire des affaires ont affiché en 2007 un capital d'exploitation agricole par travailleur plus de trois fois supérieur à celui des dix pays les moins bien placés (19 000 USD contre 5 600 USD). En outre, depuis 2000, le capital d'exploitation agricole par travailleur a augmenté huit fois plus vite dans les pays où la conjoncture est la plus

¹⁰ Le «*Worldwide Governance Indicator for Rule of Law*» évalue l'incidence globale de la criminalité et la mesure dans laquelle les agents font confiance aux lois, en particulier celles qui concernent l'exécution des contrats, aux droits de propriété et aux tribunaux, et les respectent.

¹¹ L'indice des perceptions de la corruption («*Corruption Perception Index*») mesure la corruption dans le secteur public du pays et s'intéresse, notamment, au détournement de fonds publics, au versement de pots-de-vin aux fonctionnaires et à l'efficacité des mesures de lutte contre la corruption.

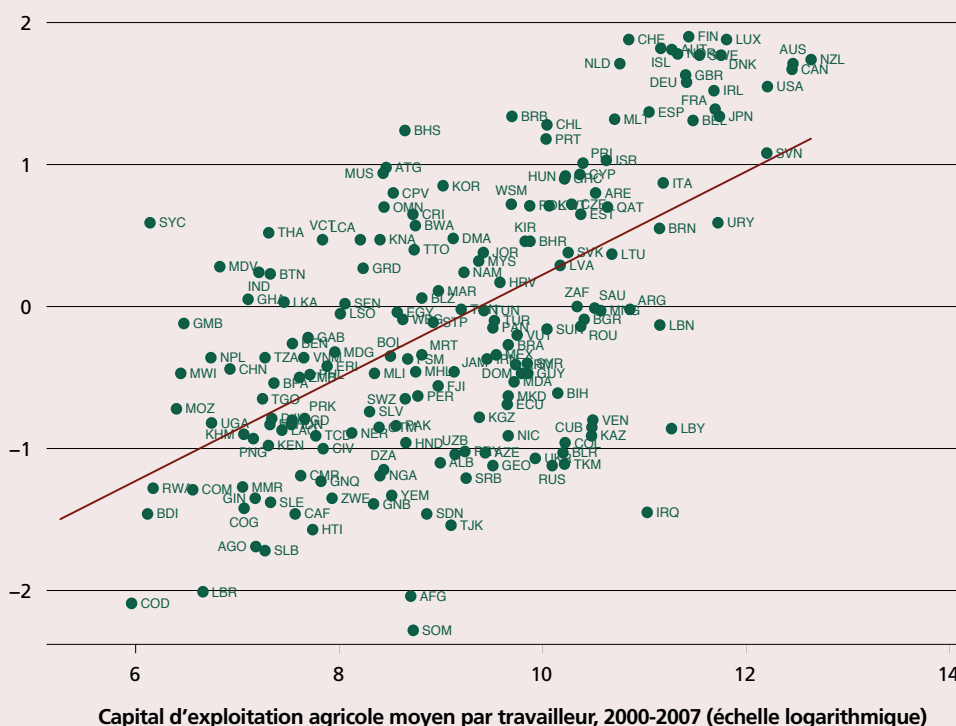
¹² L'indice de risque politique («*Political Risk Index*») évalue la stabilité du gouvernement, les conditions socioéconomiques, les risques associés à l'investissement, les conflits internes et externes, la corruption, l'influence de l'armée et de la religion sur la politique, la loi et l'ordre, les tensions ethniques, le fonctionnement de la démocratie et la qualité de la bureaucratie.

¹³ L'indice de la facilité de faire des affaires («*Ease of Doing Business rankings*») évalue dans quelle mesure il est facile d'ouvrir et de fermer une entreprise, d'obtenir un permis de construire, de faire enregistrer une propriété, d'obtenir un crédit, de payer les impôts et de faire du commerce transfrontalier et avec quelle efficacité les investissements sont protégés et les contrats exécutés.

FIGURE 16

Indicateur de gouvernance dans le monde pour l'état de droit et capital d'exploitation agricole par travailleur, par pays

Indicateur de gouvernance dans le monde pour l'état de droit, 2000



Note: L'indicateur de gouvernance dans le monde pour l'état de droit varie de -2 à 2, les valeurs les plus faibles indiquant que l'état de droit est le moins respecté.

Source: Compilation, par les auteurs, des données de la Banque mondiale (2011c) et de la FAO (2012a). Voir tableau annexe A2.

favorable que dans les pays placés en queue du classement. Encore une fois, il ne s'agit que de simples corrélations, mais qui donnent de bonnes raisons de penser que les facteurs qui facilitent l'investissement en général sont tout aussi importants pour l'investissement dans l'agriculture.

Évaluations du climat de l'investissement rural

Les indices et indicateurs évoqués plus haut sont conçus à partir de situations urbaines mais des efforts sont faits actuellement pour compiler des indicateurs du climat de l'investissement rural¹⁴. Les évaluations du

climat de l'investissement rural conduites par la Banque mondiale – pour un petit nombre de pays – portent sur les petites et moyennes entreprises, hormis les exploitations agricoles, qui sont situées dans des zones rurales. Ces évaluations ne couvrent pas l'agriculture primaire mais l'on peut s'attendre à ce qu'un climat d'investissement propice aux petites entreprises situées dans les zones rurales ait aussi des incidences positives sur l'agriculture, notamment parce que les entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles représentent un élément important des conditions incitant à investir dans l'agriculture.

Les évaluations du climat de l'investissement rural de la Banque mondiale ont fait apparaître que les problèmes rencontrés par les entreprises rurales différaient des problèmes rencontrés par

¹⁴ Le Département de l'agriculture de la Banque mondiale élabore actuellement des indicateurs relatifs au secteur agroalimentaire et la Fondation Bill & Melinda Gates des indicateurs relatifs à la conduite des affaires dans le secteur agricole.

les grandes entreprises urbaines et dépendaient du lieu; par conséquent, les priorités des gouvernements et des donateurs désireux de s'attaquer à ces problèmes doivent être ajustées au contexte.

Par exemple, le tableau 10 présente les cinq principaux problèmes rencontrés, d'un côté par les grandes entreprises urbaines et, de l'autre, par les petites et moyennes entreprises rurales (et la proportion des

TABEAU 9

Classement en fonction de la conjoncture économique et investissement dans les exploitations agricoles, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

CLASSEMENT SELON « LA FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES »	CAPITAL D'EXPLOITATION AGRICOLE PAR TRAVAILLEUR, 2007	VARIATION ANNUELLE DU CAPITAL D'EXPLOITATION AGRICOLE PAR TRAVAILLEUR, 1995-2007
	(en USD constants de 2005)	(pourcentage)
Dix premiers pays (meilleure conjoncture)	19 000	2,4
Dix derniers pays (pire conjoncture)	5 600	0,3

Source: Compilation, par les auteurs, des données de la Banque mondiale (2011d) et de la FAO (2012a). Voir tableau annexe A2.

TABEAU 10

Les cinq principaux problèmes rencontrés par les entreprises urbaines et par les entreprises rurales, pour conduire leurs activités dans des pays sélectionnés

SRI LANKA			
Facteur	Pourcentage d'entreprises urbaines	Facteur	Pourcentage d'entreprises rurales
Électricité	42	Transport	30
Instabilité politique	35	Finance (coût de la)	28
Instabilité macroéconomique	28	Finance (accès à la)	28
Finance (coût de la)	27	Demande	27
Réglementation du travail	25	Électricité	26
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE			
Facteur	Pourcentage d'entreprises urbaines	Facteur	Pourcentage d'entreprises rurales
Taux d'imposition	73	Finance	61
Électricité	59	Services collectifs (électricité)	49
Finance (coût de la)	58	Transport	30
Administration fiscale	56	Commercialisation	29
Corruption	51	Gouvernance	27
NICARAGUA			
Facteur	Pourcentage d'entreprises urbaines	Facteur	Pourcentage d'entreprises rurales
Corruption	65	Instabilité politique	53
Finance (coût de la)	58	Électricité	41
Instabilité économique/réglementaire	56	Corruption	39
Finance (accès à la)	54	Finance (accès à la)	38
Finance (disponibilité de la)	49	Insuffisance de la demande	30

Note: Les entreprises qui ont fait l'objet de l'enquête étaient de grandes entreprises dans les zones urbaines et de petites et moyennes entreprises non agricoles dans les zones rurales.

Source: Banque mondiale (2006b).

entreprises qui les ont cités à ce titre), au Nicaragua, au Sri Lanka et en République-Unie de Tanzanie. Le transport paraît plus problématique pour les entreprises rurales que pour les entreprises urbaines au Sri Lanka et en République-Unie de Tanzanie, et l'insuffisance de la demande et les difficultés de commercialisation frappent plus durement les zones rurales que les zones urbaines dans les trois pays. Certains facteurs, notamment la fourniture des services publics, tels que l'électricité, et les préoccupations relatives à la corruption, l'instabilité politique et la gouvernance, sont des problèmes majeurs qui sont cités par les investisseurs tant du milieu rural que du milieu urbain.

Un environnement propice aux chaînes de valeur agricoles

Les chaînes de valeur agricoles comprennent de nombreuses entreprises qui fournissent des biens et assurent des services aux agriculteurs, tels que l'approvisionnement en intrants, la mise à disposition d'installations d'entreposage et de transformation et les services de commercialisation. Elles constituent un lien crucial entre les agriculteurs et les marchés, l'amont et l'aval, et sont un maillon essentiel qui assure la transmission effective des incitations à l'investissement, depuis les marchés jusqu'aux exploitants agricoles (da Silva *et al.*, 2009).

Étant donné que la plupart des pays en développement s'urbanisent inéluctablement, la distance se creuse entre les exploitants agricoles et les consommateurs. L'agro-industrie n'en prend que plus de poids, car elle est l'intermédiaire qui transmet aux producteurs primaires la demande en produits alimentaires. Le développement de ce secteur peut améliorer considérablement la rentabilité de la production agricole et inciter les exploitants à investir. Ce développement doit aller au-delà des grandes entreprises et toucher, en particulier, les petites et moyennes entreprises qui sont souvent davantage en prise sur les petits exploitants agricoles (de Janvry, 2009).

Un environnement favorable au développement de l'agro-industrie est susceptible d'encourager l'entrée de petites et moyennes entreprises sur le marché et d'aiguillonner leur compétitivité. Un bon climat général de l'investissement, ainsi qu'un bon climat spécifique de l'investissement

rural évoqué plus haut, sont indispensables à ce développement. Christy *et al.* (2009) ont examiné en profondeur les composantes essentielles d'un environnement favorable à la compétitivité des entreprises agro-industrielles (encadré 9).

Un cadre d'action pour l'investissement agricole

Conscients de l'importance que l'établissement d'un environnement favorable revêt pour l'investissement agricole, l'OCDE et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ont élaboré un projet de cadre d'action visant à promouvoir l'investissement dans le secteur (encadré 10). Ce document souligne combien les aspects à prendre en compte pour créer un environnement propice à l'investissement agricole sont complexes et variés et à quel point les politiques et les institutions qu'il faut mettre en place débordent largement du secteur de l'agriculture. Il souligne en particulier l'importance de plusieurs des éléments de la bonne gouvernance bien connus pour favoriser l'investissement, qui ont été évoqués plus haut.

Politiques publiques et incitations à investir dans l'agriculture¹⁵

Les politiques des pouvoirs publics et leurs interventions sur les marchés peuvent avoir des incidences profondes sur le climat de l'investissement agricole et, plus particulièrement, sur les incitations économiques à investir dans le secteur. Ces politiques peuvent ne s'appliquer qu'à l'agriculture ou bien concerner d'autres secteurs, voire même tous les secteurs de l'économie (Schiff et Valdés, 2002). Les principales politiques sectorielles spécifiques qui ont des répercussions sur les conditions incitant à investir dans l'agriculture portent sur les tarifs douaniers, les subventions aux intrants et au crédit, le contrôle des prix, les restrictions commerciales quantitatives, les dépenses publiques et la fiscalité. Il arrive aussi que d'autres politiques aient des effets

¹⁵ Cette section reprend les éléments d'un document d'information rédigé par Kym Anderson (université d'Adelaïde) pour *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012*.

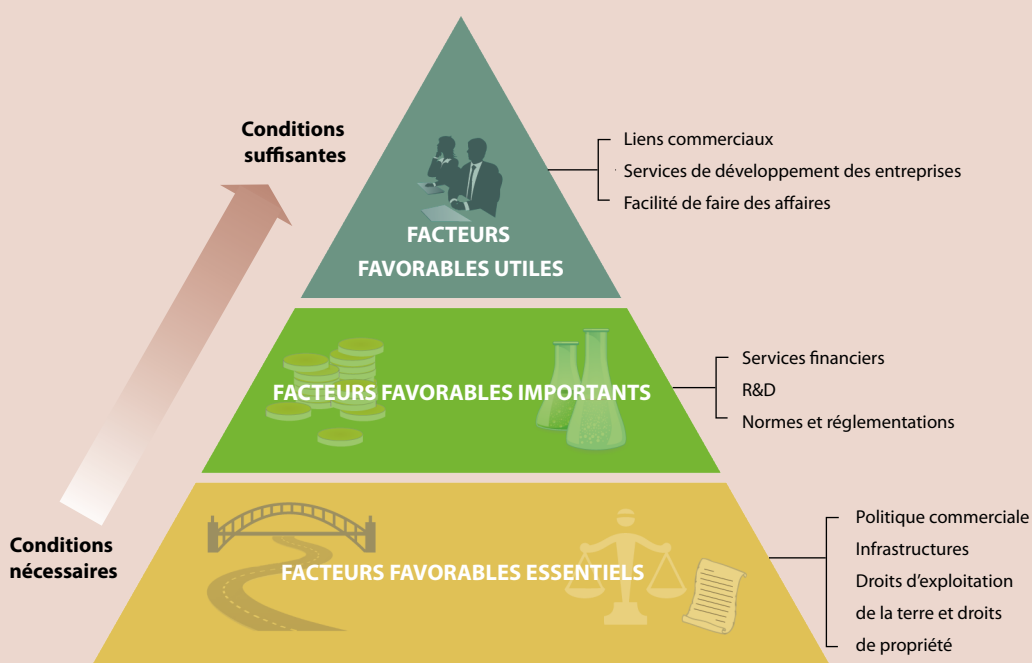
ENCADRÉ 9

Un environnement favorable aux entreprises agro-industrielles

La mise en place d'un environnement favorable à l'agro-industrie est susceptible de stimuler l'investissement dans le secteur de l'agriculture primaire. Christy *et al.* (2009) ont étudié une méthode spécifique permettant de décrire l'environnement concurrentiel des entreprises agroalimentaires. Ils examinent les actions qui doivent être entreprises

par les pouvoirs publics pour mettre en place un environnement favorable à la compétitivité des entreprises agro-industrielles et proposent un classement hiérarchique des facteurs qui favorisent la compétitivité de l'agro-industrie, selon qu'ils sont essentiels, importants ou utiles. La pyramide ci-dessous montre la hiérarchie de ces facteurs favorables.

Hiérarchie des facteurs favorisant la compétitivité de l'agro-industrie



Source: Christy *et al.*, 2009.

indirects sur l'agriculture, par exemple la protection d'autres secteurs (notamment la protection du secteur industriel), les taux de change et les taux d'intérêt, les politiques fiscales et monétaires. Ces politiques peuvent influencer considérablement les incitations à investir dans l'agriculture par rapport aux autres secteurs.

Vers le milieu du XX^e siècle, beaucoup de pays en développement ont mis en œuvre des politiques visant à stimuler le développement industriel. Ces politiques ont créé un effet de distorsion préjudiciable pour l'agriculture et découragé l'investissement et la production dans le secteur. En revanche,

dans beaucoup de pays développés, les gouvernements se sont efforcés de protéger le secteur de l'agriculture, dont le poids économique relatif s'amenuisait mais qui restait puissant aux plans social et politique. Ces tendances générales ont fortement pénalisé l'agriculture dans les pays en développement, que ce soit, dans le pays, par rapport aux autres secteurs nationaux ou, sur les marchés mondiaux, par rapport à l'agriculture des pays développés. L'effet de «distorsion» que les politiques produisent sur les incitations à investir dans le secteur agricole des pays en développement et leurs coûts associés ont été documentés pour

ENCADRÉ 10

Le projet de cadre d'action NEPAD-OCDE pour l'investissement agricole

La version préliminaire du *Cadre d'action pour l'investissement agricole* a été élaborée dans le contexte de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique et a été présentée à la cinquième Conférence ministérielle NEPAD-OCDE, qui s'est tenue les 26 et 27 avril 2011. Le Cadre est destiné à être un outil flexible permettant aux gouvernements d'évaluer et de concevoir les politiques relatives à l'investissement agricole en Afrique. Il souligne que la croissance durable dans le secteur de l'agriculture nécessite des politiques qui ne sont pas strictement agricoles, et pose une série de questions dont les gouvernements doivent tenir compte s'ils veulent améliorer la qualité de l'environnement national pour les investisseurs agricoles. En bref, ces questions portent sur les domaines suivants:

- **Politique de l'investissement.** Transparence des lois et des réglementations, droits de propriété sur la terre et les autres biens, protection de la propriété intellectuelle et exécution des contrats.
- **Promotion et facilitation de l'investissement.** Institutions et mesures visant à promouvoir l'investissement dans l'agriculture, transfert de technologies aux exploitants agricoles locaux et dialogue public-privé.
- **Développement des ressources humaines et compétences.** Développement des ressources humaines, formation des exploitants agricoles et renforcement de la recherche locale et des capacités de développement.
- **Politique commerciale.** Procédures douanières et administratives, évaluation de l'incidence des politiques commerciales, promotion et financement des exportations, accords commerciaux régionaux.
- **Environnement.** Politiques destinées à promouvoir la gestion des ressources naturelles et les technologies moins polluantes, intégration des activités de R&D dans la politique environnementale, besoins énergétiques et atténuation des phénomènes climatiques extrêmes.
- **Gouvernance et responsabilité des entreprises.** Normes fondamentales du travail dans le secteur agricole, respect des droits de l'homme, protection de l'environnement, relations au travail et obligation de rendre des comptes au plan financier.
- **Développement des infrastructures.** Cohérence des politiques relatives aux infrastructures, au développement rural et à l'agriculture, procédures de financement transparentes, technologies de l'information et des communications à l'appui des activités agricoles, mesures d'incitation encourageant les acteurs du secteur privé à investir dans le réseau routier secondaire, gestion des ressources en eau et installations d'entreposage.
- **Développement du secteur financier.** Cadre réglementaire pour le secteur financier agricole, concurrence dans le secteur bancaire, fonctionnement des marchés de capitaux, instruments de gestion des risques, accès au crédit pour les exploitants agricoles locaux et les petites et moyennes entreprises, mécanismes de garantie et d'assurance facilitant l'accès des petits exploitants agricoles au crédit, et services de développement des entreprises pour les agriculteurs locaux.
- **Fiscalité.** Politiques fiscales favorables à l'investissement agricole, niveau de charge fiscale des entreprises agro-industrielles compatible avec la promotion de l'investissement agricole, politique et administration fiscales transparentes et efficaces, coordination de l'administration fiscale entre les niveaux central et local et financement de biens publics locaux.

Source: OCDE, 2011.

18 pays par Krueger, Schiff et Valdés (1988; 1991).

Évolution des politiques et incitations à investir

Au fil du temps, les réformes des politiques ont fait évoluer les niveaux de protection et de taxation dans le secteur agricole de beaucoup de pays et réaligné les incitations à l'investissement, qui ont été améliorées dans les pays en développement et rognées dans les pays développés. Ces grandes tendances sont présentées dans des travaux récents de la Banque mondiale, qui portent sur plus de 70 pays de régions en développement et de régions développées et couvrent les cinq dernières décennies (Anderson et Valenzuela, 2008; Anderson, 2009; Anderson et Nelgen, 2012).

Un indicateur global de la distorsion des prix induite par les politiques dans le secteur de l'agriculture, le taux relatif d'assistance (*Relative rate of assistance* – RRA), évalue dans quelle mesure les politiques publiques influencent les prix agricoles *par rapport* à ce qui se passe dans les autres secteurs et fournit une indication du degré auquel le contexte politique global d'un pays crée des distorsions qui favorisent ou non l'agriculture. Un RRA positif signifie que l'agriculture est favorisée ou subventionnée par rapport aux autres secteurs, tandis qu'un RRA négatif indique que l'agriculture est pénalisée ou taxée (Anderson et Valenzuela, 2008). L'analyse de l'évolution du RRA moyen au cours du temps fait apparaître les différences spectaculaires qui existent entre les choix politiques des pays développés et des pays en développement, dans le secteur de l'agriculture. À partir du milieu des années 50, l'agriculture a été lourdement taxée dans beaucoup de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, tandis que le secteur a été protégé de manière croissante dans beaucoup de pays à revenu élevé (figure 17)¹⁶.

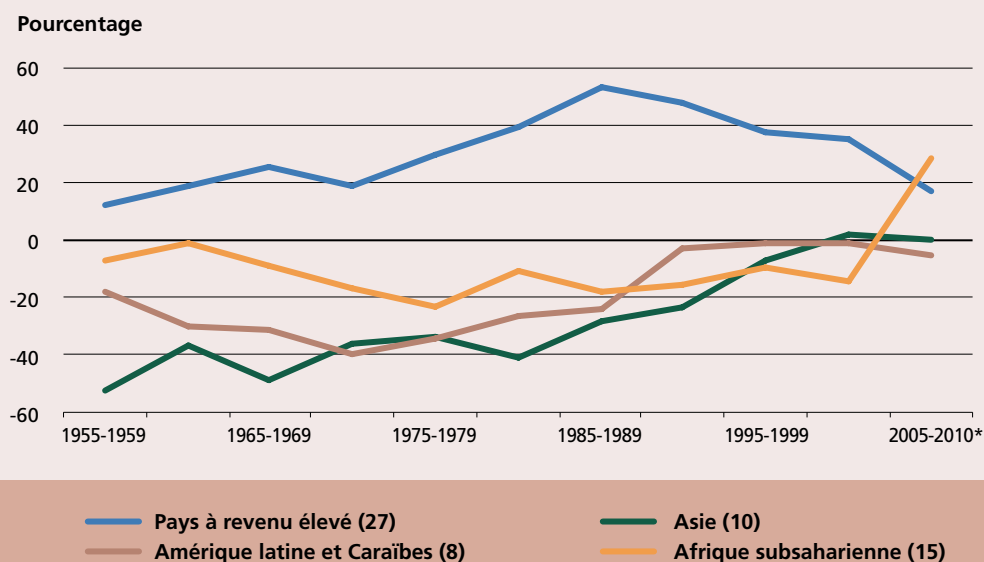
À partir d'un certain moment, variable selon les cas, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont progressivement atténué l'effet de distorsion préjudiciable pour l'agriculture, tandis que les pays à revenu élevé ont réduit le niveau de leur soutien (figure 17). Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, le fait que le RRA moyen tende vers zéro et soit même positif dans de nombreux pays s'explique par le déclin, à la fois de la taxation de l'agriculture et de la protection des autres secteurs. L'amplitude et la vitesse du changement varient selon les régions.

Ces choix politiques contrastés ont eu un grand nombre d'incidences négatives, notamment, pendant de nombreuses décennies, un grave effet de distorsion sur les incitations à investir dans l'agriculture. Le RRA élevé dans le secteur de l'agriculture de beaucoup de pays riches a fortement encouragé l'investissement agricole, tandis que la lourde taxation de l'agriculture dans beaucoup de pays en développement a créé un environnement particulièrement dissuasif. Cette situation a faussé la répartition géographique de l'investissement agricole et est partiellement responsable de la disparité des niveaux de capital d'exploitation agricole par travailleur, qui est évoquée au chapitre 2. En dernier ressort, cette distorsion a entraîné un déplacement relatif de la production agricole, des pays en développement vers les pays développés.

Les incidences que les distorsions induites par les politiques produisent sur le niveau de l'investissement agricole dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont illustrées dans la figure 18. Le RRA moyen pour des périodes quinquennales successives y est croisé avec la croissance du capital d'exploitation agricole par travailleur pendant la période quinquennale suivante. Les données sont décalées dans le temps parce que les investisseurs privés mettent parfois du temps à réagir à un changement important des conditions susceptibles de les inciter à investir. Six périodes différentes sont présentées. Pendant la première période, l'effet de distorsion extrêmement préjudiciable pour l'agriculture, qui se traduit par un RRA moyen négatif de moins 35 pour cent environ en 1975-1979, est associé à une réduction annuelle moyenne du capital

¹⁶ L'Australie et la Nouvelle-Zélande font figure d'exception, car elles ont conduit une politique dont les effets de distorsion n'ont pas favorisé l'agriculture pendant la plus grande partie du XX^e siècle, étant donné que la protection tarifaire du secteur de la fabrication dépassait les soutiens à l'agriculture. Les distorsions ont été réduites dans les deux secteurs pendant le dernier tiers du siècle et sont désormais proches de zéro. Voir Anderson, Lloyd et MacLaren (2007).

FIGURE 17
Taux relatif d'assistance à l'agriculture, par région, 1955-2010



Notes: * Pour la majorité des pays, le point le plus récent dans la figure est le taux moyen annuel pondéré (basé sur la production agricole) pour les années 2005-2010; dans les autres cas, il correspond à la valeur des observations les plus récentes. Les moyennes pondérées sur cinq ans reposent sur la production agricole évaluée avec des prix non touchés par les effets de distorsion. Le nombre de pays compris dans chaque groupe figure entre parenthèses.

Source: Calculs des auteurs à partir des données d'Anderson et Nelgen (2012).

d'exploitation agricole par travailleur de plus de 0,5 pour cent pendant la période 1980-1984. Au fil du temps, au fur et à mesure que le RRA moyen passe de fortement négatif à quasiment neutre, le taux de croissance du capital d'exploitation par travailleur augmente.

Distorsions induites par les politiques au niveau du pays

Dans la figure 18, la moyenne indiquée masque la variation considérable qui existe entre RRA à l'intérieur des régions et des regroupements de pays par niveau de revenu. Les distorsions des prix induites par les politiques restent importantes dans beaucoup de pays et les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont encore tendance à taxer l'agriculture et les pays à revenu élevé à la subventionner (figure 19). Certains pays constituent des exemples extrêmes. On peut en conclure que les efforts déployés pour stimuler l'investissement agricole dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont encore entravés par les distorsions imputables aux politiques, aux deux extrémités du spectre.

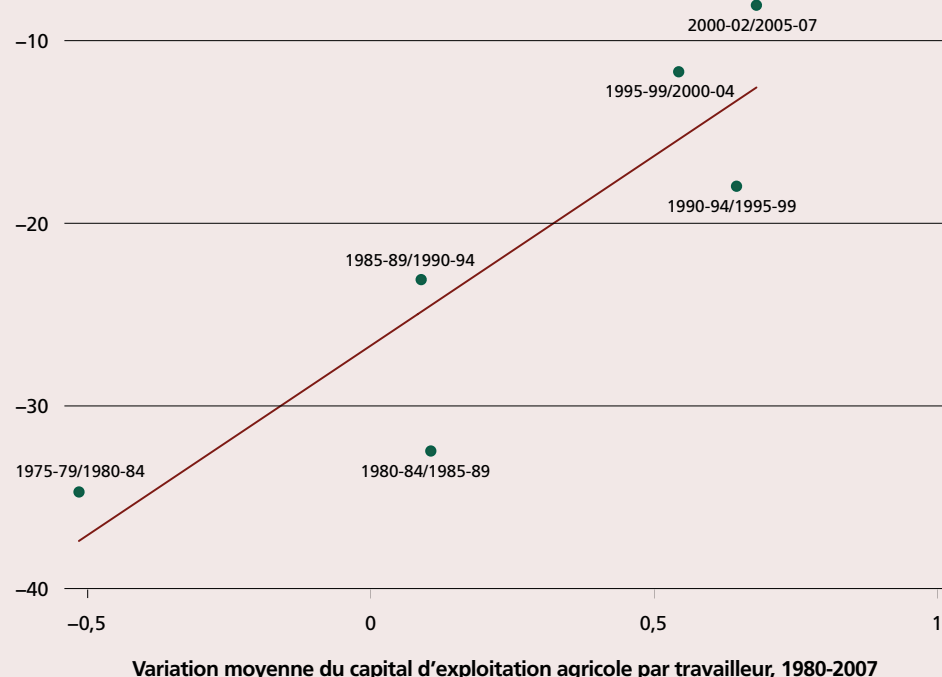
Incitations au niveau des produits: cas de l'Afrique

Le niveau de protection ou de taxation de l'ensemble du secteur agricole est évidemment important, mais les différences entre produits, dans un même pays, influencent aussi les incitations à investir. Il peut y avoir des écarts considérables lorsque certains produits bénéficient d'une protection tandis que d'autres sont taxés. Cette situation crée parfois des modèles d'investissement et de production peu performants dans le secteur agricole du pays.

Il arrive aussi que les différences entre produits aient des incidences diverses selon le type de producteurs et que certains exploitants soient avantagés par rapport à d'autres. C'est le cas, par exemple, quand les incitations diffèrent pour les producteurs de cultures de rente ou d'exportation et les producteurs de cultures vivrières, ou bien entre les petits agriculteurs et les gros exploitants agricoles. Les répercussions sur un produit donné sont souvent le fruit de l'interaction de plusieurs politiques et moyens d'action qui, s'ils sont incohérents comme c'est parfois le cas, peuvent avoir des incidences

FIGURE 18
Taux relatif d'assistance et variation du capital d'exploitation agricole
par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

Taux relatif d'assistance moyen, 1975-2002



Notes: Les indicateurs s'appliquent aux moyennes sur cinq ans. Le taux relatif d'assistance moyen pour chaque période est croisé avec la variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole par travailleur pendant la période quinquennale suivante.

Source: Calculs des auteurs à partir des données d'Anderson et Nelgen (2012) et de la FAO (2012a).

individuelles contradictoires. En conséquence, les incitations à investir dans l'agriculture risquent de ne pas apparaître clairement aux investisseurs et de ne pas être alignées sur les objectifs visés par les responsables politiques.

La mise en place d'un cadre amélioré d'incitations visant à encourager l'investissement dans le secteur agricole exige une analyse approfondie des politiques agricoles d'un pays, afin de favoriser la cohérence et la transparence de leurs incidences. Le projet de suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA) qui vise à améliorer les éléments utilisés pour l'élaboration des politiques dans dix pays africains propose, à cet effet, un cadre d'analyse des incidences des politiques et des écarts de développement du marché (encadré 11).

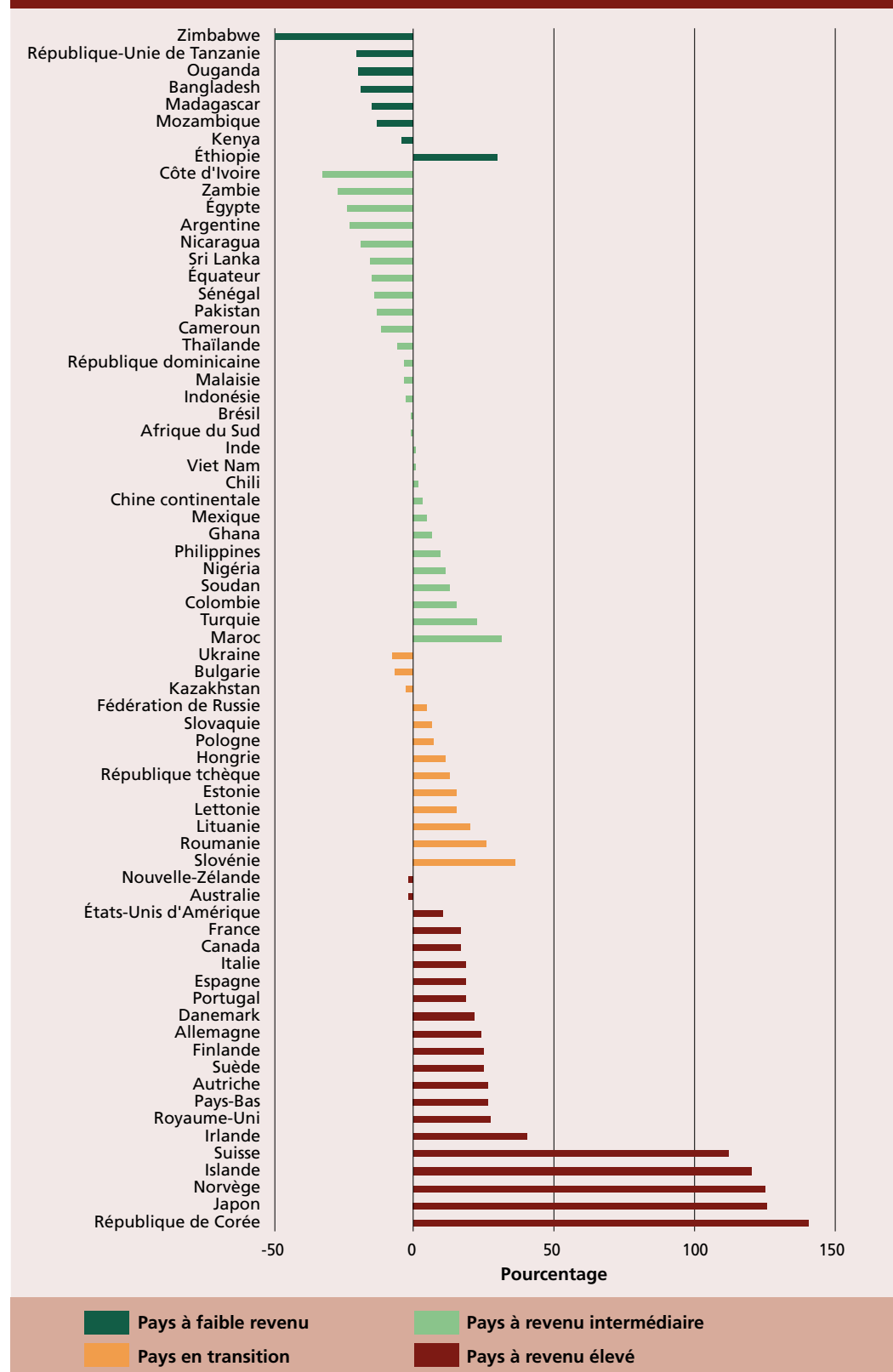
Les résultats préliminaires du SPAAA sont disponibles pour plusieurs produits. Par exemple, la figure 20 montre l'évolution du soutien à la production de maïs pendant la

période 2005-2010 dans les dix pays du projet SPAAA groupés par sous-régions: Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigéria), Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie) et Afrique australe (Malawi, Mozambique). Pour les dix pays dans leur ensemble, le contexte politique est resté globalement neutre vis-à-vis des cours internationaux entre 2005 et 2007, avec un taux de protection nominal (*nominal rate of protection* – NRP) moyen proche de zéro. Pour les producteurs de maïs, le NRP moyen est monté à 40 pour cent en 2008 avant de retomber à 20 pour cent environ en 2010.

Mais cette évolution moyenne masque des différences entre les pays. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont davantage soutenu le maïs que les pays d'Afrique australe, tandis que les pays d'Afrique de l'Est ont eu tendance à taxer la production de maïs. La protection a atteint des niveaux très élevés en 2008, notamment en Afrique de l'Ouest. Cela

FIGURE 19

Taux relatifs d'assistance moyens, par pays, 2000-2010*



*ou année la plus récente.

Source: Calculs des auteurs à partir des données d'Anderson et Nelgen (2012).

ENCADRÉ 11

Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique

Le projet SPAAA travaille avec des partenaires nationaux dans dix pays d'Afrique, où il épaula les responsables politiques par le biais du suivi et de l'analyse systématique des politiques alimentaires et agricoles des pays participants. L'analyse conduite par le projet SPAAA montre comment les interventions politiques nationales – et, parfois, le caractère excessif des coûts d'accès au marché – influencent les conditions susceptibles d'inciter les exploitants agricoles à investir et leurs décisions en la matière. Ces mesures sont exprimées sous la forme d'estimations du NRP¹, qui permettent d'effectuer des comparaisons dans le temps et entre pays. Cette analyse est complétée par une analyse du niveau, de la composition et de l'efficacité des dépenses publiques, qui vise à déterminer dans quelle mesure ces dépenses concourent à la croissance et au développement de l'agriculture.

L'information produite sera intégrée dans les processus nationaux de prise de décisions et dans les mécanismes de concertation sur les politiques qui ont lieu aux niveaux panafricain et régional, et sera également fournie aux donateurs et à diverses parties prenantes. Des efforts sont

faits pour insérer les activités du projet SPAAA dans les processus nationaux du PDDAA, afin que les résultats du projet contribuent pleinement à la mise en œuvre globale du PDDAA, dont l'objectif est le développement de l'agriculture (voir aussi encadré 23). En outre, il est prévu que le projet SPAAA devienne un élément du cadre de suivi et évaluation du PDDAA et fournisse éventuellement des références utiles pour analyser les incidences des politiques. L'initiative est conduite par la FAO en partenariat avec l'OCDE et est soutenue par un financement majeur de la Fondation Bill & Melinda Gates.

¹ Le NRP représente la hausse ou la baisse des recettes brutes tirées de la vente d'un produit par rapport à une situation de non-interventionnisme politique ou de coût d'accès au marché non excessif. Il exclut la hausse éventuelle des recettes qui résulterait de transferts budgétaires directs (tels que des subventions aux intrants ou des taxes, par exemple) ou de tout autre transfert budgétaire non lié à la production. À la différence du RRA évoqué ailleurs dans le présent rapport, le NRP ne tient pas compte des incidences des politiques qui protègent ou grèvent les autres secteurs de l'économie, si bien qu'il ne couvre que la part de distorsion des incitations qui découle directement des politiques influençant les prix agricoles.

correspond probablement aux réponses politiques qui ont été données à la crise des prix des produits alimentaires, période pendant laquelle les gouvernements ont pris des mesures pour soutenir la production, notamment des mesures protectionnistes telles que la hausse des tarifs douaniers et les interdictions d'exporter, outre des mesures visant à améliorer la productivité, telles que le versement de subventions pour les intrants.

La figure 21 montre les pourcentages de la production de maïs qui ont été touchés par une protection positive et négative, respectivement, dans les dix pays du projet SPAAA. Pendant la période 2005-2010, les politiques adoptées ont protégé une part croissante de la production de maïs dans les pays du projet SPAAA (de 36 pour cent en 2005 à 66 pour cent en 2010).

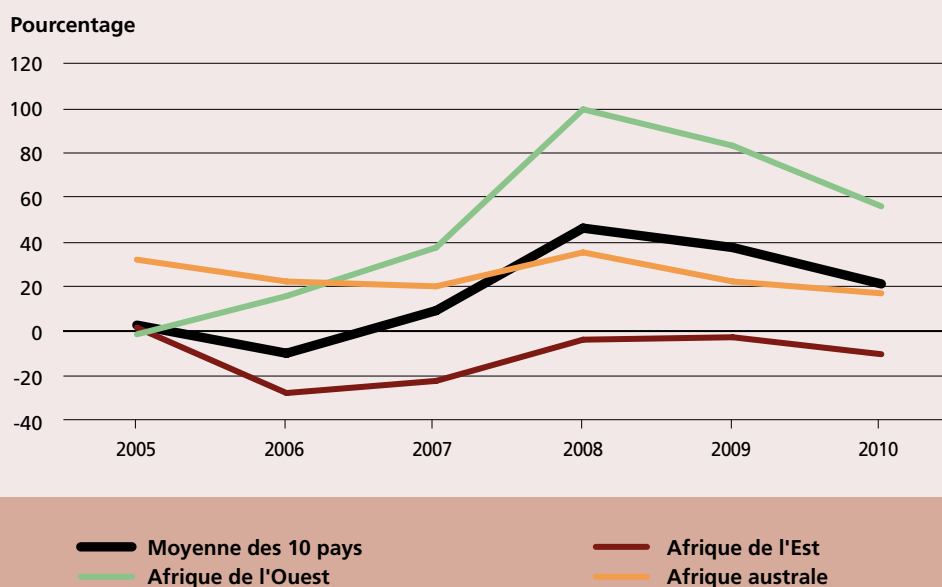
La forte variation des niveaux de soutien et de taxation du maïs dans les différents pays et les fluctuations brutales d'année en année font penser que, lorsqu'elles sont importantes, les distorsions et les incertitudes imputables aux politiques pèsent sur les incitations à investir dans le secteur.

Gains potentiels de la réduction des distorsions induites par les politiques

Cette section a montré que, dans beaucoup de pays à tous les stades du développement, les politiques influencent les incitations à investir dans l'agriculture, car elles créent un environnement dissuasif dans beaucoup de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et un environnement subventionné dans beaucoup de pays à revenu élevé. Ces distorsions ont été réduites en moyenne,

FIGURE 20

Taux de protection nominaux du maïs dans certains pays d'Afrique subsaharienne, par sous-région

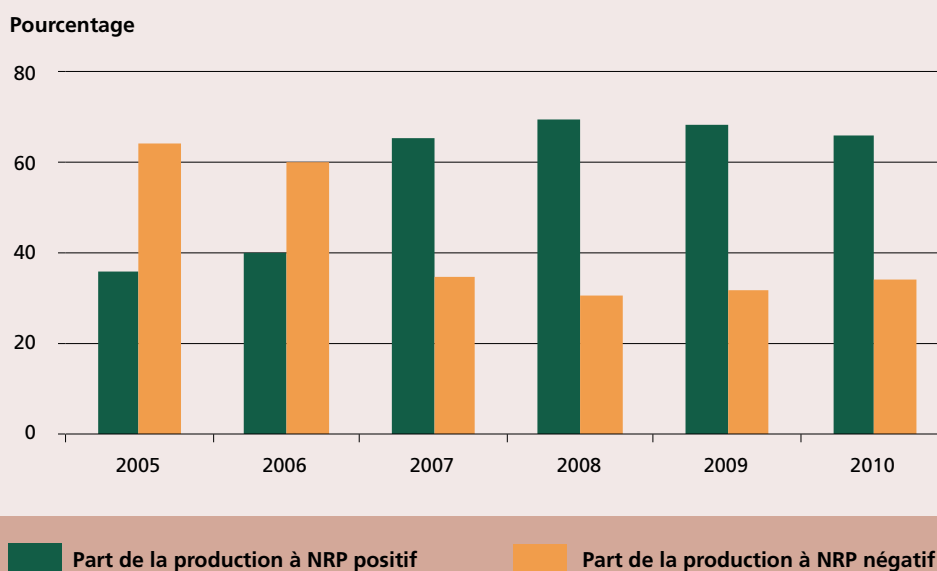


Notes: Les dix pays étudiés sont les pays qui participent au projet SPAAA. Les moyennes présentées sont pondérées en fonction du volume de la production de chaque pays.

Source: Short, Barreiro-Hurlé et Balié (2012).

FIGURE 21

Parts de la production de maïs qui affichent un taux de protection nominal positif et négatif dans certains pays d'Afrique subsaharienne



Notes: Les dix pays étudiés sont les pays qui participent au projet SPAAA. Les moyennes présentées sont pondérées en fonction du volume de la production de chaque pays. NRP = taux de protection nominal.

Source: Short, Barreiro-Hurlé et Balié (2012).

mais elles restent importantes dans de nombreux pays. Le fait d'éliminer progressivement les dernières politiques qui ont un effet de distorsion sur les prix permettrait d'encourager l'investissement et favoriserait une meilleure allocation des ressources, en aiguillant l'investissement vers les activités et les branches économiques pour lesquelles un pays a son avantage comparatif le plus fort. Dans le cas des pays dont les politiques sont peu favorables à l'agriculture, il est probable que de telles réformes stimuleraient l'investissement dans l'agriculture, en particulier dans les domaines et les sous-secteurs qui rapportent le plus. Plusieurs études ont estimé les retombées de la distorsion des incitations à investir dans l'agriculture, sur les aspects économiques du bien-être, la croissance économique et la pauvreté, aux niveaux national et mondial.

Anderson, Valenzuela et van der Mensbrugghe (2009) proposent une évaluation à la fois rétrospective et prospective, dans un large exercice de modélisation économique. Ils utilisent le modèle général *Linkage* de la Banque mondiale (van der Mensbrugghe, 2005) pour quantifier les incidences des réformes passées (jusqu'en 2004) et les avantages potentiels de l'élimination des distorsions encore observées en 2004. Leurs résultats confirment que l'élimination de la distorsion des incitations par les prix serait extrêmement avantageuse pour l'agriculture, en particulier dans les pays en développement.

Les effets dynamiques de la distorsion des prix sont analysés par Anderson et Brückner (2011), qui utilisent l'économétrie pour examiner comment réagit la croissance économique globale des pays d'Afrique subsaharienne lorsque le RRA est ramené vers zéro. Étant donné que la plupart des pays de la région taxent actuellement l'agriculture, l'élimination de cette distorsion des prix aurait un effet positif considérable sur le rythme de leur croissance économique globale. Ces résultats montrent que le fait de taxer l'agriculture par rapport aux autres secteurs a un effet négatif, tant sur les aspects économiques du bien-être national, à un instant donné, que sur la croissance de la production globale, au fil du temps. Ces résultats issus de modèles sont confirmés par l'expérience de la Chine (encadré 12).

Intégrer les coûts et les avantages environnementaux dans les incitations à investir

L'élimination des distorsions est essentielle pour améliorer le climat de l'investissement, mais un autre élément est en passe de prendre de l'importance avec le temps: il s'agit de la nécessité d'intégrer plus efficacement le capital naturel dans les décisions relatives à l'investissement. La valeur du capital naturel est habituellement exclue des évaluations du capital agricole (encadré 13) et de la comptabilité nationale, et les décisions d'investissement dans l'agriculture, qu'il s'agisse d'investissements privés ou publics, ne tiennent compte de la valeur des ressources naturelles que de manière intermittente et peu systématique. Au cours des dernières décennies, la production agricole a progressé au prix d'une grave dégradation de l'environnement. L'examen détaillé des ressources environnementales mondiales qui a été réalisé pour l'Évaluation des écosystèmes en début de Millénaire (2005) a ainsi conclu que 15 des 24 services écosystémiques mondiaux examinés – notamment la fourniture d'eau douce, la régulation du climat, la purification de l'air et de l'eau, la régulation des risques naturels et le contrôle des organismes nuisibles – étaient altérés ou utilisés de manière non durable. Dans un monde où les problèmes liés aux ressources naturelles ne cessent de s'aggraver, il est capital de parvenir à intégrer les coûts et les avantages environnementaux dans les incitations que le secteur de l'agriculture offre aux producteurs et aux investisseurs.

L'agriculture a de multiples *impacts*, tant positifs que négatifs, sur les ressources naturelles. Le secteur génère des produits alimentaires, des fibres et des carburants mais aussi une vaste gamme de produits non commercialisés – les externalités¹⁷ – qui entraînent des coûts et des avantages

¹⁷ Le terme d'externalité s'applique aux situations dans lesquelles les actions d'un individu (par exemple un exploitant agricole) ont des effets secondaires non intentionnels qui sont bénéfiques (externalité positive) ou néfastes (externalité négative) pour un tiers. Les externalités, tant positives que négatives, sont omniprésentes dans la production économique, y compris dans le secteur de l'agriculture.

ENCADRÉ 12

La croissance agricole en Chine: le rôle des politiques, des institutions et de l'investissement public

En 1978, en Chine, l'agriculture fournissait quelque 28 pour cent du PIB et mobilisait 74 pour cent de la population active. Le secteur était entravé par des taux de productivité médiocres, tandis que le taux de pauvreté rurale s'élevait à 76 pour cent en 1980 (Banque mondiale, 2007a). Mais, les réformes institutionnelles, la libéralisation du marché et l'investissement – plus particulièrement dans la R&D – ont littéralement dopé la croissance de la productivité agricole et des revenus ruraux et entraîné en dernier ressort l'industrialisation et le recul massif de la pauvreté.

Les premières réformes, lancées en 1978, ont porté sur la création d'institutions et d'incitations pour les marchés. Le relèvement des prix des produits agricoles a été suivi par des réformes institutionnelles qui ont entraîné la mise en place du système de responsabilisation des ménages agricoles. L'une des composantes essentielles de ce système était la redistribution des terres collectives aux ménages, dans le cadre d'arrangements contractuels avec les collectivités. Ensuite, au milieu des années 80, les marchés ont été ouverts à la concurrence (von Braun, Gulati et Fan, 2005). Les réformes ont débouché sur le démantèlement progressif des systèmes publics d'approvisionnement en intrants et d'achat et sur la création d'un système largement soumis aux lois du marché (Banque mondiale, 2007a; von Braun, Gulati et Fan, 2005).

Les réformes institutionnelles, en particulier la mise en place du système de responsabilisation des ménages et la réforme des prix, sont considérées

comme les principaux facteurs qui ont favorisé l'amélioration de la productivité et entraîné une croissance annuelle des revenus agricoles de quelque 15 pour cent entre 1978 et 1984 (McMillan, Whalley et Zhu, 1989; Lin, 1992; Banque mondiale, 2007a; Fan, Zhang et Zhang, 2004). Ces réformes ont été complétées par les investissements publics, notamment dans la recherche, le développement et la vulgarisation agricoles, qui ont triplé entre 1984 et 2000 et ont fortement stimulé l'accroissement de la production agricole et fait reculer la pauvreté (Fan, Zhang et Zhang, 2004) (voir aussi le chapitre 5).

D'autres types d'investissements ont aussi joué un rôle important. Par exemple, pendant la période 1953-1978, la Chine a lourdement investi dans le secteur de l'électricité. En 1998, quelque 98 pour cent des villages chinois avaient accès à l'électricité. Ce progrès a favorisé l'amélioration de la productivité agricole et l'établissement d'entreprises dans les communes et les villages, ce qui a été un facteur déterminant du succès des réformes (von Braun, Gulati et Fan, 2005). L'investissement dans l'irrigation à grande échelle n'a pas été en reste: la proportion des terres cultivées irriguées est passée de 18 pour cent en 1952 à 50 pour cent environ au début des années 90 (Huang et Ma, 2010).

L'expérience de la Chine montre que l'agriculture a la capacité de générer des gains de productivité et de revenu considérables lorsque les marchés sont libres de fonctionner, les incitations sont à leur juste niveau et les investissements publics dans la technologie et les infrastructures rurales soutiennent le secteur.

généraux pour la société, hors de portée des agriculteurs eux-mêmes (FAO, 2007; Morris, Williams et Audsley, 2007).

Certains de ces produits se traduisent par des coûts nets pour la société – émissions de gaz à effet de serre, pollution de l'eau, érosion et dégradation des sols, épuisement

des eaux souterraines, etc. – tandis que d'autres apportent des avantages à la société. Les externalités positives sont, notamment, le piégeage du carbone, la création d'habitats et la préservation des espèces, la beauté des paysages, la maîtrise des crues, la valeur récréative et

ENCADRÉ 13

Comptabiliser l'investissement dans le capital naturel

Les ressources naturelles font partie des atouts les plus importants des pays en développement. Il est impératif d'investir dans la gestion durable des ressources naturelles si l'on veut sauvegarder la productivité agricole, réduire les risques de catastrophes naturelles et la vulnérabilité face à leurs effets et garantir la fourniture des services environnementaux (tels que le fonctionnement hydrologique, la lutte contre la sédimentation et la préservation de la biodiversité). Or, le capital naturel est habituellement ignoré dans les comptes nationaux et les estimations du capital et est exclu du Système de comptabilité nationale des Nations Unies qui sert de base à la mesure du PIB et d'autres agrégats macroéconomiques (sauf, dans une certaine mesure, la qualité du sol et de l'eau et la disponibilité de l'eau qui sont prises en compte dans l'évaluation de la valeur des terres agricoles).

Pour incorporer la valeur des ressources naturelles et les coûts et les avantages des services environnementaux, on peut adopter l'approche de «la comptabilité environnementale», qui propose un cadre permettant d'organiser

l'information sur l'état, l'utilisation et la valeur des ressources naturelles et des actifs environnementaux, ainsi que sur les dépenses allouées à la protection de l'environnement (INTOSAI, 2010). Cependant, les tentatives qui ont été faites d'inclure l'agriculture et l'utilisation des terres dans des systèmes de comptabilité environnementale au niveau national ne sont guère nombreuses. Il y a plusieurs explications à cela: le secteur extractif est jugé infiniment plus intéressant dans plusieurs pays, l'agriculture est pratiquée à très grande échelle et les exploitations sont innombrables et, enfin, la complexité et l'hétérogénéité des écosystèmes dont dépend l'agriculture font que la tenue d'une comptabilité environnementale réellement exhaustive s'apparente à une tâche insurmontable. En mars 2012, la Commission de statistique de l'ONU a cependant adopté le Cadre central du Système de comptabilité économique et environnementale en tant que norme internationalement reconnue pour la comptabilité environnementale.

les contributions aux communautés rurales. Parfois, la valeur des externalités positives créées par l'agriculture est suffisante pour contrebalancer les coûts (Buckwell, 2005).

Il est capital d'intégrer les coûts et les avantages externes dans les incitations qui s'offrent aux agriculteurs et aux investisseurs privés et dans les calculs qui sous-tendent les décisions d'investissement public, si l'on veut que les modèles d'investissement soient optimaux d'un point de vue social. Pour décider s'il convient de défricher une forêt en vue de cultiver la terre, la plupart des agriculteurs compareraient probablement le coût de la main-d'œuvre et des machines nécessaires et la perte des revenus éventuellement tirés de la forêt à sa valeur escomptée en tant que terre agricole. Faute d'incitation, la plupart des agriculteurs ne tiendraient compte ni du dégagement du carbone forestier dans l'atmosphère, ni de

la sédimentation des cours d'eau en aval ni de la destruction des habitats forestiers de certaines espèces – et négligeraient donc ces facteurs.

Que les investissements soient publics ou privés, le problème est quasiment le même quand il s'agit de prendre une décision. Ne pas tenir compte de la valeur à assigner aux ressources naturelles et aux biens et services environnementaux – en fonction des coûts et des avantages – revient à ignorer ces biens et services, ce qui fausse les décisions d'investissement. La résolution de ce problème soulève de sérieuses difficultés. Le nombre très élevé d'exploitants agricoles dans les pays en développement et l'isolement et la pauvreté de beaucoup d'entre eux exacerbent les difficultés logistiques et les coûts de transaction mis en jeu. Compte tenu de la complexité des écosystèmes agricoles, il est difficile de

ENCADRÉ 14

Les barrières qui freinent l'investissement des petits agriculteurs dans la gestion durable des terres

La FAO a récemment réalisé un examen des données empiriques relatives aux barrières qui freinent une catégorie importante d'investissement des petits exploitants agricoles: les investissements dans la gestion durable des terres (McCarthy, Lipper et Branca, 2011). La gestion durable des terres englobe les pratiques agricoles telles que l'agroforesterie, la conservation des sols et de l'eau et la gestion des parcours. Ces pratiques ont ceci en commun qu'elles misent sur l'investissement dans les services écosystémiques pour garantir la production sur le long terme et dégager des avantages environnementaux.

Cet examen a indiqué que le délai de concrétisation des avantages de ces pratiques représentait un obstacle sérieux pour un grand nombre d'agriculteurs. Il faut parfois attendre jusqu'à cinq ans pour réaliser des bénéfices appréciables, alors que les coûts sont encourus immédiatement, notamment sous la

forme de coûts d'opportunité imputables au manque à gagner pendant les phases initiales du passage aux systèmes durables. Le manque d'information sur ces techniques et l'expérience locale limitée en la matière représentent un facteur dissuasif supplémentaire parce qu'ils accroissent l'incertitude et les risques associés à l'investissement.

D'un autre côté, il est apparu qu'un approvisionnement en intrants performant et des systèmes de gestion des ressources collectives, telles que les pâturages et les cours d'eau, qui fonctionnent bien avaient un effet positif sur l'investissement dans la gestion durable des terres. L'examen a conclu qu'il fallait que les pouvoirs publics accroissent leur soutien pour éliminer les barrières à l'adoption généralisée de ces techniques, quand bien même celles-ci génèrent des avantages plus importants à la fois pour les agriculteurs et pour l'environnement, sur le long terme.

mesurer, quantifier et suivre avec exactitude les cycles biogéochimiques et les flux de ressources naturelles qui sous-tendent l'agriculture. Il n'existe pas d'outil ou de mécanisme analytique déjà disponible pour mesurer, évaluer et comptabiliser l'utilisation et la perte des ressources dans les systèmes de production agricole. Plusieurs actions sont en cours pour remédier à cette situation, par exemple dans le cadre de l'Étude mondiale des approches et des technologies de conservation (WOCAT), et du projet d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (LADA).

Politiques qui permettent d'intégrer les valeurs environnementales dans les décisions d'investissement

Il existe un vaste éventail de politiques permettant d'intégrer les valeurs environnementales dans les décisions relatives à l'investissement et la gestion des ressources, qui intéressent l'agriculture (FAO, 2007).

- **Direction et commandement.** Avec cette approche, les gouvernements utilisent leur pouvoir de réglementation pour rendre obligatoires certains comportements, en prescrire d'autres et appliquer des sanctions en cas de non-observation. L'approche de direction et commandement représente la norme quand il est question de lutte contre la pollution dans un contexte industriel, mais la nature dispersée et fragmentée de la production agricole rend de tels systèmes plus difficiles à mettre en œuvre.
- **Sanctions et charges financières.** Cette approche modifie les incitations par le biais de signaux financiers tels que le prélèvement de taxes et de redevances. Les activités visées ne sont pas interdites mais rendues plus onéreuses pour les pollueurs en puissance.
- **Élimination des incitations dont les conséquences sont opposées aux objectifs visés.** Dans certains cas, les

mesures qui visent à améliorer la production ou la productivité agricole génèrent involontairement des incitations à produire des externalités négatives. L'exemple classique est le versement de subventions pour les intrants, tels que les engrais ou l'eau d'irrigation, qui entraîne une utilisation excessive, la pollution de l'eau par ruissellement et l'épuisement des ressources en eau.

- **Établissement de droits de propriété sur une externalité.** Cet instrument repose sur la privatisation et l'allocation de droits à générer une externalité, par exemple par le biais de la délivrance d'un permis d'émission d'une quantité définie de polluants atmosphériques ou de carbone. Ce type de mécanisme est souvent associé à d'autres mécanismes tels que la rémunération des services environnementaux.
- **Rémunération des services environnementaux.** Ce mécanisme comprend une vaste gamme d'instruments qui prévoient diverses modalités de rémunération pour la fourniture d'une externalité environnementale positive, telle que la conservation de la biodiversité, la protection des bassins versants ou l'atténuation du changement climatique.

Lorsque des politiques environnementales ont été appliquées à l'agriculture, ce sont les approches «direction et commandement» et «sanctions et charges financières» qui ont été les plus communément utilisées. Ces derniers temps, l'approche de la rémunération des services environnementaux a mobilisé un intérêt plus soutenu et a été affinée. L'OCDE (2010) note dans les pays développés et les pays en développement une prolifération des programmes de rémunération des services environnementaux, qui mobilisent des financements croissants et encouragent le dialogue international sur les moyens d'améliorer efficacement les services écosystémiques. Ce nouveau type de programme est considéré comme une approche prometteuse qui devrait être adoptée par les gouvernements locaux et nationaux ainsi que par la communauté internationale (Banque mondiale, 2007a). Dans les portefeuilles du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de

la Banque mondiale, les mécanismes de rémunération des services environnementaux sont de plus en plus souvent intégrés dans des projets plus généraux de développement rural et de conservation, en tant que composantes susceptibles de fournir une source de financement durable pour les investissements (Wunder, Engel et Pagiola, 2008).

Malgré l'intérêt suscité par la rémunération des services environnementaux, le nombre de mécanismes qui fonctionnent dans le secteur de l'agriculture est limité. Cette situation est due notamment aux nombreuses difficultés – à la fois conceptuelles et pratiques – auxquelles ces mécanismes se heurtent encore (FAO, 2007; Lee, 2011). Il faut mettre en place des politiques et des institutions qui abaissent les coûts de transaction et rendre possible la transposition à grande échelle de ces mécanismes, si l'on veut que cet instrument réalise son potentiel et devienne une source abondante et fructueuse de fonds à investir dans le développement agricole durable (Lipper et Neves, 2011).

Saisir les occasions de créer des liens avec la finance environnementale

Il est possible d'accroître les ressources disponibles pour l'investissement dans le développement agricole rural, si l'on crée des liens avec les sources publiques et privées de financement environnemental (Lipper et Neves, 2011). Le FEM, qui est la plus grosse source de financement public pour les projets dont l'objectif est d'améliorer l'environnement mondial, octroie des dons aux projets portant sur la biodiversité, le changement climatique, les eaux internationales, la dégradation des terres, la couche d'ozone et les polluants organiques persistants¹⁸. Un exemple de source privée est le Livelihoods Fund. Le secteur privé et des fondations alimentent ce fonds mutuel, à hauteur de 30 à 50 millions d'euros, pour financer des programmes qui contribuent à la fois à la sécurité alimentaire et au piégeage du carbone, par le biais de la régénération des écosystèmes. En échange, les investisseurs reçoivent des crédits carbone, qu'ils peuvent

¹⁸ Depuis 1991, le FEM a fourni 10,5 milliards de dollars sous la forme de dons et mobilisé 51 milliards de dollars de cofinancement pour plus de 2 700 projets exécutés dans plus de 165 pays (FEM, 2012).

soit utiliser pour compenser leurs émissions, soit vendre. La création de liens entre la finance liée au changement climatique et le développement des petites exploitations agricoles fait partie des objectifs de l'approche de «l'agriculture intelligente face au climat» (encadré 15). Malheureusement, la finance environnementale n'est pas en mesure de contribuer au développement des petites exploitations agricoles autant qu'elle pourrait le faire parce que les coûts de transaction liés à la mesure, la notification et la vérification des avantages environnementaux qui sont produits par de petits changements dans un grand nombre d'opérations agricoles sont élevés, que ce type de programme n'est pas intégré dans les grandes stratégies de croissance agricole

et qu'il n'existe pas de système juridique et réglementaire qui soit susceptible de susciter une demande et une volonté de payer pour de tels services (Lipper et Neves, 2011).

Messages clés

- C'est aux gouvernements qu'il incombe de créer un climat favorable à l'investissement dans l'agriculture et, à cet effet, de mettre en place un environnement porteur et des conditions qui incitent à investir dans le secteur. Les éléments bien connus qui constituent un environnement favorable à l'investissement en général sont tout aussi utiles pour l'agriculture: la bonne

ENCADRÉ 15

Créer des liens entre les financements liés au changement climatique et au développement agricole pour appuyer le développement de l'agriculture durable: l'approche de «l'agriculture intelligente face au climat»

L'approche de l'agriculture intelligente face au climat¹ vise à aider les pays à accroître la productivité et les revenus agricoles, moyennant l'amélioration de la capacité des systèmes agricoles et alimentaires à résister et à s'adapter au changement climatique et à réduire et éliminer les émissions de gaz à effet de serre. Des investissements plus conséquents dans le capital humain, social et naturel seront indispensables pour passer à l'agriculture durable et intelligente face au climat. D'un autre côté, les modifications qui sont apportées aux systèmes agricoles pour rendre la croissance plus durable peuvent aussi contribuer de manière considérable au piégeage du carbone, ce qui est susceptible de générer des flux de ressources propres à financer les investissements requis (FAO, 2009a).

Pour parvenir à ce résultat, des actions doivent être menées aux niveaux international et national. Au niveau international, les engagements financiers liés au changement climatique qui ont été pris dans le cadre de l'Accord de Copenhague, à savoir un objectif de 100 milliards de dollars par an d'ici

à 2020, doivent être respectés et des instruments de financement qui soient ajustés aux spécificités des problèmes à traiter – l'adaptation de l'agriculture et l'atténuation des effets du changement climatique – doivent être établis. Au niveau national, il est indispensable d'intégrer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans les stratégies de développement agricole et les plans d'investissement nationaux. En Afrique, cette démarche peut tirer un large parti du fait que les questions liées au changement climatique sont intégrées dans le PDDAA (FAO, 2012c). Il est également important de mettre en place des institutions nationales, qui soient notamment chargées de mesurer, notifier et vérifier les avantages – en termes d'adaptation et d'atténuation – qui découlent des changements des systèmes agricoles, en vue de justifier l'obtention de fonds au titre des financements liés au changement climatique (FAO, 2012c).

¹ Par agriculture, on entend la production végétale, la production animale, la foresterie et la pêche.

gouvernance, l'état de droit, la stabilité politique, la lutte contre la corruption et la facilité de faire des affaires stimulent fortement l'accumulation de capital dans l'agriculture. Les gouvernements qui désirent stimuler l'investissement agricole doivent appliquer ces principes de base.

- Certains éléments sont particulièrement importants pour l'agriculture, à savoir la sécurité des droits de propriété, les infrastructures rurales et les services publics, et les institutions du marché. Le dynamisme, étayé par un environnement propice, des entreprises du secteur agroalimentaire et des entreprises qui fournissent les intrants agricoles est également indispensable, car ces entreprises assurent concrètement la transmission des incitations à investir, jusqu'aux agriculteurs.
- Les politiques publiques concernant l'agriculture ou l'économie en général peuvent influencer profondément les conditions qui incitent – ou n'incitent pas – à investir dans l'agriculture. Au niveau international, des progrès ont été

faits pour réduire les distorsions induites par les politiques, qui ont découragé l'investissement agricole dans de nombreux pays en développement (par rapport aux autres secteurs et aux autres pays), mais il reste du chemin à parcourir. Beaucoup de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire continuent à taxer lourdement l'agriculture et, à l'intérieur des pays, les charges inégales qui pèsent sur différents produits créent parfois des incertitudes supplémentaires et découragent les investisseurs.

- Pour que le cadre d'incitation à l'investissement soit approprié, il convient d'inclure aussi les coûts et les avantages environnementaux dans les incitations économiques qui s'offrent aux investisseurs agricoles. Pour y parvenir, il faut surmonter de nombreux obstacles, notamment le manque d'outils analytiques permettant de mesurer et de comptabiliser les ressources naturelles et l'absence d'institutions et de mécanismes efficaces, susceptibles de faire baisser les coûts de transaction.

4. Promouvoir un investissement privé équitable et rentable dans l'agriculture

Un climat favorable à l'investissement – c'est-à-dire un environnement propice à l'agriculture et des incitations économiques à leur juste niveau – est indispensable pour stimuler et promouvoir un investissement privé dans l'agriculture qui soit à la fois plus abondant et plus intéressant. Mais un climat favorable à l'investissement ne garantit pas pour autant que les décisions des investisseurs privés contribuent à la réalisation des objectifs sociaux fondamentaux, tels qu'une plus grande équité et l'éradication de la pauvreté et de la faim. La promotion d'un investissement socialement équitable dans l'agriculture passe obligatoirement par la prise de mesures supplémentaires, pour aplanir les difficultés rencontrées par les petits exploitants agricoles et contrôler les investissements de grande ampleur, afin que les droits des populations locales soient protégés et que ces populations aient la possibilité de profiter des investissements.

Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptent généralement un grand nombre de petits producteurs agricoles. Ces agriculteurs représentent un élément capital de l'économie agricole de leur pays. Certains conduisent leurs exploitations comme des entreprises commerciales ou semi-commerciales, mais beaucoup pratiquent une agriculture de subsistance ou de quasi-subsistance et vivent à la limite de la survie. Les petits exploitants agricoles sont parfois plus productifs que les grands producteurs, mais sont souvent confrontés à des difficultés particulièrement graves qui les empêchent de tirer parti des incitations à investir quand celles-ci s'améliorent.

À l'autre extrémité du spectre, les grands investisseurs privés, notamment les sociétés nationales et étrangères et les investisseurs

souverains, posent des problèmes particuliers dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. On a beaucoup parlé récemment des acquisitions de terres à grande échelle par des investisseurs étrangers, alors que les gros investisseurs nationaux sont parfois aussi importants, sinon plus. Ces acquisitions, qui peuvent ne représenter qu'une part relativement mineure de l'investissement total dans l'agriculture ou du montant total de l'IED, sont susceptibles d'avoir des effets majeurs là où elles sont réalisées. De tels investissements créent éventuellement des perspectives d'emploi, de transfert des technologies et d'accumulation de capital, mais un enjeu de taille consiste à veiller à ce qu'ils respectent les droits des populations locales et offrent aux petits exploitants agricoles de réelles possibilités de bénéficier d'une partie des avantages.

Ce chapitre examine certains des problèmes particuliers qui se posent lorsque l'on veut promouvoir et garantir un investissement agricole dont les effets soient socialement souhaitables, aux deux extrémités du spectre des investisseurs agricoles. Il se penche d'abord sur l'importance des investissements des petits exploitants agricoles et sur les problèmes spécifiques auxquels ces derniers sont confrontés. Il analyse ensuite l'essor des investissements fonciers à grande échelle et les questions qui s'y rattachent.

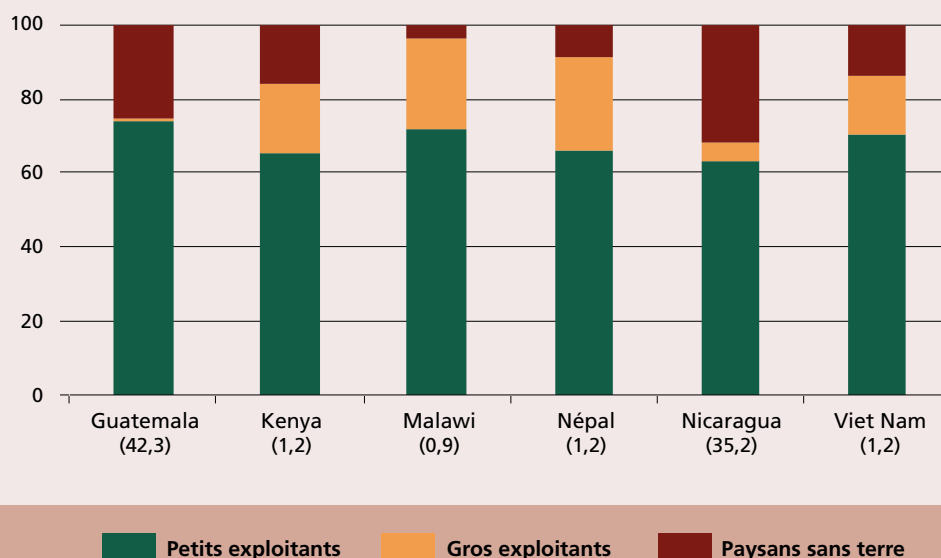
Aplanir les difficultés rencontrées par les petits exploitants agricoles qui investissent

Il est indispensable de faciliter l'investissement des petits exploitants agricoles dans l'agriculture, et ce pour de multiples raisons, ne serait-ce que leur nombre très élevé, leur importance économique considérable et leur

FIGURE 22

Part de la population rurale par taille d'exploitation dans certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

Pourcentage de la population rurale



Note: Le seuil de la taille des exploitations est indiqué entre parenthèses (en hectares). La médiane pondérée par hectare, proposée par Key et Roberts (2007a et b), a été employée comme seuil, pour classer les petits exploitants et les gros exploitants. La médiane pondérée par hectare est calculée en classant les exploitations par ordre croissant et en prenant la taille d'exploitation à l'hectare du milieu. De cette façon, la moitié des terres (et non la moitié des exploitations) correspond à des exploitations plus petites que la médiane.

Source: FAO (2010b).

productivité relative¹⁹. Selon les estimations, 85 pour cent des 525 millions d'exploitations agricoles dans le monde sont exploitées par de petits agriculteurs dont les parcelles mesurent moins de 2 hectares (Nagayets, 2005). Les données tirées d'un échantillon de six pays en développement montrent que plus de 60 pour cent des ruraux vivent sur des exploitations d'une taille inférieure à la taille médiane (figure 22). Dans ces mêmes six pays, les petites exploitations génèrent de 60 à 70 pour cent du total des revenus ruraux, qui proviennent d'activités conduites

en exploitation et hors exploitation (figure 23).

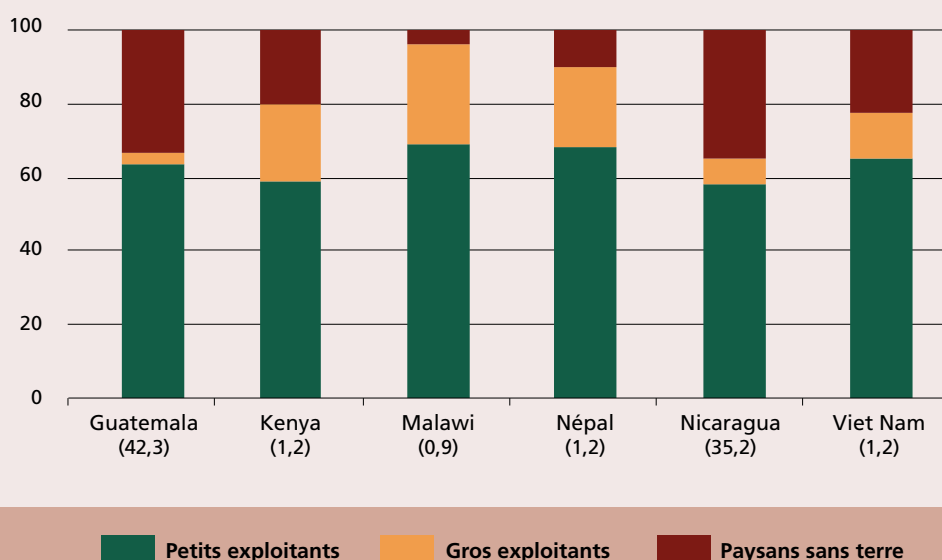
La contribution des petits agriculteurs aux revenus ruraux souligne leur rôle potentiel en tant que moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. La croissance des revenus des petits agriculteurs influence directement celle d'autres secteurs économiques, que ce soit par l'intermédiaire des secteurs de l'agroalimentaire et de la fourniture d'intrants, ou que ce soit par le biais de l'augmentation de la demande en biens de consommation non agricoles, qui stimule la production dans tous les secteurs économiques (Christiaensen, Demery et Kuhl, 2010). Il a été démontré que l'agriculture était beaucoup plus efficace pour faire reculer la pauvreté chez les plus pauvres parmi les pauvres; la croissance dans le secteur de l'agriculture est jusqu'à 3,2 fois plus efficace que la croissance dans les autres secteurs pour réduire la proportion de personnes pauvres vivant avec moins de 1 dollar des États-Unis par jour (Christiaensen, Demery et Kuhl, 2010).

¹⁹ Il n'existe pas de définition unique et sans équivoque d'un petit exploitant agricole, mais l'approche la plus communément adoptée repose sur l'échelle, mesurée soit en termes absolus (la norme est de 2 hectares), soit relativement à un seuil spécifique de pays, qui tient compte des facteurs agroécologiques, économiques et technologiques. Les définitions qui reposent sur la taille de l'exploitation ignorent plusieurs caractéristiques qui sont généralement associées aux petits exploitants agricoles, par exemple l'accès limité aux ressources, la dépendance à l'égard de la main-d'œuvre familiale et l'intégration limitée dans les marchés.

FIGURE 23

Part des revenus ruraux par taille d'exploitation dans certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

Pourcentage des revenus ruraux



Note: Le seuil de la taille des exploitations est indiqué entre parenthèses (en hectares); voir aussi la figure 22.

Source: FAO (2010b).

Par rapport aux gros exploitants agricoles, les petits agriculteurs peuvent avoir des avantages importants, notamment du point de vue de la productivité des terres. Une abondante littérature empirique montre que, dans de nombreux contextes, la production par unité de surface est plus élevée sur les petites exploitations que sur les plus grandes (Eastwood, Lipton et Newell, 2010; Barrett, Bellemare et Hou, 2010). Ce résultat qui s'explique par une utilisation plus intensive des intrants, en particulier la main-d'œuvre familiale, a des conséquences positives sur la sécurité alimentaire. En général, le recours à la main-d'œuvre familiale lorsque c'est nécessaire offre une flexibilité dont les exploitations plus importantes qui dépendent du travail salarié ne jouissent pas et peut réduire les coûts d'encadrement des travailleurs. La production en petite exploitation est également plus adaptée aux produits à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les légumes qui doivent être transplantés et récoltés à la main à plusieurs reprises, et aux produits qui demandent beaucoup d'attention.

Les freins à l'investissement des petits exploitants agricoles dans l'agriculture

Malgré leur importance numérique et économique et leur efficacité relative, les petits exploitants agricoles sont souvent désavantagés lorsqu'il s'agit d'accéder à la terre, aux marchés, aux intrants, au crédit, aux systèmes d'assurance et aux technologies, et il peut même arriver que les politiques publiques soient ouvertement discriminatoires à leur encontre. Cette situation compromet gravement leur désir d'investir dans l'agriculture et leur capacité à le faire. En outre, les petits exploitants agricoles sont souvent à la fois plus exposés et plus réfractaires aux risques, ce qui a des conséquences sur leur façon d'investir et leur capacité à adopter des stratégies d'investissement qui pourraient être plus rentables mais sont plus risquées.

Beaucoup de petits exploitants agricoles sont des femmes, pour lesquelles ces problèmes se posent, quasiment partout, avec encore plus d'acuité (FAO, 2011d). La productivité et le potentiel économique des femmes – y compris leur capacité à investir dans leurs activités productives –

sont entravés par une discrimination profondément enracinée qui limite leur accès aux ressources et aux actifs, tels que la terre, les technologies et l'éducation. En se basant sur les données relatives aux ménages de 15 villages en Éthiopie, Dercon et Singh (2012) ont constaté que les ménages dirigés par une femme investissaient moins dans les actifs agricoles que les ménages dirigés par un homme. Il est impératif de combler l'écart entre hommes et femmes et de donner aux femmes un accès équitable aux ressources et aux actifs si l'on veut accélérer le développement agricole et rural et le recul de la pauvreté (encadré 16).

La création de liens avec le marché pour faciliter l'investissement des petits exploitants agricoles

Pour promouvoir l'investissement des petits exploitants agricoles, il convient d'examiner la façon dont ils sont reliés au marché. Selon leur catégorie, les petits agriculteurs produisent plus ou moins pour le marché, les exploitations les plus petites produisant essentiellement pour la consommation familiale tandis que les plus grosses sont davantage axées sur le marché. L'amélioration de l'accès aux marchés des intrants et des produits peut contribuer à inciter les petits exploitants agricoles

ENCADRÉ 16

Les femmes rencontrent plus de difficultés que les hommes dans le secteur de l'agriculture

Les femmes représentent en moyenne 43 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. La part féminine de la force de travail varie de quelque 20 pour cent en Amérique latine à près de 50 pour cent en Asie de l'Est et du Sud-Est et en Afrique subsaharienne. Le pourcentage de femmes chefs de famille en milieu rural, dont beaucoup d'agricultrices, varie de 15 à 40 pour cent environ en Amérique latine, de 10 à 25 pour cent en Asie, et de 20 à 45 pour cent en Afrique subsaharienne (FAO, 2011d).

Les femmes agricultrices ont systématiquement plus de mal que les hommes à accéder aux ressources et aux services productifs nécessaires pour pratiquer leur activité: une femme a moins de chances qu'un homme de posséder de la terre ou des animaux d'élevage, d'adopter de nouvelles technologies, de recourir au crédit et aux autres services financiers ou de bénéficier de la vulgarisation. En ce qui concerne la terre, le bien productif le plus précieux pour les ménages agricoles, les données dont on dispose montrent que les femmes représentent moins de 5 pour cent de tous les détenteurs de terres agricoles dans les pays d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale pour lesquels il existe des données. En Asie du Sud et en Asie du

Sud-Est, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, les moyennes sont de 12 pour cent, 15 pour cent et 19 pour cent, respectivement.

Mais ce n'est pas tout: non seulement les femmes ont moins de chances de détenir des terres mais, en plus, elles exploitent généralement des parcelles plus petites que celles des hommes. On a constaté que les ménages dirigés par une femme possédaient moins de machines que les ménages dirigés par un homme. Les exploitations d'élevage des agricultrices sont, en outre, beaucoup plus petites que celles des hommes et, en général, les femmes possèdent moins de gros animaux, tels que les bovins et les bœufs, qui sont utiles en tant qu'animaux de trait. À cela, il faut ajouter la grande disparité des niveaux d'instruction des hommes et des femmes qui pratiquent l'agriculture, bien que l'accès à l'éducation soit un domaine dans lequel l'écart a été notablement réduit au cours des dernières décennies. Pour ce qui est des actifs, l'ampleur de l'écart entre hommes et femmes varie selon la ressource et le lieu, mais ses causes sous-jacentes sont les mêmes dans toutes les régions: les normes sociales qui limitent systématiquement les options offertes aux femmes.

Source: FAO, 2011d.

à investir et réduire leur perception des risques. Par contrecoup, l'accroissement de l'investissement est susceptible de stimuler leur productivité et leur compétitivité. Même pour les agriculteurs dont la production est principalement destinée à la consommation du ménage, l'accroissement de l'investissement dans l'exploitation peut être déterminant pour améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire à court et à moyen terme.

L'amélioration de l'accès aux marchés dépend principalement des investissements publics dans les infrastructures rurales, les institutions du marché et l'éducation. Le renforcement des capacités humaines, par le biais de l'investissement dans l'éducation et la formation en milieu rural, peut contribuer à doter les exploitants agricoles des capacités et des compétences dont ils ont besoin pour participer à des activités de nature plus commerciale. De meilleures infrastructures rurales, telles que les routes, les marchés physiques, les installations d'entreposage et les services de communication, sont susceptibles de réduire les coûts de transaction liés à l'intégration dans les marchés. Dercon et Singh (2012) et Böber (2012) ont constaté qu'un bon accès au réseau routier et la proximité des marchés étaient des facteurs déterminants du niveau de l'investissement agricole effectué par les petits exploitants, en Éthiopie et au Népal, respectivement.

Les gouvernements ont un autre rôle important à jouer, qui est de s'attaquer aux autres verrous de la participation au marché. Il peut s'agir, par exemple, de prendre en charge les biens et les services publics importants qui ne sont pas fournis correctement par le secteur privé, tels que la recherche, le développement, la vulgarisation et l'information sur les marchés. Certains de ces biens et services peuvent être fournis par des agents privés mais ils devront être financés par des fonds essentiellement publics (voir le chapitre 5 pour un examen plus approfondi des dépenses et de l'investissement publics).

Les gouvernements peuvent tirer parti plus activement de la participation du secteur privé au développement des chaînes de valeur axées sur les marchés de l'exportation et les marchés intérieurs, au profit des petits exploitants agricoles. Beaucoup de

mécanismes permettant de faire baisser les coûts de transaction élevés liés à l'intégration au marché reposent sur l'organisation des petits agriculteurs en groupements formels et informels (voir plus loin l'examen du rôle des organisations paysannes).

Sécuriser les droits de propriété et faciliter l'accès aux services financiers

La précarité des droits de propriété, l'insuffisance de l'épargne et l'accès limité aux services financiers sont des freins puissants à l'investissement des petits agriculteurs. Le caractère incertain du droit d'exploiter les terres, l'eau et les autres ressources peut sérieusement décourager l'investissement dans l'agriculture. C'est un problème qui se pose avec une acuité particulière pour les femmes et les groupes marginaux tels que les pasteurs et les peuples autochtones. Il est nécessaire de sécuriser les droits de propriété ou d'exploitation si l'on veut créer des incitations à investir sur le long terme, par exemple dans l'aménagement des terres. Les détenteurs de terres doivent être sûrs de leurs droits pour prendre des décisions d'investissement optimales. Lorsque les droits sont précaires, la comparaison des incitations à investir peut conduire à préférer d'autres secteurs à l'agriculture. Outre qu'elle réduit les incitations à investir dans l'agriculture, la précarité des droits de propriété ou d'exploitation compromet aussi l'accès aux services financiers, tels que le crédit et les assurances.

L'accès limité aux services financiers est susceptible de freiner fortement l'investissement des petits exploitants agricoles. Böber (2012), Dercon et Singh (2012) et Dias (2012) ont tous recueilli des éléments démontrant que l'accès au crédit et/ou le coût du crédit étaient des facteurs majeurs de l'investissement des ménages agricoles dans les exploitations (au Népal, en Éthiopie et au Nicaragua, respectivement: voir encadré 17). Dans beaucoup de pays en développement, le secteur bancaire privilégie le financement des activités industrielles et commerciales, parce que la prestation de services financiers dans des régions peu peuplées et dotées d'infrastructures médiocres n'est pas rentable, en raison des frais de lancement élevés, des économies d'échelle limitées et des coûts de transaction importants, dus

ENCADRÉ 17

Données empiriques sur les facteurs qui déterminent l'investissement des petits exploitants agricoles

Il existe une abondante littérature théorique et empirique sur les facteurs qui déterminent la productivité des petits exploitants agricoles, alors que les données empiriques sur la façon dont divers facteurs influencent spécifiquement les décisions des petits agriculteurs en matière d'investissement et leur capacité à investir sont plutôt rares. Trois études de cas empiriques ont été réalisées pour le présent rapport: sur l'Éthiopie (Dercon et Singh, 2012), le Népal (Böber, 2012) et le Nicaragua (Dias, 2012). Ces études ont porté sur les relations qui existent entre l'investissement agricole et une série de facteurs susceptibles d'influencer l'investissement. Les conclusions qui ressortent des données limitées issues des études de cas reflètent largement les résultats qui ont été trouvés pour la productivité et la production.

L'une des conclusions principales confirme qu'une série de facteurs qui influencent l'investissement des ménages agricoles dépend du lieu et du contexte. Une deuxième conclusion importante est que les facteurs liés à la communauté déterminent l'investissement global de la communauté, tandis qu'à l'intérieur des communautés, une série de caractéristiques propres aux ménages déterminent comment chaque ménage réagit au contexte local global défini par les caractéristiques de la communauté. Parmi les caractéristiques de la communauté, les études ont confirmé l'importance de la proximité des marchés et de l'accès aux infrastructures de transport et au crédit. En ce qui concerne les caractéristiques des ménages, de manière générale, les ménages les plus

aisés et les plus avantagés socialement investissent davantage que les ménages plus pauvres et moins avantagés. En outre, dans certains cas, on a constaté que les ménages dirigés par un homme investissaient davantage que les ménages dirigés par une femme. Ces études laissent penser que la construction d'infrastructures et l'amélioration de l'offre de crédit contribueraient de manière décisive à stimuler l'investissement agricole des agriculteurs relativement aisés. Pour les exploitants agricoles les plus pauvres qui vivent dans des zones à fort potentiel, toutefois, ces mesures risquent d'être insuffisantes et il pourrait être nécessaire d'en prendre d'autres pour les aider à échapper aux pièges de la pauvreté qui les empêchent d'étoffer leurs actifs.

Quoi qu'il en soit, les données empiriques relatives aux facteurs qui influencent l'investissement des ménages agricoles restent rares. Il est nécessaire d'approfondir l'analyse des barrières qui freinent l'investissement des petits exploitants agricoles, et des politiques qui permettraient de les surmonter. Dans ce contexte, il convient de noter que le CSA, à sa trente-septième session, en octobre 2011, a demandé au Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition d'entreprendre une étude comparative des obstacles qui freinent l'investissement agricole des petits agriculteurs dans différents contextes, et des diverses politiques qui permettraient de les éliminer. Les conclusions de cette étude devraient être présentées au CSA, lors de sa session plénière d'octobre 2013.

à la multiplicité des petites transactions qui caractérisent la façon dont les ménages ruraux épargnent et empruntent. Faute de services financiers, beaucoup de ménages ruraux affichent des taux d'épargne très bas, donc de faibles niveaux d'investissement privé.

Dans le passé, les gouvernements ont recouru à l'octroi de subsides pour couvrir une partie des frais fixes liés à l'offre de services de finance rurale aux producteurs; mais, si des subventions ponctuelles spécifiques accordées aux institutions financières peuvent effectivement

permettre de couvrir les frais de lancement élevés des opérations financières dans les zones rurales, le versement généralisé et permanent de subsides s'avère onéreux et risque d'avoir des effets de distorsion. Certains éléments laissent penser que les subventions accordées aux institutions financières dans les pays en développement profitent souvent aux ménages à revenu intermédiaire, qui ont déjà accès aux banques, plutôt qu'aux ménages ruraux les plus pauvres (Meyer, 2011; Claessens, 2005; Hoff et Stiglitz, 1997).

Il est plus efficace de favoriser le développement des chaînes de valeur et la compétitivité des petits exploitants agricoles, ce qui leur assure des revenus plus sûrs et leur permet d'accéder aux aides en nature ou en espèces au titre de leur intégration dans une chaîne de valeur (encadré 18). Les autres instruments à considérer pour améliorer la finance et l'investissement en milieu rural sont, notamment, l'appui aux nouvelles technologies permettant d'abaisser les coûts de transaction liés à l'épargne et au crédit, le renforcement des capacités à la fois des producteurs et des prestataires de services financiers, l'octroi d'allègements fiscaux aux institutions financières qui offrent des

services en milieu rural et l'amélioration des infrastructures de base.

Un autre aspect des services financiers est lié à l'assurance contre les risques. Les gouvernements peuvent intervenir pour faciliter l'offre d'assurance sur les prix des produits parce que les stratégies d'auto-assurance, telles que la diversification des cultures et des revenus et la régularisation de la consommation, risquent de freiner l'investissement et de ne pas suffire pour réduire l'instabilité des revenus. Les instruments dérivatifs axés sur le marché qui fournissent une assurance pour les produits faisant l'objet d'un commerce international représentent une importante option politique (Larson, Anderson et Varangis, 2004). Des assurances climatiques axées sur le marché, qui couvrent les risques liés aux récoltes, ont aussi été proposées (Skees, 2008). Les instruments financiers tels que les prix à terme et les options permettent aux producteurs de se protéger des baisses de prix imprévisibles et réduisent les risques pour leurs revenus. Dans les pays en développement, la gestion des risques fondée sur l'utilisation de tels instruments demandera souvent la participation d'intermédiaires commerciaux et financiers.

ENCADRÉ 18

Le financement des chaînes de valeur pour les petits exploitants agricoles

En matière de finance, l'approche du financement des chaînes de valeur suscite un intérêt croissant. Le financement de la chaîne de valeur agricole permet de réduire les coûts et les risques du financement et d'atteindre les petits exploitants agricoles habituellement exclus. Plutôt que de se fonder sur l'évaluation de la société bénéficiaire ou de l'emprunteur potentiel, cette approche adopte un point de vue systémique – et considère collectivement les acteurs, les processus et les marchés de la chaîne de valeur. Il s'agit d'une évaluation des transactions et des relations à l'issue de laquelle les décisions relatives au financement sont déterminées par la santé de l'ensemble du système, y compris la demande du marché, et pas seulement de l'emprunteur individuel. Plusieurs types

de mécanismes de financement potentiels peuvent ensuite être appliqués, selon les caractéristiques de la chaîne de valeur et de ses acteurs, pour garantir l'efficacité du financement, compte tenu des coûts, des risques et de la capacité d'investissement des acteurs de la chaîne de valeur. Ceux-ci peuvent ensuite faire circuler les financements dans toute la filière. De cette manière, beaucoup de petits agriculteurs ont la possibilité d'obtenir des fonds, qui ne leur seraient pas accessibles avec les institutions de financement conventionnelles, et les entreprises agroalimentaires peuvent s'assurer des produits et la fidélité des clients, ce qui serait difficile sans financement.

Source: Miller et Jones, 2010.

Créer un capital social pour surmonter les barrières à l'investissement

Les petits agriculteurs doivent se constituer un capital social s'ils veulent tirer parti des débouchés économiques et des incitations à investir et surmonter les divers problèmes qu'ils rencontrent. La constitution d'un capital social peut permettre aux petits exploitants agricoles de participer plus activement aux marchés et d'être des partenaires plus intéressants pour les autres acteurs économiques et les responsables politiques, et contribuer à compenser l'absence d'autres actifs, tels que la terre ou le capital financier. Des organisations de producteurs dynamiques et ouvertes à tous peuvent jouer un rôle important à cet égard.

Les organisations de producteurs ruraux, telles que les coopératives, sont susceptibles de contribuer de manière déterminante au renforcement de la capacité des petits agriculteurs à investir dans leurs activités agricoles. En fonction de leur mandat, de leurs capacités et du contexte spécifique dans lequel elles opèrent, ces organisations ont différentes attributions et revêtent diverses formes, offrent une série de services variés et aident ainsi les producteurs, hommes et femmes, à surmonter certains des problèmes critiques auxquels ils sont confrontés. Elles peuvent aussi rendre les incitations à investir plus intéressantes pour leurs membres et réduire et atténuer les risques.

Ces dernières années, une grande variété d'arrangements institutionnels ont fait leur apparition, qui offrent aux petits exploitants agricoles une gamme de services et, notamment, améliorent la gestion des ressources naturelles, facilitent l'accès aux actifs productifs, aux marchés, aux services financiers, aux informations et aux technologies et favorisent la participation à l'élaboration des politiques.

Les arrangements tels que les magasins d'intrants (pour l'achat collectif d'intrants) et les systèmes de reçus d'entrepôts (pour l'accès collectif au crédit) ont donné aux petits exploitants agricoles un meilleur accès aux marchés et aux moyens de production, tout en réduisant les coûts de transaction. Les comités de médiation ont facilité l'accès des petits agriculteurs aux ressources naturelles et amélioré la gestion de ces ressources. Les organisations de producteurs jouent un rôle capital, lorsqu'elles améliorent les

compétences des petits producteurs, leur fournissent l'information et les connaissances dont ils ont besoin et les aident à innover et à s'adapter aux marchés en pleine évolution.

Les organisations de producteurs peuvent aussi aider les petits exploitants agricoles à faire entendre leur voix, que ce soit pour exprimer leurs inquiétudes ou défendre leurs intérêts, et accroître leur pouvoir de négociation ainsi que leur influence sur les processus d'élaboration des politiques. Les plates-formes multipartites et les forums consultatifs sont des exemples de mécanismes qui permettent aux petits exploitants agricoles de débattre de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques.

Pour que les organisations soient performantes et véritablement représentatives des intérêts des petits agriculteurs, quelques ingrédients clés sont indispensables. Un inventaire récent des bonnes pratiques (Herbel *et al.*, 2012) montre que les organisations et les arrangements institutionnels couronnés de succès sont le fruit de relations interdépendantes que les petits exploitants agricoles développent et auxquelles ils participent:

- entre eux, au sein de la même organisation (cohésion);
- avec des organisations similaires (rapprochement);
- par l'intermédiaire de leurs organisations, avec des acteurs externes (acteurs du marché, responsables politiques, chercheurs, organisations non gouvernementales [ONG]), dans le cadre d'arrangements institutionnels (liaison).

Grâce aux relations de cohésion, les petits exploitants agricoles tissent des liens de solidarité étroits au niveau de la base. La cohésion peut être suscitée par un soutien externe mais il est prouvé que les initiatives sont plus durables si elles viennent des acteurs eux-mêmes. Les relations de rapprochement connectent ces groupes entre eux pour créer des réseaux de plus grande envergure, sous la forme d'unions et de fédérations d'organisations et de réseaux de producteurs. Grâce aux relations de rapprochement, les petits exploitants agricoles améliorent leur accès aux actifs et accroissent leur puissance commerciale et leur pouvoir de négociation.

Pour devenir pleinement efficaces, ces organisations doivent aussi établir des liens

avec des acteurs économiques et politiques qui ont davantage de poids, tels que des entreprises commerciales et les pouvoirs publics. Les relations avec les acteurs économiques sont importantes pour les petits agriculteurs, non seulement pour accéder aux marchés mais aussi pour négocier des conditions commerciales plus justes. Quant à la collaboration avec les responsables politiques, son importance tient au fait qu'elle permet aux petits producteurs de participer à l'élaboration des politiques et d'influencer les décisions en la matière.

Dans les pays développés, comme dans les pays en développement, on trouve des exemples d'organisations de producteurs et d'arrangements institutionnels novateurs qui ont effectivement permis aux petits agriculteurs de surmonter différents problèmes. Mais ces organisations et ces arrangements sont trop souvent limités, du point de vue de leur taille et de leur champ d'activité. L'enjeu principal consiste à faire fond sur ces succès pour catalyser un développement rural et agricole durable.

Si elles souhaitent transposer à plus grande échelle ces initiatives performantes, les parties prenantes doivent se partager clairement les rôles et les responsabilités pour définir les éléments d'un environnement propice au développement des organisations de producteurs. La communauté de donateurs et les ONG doivent s'attacher à soutenir le développement des organisations et des coopératives de producteurs existantes, au lieu d'en introduire de nouvelles. Quant aux gouvernements, ils doivent répondre aux besoins des petits exploitants agricoles et de leurs organisations existantes. Leur soutien doit être réactif plutôt que directif et consister notamment à investir pour aider ces organisations à devenir performantes.

En particulier, les gouvernements peuvent mettre en place les conditions favorables, c'est-à-dire les politiques, les cadres juridiques et les incitations économiques propices. Des mesures doivent être prises en amont pour promouvoir la participation effective des femmes dans les organisations et les coopératives mixtes de production et, notamment, pour encourager les femmes à prendre des responsabilités dans ces structures. De plus, la mise en œuvre de mesures de soutien aux organisations et

coopératives de production «réservées aux femmes» qui existent s'est avérée être une stratégie efficace pour aider les productrices à mettre sur pied leurs organisations et coopératives de production, en tenant compte des besoins économiques et sociaux qui leur sont propres²⁰. Les mécanismes consultatifs de concertation entre le gouvernement et les organisations de producteurs, qui permettent aux petits exploitants agricoles de participer pleinement à la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, revêtent une importance primordiale.

La protection sociale et l'investissement des petits exploitants agricoles dans l'agriculture

Des transferts sociaux bien ciblés peuvent aider beaucoup de petits exploitants agricoles à échapper aux pièges de la pauvreté, qui les empêchent d'étoffer leurs actifs. Les transferts sociaux sont des transferts monétaires versés aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, de manière régulière ou dans le contexte d'une situation d'urgence. Pour certains ménages pauvres, les transferts peuvent représenter une part significative de leurs revenus et les aider à surmonter deux des obstacles les plus sérieux à l'investissement et à l'accroissement des actifs du ménage, ou les aider à en atténuer les effets: le manque d'accès à l'épargne et au crédit et le manque d'accès aux assurances contre les risques (Barrientos, 2011). En fournissant des liquidités, les transferts monétaires permettent aux ménages pauvres d'acquérir différents actifs, y compris les moyens de production agricoles (matériel agricole, terre ou cheptel), et d'investir dans le capital humain par le biais de l'éducation. Cela peut passer par l'augmentation de l'épargne des ménages pauvres et/ou l'amélioration de leur accès au crédit. Les programmes qui ciblent les femmes à l'intérieur des ménages facilitent en particulier l'acquisition d'actifs par les femmes, celles-ci rencontrant souvent plus de difficultés que les hommes pour investir.

²⁰ En Inde, un excellent exemple d'organisation «réservée aux femmes» est la Self Employed Women's Association, une association de travailleuses indépendantes qui aide ses membres à acquérir leur autonomie grâce à la fourniture collective d'une série de services essentiels et à la constitution de capital social (voir FAO, 2011d).

Les ménages pauvres des zones rurales sont souvent tributaires de l'agriculture pratiquée à un niveau de subsistance et n'ont qu'un accès limité aux services financiers tels que le crédit et les assurances. Les transferts sociaux qui ciblent les ménages peuvent aider ces derniers à surmonter ce problème et leur permettre d'investir dans les moyens de production. De plus en plus d'éléments prouvent que ce type de programme a des incidences positives sur la croissance et la capacité de production et de génération de revenus des bénéficiaires pauvres (voir Barrientos, 2011 pour un examen de certains de ces éléments). Les transferts sociaux sont susceptibles de promouvoir la création d'actifs par les ménages, d'éviter la dilapidation des actifs en cas de crises et d'améliorer les décisions en matière d'investissement et l'allocation des ressources en général, dans la mesure où ils assurent une certaine protection contre les risques (Hoddinott, 2008).

On a montré que les participants au programme d'aide sociale mexicain *Oportunidades* ont investi 14 pour cent des montants touchés au titre des transferts pendant les huit premiers mois – en particulier dans les animaux d'élevage, la terre destinée à la production agricole et les micro-entreprises (surtout dirigées par des femmes) – et que, après neuf ans, les ménages bénéficiaires avaient augmenté leur consommation de 48 pour cent (Gertler, Martinez et Rubio-Codina, 2012). Au Nicaragua, les participants au programme *Red de Protección Social* ont fait moins d'investissements de ce type, sans doute parce qu'ils étaient invités à privilégier l'alimentation et l'éducation et, peut-être, faute de perspectives économiques dans la région où le programme était exécuté (Maluccio, 2010). Le programme *Challenging the Frontiers of Poverty Reduction – Targeting the Ultra Poor* du Comité pour le progrès rural du Bangladesh apporte des éléments supplémentaires concernant les investissements dans les moyens de production réalisés par les bénéficiaires de transferts sociaux (Ahmed et al., 2009; Barrientos, 2011). En outre, Delgado et Cardoso (2000) ont constaté chez les bénéficiaires du programme *Previdencia Social* au Brésil une incidence élevée d'investissement dans le capital productif.

Les transferts monétaires peuvent aussi aider les ménages pauvres à tolérer les risques et à prendre des décisions d'investissement plus rentables. Les ménages pauvres ont tendance à utiliser les moyens de production comme des réserves tampons en cas de crise, ce qui peut les conduire à préférer les actifs aisément convertibles en espèces (Banerjee et Duflo, 2004). Leur forte aversion au risque est aussi susceptible d'amener les ménages pauvres à préférer des types d'investissement à faible risque et faible rentabilité plutôt que des activités potentiellement plus rentables mais assorties de risques plus importants. Les transferts monétaires peuvent donner aux ménages un sentiment accru de sécurité et réduire ainsi leur aversion au risque; ils peuvent aussi inciter les ménages à éviter de recourir à des stratégies nocives pour faire face aux crises, par exemple vendre des moyens de production ou compromettre la formation du capital humain en retirant les enfants de l'école. Au Nicaragua, où le programme *Red de Protección Social* a été exécuté pendant une crise économique particulièrement grave due à une baisse historique en 30 ans des cours mondiaux du café, Maluccio (2005) a montré que les bénéficiaires du programme avaient mieux protégé leurs revenus et leur capital humain (en laissant les enfants aller à l'école et en continuant à accéder aux services de santé essentiels) que ne l'avaient fait les non-bénéficiaires. Sabates-Wheeler et Devereux (2010) font état du même type de conséquences en Éthiopie, sauf lorsque les crises étaient trop importantes par rapport à la taille du transfert.

Il arrive que les programmes de transfert aient des effets non seulement sur les bénéficiaires directs mais aussi sur l'économie locale. L'injection d'un montant significatif d'espèces dans l'économie locale est susceptible de stimuler les marchés de produits et le marché de l'emploi locaux grâce aux effets de multiplication et de favoriser ainsi la création d'actifs par des ménages non participants. Des études portant sur les pensions de retraite en milieu rural en Afrique du Sud (Møller et Ferreira, 2003) et au Brésil (Delgado et Cardoso, 2000; Schwarzer, 2000; Augusto et Ribeiro, 2006) donnent de bonnes raisons de penser que l'économie locale bénéficie de tels effets (Barrientos et al., 2003). De même, au niveau communautaire,

les transferts qui sont fournis dans le cadre de programmes de travaux publics peuvent contribuer à la création d'une série de biens publics qui stimulent la productivité et sont intéressants pour l'ensemble de la communauté locale.

Une question fréquemment posée sur les programmes de transfert concerne la possibilité qu'ils encouragent les ménages à moins travailler. Les données provenant de pays en développement suggèrent que les programmes de transfert peuvent favoriser le recul du travail des enfants, mais peu d'éléments laissent penser que les bénéficiaires adultes réduisent leur niveau global d'activité (Barrientos, 2011). En Afrique subsaharienne, Covarrubias, Davis et Winters (2012) et Boone *et al.* (2012) ont constaté que le programme de transfert du Malawi avait entraîné un accroissement de l'investissement dans les moyens de production agricoles, y compris le matériel cultural et le cheptel, avait permis aux ménages d'assurer une plus grande partie de leur consommation avec leur propre production, avait réduit le travail salarié agricole et le travail des enfants hors exploitation et fait que tant les adultes que les enfants consacraient plus de temps à travailler sur l'exploitation. Dans le cas des ménages éthiopiens qui ont participé au Programme de protection sociale fondé sur les activités productives et bénéficié des trains de mesures complémentaires à l'appui de l'agriculture, Gilligan, Hoddinott et Taffesse (2009) n'ont pas trouvé d'élément indiquant un effet négatif sur le travail fourni, mais ils ont constaté que la sécurité alimentaire des bénéficiaires était souvent mieux assurée et que ceux-ci tendaient davantage à emprunter à des fins productives, à utiliser les technologies agricoles améliorées et à conduire des activités économiques hors exploitation pour leur propre compte. Dans une étude postérieure, Berhane *et al.* (2011) ont estimé que le programme de protection sociale fondé sur les activités productives avait entraîné une forte amélioration de la sécurité alimentaire pour ceux qui avaient participé au programme pendant cinq ans, par rapport à ceux qui avaient bénéficié de ses avantages pendant une année seulement.

Il semble donc que les programmes de transferts sociaux soient un moyen prometteur de favoriser l'épargne et l'investissement des ménages ruraux

pauvres, mais il est nécessaire d'approfondir les recherches pour en comprendre plus précisément les incidences – notamment sur l'accumulation d'actifs et l'investissement agricole des ménages – et dégager les implications pour la conception des programmes.

Les transferts monétaires privés: incidences des envois de fonds sur l'investissement agricole

L'émigration et les envois de fonds sont des phénomènes importants dans beaucoup de pays. En Égypte, en Éthiopie, au Maroc et au Nigéria, les envois de fonds représentent de 5 à 10 pour cent du PIB (FAO, 2009b). Les affinités de nombreux migrants avec l'agriculture expliquent que nombre d'entre eux préfèrent souvent investir dans ce secteur plutôt que dans d'autres. Le lien émotionnel qui rattache les membres de la diaspora à leur communauté d'origine contribue peut-être à accroître la tolérance à l'égard du risque de l'investissement. En outre, la migration elle-même crée souvent des débouchés d'exportation lucratifs sous la forme des marchés captifs voués aux «articles nostalgiques» dans les communautés de la diaspora. Les migrants représentent donc une source de financement novatrice pour l'agriculture, en particulier au niveau local. Même lorsqu'ils ne sont pas investis directement dans l'agriculture, les fonds privés envoyés de l'étranger contribuent à atténuer les risques, ce qui favorise l'adoption des nouvelles technologies et pratiques.

Les incidences exactes des envois de fonds sur l'agriculture et les petits exploitants agricoles dépendent du contexte. Par exemple, dans certaines zones rurales du Maroc, l'émigration provoque un recul de la production sur le court terme en raison de l'hémorragie de main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture, mais les effets sur le long terme sont positifs parce que les envois de fonds sont investis dans l'agriculture (de Haas, 2007). Des résultats similaires ont été observés dans cinq pays d'Afrique australe; la production végétale nationale s'affaisse dans un premier temps mais, sur le long terme, la productivité des cultures et l'acquisition de bovins sont stimulées par l'afflux de fonds envoyés de l'étranger et la hausse des salaires nationaux proposés dans les plantations (Lucas, 1987). Au Ghana, les incidences

négligentes initiales de la migration ont été entièrement compensées au fil du temps par les envois de fonds qui ont stimulé à la fois la production agricole et la production non agricole (Tsegai, 2004).

En Asie aussi, plusieurs éléments montrent les effets positifs des envois de fonds sur le long terme. Aux Philippines, Gonzalez-Velosa (2011) a constaté que les sommes envoyées étaient investies dans les fonds de roulement et servaient aussi d'assurance. Les agriculteurs bénéficiaires d'envois de fonds étaient plus enclins à produire des cultures à forte valeur, à adopter les motoculteurs et les batteuses manuelles et à investir dans l'irrigation. Il n'y avait pas d'effet négatif sur la production dans la mesure où celle-ci ne souffrait pas du manque de main-d'œuvre. Globalement, on a constaté que les envois de fonds favorisaient le développement agricole. Au Bangladesh, Sen (2003) a montré que le travail hors exploitation, y compris la migration, associé à d'autres stratégies de diversification, avait permis aux ménages ruraux pauvres d'accumuler des actifs. Toujours au Bangladesh, Mendola (2008) constate que les agriculteurs qui comptent un migrant international dans la famille sont plus enclins à adopter les variétés de riz dont les rendements sont plus variables.

Mais les envois de fonds n'alimentent pas toujours l'investissement productif dans l'agriculture. En Chine, par exemple, de Brauw et Rozelle (2008) ont constaté que, pendant la période 1986-1999, la production totale de céréales avait baissé de 2 pour cent environ en raison de la migration, alors que les revenus disponibles des ménages avaient grimpé de 16 pour cent. En effet, les fonds envoyés de l'étranger étaient plus souvent utilisés à des fins de consommation que pour financer l'investissement productif. Il est aussi largement démontré que les migrants mexicains préfèrent investir dans le logement plutôt que dans les activités productives (voir les références dans de Brauw et Rozelle, 2008).

Qu'est-ce qui fait que les envois de fonds servent ou non à investir dans l'agriculture? Une étude bien connue sur le Pakistan de Ballard (1987) a conclu que les politiques défavorables, telles que l'établissement des prix au niveau central, ou le mauvais état des infrastructures, rendaient l'investissement dans l'agriculture peu intéressant, notamment

pour les fonds envoyés de l'étranger. Ces fonds étaient alors plutôt consacrés à la consommation et aux activités hors exploitation²¹. Plus récemment, Miluka *et al.* (2007) ont constaté que les ménages albanais ne profitaient pas des envois de fonds pour investir dans les technologies agricoles qui permettaient d'améliorer la productivité et d'économiser du temps. Comme dans l'étude de Ballard sur les ménages pakistanais, les ménages agricoles albanais souhaitaient abandonner l'agriculture, compte tenu du contexte politique peu favorable à ce secteur.

En Inde, plusieurs éléments confortent la théorie que l'investissement dans l'agriculture capte les envois de fonds quand le secteur est rentable. Par exemple, Oberai et Singh (1983) ont constaté que dans le Punjab, une région fertile de l'Inde, les envois de fonds servaient à investir dans l'agriculture. En revanche, dans le Jharkhand, où seuls 30 pour cent des terres sont cultivables, les données montrent que pas plus de 13 pour cent de ceux qui possèdent de 5 à 20 acres de terre (2 à 8 hectares environ) consacrent leurs revenus supplémentaires à la production agricole (Dayal et Karan, 2003).

Faire en sorte que les investissements agricoles à grande échelle profitent aux petits exploitants

Essor des acquisitions de terres à grande échelle

L'investissement privé à grande échelle représente un défi non négligeable pour les gouvernements. Dans les pays en développement, on a observé ces dernières années un brusque essor des acquisitions de terres par des investisseurs étrangers, à des fins agricoles. L'acquisition de terres représente un transfert de propriété mais elle ne contribue pas nécessairement à l'augmentation du capital agricole dans un pays. Pour que l'acquisition de terres soit considérée comme un investissement du point de vue de la société, elle doit être assortie d'actifs en capital supplémentaires, tels que des aménagements des terres,

²¹ Des recherches plus récentes de Mansuri (2007) ont constaté que les fonds privés envoyés de l'étranger étaient investis dans le machinisme agricole, la terre agricole, les tracteurs, les puits tubulaires et le capital humain.

des infrastructures, du matériel ou des connaissances. Voilà pourquoi, si l'acquisition de terres est susceptible de donner aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire la possibilité d'attirer un capital agricole bien nécessaire, le simple transfert des terres ne suffit pas. De telles acquisitions peuvent avoir de lourdes conséquences pour les communautés concernées, mais l'ampleur et les incidences de ces transactions n'apparaissent pas toujours dans les rapports des médias.

Les données relatives aux acquisitions de terres, qui reposent sur les recherches empiriques conduites dans les pays, tendent à montrer que le volume des ventes

officiellement enregistrées est bien inférieur à celui que signalent les médias, bien que les surfaces de terre transférées puissent être énormes, et que les entités étrangères sont habituellement des investisseurs minoritaires (tableau 11). Dans le cas extrême du Libéria, plus de la moitié de toutes les terres agricoles a fait l'objet d'acquisitions à grande échelle entre 2004 et 2009, mais quelque 30 pour cent seulement ont été acquises par des investisseurs étrangers et la plupart d'entre elles n'ont fait que reconduire des concessions de longue date (Deininger et Byerlee, 2011). Des parts importantes des terres agricoles ont aussi fait l'objet d'acquisitions au Cambodge (18 pour cent) et en Éthiopie (10 pour cent),

TABLEAU 11

Inventaires des surfaces ayant fait l'objet d'acquisitions de terres à grande échelle

COUVERTURE	ACQUISITION DE TERRES	SURFACE TOTALE DES TERRES AGRICOLES, 2009	PART DES TERRES ACQUISE PAR DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS	PÉRIODE
	(en millions d'hectares)		(pourcentage)	
Études de cas par pays				
Brésil ¹	4,3	265	..	jusqu'en 2008
Cambodge ²	1,0	5,5	30	2004-2009
Éthiopie ²	1,2	35	51	2004-2009
Éthiopie ³	3,6	35	minoritaire	2008-2011
Libéria ²	1,6	2,6	30	2004-2009
Mali ⁴	0,5	41	..	d'ici à la fin de 2010
Mozambique ²	2,7	49	47	2004-2009
Nigéria ²	0,8	75	3	2004-2009
Soudan ²	4,0	137	22	2004-2009
Groupes de pays				
Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mali et Soudan ⁵	2,5	270	..	2004-2009
Mali, République démocratique populaire lao, Cambodge ⁶	1,5	49	..	jusqu'en 2009
Kazakhstan, Ukraine, Fédération de Russie ⁷	> 3,5	482	..	2006-2011
25 pays d'Afrique ⁸	51-63	800	..	jusqu'en avril 2010
81 pays ⁹	56,6	..	..	2008-2009
«Pays pauvres» ¹⁰	15-20	..	..	2006-2009
Études mondiales				
Monde ¹¹	15-20	4 900	..	depuis 2000
Monde ¹²	70-200	4 900	..	2000-nov. 2011

Notes: Les études recourent à diverses méthodes pour estimer la taille des acquisitions de terres, notamment: visites sur le terrain, documents officiels, reportages et recherches dans le pays.

.. = données non disponibles.

Sources: Hectares de terres agricoles selon la FAO (2012a). (1) FAO (2011e); (2) Deininger et Byerlee (2011); (3) Horne (2011); (4) Baxter (2011); (5) Cotula et al. (2009); (6) Görgen et al. (2009); (7) Visser et Spoor (2011); (8) Friis et Reenberg (2010); (9) Deininger et Byerlee (2011); (10) IFPRI (2009); (11) von Braun et Meinzen-Dick (2009); (12) Anseeuw et al. (2012).

mais des investisseurs nationaux étaient derrière la plupart de ces acquisitions, en particulier au cours des dernières années (Deininger et Byerlee, 2011; Horne, 2011). Dans la majorité des autres pays, la part de terres agricoles qui a fait l'objet d'acquisitions à grande échelle a varié de 1 à 3 pour cent environ, les acheteurs étrangers n'étant que des investisseurs minoritaires. Cependant, les achats individuels peuvent être de très grande ampleur. Par exemple, Cotula *et al.* (2009) signalent que dans cinq pays africains (l'Éthiopie, le Ghana, Madagascar, le Mali et le Soudan), la taille maximum des projets approuvés pendant la période 2004-2009 s'est échelonnée entre 100 000 hectares au Mali et 425 000 hectares à Madagascar²².

Les achats de terres les plus récents présentent plusieurs caractéristiques distinctives, notamment (i) la participation d'investisseurs internationaux autres que les sociétés multinationales «traditionnelles», (ii) leur origine géographique, (iii) les vastes surfaces de terre concernées, (iv) la fréquence des contrats qui manquent de transparence et sont incomplets et (v) l'apparition d'investisseurs en quête de ressources, dont l'objectif est la production vivrière à des fins d'exportation sur leurs propres marchés nationaux (Cuffaro et Hallam, 2011).

Dans les pays d'accueil, les gouvernements participent généralement à la négociation des modalités de l'investissement (Deininger et Byerlee, 2011; Hallam, 2010). Les entreprises agroalimentaires et industrielles représentent la plus grande partie des investisseurs dans les achats de terre, mais les gouvernements et les fonds d'investissement souverains étrangers participent de plus en plus souvent à l'achat et/ou la location de vastes étendues de terres agricoles dans le monde en développement²³. Les autres investisseurs qui étoffent leurs opérations

dans l'agriculture des pays en développement sont les fonds d'investissement privé internationaux et les fonds de pension internationaux (McNellis, 2009; Anseeuw, Ducastel et Gabas, 2011; Davies, 2011; Wall Street Journal, 2010).

Les facteurs favorables aux acquisitions de terres à grande échelle semblent être différents des facteurs qui influencent habituellement l'investissement étranger direct, selon Arezki, Deininger et Selod (2011). Ces auteurs ont analysé les conditions qui déterminaient l'acquisition de terres à l'étranger pour y pratiquer l'agriculture à grande échelle, du point de vue du pays d'origine et du point de vue du pays d'accueil. Du côté des pays d'origine, l'une des conditions principales est la forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires; du côté des pays d'accueil, les conditions agroécologiques jouent un rôle déterminant, l'acquisition de terres étant plus probable dans les pays qui disposent d'une grande quantité de terres propres à ce type d'utilisation. À la différence de ce que l'on peut lire dans la littérature générale sur l'IED, l'étude constate qu'il n'existe qu'une relation statistiquement insignifiante entre les indicateurs standard de la gouvernance et l'acquisition de terres, ce qui indique que le niveau général de gouvernance dans le pays hôte ne constitue pas un facteur déterminant important pour ce type d'investissement. Enfin, il est intéressant de signaler que les auteurs ont constaté une corrélation *inverse* significative entre un indicateur de la gouvernance des terres et l'acquisition de terres. Les principales variables couvertes par l'indicateur sont la sécurité foncière et la reconnaissance des droits fonciers existants, l'existence d'une politique foncière et l'importance des conflits fonciers. Il en ressort qu'une mauvaise gouvernance foncière et une faible protection des droits fonciers existants, dans le pays d'accueil, sont susceptibles de faire partie des conditions qui favorisent les acquisitions de terres, soit parce que les investisseurs privilégient les pays où la protection des droits fonciers est défaillante, soit parce qu'il s'agit concrètement des pays où il a été possible de conclure ce type de marché.

Pour l'heure, les flux d'investissement sont trop modestes pour avoir un effet

²² Pour avoir un aperçu des achats de terre, voir la matrice foncière qui vient d'être créée (<http://landportal.info/landmatrix/index.php#pages-about>).

²³ Les fonds d'investissement souverains de la Chine et de la République de Corée, ainsi que les États du Golfe du Qatar, d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis semblent être aujourd'hui les nouveaux gros investisseurs intéressés par les acquisitions de terres. L'investissement direct dans des terres situées à l'étranger se fait parfois directement de gouvernement à gouvernement. Dans d'autres cas, les fonds d'investissement souverains travaillent avec des intermédiaires du secteur privé, leurs filiales «privées» ou des entreprises publiques (McNellis, 2009).

marqué au niveau mondial. En revanche, les incidences – positives ou négatives – qu'ils ont dans certains pays et en certains lieux peuvent être considérables et demandent à être examinées. Un autre facteur auquel il faut rester attentif est la possibilité de voir ces flux s'intensifier dans le futur, mais cela reste très incertain. Par ailleurs, il convient de noter que toutes les acquisitions de terres à grande échelle ne sont pas financées par des sources étrangères. Les acquisitions étrangères qui sont signalées sont souvent partiellement nationales: fréquemment, plus de la moitié de la surface concernée est achetée par des investisseurs nationaux.

Incidences des investissements agricoles à grande échelle

L'acquisition de terres (avec les investissements subséquents dans les terrains achetés) représente une forme d'investissement par de gros investisseurs privés. Il en existe d'autres qui n'impliquent pas forcément le contrôle direct des terres. Les incidences de ce type d'investissement sur les pays d'accueil et les communautés locales concernées varient, selon le modèle d'investissement choisi. D'un côté, l'investissement privé à grande échelle dans l'agriculture peut représenter une chance. Il est susceptible de contribuer à combler les importantes pénuries d'investissement dans les pays pauvres dotés de ressources naturelles abondantes mais qui n'ont pas la capacité d'investir lourdement pour améliorer la productivité. Il peut appuyer la création d'infrastructures ainsi que le transfert de technologies et de savoir-faire. La génération d'emplois et de revenus et l'augmentation des recettes tirées de l'exportation font partie des autres avantages potentiels. Mais, l'investissement fondé sur l'acquisition de terres peut aussi être associé à des risques majeurs, notamment la violation éventuelle des droits des utilisateurs des terres existants, en particulier en l'absence d'une bonne gouvernance et d'institutions capables de protéger les droits existants. En outre, les incidences néfastes pour l'environnement, notamment l'épuisement des ressources naturelles, telles que le sol, l'eau, les forêts et la biodiversité, peuvent représenter des menaces importantes.

Diverses initiatives récentes visent à produire des données sur les conséquences

des investissements agricoles à grande échelle pour les petits agriculteurs. Dans ce contexte, une réunion d'experts sur l'investissement international dans le secteur agricole des pays en développement, qui a été organisée en novembre 2011 par la FAO, s'est penchée sur l'état actuel des connaissances, notamment une série d'études de cas (voir dans l'encadré 19 les principaux résultats de l'une d'entre elles), relatives aux projets d'investissement agricole à grande échelle réalisés par des investisseurs étrangers et des investisseurs nationaux (FAO, 2011f). Les projets couvraient différents modèles fonctionnels et prévoyaient divers degrés et modalités de participation des populations locales. Certains reposaient sur l'acquisition de terres par les investisseurs, d'autres non. Les incidences observées étaient très différentes et dépendaient d'une série de facteurs.

Les incidences positives au niveau national étaient l'augmentation de la production et des rendements agricoles, la diversification des cultures et, parfois, l'augmentation des recettes tirées des exportations ainsi que l'adoption de normes plus rigoureuses quand l'investissement ciblait les marchés de l'exportation. Au niveau local, un des effets de l'IED était la création d'emplois. Cependant, les emplois nouvellement créés étaient souvent limités en durée et en nombre. Ils n'étaient pas toujours occupés par des habitants du cru et la création nette d'emplois était limitée quand les nouveaux emplois remplaçaient les anciens ou le travail indépendant. Les autres retombées positives qui ont été constatées concernaient l'adoption de technologies et l'acquisition de compétences – dans le cas des mécanismes de sous-traitance – et la création ou l'amélioration d'infrastructures.

Des effets positifs sur l'économie locale ont été observés en particulier dans les cas où le projet d'investissement était ouvert et misait sur la participation active des agriculteurs locaux, par exemple avec les mécanismes de sous-traitance, l'agriculture contractuelle ou la conduite d'entreprises communes. Ces effets sont la hausse des revenus pour les petits planteurs satellites vendant des produits et des services à l'exploitation centrale et, pour les petits exploitants agricoles ayant obtenu un travail salarié, le réinvestissement de leurs revenus dans les exploitations.

ENCADRÉ 19

Acquisitions de terres à grande échelle au Cambodge

Au Cambodge, l'agriculture génère environ 35 pour cent du PIB national (Banque mondiale, 2012) et 65 pour cent des emplois (FAO, 2012a). Le montant des flux d'IED a considérablement augmenté, en général et dans le secteur de l'agriculture. Le montant de l'IED destiné à l'agriculture est passé d'une moyenne annuelle de 1 million de dollars pendant la période 2000-2003 à une moyenne de 53 millions de dollars pendant la période 2007-2010.

Par ailleurs, des concessions économiques de vastes surfaces de terre, en faveur de bénéficiaires étrangers et nationaux, ont été accordées, en général aux termes de contrats de bail de 99 ans signés avec des entreprises pour la conduite d'activités agricoles et/ou de transformation des produits agricoles. De vastes étendues de terrain avaient déjà été louées à la fin des années 1990 et au début des années 2000 (435 000 hectares de 1999 à 2001), avant que la Loi foncière de 2001 et le Sous-décret de 2005 sur les concessions économiques de terres n'établissent un cadre officiel de réglementation de ces concessions (prévoyant notamment la conduite d'évaluations de l'impact environnemental et social et imposant des limites à la surface des terres concernées).

De 1995 à 2009, les terres faisant l'objet de concessions économiques approuvées représentaient une surface totale d'un million d'hectares environ, ce qui est beaucoup pour un pays dont la surface totale est égale à quelque 17,5 millions d'hectares, dont 5,5 millions d'hectares sont classés dans la catégorie des terres agricoles (FAO, 2012a). La majorité des terres concédées est attribuée à des entreprises privées nationales et 35 pour cent à des investisseurs étrangers, essentiellement des entreprises chinoises, suivies, par ordre décroissant, d'investisseurs du Viet Nam, de la Thaïlande, de la République de Corée et d'autres¹.

L'analyse d'impact préliminaire de sept projets agricoles actifs en 2010, couvrant chacun une surface de terre agricole variant de 4 000 à 10 000 hectares a révélé que les projets généraient à la fois des avantages et des incidences négatives. Cependant, il est évidemment impossible de vérifier dans quelle mesure les projets de l'étude de cas sont représentatifs de ce qui se passe dans l'ensemble du pays. Tous les projets ont créé un grand nombre d'emplois et versé aux ouvriers non qualifiés des salaires bien supérieurs au salaire minimum des travailleurs cambodgiens du secteur textile. Malheureusement, ces avantages ont été produits aux dépens des communautés locales qui ont perdu des terres et les moyens d'existence associés. Dans certains cas, on a constaté des problèmes environnementaux, tels que la pollution ou la déforestation, mais des analyses d'impact plus approfondies et détaillées seraient nécessaires pour tirer des conclusions définitives.

L'un des projets, une plantation d'hévéas de 4 000 hectares, se distinguait par son ouverture. Il était caractérisé par un fort degré de participation de la communauté locale qui, par ailleurs, continuait à posséder une grande partie des terres, et par une résolution des conflits performante.

¹ Les concessions économiques de terres au Cambodge ont été sévèrement critiquées par la société civile en raison de leurs incidences sur les populations locales et de leurs retombées environnementales. Selon un rapport de la BBC, daté du 7 mai 2012, le Gouvernement du Cambodge a suspendu la concession de terres afin d'enrayer l'éviction des populations locales et l'exploitation forestière illégale (BBC, 2012).

Source: Tiré de CDRI (2011).

D'un autre côté, ces études ont fourni de nombreux éléments qui prouvent que l'acquisition de terres à grande échelle peut avoir des incidences négatives dans les pays où les droits fonciers locaux sont flous et où la gouvernance est défailante. Les incidences sociales négatives sont le déplacement des petits exploitants agricoles locaux (souvent en échange d'une compensation insuffisante, voire sans aucune compensation), la perte de pâturages pour les pasteurs, la perte de revenus pour les communautés locales et, de manière générale, des effets négatifs sur les moyens d'existence, du fait de la réduction de l'accès aux ressources.

On a aussi observé des effets négatifs sur l'environnement, en particulier l'accroissement de la pression exercée sur les ressources naturelles dû à l'intensification mais aussi le recul du couvert forestier et l'appauvrissement de la biodiversité. Cette situation est souvent liée à l'absence d'une véritable évaluation préalable de l'impact sur l'environnement et au manque de systèmes de gestion environnementale efficaces pendant l'exécution du projet. En revanche, on a constaté que certains projets d'investissement avaient entraîné l'adoption de technologies respectueuses de l'environnement.

En fin de compte, les études indiquent que les incidences sur l'économie locale dépendent d'un large éventail de facteurs. Il est important de souligner qu'elles estiment peu probable qu'un investissement ait des retombées positives sur les communautés locales quand il est fondé sur l'acquisition de terres, en particulier si ces terres étaient utilisées antérieurement (même de manière informelle) par les communautés locales. D'autres modèles fonctionnels sont beaucoup plus propres à générer des avantages pour les populations locales.

Les facteurs essentiels qui déterminent les incidences – par opposition à la survenance – sont le cadre politique, juridique et institutionnel du pays hôte et la capacité des gouvernements hôtes et des institutions locales à surveiller et exécuter les contrats. Au niveau local, les conditions socioéconomiques et les capacités des organisations locales de la société civile, en particulier les organisations paysannes, sont importantes. Les incidences dépendent aussi fondamentalement

du type de modèle fonctionnel mis en œuvre, des conditions des contrats et des modalités du processus de négociation, de conception et de planification du projet d'investissement. Du côté de l'investisseur, son profil et ses objectifs prioritaires (par exemple la spéculation par opposition au développement à long terme) et l'aptitude des gestionnaires locaux du projet à établir des partenariats avec la communauté locale représentent des dimensions importantes. Une dernière constatation déterminante a été qu'un soutien externe impartial et efficace apporté par des tierces parties était nécessaire pour garantir le succès.

Il semble aussi prouvé que les investissements agricoles liés à la terre ont des implications différentes pour les hommes et pour les femmes (encadré 20). C'est pourquoi, les gouvernements et les organisations internationales qui promeuvent l'investissement dans l'agriculture doivent spécifiquement tenir compte des questions d'égalité des genres – et des autres aspects de l'équité sociale – dans les politiques et les programmes liés à ce type d'investissement.

Options autres que l'acquisition de terres; modèles fonctionnels plus ouverts

Les gros investissements privés dans l'agriculture ne doivent pas forcément entraîner un changement d'échelle de l'agriculture pratiquée. Comme l'ont montré les études de cas examinées plus haut, il existe des modèles de partenariats plus ouverts qui sont susceptibles de contribuer plus efficacement à la réalisation des objectifs de développement souhaitables, moyennant une combinaison fructueuse des actifs des agriculteurs locaux et des actifs des sociétés qui investissent. Dans de tels modèles, les agriculteurs locaux fournissent les terres, la main-d'œuvre et les connaissances locales, tandis que les investisseurs privés fournissent les capitaux, l'accès aux marchés et aux technologies et les connaissances spécialisées. Ces modèles permettraient aux petits agriculteurs d'investir dans l'amélioration de la productivité de leurs propres exploitations.

À cet égard, le développement rapide des fonds d'investissement pour l'agriculture représente une nouvelle tendance prometteuse. Beaucoup de

ENCADRÉ 20

Implications des investissements liés à la terre en République-Unie de Tanzanie, en fonction du genre

Une étude de cas réalisée dans le nord de la République-Unie de Tanzanie a analysé les incidences et les implications, différenciées selon le sexe, des investissements dans la production de jatropha et l'horticulture¹. L'étude portait plus particulièrement sur les investissements qui ne reposaient pas sur les acquisitions de terres à grande échelle mais adoptaient d'autres modèles fonctionnels privilégiant la participation des agriculteurs: arrangements de sous-traitance avec des groupements, arrangements de sous-traitance informels et formels avec des individus et travail salarié permanent.

Cette étude a constaté que les projets examinés créaient effectivement de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités de génération de revenus pour la population rurale des régions étudiées. Elle a aussi conclu que, en ce qui concernait les possibilités d'emploi et de génération de revenus offertes aux petits exploitants agricoles et aux ouvriers salariés, les implications étaient différentes selon les sexes. Les principaux résultats ont été les suivants:

- Les femmes mariées qui n'étaient pas des sous-traitantes de plein droit, tendaient à voir leur charge de travail augmenter sans bénéficier pour autant des investissements de manière équitable, ce qui laissait penser

qu'il était nécessaire de prévoir des possibilités de génération de revenus ciblées sur les femmes.

- Pour les femmes sous-traitantes, la possibilité de générer des revenus tendait à être limitée par le fait qu'elles disposaient de moins de ressources que les hommes.
- Par contre, par rapport aux hommes, les femmes jouissaient d'un accès égal, voire meilleur, à l'emploi salarié régulier en horticulture, mais le partage des rôles lié au sexe tendait à déboucher sur une ségrégation entre les activités «d'homme» et les activités «de femme».
- Les arrangements de sous-traitance conclus avec des groupements pour la production maraîchère ont créé, tant pour les femmes que pour les hommes, des possibilités plus intéressantes de générer des revenus que le travail occasionnel sur les plantations horticoles et a représenté, pour les femmes en particulier, une source de revenus monétaires potentiellement croissante, susceptible de compléter les activités génératrices de revenus et la production vivrière existantes.
- Selon les cultures, les implications sont parfois différentes pour les hommes et les femmes: en effet, on a observé que les femmes avaient plus de possibilités

ces fonds focalisent leurs activités sur le secteur agroalimentaire et les petites et moyennes entreprises rurales, et privilégient l'apport de valeur ajoutée par le biais de la transformation, des services logistiques, de la vente en gros, etc. Miller *et al.* (2010) analysent 31 fonds d'investissement et notent qu'ils sont potentiellement capables d'attiser l'intérêt du secteur privé pour un domaine souvent considéré comme trop risqué par beaucoup d'investisseurs. Ces fonds ont la capacité de réduire les risques et les difficultés rencontrés par les investisseurs individuels, car ils mettent les ressources en commun, diversifient les placements dans différents types

d'entreprises agroalimentaires et confient la gestion du portefeuille à un professionnel. Beaucoup d'organisations de développement ont aussi investi dans ces fonds pour l'agriculture. Souvent, elles parrainent parallèlement un mécanisme d'assistance technique qui contribue à garantir que les investissements profitent effectivement aux petites et moyennes entreprises et aux petits exploitants agricoles.

Vermeulen et Cotula (2010) proposent un cadre qui permet d'analyser la nature de la participation des petits agriculteurs, des opérateurs et des gros investisseurs dans chaque modèle fonctionnel et qui porte sur les quatre dimensions interdépendantes suivantes:

que les hommes de toucher des revenus monétaires grâce à la collecte des graines de jatropha, qui est peu rentable et qui est considéré comme une «culture de femmes». Moins nombreuses ont été les femmes qui ont pu accéder aux activités plus lucratives telles que la production de semences de légumes, qui demande un plus gros capital de démarrage.

On a constaté que les investissements liés à la terre touchaient différemment les femmes et les hommes pauvres des zones rurales pour ce qui était de l'accès, de l'utilisation et du contrôle des terres et que, notamment:

- Au sein des ménages, le fait d'être sous-traitantes contractuelles n'améliorait pas le contrôle et le pouvoir de décision des femmes sur l'utilisation de la terre et des revenus qu'elle produisait.
- Les sous-traitantes contractuelles pouvaient générer des revenus supplémentaires en louant des terres. Mais, à cet effet, elles avaient besoin de ressources pour lancer l'activité.
- Les femmes travaillant en tant qu'épouses de sous-traitants contractuels avaient un plus grand pouvoir de décision sur l'utilisation de la terre mais dépendaient encore de leur mari pour son accès et son contrôle.

- Les femmes qui étaient membres de groupements sous-traitants ont vu leur accès à la terre s'améliorer et ont pu éviter de convertir à la culture contractuelle les terres vouées à leur propre production vivrière.

La recherche a aussi permis de recenser une série de bonnes pratiques spécifiques associées à chaque modèle fonctionnel, qui peuvent être intégrées dans les pratiques réglementaires. Cette étude a souligné qu'il était nécessaire de régler les problèmes qui freinaient l'accès des femmes aux activités sous-traitées et qu'il était important de prévoir un soutien particulier à leur intention, notamment la formation et le renforcement de leurs capacités. Elle a aussi conclu que les arrangements de sous-traitance avec les groupements offraient les nombreux avantages du travail indépendant, ce que les participants à l'étude – en particulier les femmes – préféraient aux possibilités d'emploi occasionnel sur les plantations horticoles.

¹ L'étude de cas relative à la République-Unie de Tanzanie est la première d'une série portant sur ce sujet, dont la réalisation a été demandée par la FAO.

Source: Tiré de Daley et Park, 2011.

- Propriété: Qui, parmi les parties prenantes, possède l'affaire et ses principaux actifs?
- Voix au chapitre: Qui prend les décisions relatives à la conception et à l'exécution du projet?
- Risques: Quels groupes supportent les risques liés à la production, à la commercialisation et les autres risques?
- Gains: Comment les coûts et les avantages sont-ils distribués?

Ils décrivent six types de modèles fonctionnels, dans lesquels les petits exploitants agricoles participent de différentes manières (encadré 21). En tout

état de cause, il n'existe pas de modèle parfait et les situations, les approches et les incidences varient largement pour chaque modèle fonctionnel. Beaucoup de facteurs, notamment le contexte local, contribuent à déterminer si un modèle fonctionnel donné profite ou non au développement local.

Les données limitées relatives aux gros investissements privés examinés plus haut indiquent que les investissements autres que les acquisitions de terres, dans lesquels les agriculteurs conservent ou renforcent leur contrôle sur la terre et qui sont davantage en prise sur l'économie environnante, ont plus de chances d'être intéressants pour toutes les parties prenantes. Mais il est apparu que

ENCADRÉ 21

Des modèles fonctionnels ouverts pour l'investissement privé dans l'agriculture

Les possibilités autres que les acquisitions de terres à grande échelle sont listées ci-dessous. Il convient de noter qu'elles ne sont pas forcément avantageuses pour tous les participants.

- **L'agriculture contractuelle** permet aux agriculteurs (ou groupements) locaux d'exploiter leur propre terre et de conclure un contrat avec une grande société pour fournir un produit agricole, de qualité et en quantité données, à une certaine date. Le prix est soit convenu à l'avance soit déterminé en fonction d'un marché du disponible. Souvent, la société fournit à l'avance les intrants dont les agriculteurs ont besoin (semences, engrais, assistance technique, etc.).
- **Les contrats de bail et de gestion** permettent à une entreprise agroalimentaire de prendre en location les terres de propriétaires fonciers de petites ou moyennes exploitations, soit pour un montant fixe soit aux termes d'un accord de partage de la production ou des bénéfices.
- **Les arrangements de fermage et de métayage** permettent à des petits et moyens agriculteurs de prendre en location des terres proposées par de grandes sociétés agroalimentaires; dans le cas du fermage, l'agriculteur verse un loyer à la société et dans le cas du métayage, l'agriculteur et la société conviennent du pourcentage fixe des bénéfices ou de la production qui revient à chacune des parties.
- **Les entreprises communes** correspondent à une série d'arrangements très variés, en vertu desquels deux parties prenantes, voire davantage, gèrent l'affaire. Les partenaires partagent la propriété, le pouvoir de décision, les risques et les gains mais conservent leur statut juridique individuel.
- **Les organisations ou coopératives d'agriculteurs** sont créées par des groupements d'exploitants agricoles qui constituent une association qu'ils possèdent conjointement et gèrent de manière démocratique, en vue de profiter des économies d'échelle dans leurs activités commerciales, telles que la transformation, l'entreposage ou la commercialisation des produits ainsi que la signature de contrats et l'accès aux financements. La lenteur des décisions qui est souvent reprochée à ces associations a parfois conduit à l'intégration des groupements d'exploitants agricoles dans des sociétés – moins démocratiques – possédées par les agriculteurs, qui ont en revanche la capacité de prendre des décisions plus rapidement.
- **Les liens commerciaux en amont et en aval** désignent de manière générale les arrangements qui facilitent la participation des petits exploitants agricoles, des opérateurs et des entreprises de l'agroalimentaire à la fabrication, l'achat et/ou la distribution des intrants agricoles, tels que les engrais, les semences, etc. (activités de l'amont) et/ou à la transformation des produits agricoles (activités de l'aval). Ces liens peuvent faciliter la certification liée au respect des normes internationales ou l'accès à d'autres débouchés, habituellement hors de la portée des petits exploitants agricoles.

Source: Tiré de Vermeulen et Cotula, 2010.

les avantages n'étaient ni automatiques ni immédiats. Beaucoup des modèles d'investissement ouverts se sont heurtés à différents types de problèmes et ont eu besoin d'un soutien externe initial substantiel (public et privé). De plus, ces modèles

supposent parfois des coûts de transaction plus élevés.

L'expérience en matière de promotion d'arrangements commerciaux gagnant-gagnant dans les filières agricoles fait ressortir l'importance des intermédiaires qui

rapprochent les petits exploitants agricoles et les investisseurs privés. Les intermédiaires peuvent être des organisations de la société civile, des prestataires de services techniques spécialisés, des donateurs mais aussi des acteurs du secteur public. Selon les conclusions de l'initiative *Regoverning Markets*, le développement de modèles fonctionnels ouverts dans le contexte des marchés agricoles modernes demande un secteur public qui soit propice et catalytique, ainsi qu'un «secteur des entreprises réceptif» et des exploitants agricoles organisés (Vorley et Proctor, 2008).

Toutes les parties prenantes (les gouvernements, la communauté internationale, la société civile et les communautés locales) ont un rôle important à jouer pour que les entreprises agricoles privées soient effectivement ouvertes. Les gouvernements, la communauté internationale et la société civile peuvent contribuer à corriger les déséquilibres du partage des pouvoirs entre les petits agriculteurs locaux et les grandes sociétés agroalimentaires. Les principales actions qui sont susceptibles de favoriser l'obtention des résultats souhaitables aux plans social et environnemental pour toutes les parties prenantes, en particulier les petits exploitants agricoles, sont les suivantes (FAO, 2011e; Vermeulen et Cotula, 2010):

- faire en sorte que les contrats soient bien conçus, définis et exécutés;
- garantir la sécurité des droits d'exploitation de la terre et une compensation équitable;
- faciliter la reconnaissance de la terre en tant que fonds propres pour l'obtention de crédits;
- améliorer l'accès aux banques, aux assureurs, aux cabinets de conseil juridique et aux tribunaux;
- éduquer et sensibiliser en matière d'opérations commerciales et d'accès à l'information sur les marchés;
- mettre en place un processus participatif qui renforce le pouvoir d'action des petits exploitants agricoles et des communautés locales;
- doter les habitants locaux des moyens de constituer des organisations paysannes;
- améliorer la transparence et l'information (y compris la documentation), concernant l'IED et les acquisitions de terres;

- encourager le suivi et l'évaluation, préalable et *a posteriori*, des incidences sociales, des retombées sexospécifiques et des répercussions sur l'environnement.

La gouvernance pour améliorer les incidences sociales et environnementales de l'investissement dans l'agriculture

Dans le souci de fournir des indications sur les façons d'améliorer l'investissement agricole, la FAO, en collaboration avec d'autres parties prenantes (notamment la communauté internationale, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les universités), s'est attelée à l'élaboration de cadres interdépendants, tels que les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* (VGGT), et les *Principes pour un investissement agricole responsable qui respecte les droits, les moyens d'existence et les ressources* (PRAI).

Les VGGT visent à servir de référence et, à cet effet, établissent des principes et des normes reconnues à l'échelon international, concernant les pratiques responsables à mettre en œuvre en matière de régime foncier et de gouvernance des terres (FAO, 2012b). Elles fournissent des orientations dans une vaste gamme de domaines, notamment l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des lois, l'administration du régime foncier et les questions environnementales, telles que le changement climatique et les catastrophes naturelles.

Les VGGT conseillent les gouvernements et les autres parties prenantes sur la marche à suivre pour faire en sorte que l'IED et les autres investissements aient des incidences sociales et environnementales positives. Elles encouragent l'investissement responsable quand la terre est en jeu, afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Elles recensent les garde-fous qui doivent être mis en place pour que les investissements, en particulier ceux qui impliquent l'acquisition de terres à grande échelle, reconnaissent et protègent les droits d'exploitation existants des personnes et des communautés potentiellement concernées. Elles donnent des indications sur des aspects tels que la conduite d'un processus consultatif

et participatif de négociation entre les investisseurs et les diverses parties prenantes.

Les VGGT reposent sur un processus de consultation largement ouvert, en vertu duquel les fonctionnaires des pouvoirs publics et des représentants de la société civile, du secteur privé, des organisations de recherche, des organismes des Nations Unies dont le mandat est lié à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et du monde universitaire ont défini et évalué les questions qui se posaient et les mesures à prendre. Les directives ont été mises sous leur forme définitive à l'issue de consultations ouvertes et de négociations intergouvernementales conduites par le CSA et ont été officiellement entérinées par celui-ci, le 11 mai 2012, lors d'une session extraordinaire.

En outre, la FAO, le FIDA, la CNUCED et la Banque mondiale ont aussi formulé sept principes essentiels qui constituent les PRAI (FAO, 2011g; FAO et al., 2012). Leur objectif primordial est de faire en sorte que l'investissement dans les entreprises agro-industrielles ait des conséquences mutuellement bénéfiques pour tous. Ils proposent un cadre qui peut servir de base à la formulation de lois, de réglementations, de contrats d'investissement, d'accords internationaux ou de codes de conduite institutionnels, sans définir toutefois de système de surveillance spécifique. Cependant, certains groupes de la société civile ont publiquement reproché à ces principes PRAI d'être trop faibles (FIAN, 2010; Transnational Institute, 2011), notamment en raison de leurs liens trop ténus avec les droits de l'homme.

Les grands principes de l'investissement agricole responsable qui ont été formulés par les quatre organisations sont les suivants:

- **Droits relatifs à la terre et aux ressources.** Les droits à la terre et aux ressources naturelles existants sont reconnus et respectés.
- **Sécurité alimentaire.** Les investissements ne compromettent pas la sécurité alimentaire mais, au contraire, la renforcent.
- **Transparence, bonne gouvernance et environnement porteur.** Les processus qui permettent d'accéder à la terre et de réaliser les investissements associés sont transparents et contrôlés et ils

garantissent la responsabilisation effective de toutes les parties prenantes.

- **Consultation et participation.** Toutes les personnes matériellement touchées sont consultées et les accords issus de ces consultations sont enregistrés et appliqués.
- **Viabilité économique et investissement responsable des entreprises agroalimentaires.** Les projets sont viables à tous les égards, ils respectent la légalité, prennent en compte les meilleures pratiques du secteur et créent une valeur partagée durable.
- **Pérennité sociale.** Les investissements ont des répercussions sociales et des effets distributifs positifs et n'aggravent pas la vulnérabilité.
- **Respect de l'environnement.** Les incidences environnementales sont quantifiées et des mesures sont prises pour encourager l'utilisation durable des ressources et pour minimiser et atténuer les retombées négatives.

Le Bureau du CSA et son groupe consultatif, appuyés par le Secrétariat conjoint, ont entamé un processus ouvert de consultation multipartite en vue d'élaborer des principes pour un investissement agricole responsable qui améliore la sécurité alimentaire et la nutrition, et d'en faciliter l'assimilation. Le processus de consultation garantira la cohérence et la complémentarité avec les VGGT. Les PRAI, de même que les résultats des recherches connexes, seront considérés comme des contributions à ce processus.

Messages clés

- Un climat favorable à l'investissement privé dans l'agriculture est nécessaire pour tous les investisseurs mais il n'est pas suffisant pour permettre à tous les agriculteurs d'investir dans leurs activités productives ni pour garantir que l'investissement privé contribue à la réalisation des objectifs souhaitables au plan social.
- Les petits agriculteurs doivent bénéficier d'une attention spéciale afin de pouvoir surmonter les problèmes auxquels ils sont souvent confrontés lorsqu'ils souhaitent investir, à savoir l'accès

difficile aux marchés et aux services financiers, la précarité des droits de propriété et la vulnérabilité face aux risques. Un appui à la formation de capital social, avec la création d'organisations de producteurs performantes, et la mise en œuvre de programmes de transferts sociaux qui permettent aux petits exploitants de se doter d'actifs peuvent aider ces derniers à surmonter certains de ces problèmes.

- L'investissement à grande échelle dans l'agriculture peut représenter une chance mais l'acquisition de terres soulève des défis particuliers, compte

tenu de ses incidences potentielles sur les petits exploitants agricoles et les ruraux pauvres. Il est important d'améliorer la gouvernance des investissements à grande échelle et de promouvoir les modèles fonctionnels ouverts qui permettent aux populations locales de bénéficier des avantages.

- Dans les deux cas, le rôle du gouvernement apparaît comme indispensable, car c'est à lui qu'il appartient de créer un environnement porteur qui favorise l'investissement privé souhaitable au plan social, et d'investir dans les biens publics essentiels.

5. Canaliser l'investissement public de manière à obtenir de meilleurs résultats

L'investissement public dans l'agriculture est nécessaire pour améliorer l'investissement privé, au plan tant quantitatif que qualitatif, et faire en sorte qu'il ait des effets économiques et sociaux positifs. Les biens publics utiles à l'agriculture, tels que la R&D, l'éducation et les infrastructures rurales, constituent un élément fondamental de l'environnement porteur évoqué dans les chapitres précédents et sont essentiels pour la croissance agricole et la réduction de la pauvreté. Mais, partout dans le monde, les gouvernements se débattent dans les difficultés financières et, face aux demandes concurrentes, sont obligés de faire des choix difficiles au moment d'allouer les ressources. Quels sont les investissements publics qui donnent les meilleurs résultats, en termes de croissance agricole et de réduction de la pauvreté?

Il est démontré que l'investissement dans les biens publics donne de bien meilleurs résultats que d'autres dépenses, telles que les subventions, mais ce que l'on entend par bien public n'est pas toujours clair et peut varier en fonction du contexte. Certains types d'investissement qui sont connus pour avoir des effets économiques et sociaux positifs importants ne se voient pas toujours accorder la priorité dans les allocations budgétaires. Il peut être utile de connaître les incidences des différents types d'investissement et de dépenses publics sur la performance de l'agriculture et la réduction de la pauvreté pour orienter l'investissement public vers l'obtention de meilleurs résultats.

Résultats de l'investissement public dans l'agriculture et pour l'agriculture²⁴

Les conclusions des premières études qui ont analysé les incidences de l'ensemble des dépenses agricoles sur la réduction de la pauvreté et la croissance ont été divergentes. L'une des toutes premières études dans ce domaine (Diakosavvas, 1990) a conclu que les dépenses publiques consacrées au secteur de l'agriculture avaient un effet fortement positif sur la performance du secteur, mais une analyse comparative des données relatives à 100 pays n'est pas parvenue à trouver de relation statistiquement significative entre les dépenses agricoles et la croissance du PIB par habitant (Easterly et Rebelo, 1993).

Des études plus récentes ont fait apparaître que la catégorie de dépenses comptait pour beaucoup. Les dépenses publiques consacrées à l'agriculture, à l'éducation et au réseau routier contribuent fortement à la croissance agricole dans toutes les régions, bien qu'à des degrés divers; et, dans le secteur de l'agriculture, les dépenses allouées à la recherche ont des répercussions sur la productivité plus importantes que les autres catégories de dépenses (Fan et Saurkar, 2006). L'investissement dans la recherche, souvent associée à la vulgarisation, est régulièrement cité comme la principale source de croissance de la productivité dans le secteur agricole (Fischer, Byerlee et Edmeades, 2009).

Les études de pays qui ont été réalisées dans plusieurs régions ont aussi conclu qu'il existait des relations positives entre les dépenses publiques allouées à l'agriculture et la croissance du PIB agricole et du PIB total, et confirmé que la catégorie de dépenses

²⁴ Cette section reprend les éléments d'un document d'information rédigé par des membres du personnel de l'IFPRI. Voir Mogues *et al.*, 2012.

comptait pour beaucoup. Au Rwanda, par exemple, pour chaque dollar de dépenses publiques supplémentaires dans la recherche agricole, le PIB agricole a augmenté de 3 dollars, mais les effets ont été plus marqués pour les aliments de base, tels que le maïs, le manioc, les légumineuses et la volaille, que pour les cultures d'exportation (Diao *et al.*, 2010). En Inde, les dépenses visant à améliorer la productivité de l'élevage ont donné de meilleurs résultats et ont été plus efficaces pour faire reculer la pauvreté que l'investissement public général dans l'agriculture (Dastagiri, 2010).

L'abondante littérature qui porte sur l'investissement public dans la R&D agricole montre qu'il s'agit de l'un des types d'investissement public qui ont été les plus efficaces au cours des 40 dernières années. La R&D favorise la modernisation technique et la croissance de la productivité dans l'agriculture et contribue ainsi à faire augmenter les revenus agricoles et à faire baisser les prix pour les consommateurs. Les avantages se multiplient à l'échelle de toute l'économie car le surplus de revenus est utilisé pour acheter d'autres biens et services, ce qui accroît aussi les revenus des fournisseurs. Les effets positifs sur la société se diffusent largement et profitent à de nombreuses personnes parfois fort éloignées du secteur agricole, si bien qu'ils ne sont pas toujours reconnus comme des retombées directes de la recherche agricole (Alston *et al.*, 2000; Fan, Hazell et Thorat, 2000; Evenson, 2001; Hazell et Haddad, 2001; Fan et Rao, 2003).

À l'issue d'un examen de 375 programmes de recherche appliquée et 81 programmes de vulgarisation, Evenson (2001) a constaté que dans les quatre cinquièmes des programmes de recherche appliquée et les trois quarts des programmes de vulgarisation, les taux de rentabilité déclarés étaient supérieurs à 20 pour cent et, pour beaucoup, dépassaient même 40 pour cent. Alston *et al.* (2000) ont analysé 292 études couvrant la période 1953 à 1997 et constaté que l'investissement dans la recherche agricole affichait un taux de rentabilité moyen de 60 pour cent dans les pays en développement. Lors d'une mise à jour de cette étude, Alston (2010) a pu vérifier que le taux de rentabilité global de l'investissement dans la R&D était régulièrement élevé.

Des études récentes conduites au niveau des pays confirment les résultats de ces examens généraux. Par exemple, en Thaïlande, on estime que la recherche a un effet positif significatif sur la productivité totale des facteurs et un taux marginal de rentabilité de 30 pour cent (Suphannachart et Warr, 2011). L'analyse d'un service de vulgarisation en Ouganda révèle des taux de rentabilité compris entre 8 et 36 pour cent (Benin *et al.*, 2011).

Il est donc clairement prioritaire d'accroître les dépenses consacrées à la R&D agricole. Comme on l'a vu au chapitre 2, dans les pays les plus aisés, la R&D mobilise des fonds privés substantiels, tandis que dans les pays en développement, la plupart des activités de R&D sont financées par des fonds publics. Les partenariats public-privé représentent une approche novatrice qui permet d'associer le secteur privé à la fois aux actions de R&D et à la fourniture d'autres biens publics (encadré 22).

Retombées des investissements complémentaires sur l'agriculture

L'investissement dans les biens publics ruraux tels que l'éducation, les infrastructures rurales, la santé et les mesures de protection sociale peuvent générer des avantages importants pour le secteur de l'agriculture et améliorer la contribution de celui-ci à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Les biens publics ruraux sont complémentaires; l'investissement dans l'un favorise souvent l'investissement dans l'autre. Il est aussi démontré que l'amélioration de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté sont des objectifs compatibles; l'investissement dans les biens publics ruraux a des effets très positifs sur les deux. Des études ont comparé les incidences des dépenses publiques consacrées à l'agriculture sur la performance agricole et sur la pauvreté avec les incidences d'autres formes de dépenses. Les figures 24 et 25 résument les résultats de ces analyses qui ont été conduites dans quatre pays en développement: la Chine (Fan, Zhang et Zhang, 2004), l'Inde (Fan, Hazell et Thorat, 2000), la Thaïlande (Fan, Yu et Jitsuchon, 2008) et l'Ouganda (Fan et Zhang, 2008). Les incidences de l'investissement public sur la valeur de la production agricole sont systématiquement plus importantes pour les investissements alloués à la R&D agricole.

ENCADRÉ 22

Les partenariats public-privé

Les partenariats public-privé ont suscité un intérêt croissant car ils représentent un moyen d'associer le secteur privé à la fourniture de biens et services plus ou moins assimilables à des biens publics et d'amener les investisseurs publics et les investisseurs privés à promouvoir ensemble le développement agricole, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Par exemple, en mai 2012, le forum d'investissement *Grow Africa* a expressément souligné qu'il était nécessaire de constituer de nouveaux partenariats agricoles entre le secteur public, le secteur privé et les communautés.

Les partenariats public-privé sont généralement définis comme la participation du secteur privé à une activité économique dont toutes les parties prenantes partagent les coûts, les risques et les avantages, sachant que cette activité, si elle était conduite à titre privé dans le seul contexte du marché, n'existerait pas en raison de la faible rentabilité ou du risque élevé de l'investissement (Warner, Kahan et Lehel, 2008). Plusieurs exemples de tels partenariats existent dans les domaines suivants: routes de liaison entre les exploitations et les marchés, eau destinée à l'irrigation, marchés de gros et centres commerciaux, installations de transformation de produits agricoles et technologies de l'information et des communications. Chaque type de

partenariat public-privé présente des avantages et des problèmes qui lui sont propres. Les partenariats public-privé spécifiquement axés sur le développement agricole durable comprennent aussi une variante connue sous le nom de «chaînes de valeur hybrides» (Drayton et Budinich, 2010; Ferroni et Castle, 2011), qui sont des structures multipartites au sein desquelles des sociétés privées travaillent avec des entités telles que des organisations non gouvernementales, des instituts universitaires de recherche et des fondations. Un autre type de partenariat public-privé concerne les entités publiques et privées qui collaborent pour conduire des recherches, mettre au point des technologies novatrices et créer de nouveaux produits à l'intention des agriculteurs pauvres en ressources et des groupes marginalisés des pays en développement (Spielman, Hartwich et von Grebmer, 2007).

Stratégies efficaces à mettre en œuvre dans le domaine du développement agricole

De nombreux partenariats public-privé ont vu le jour au cours de ces dernières années; ces partenariats ont été constitués pour conduire des projets dans des domaines tels que la productivité agricole, la biofortification, l'appui technique, l'assistance en matière d'investissement et les stratégies d'exportation. Parmi les

Derrière la R&D agricole, le classement des autres domaines d'investissement en fonction de l'importance de leurs incidences varie selon les pays, ce qui laisse penser que les priorités de l'investissement public dépendent des conditions locales, mais les infrastructures rurales et le développement du réseau routier font souvent partie des premières sources de croissance économique globale dans les zones rurales (Fan, Hazell et Thorat, 2000; Fan, Zhang et Zhang, 2004; Mogues, 2011). En Éthiopie, l'accès à des routes praticables par tous les temps a réduit la pauvreté de 6,9 pour cent et fait grimper la consommation de 16,3 pour cent (Dercon

et al., 2009). Mogues (2011) a constaté qu'en Éthiopie, les incidences de l'investissement public dans les infrastructures routières surpassaient de loin celles de toutes les autres catégories. En Ouganda, les effets marginaux, sur la production agricole et la réduction de la pauvreté, des dépenses publiques allouées aux routes secondaires étaient trois à quatre fois plus importants que ceux des dépenses publiques allouées aux routes principales (Fan et Zhang, 2008).

En outre, dans les zones rurales, les biens publics tendent à être complémentaires. Par exemple, au Bangladesh, les villages les mieux dotés en infrastructures ont tiré un

principaux exemples, citons l'initiative *Southern Agriculture Growth Corridor* en République-Unie de Tanzanie, le Programme-défi sur la biofortification et toutes les initiatives actuellement soutenues par la création d'organisations telles que le Projet d'agriculture commerciale au Ghana et, au Népal, l'*Agro Enterprise Centre*.

Les éléments communs qui contribuent généralement au succès de ces partenariats public-privé sont l'existence de plans de projets dans lesquels les objectifs, les rôles, les responsabilités, les étapes et les stratégies de gestion et d'atténuation des risques sont clairement définis, et le fait que les partenaires du secteur privé apportent des contributions en nature et pas seulement des contributions monétaires. Il est également capital que les politiques publiques locales soient effectivement et efficacement définies et mises en œuvre (Spielman, Hartwich et von Grebmer, 2007). Le Programme-défi sur la biofortification s'efforce de mettre en application ces facteurs de succès dans ses actions multipartites actuelles¹.

Problèmes à surmonter

Spielman, Hartwich et von Grebmer (2007) présentent les résultats d'une étude² qui analyse comment les partenariats public-privé en recherche agricole stimulent

l'investissement dans l'innovation favorable aux agriculteurs pauvres des pays en développement. Les problèmes tiennent à la création de coûts de transaction occultes alors que les coûts prohibitifs associés au fait de conduire des recherches ou de développer des produits indépendamment sont couverts. Ces coûts occultes ne sont pas aisément quantifiables (voir aussi Warner, Kahan et Lehel, 2008) mais ils peuvent gravement compromettre le succès. De plus, il a été démontré que peu de ces projets de partenariat disposaient de stratégies efficaces de gestion ou d'atténuation des risques. D'autres aspects, tels que la résolution interne des conflits et les stratégies juridiques et financières, si elles ne sont pas précisément définies, tendent aussi à mettre en péril la valeur produite par les partenariats public-privé.

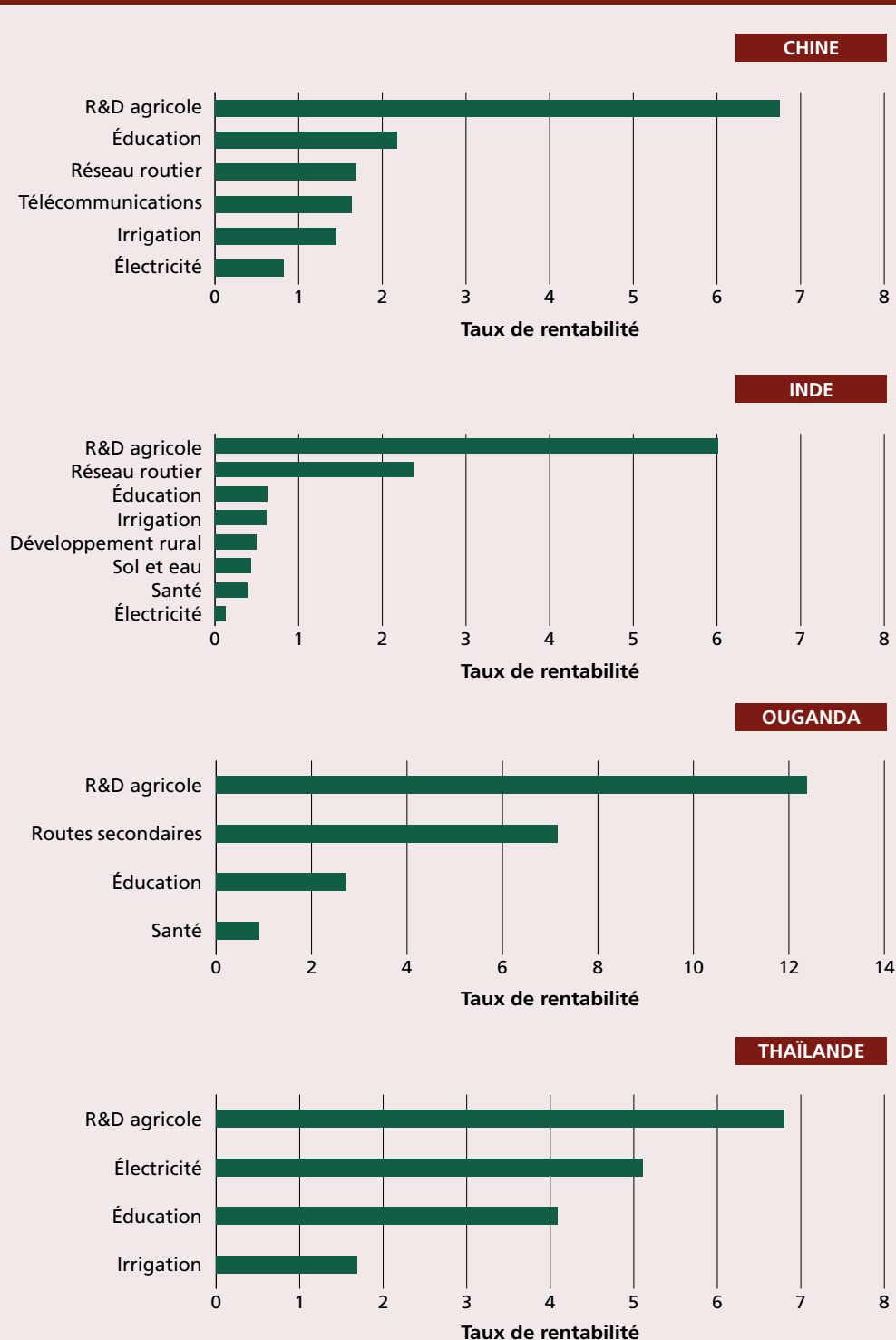
¹ Il s'agit d'une collaboration entre plusieurs partenaires dans le domaine de la biofortification, qui est soutenue par la fondation Syngenta pour l'agriculture durable et qui porte sur l'amélioration de la valeur nutritionnelle des aliments de base. Encore en phase de développement jusqu'en 2013, le programme a produit une culture qui est déjà disponible en Ouganda et au Mozambique (Ferroni et Castle, 2011).

² L'étude porte sur 75 projets conduits par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) en partenariat avec divers types de sociétés privées qui travaillent aux niveaux national, régional et international.

meilleur parti de la recherche agricole que les villages moins bien dotés; leurs habitants recouraient plus fréquemment à l'irrigation, aux semences améliorées et aux engrais, payaient les engrais moins chers, gagnaient des revenus plus élevés et affichaient des hausses de production nettement plus marquées (Ahmed et Hossain, 1990). Au Viet Nam, la construction de routes rurales a favorisé le développement des marchés locaux et contribué à l'augmentation des taux d'achèvement du cycle scolaire primaire, ce qui a amélioré les incitations à investir dans l'agriculture ainsi que l'investissement dans le capital humain (Mu et van de Walle, 2007).

Dans une évaluation classique des données internationales relatives à plusieurs pays, Antle (1983) a constaté que le manque d'infrastructures de transport et de communication freinait considérablement la productivité agricole globale dans les pays en développement, et conclu que l'investissement dans ces domaines aurait des effets très positifs sur l'agriculture. Cette conclusion a été confortée par les résultats obtenus en Inde (Binswanger, Khandker et Rosenzweig, 1993), en Colombie et en Thaïlande (Kessides, 1993; Binswanger, 1983) et au Népal (Jacoby, 2000). D'autres études plus récentes ont confirmé que

FIGURE 24
Effets des dépenses publiques sur la performance agricole



Notes: Les magnitudes correspondent à l'augmentation de la production ou de la productivité agricole par unité monétaire des différentes catégories de dépenses publiques. L'augmentation est mesurée avec la même unité monétaire. La variable de la performance agricole est mesurée de manière légèrement différente selon les pays: PIB agricole en Chine, productivité totale des facteurs dans le secteur agricole en Inde et productivité de la main-d'œuvre agricole en Ouganda et en Thaïlande.

Sources: Fan, Zhang et Zhang (2004); Fan, Hazell et Thorat (2000); Fan, Yu et Jitsuchon (2008); Fan et Zhang (2008).

l'investissement dans les infrastructures de transport et de communication avait des incidences positives sur la croissance agricole; une comparaison entre pays a fait apparaître qu'une augmentation de 1 pour cent des dépenses publiques affectées à ces domaines entraînait une augmentation du PIB agricole de 0,01 à 0,14 pour cent (Benin, Nin-Pratt et Randriamamonjy, 2007).

Plusieurs types d'investissement public dans les zones rurales sont aussi susceptibles de faire fortement reculer la pauvreté (figure 25). Le classement est légèrement différent du classement relatif à la productivité agricole, mais la R&D agricole, l'éducation, le réseau routier et l'électrification sont très bien classés dans tous les pays pour les deux objectifs. L'implication est que la croissance agricole et la réduction de la pauvreté sont des objectifs hautement compatibles; l'investissement dans les biens publics ruraux tend à contribuer à la réalisation des deux objectifs.

Évolution dans le temps des effets de l'investissement dans l'agriculture

Les effets de nombreux types de dépenses agricoles s'érodent avec le temps alors que ceux de l'investissement dans la R&D perdurent. En Inde, les effets des dépenses destinées à subventionner le crédit agricole ont été assez importants dans les années 60 et 70, mais ils ont fortement décliné au fil du temps alors que les résultats de l'investissement dans la R&D agricole sont restés excellents pendant des décennies (figure 26) (Fan, Gulati et Thorat, 2008). Un examen détaillé de la R&D et de la vulgarisation a conclu que les taux de rentabilité interne étaient aussi élevés dans les années 90 que dans les années 60 (Evenson, 2001). De même en Thaïlande, dans le domaine de la production végétale, les dépenses publiques consacrées à la recherche ont été un important moteur de la croissance de la productivité totale des facteurs pendant la période 1970-2006 (Suphannachart et Warr, 2011).

Sur le long terme, les effets des dépenses consacrées aux subventions agricoles restent inférieurs à ceux des dépenses consacrées à la R&D, aux routes, à l'éducation et aux infrastructures d'irrigation. En Inde, les incidences globales des dépenses agricoles sur la réduction de la pauvreté ont diminué,

en raison du déclin de la part de l'agriculture dans l'économie et de l'augmentation de la proportion des dépenses agricoles allouée aux subventions (Jha, 2007).

Les effets des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté tendent aussi à s'éroder au fil du temps (figure 26). De plus, les incidences sur la réduction de la pauvreté des subventions publiques octroyées pour les engrais, l'irrigation, l'électricité et le crédit sont systématiquement largement inférieures à celles des dépenses publiques allouées à la R&D, à l'éducation et au réseau routier. L'octroi de subventions est souvent justifié par un souci d'équité et de lutte contre la pauvreté, mais ces résultats indiquent que l'investissement dans les biens publics est visiblement plus efficace à cet égard.

Comparaison des effets de l'investissement dans les régions les plus favorisées et les moins favorisées

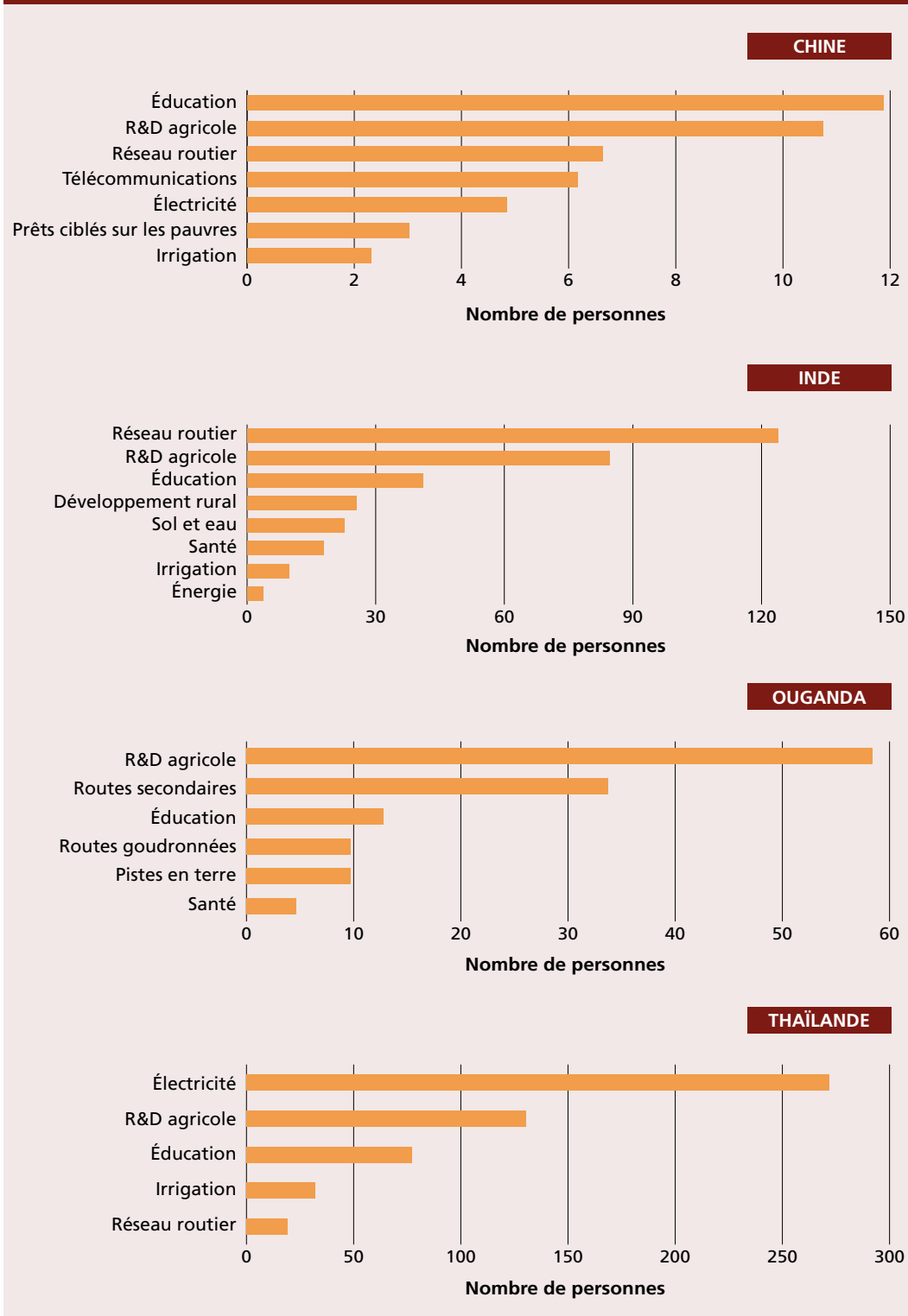
Comme on peut s'y attendre, les résultats de l'investissement public dans l'agriculture varient selon les lieux. Un débat politique de longue date porte sur la question de savoir s'il vaut mieux investir les ressources publiques dans les zones les plus favorisées à potentiel agroécologique relativement important ou dans les zones déshéritées, où les populations pauvres tendent à être concentrées.

Les régions bien dotées en ressources et qui jouissent de conditions agroécologiques favorables et d'un accès facile aux marchés semblent être les mieux indiquées lorsque le but est d'améliorer la productivité agricole. L'investissement dans les régions favorisées à fort potentiel peut aussi être une stratégie efficace de réduction de la pauvreté car, grâce aux effets de «propagation» et de «multiplication», il profite aux résidents des régions reculées qui peuvent migrer dans la région plus favorisée pour bénéficier des possibilités d'emploi et de génération de revenus (Palmer-Jones et Sen, 2003).

D'un autre côté, le ciblage des régions agroécologiques moins bien dotées est susceptible de donner de meilleurs résultats, du moins en termes de réduction de la pauvreté, parce que les coûts marginaux nécessaires pour accroître les gains dans les régions favorisées augmentent au fil du temps, une fois que les gains faciles ont été obtenus (Ruben et Pender, 2004). Seul un petit nombre d'études empiriques

FIGURE 25

Effets des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté



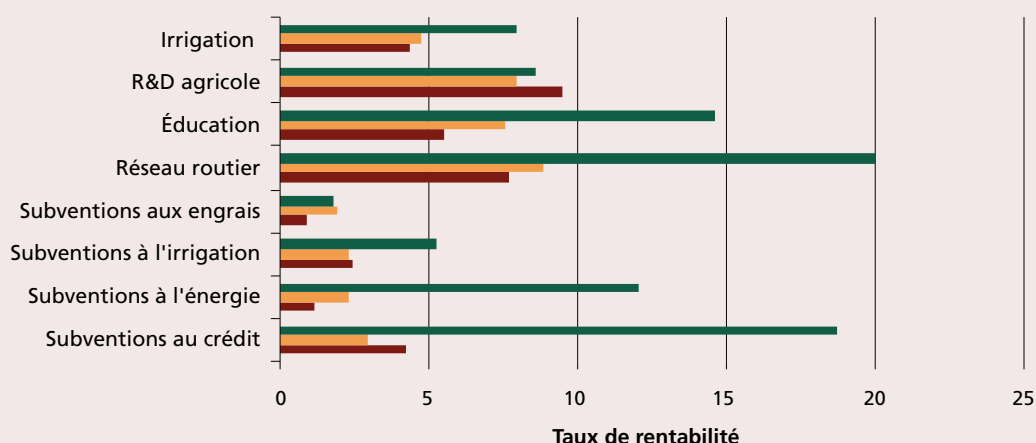
Notes: Les magnitudes correspondent à la réduction du nombre de personnes pauvres par unité monétaire des différentes catégories de dépenses. Les unités monétaires respectives sont: un million de bahts en Thaïlande (soit réduction du nombre de personnes pauvres qui est obtenue en dépensant un million de bahts dans les différents secteurs); un million de roupies en Inde; 10 000 yuans en Chine et un million de shillings ougandais en Ouganda.

Sources: Fan, Zhang et Zhang (2004); Fan, Hazell et Thorat (2000); Fan, Yu et Jitsuchon (2008); Fan et Zhang (2008).

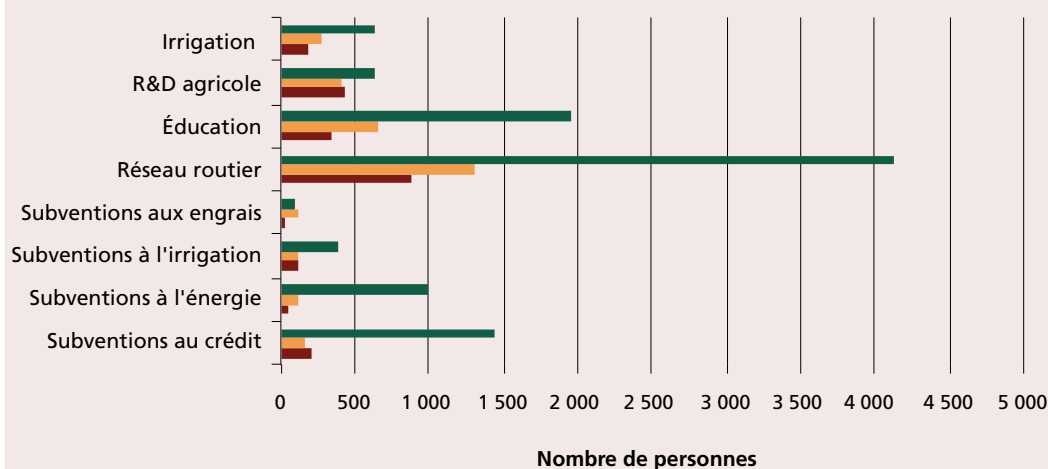
FIGURE 26

Évolution historique des incidences des divers types d'investissement public et de subventions sur la performance agricole et la pauvreté en Inde

A – Incidence sur la performance agricole



B – Réduction du nombre de pauvres



Notes: Dans le graphique A, les magnitudes correspondent aux résultats enregistrés par le PIB agricole par unité monétaire des différentes catégories de dépenses publiques. Les résultats sont mesurés avec la même unité monétaire. Le graphique B montre la réduction de la population de pauvres par million de roupies d'augmentation des différents types de dépenses publiques.

Source: Fan, Gulati et Thorat (2008).

ont comparé les effets de l'investissement dans les régions les plus favorisées et dans les régions moins favorisées. Ces études n'utilisent pas les mêmes critères pour définir les régions et ne comptabilisent pas de la même façon l'effet de propagation et la migration de la main-d'œuvre entre régions, mais les résultats laissent penser

que l'investissement public dans les régions déshéritées peut avoir des effets plus marqués à la fois sur la performance agricole et sur la réduction de la pauvreté.

Par exemple, les résultats relatifs à l'ensemble du pays en Inde (Fan, Hazell et Haque, 2000), en Chine (Fan, Zhang et Zhang, 2004) et en Ouganda (Fan et Zhang,

2008) indiquent que l'investissement dans les régions moins favorisées pourrait avoir des effets positifs plus marqués. Ces résultats sont résumés dans la figure 27; il est à noter que la distinction entre les zones à fort potentiel et les zones déshéritées varie pour ces trois pays mais, dans la figure, les zones les plus favorisées sont situées sur la gauche et les moins favorisées sur la droite.

En Chine, l'investissement a clairement donné les meilleurs résultats, du point de vue de la performance agricole et de la réduction de la pauvreté, dans la région occidentale qui est la moins favorisée. Singulièrement, un programme de prêt ciblé sur les habitants pauvres a été moins efficace pour faire reculer la pauvreté dans cette région que les investissements dans les biens publics essentiels. Les résultats ont été semblables en Inde, où les investissements publics ont eu des retombées plus significatives sur l'amélioration de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté dans les zones pluviales les moins favorisées. Les données relatives à l'Ouganda montrent clairement que l'investissement dans les biens publics, tels que la R&D, l'éducation et les routes, a eu un effet plus marqué sur la pauvreté dans les régions déshéritées du nord du pays.

Des résultats similaires ont été obtenus par Dong (2000), qui s'est intéressé à 10 villages chinois, plus ou moins bien dotés en ressources et à différents stades de développement. Les villages ont été répartis en trois catégories, allant des plus favorisés aux moins favorisés, selon la

dotation en ressources, l'accès aux marchés, les infrastructures, la qualité des sols et l'exposition aux catastrophes naturelles. C'est de loin dans les villages déshérités de la catégorie III, que l'investissement public et les dépenses allouées aux services sociaux ont le plus contribué à améliorer les revenus des ménages (tableau 12).

La question de savoir s'il convient de cibler – et dans quelle mesure – l'investissement public dans l'agriculture sur les zones les plus favorisées ou les moins favorisées reste une question empirique. La réponse dépendra probablement des conditions locales, de l'incidence de la pauvreté, des niveaux d'investissement effectifs et des perspectives de propagation et de migration de la main-d'œuvre entre les régions. Toutefois, les éléments limités qui ont été présentés plus haut font penser qu'il existe des situations de sous-investissement dans les zones déshéritées et qu'une réorientation vers ces zones de l'investissement agricole pourrait donner de meilleurs résultats, en termes à la fois de performance agricole et de réduction de la pauvreté. Ce point fait apparaître qu'il est important d'accorder toute l'attention voulue au ciblage géographique de l'investissement public.

Effets des dépenses allouées aux subventions aux intrants

Il est démontré que l'investissement dans les biens publics du secteur agricole et les

TABEAU 12

Incidences des dépenses publiques sur les revenus des ménages en Chine, par zone agroécologique

TYPE DE VILLAGE	INVESTISSEMENT PUBLIC	DÉPENSES ALLOUÉES AUX SERVICES SOCIAUX
<i>(estimation du taux marginal de rentabilité)</i>		
Type I	1,1	1,5
Type II	2,0	2,7
Type III	7,4	8,2
Tous les ménages	3,9	4,6

Notes: Les bénéfices des ménages sont mesurés par le revenu brut des opérations du ménage, activités agricoles et non agricoles comprises. L'emploi salarié et les activités génératrices de revenus extérieures à la production du ménage ne sont pas pris en compte. Les taux marginaux de rentabilité sont estimés en multipliant le revenu brut par les coefficients de régression et en divisant le produit par 100. L'investissement public couvre l'entretien des réseaux d'irrigation du village et des routes. Les services sociaux sont le labour mécanisé, la protection des cultures, le battage, le conseil technique, les subventions aux intrants agricoles, l'aide à la commercialisation et d'autres services non agricoles tels que l'adduction d'eau potable, l'amélioration de l'accès à l'électricité et les services éducatifs (écoles, bibliothèques et garderies).

Source: Dong (2000).

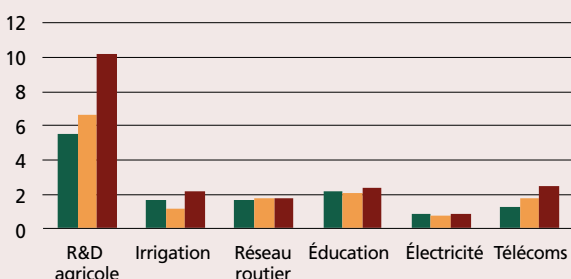
FIGURE 27

Comparaison des effets des différents types d'investissement sur les zones à fort potentiel et sur les zones déshéritées

PERFORMANCE AGRICOLE

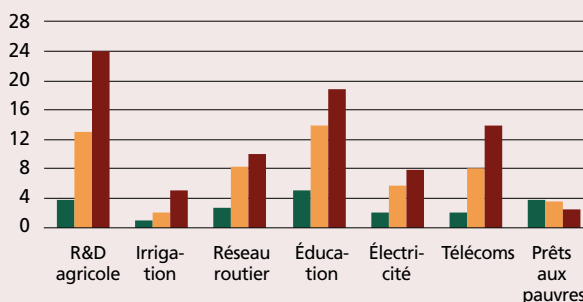
CHINE

Taux de rentabilité



RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Nombre de personnes



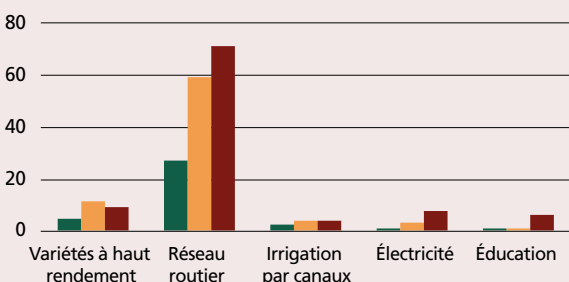
Région côtière

Région centrale

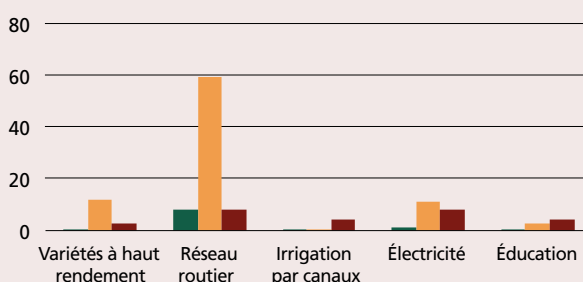
Région occidentale

INDE

Taux de rentabilité



Nombre de personnes



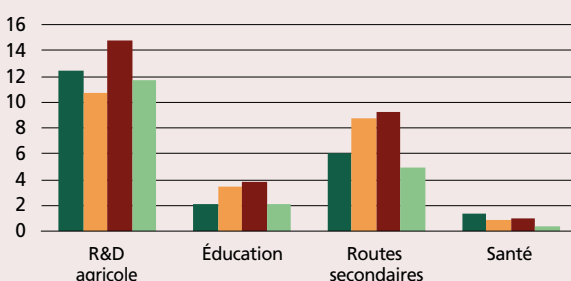
Cultures irriguées

Cultures pluviales, de haute qualité

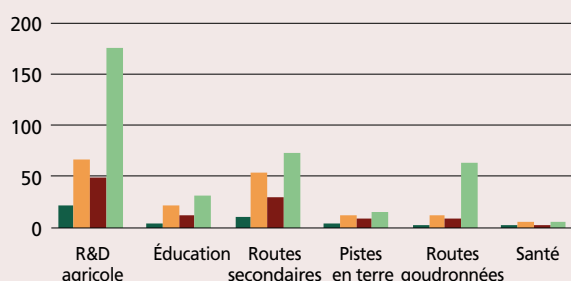
Cultures pluviales, de faible qualité

OUGANDA

Taux de rentabilité



Nombre de personnes



Centre

Est

Ouest

Nord

Notes: Dans les graphiques de gauche, les magnitudes correspondent à la valeur de la production ou de la productivité agricole par unité monétaire des différents types de dépenses publiques. La valeur est exprimée dans la même unité monétaire. La variable de la performance agricole est mesurée de manière légèrement différente selon les pays: PIB agricole en Chine, productivité totale des facteurs dans le secteur agricole en Inde et productivité de la main-d'œuvre agricole en Ouganda. Dans les graphiques de droite, les magnitudes correspondent à la réduction du nombre de personnes pauvres par unité monétaire dépensée dans les différents domaines. Les unités monétaires respectives sont: un million de roupies en Inde; 10 000 yuans en Chine et un million de shillings ougandais en Ouganda.

Source: Fan, Zhang et Zhang (2004); Fan, Hazell et Haque (2000); Fan et Zhang (2008).

biens publics utiles à l'agriculture donne d'excellents résultats mais, dans la pratique, que ce soit dans les pays en développement ou dans les pays développés, des montants importants des dépenses publiques sont affectés aux dépenses courantes, sous la forme de subventions. De telles dépenses semblent moins payantes, puisqu'elles détournent les maigres ressources publiques de l'investissement dans des biens publics importants, dont les effets sont de plus longue durée, mais la question n'est pas toujours aussi tranchée.

Dans certaines circonstances, les subventions revêtent des attributs propres aux biens publics, et génèrent des avantages (externalités positives) qui ne profitent pas seulement à la population des bénéficiaires directs. Au demeurant, c'est souvent cet argument qui est mis en avant pour démontrer le bien-fondé des subventions aux intrants agricoles, tels que les engrais et les semences. L'utilisation de technologies agricoles améliorées est susceptible d'avoir des avantages économiques et sociaux en dehors des limites de l'exploitation, notamment en atténuant les externalités négatives, telles que la baisse de la fertilité des sols et l'expansion de l'agriculture dans des zones marginales. Les données concernant les effets relatifs des subventions aux engrais et de l'investissement dans des biens publics plus clairement reconnus comme tels, laissent penser que les subventions sont parfois utilisées à l'excès.

Les effets des subventions aux engrais et aux autres intrants semblent décliner avec le temps (Fan, Gulati et Thorat, 2008); or l'on a observé ces dernières années que leur utilisation avait rapidement augmenté dans de nombreux pays. Souvent, les subventions augmentent parallèlement aux capacités budgétaires d'un pays (Byerlee, de Janvry et Sadoulet, 2009). En Inde, les subventions agricoles ont augmenté puisqu'elles ont mobilisé pas moins de 75 pour cent des dépenses publiques agricoles en 2002, contre 40 pour cent en 1975. En 2002/03, elles ont représenté 6 pour cent du PIB agricole (Banque mondiale, 2007a). En Indonésie, les subventions aux engrais ont représenté 30 pour cent du montant total des dépenses affectées au développement agricole pendant la période 1988-1990, alors que les investissements dans la recherche,

la vulgarisation et les infrastructures d'irrigation avaient davantage contribué à la croissance de la production pendant les deux décennies précédentes (Rosegrant, Kasryno et Perez, 1998).

Ces dernières années, plusieurs pays ont lancé des programmes de subventions aux engrais. En Zambie, en 2005, quelque 37 pour cent du budget de l'agriculture était dépensé pour octroyer des subventions aux engrais, alors que le développement de l'irrigation et les autres infrastructures rurales n'ont mobilisé que 3 pour cent du budget et la R&D agricole seulement 0,5 pour cent (Banque mondiale, 2007a). Le coût du programme inscrit au budget a quadruplé entre 2002/03 et 2008/09 (Banque mondiale, 2010b), et il est prouvé qu'il a supplanté les fournisseurs privés dans des zones où ceux-ci avaient été actifs (Xu *et al.*, 2009).

En 2005/06, le Malawi a lui aussi réintroduit les subventions générales aux engrais et, en 2008/09, jusqu'à 1,5 million de ménages devaient recevoir des bons pour l'acquisition d'un volume total de 182 300 tonnes d'engrais subventionnés. Le programme a effectivement contribué à l'amélioration de la production de maïs, mais a absorbé 16 pour cent du budget public total du Malawi en 2008/09 et, l'engrais étant distribué par une société publique, il a pris la place du secteur privé (Wiggins et Brooks, 2010).

Les résultats des dépenses publiques pour une série de biens publics ont fait l'objet de nombreuses recherches, tandis que les effets de la composition globale des dépenses publiques et leur ventilation entre biens publics et biens privés ont été peu étudiés. La limite entre biens publics et biens privés n'est pas toujours facile à définir, mais l'allocation de fonds publics aux subventions destinées à l'acquisition de biens tels que les intrants agricoles qui profitent principalement à des personnes privées est susceptible de détourner les fonds, tant des biens publics que d'autres dépenses intéressantes au plan social. Par conséquent, l'allocation des ressources publiques aux subventions peut avoir des répercussions non négligeables, à la fois sur l'efficacité économique et sur l'équité sociale.

López et Galinato (2006) ont analysé des données relatives aux incidences de la struc-

TABEAU 13

Parts des subventions et des biens publics dans les dépenses publiques de certains pays d'Amérique latine et Caraïbes

PAYS	SUBVENTIONS, EN PART DES DÉPENSES RURALES	BIENS PUBLICS, EN PART DES DÉPENSES RURALES
(pourcentage)		
Argentine	59	41
Brésil	87	13
Costa Rica	48	52
Équateur	69	31
Guatemala	27	73
Honduras	9	91
Jamaïque	58	42
Mexique	66	34
Nicaragua	37	63
Panama	51	49
Paraguay	32	68
Pérou	64	37
République dominicaine	80	21
Uruguay	19	82
Venezuela (République bolivarienne du)	54	46

Note: Ces parts sont les moyennes annuelles pour les années 1985 à 2001.

Source: López et Galinato (2006).

ture des dépenses rurales sur l'efficacité et l'équité dans 15 pays d'Amérique latine et Caraïbes, pendant la période 1985-2001. Ils ont classé les dépenses publiques dans deux catégories: biens publics et subventions. Pendant la période de temps visée, la part des dépenses rurales consacrée aux subventions s'est échelonnée entre moins de 10 pour cent et près de 90 pour cent (tableau 13)²⁵.

López et Galinato (2006) ont constaté que le montant total des dépenses publiques affectées aux zones rurales avait des incidences positives considérables sur le PIB agricole par habitant, mais que leur composition, notamment la part des subventions, jouait un rôle beaucoup plus important. Pour un montant total de dépenses constant, l'augmentation de la proportion de subventions entraînait une baisse non négligeable du PIB agricole par habitant. Selon leurs estimations, le simple fait de modifier l'allocation de 10 pour cent des dépenses publiques rurales, en les affectant aux biens publics plutôt

qu'aux subventions, entraînerait un accroissement des revenus agricoles par habitant de 5 pour cent. L'augmentation du montant total des dépenses publiques consacrées à l'agriculture aurait aussi des effets positifs sur la croissance, mais moins importants que ceux qui découlent de la réallocation des fonds dans un budget global donné. Le message clé qui ressort de cette analyse est que les gouvernements peuvent améliorer le PIB agricole rien qu'en affectant les dépenses agricoles aux biens publics plutôt qu'aux subventions.

Allcott, Lederman et López (2006) ont réalisé une analyse complémentaire, en partie avec la même série de données, pour étudier les facteurs qui déterminaient le montant et la composition des dépenses publiques rurales ainsi que la croissance agricole. Ils ont observé que les inégalités de richesse historiques étaient décisives, de même que d'autres facteurs politiques et institutionnels, tels que l'obligation de rendre des comptes dans les administrations publiques, la participation de la société civile, la transparence et la segmentation ethnolinguistique. En effet, de fortes inégalités tendaient à favoriser

²⁵ Il convient de noter que ces résultats ne sont pas comparables avec les résultats présentés dans l'encadré 5 car ils proviennent de sources différentes et n'utilisent pas la même définition des biens publics.

l'accroissement, à la fois des allocations de fonds publics aux zones rurales et de la part des subventions à l'intérieur des dépenses agricoles totales. Cependant, ces auteurs ont souligné qu'il était nécessaire de collecter davantage de données et d'approfondir l'analyse pour vérifier la validité de leurs conclusions en dehors de la région étudiée.

Économie politique de l'investissement public dans l'agriculture²⁶

Si les résultats de l'investissement public sont si intéressants, pourquoi les gouvernements n'investissent-ils pas davantage? Et si l'investissement public est plus profitable que les subventions, pourquoi les gouvernements continuent-ils à verser des subventions? L'analyse réalisée par Allcott, Lederman et López (2006), qui vient d'être évoquée, a mis en lumière le rôle de la distribution des richesses, ainsi que d'autres facteurs politiques et institutionnels, en tant que facteurs qui déterminaient la structure des dépenses publiques rurales. Il est utile de comprendre ce qui détermine concrètement les politiques relatives aux dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture pour comprendre comment améliorer l'investissement public.

La différence fondamentale qui existe entre les décisions relatives aux investissements privés et les décisions relatives aux investissements publics est que les premières sont motivées par des espoirs de gain privé, alors que les secondes devraient, en principe, être motivées par des espoirs d'avantages au plan sociétal. Dans la réalité, pour diverses raisons, les motivations des responsables ne coïncident pas toujours avec la perspective de générer le plus d'avantages sociaux possibles grâce à l'investissement. L'établissement des dépenses et des investissements publics peut être influencé par des facteurs tels que les pressions exercées par des groupes d'intérêt, la corruption, voire même les caractéristiques des investissements agricoles eux-mêmes. Ainsi, certains investissements agricoles n'ont

des retombées que sur le très long terme et des incidences qui sont parfois difficiles à cerner, si bien que les politiciens – soucieux de conserver leur poste – risquent de ne pas en tirer un grand crédit. De tels facteurs, ainsi que la gouvernance en général, peuvent avoir une influence majeure sur la façon dont les fonds publics destinés aux dépenses et à l'investissement agricoles sont utilisés.

L'investissement public ne donne pas toujours les résultats escomptés en raison de coûts excessifs, du faible taux de rentabilité de l'actif issu de l'investissement ou d'un mauvais usage de l'actif, après sa création. Beaucoup de facteurs sont susceptibles de nuire à l'efficacité de l'investissement public: la corruption qui fait gonfler le coût de l'investissement; l'incapacité des pouvoirs publics à maîtriser les coûts; le financement de l'aide qui peut déboucher sur le choix des projets les plus onéreux; et les pressions exercées sur les décisions, pour cause de favoritisme ou considérations politiques (Pritchett, 1996). L'une des raisons qui expliquent le mauvais usage d'un actif créé grâce à l'investissement public peut être le manque de financement prévu pour couvrir les frais de fonctionnement et d'entretien. L'efficacité de l'investissement public, mesurée par la différence entre le montant des dépenses publiques et la valeur des actifs générés, est étroitement associée aux indicateurs de bonne gouvernance et aux politiques (Pritchett, 1996).

Groupes d'intérêt et action collective

Dans le secteur de l'agriculture, les groupes d'intérêt peuvent influencer fortement les décisions relatives aux dépenses et à l'investissement publics. Une abondante quantité de données a montré comment les politiques agricoles des pays en développement avaient contribué à favoriser quelques gros agriculteurs (voir Birner et Resnick, 2010, pour un bref aperçu). Historiquement, dans les pays en développement, l'investissement public, les politiques des prix et diverses autres mesures ont favorisé la population urbaine, aux dépens des habitants des zones rurales et des ménages agricoles (Lipton, 1977). Ces phénomènes ont été expliqués par les caractéristiques des groupes d'intérêt, qui influencent leur capacité à faire pression pour que les politiques publiques,

²⁶ Cette section reprend les éléments d'un document d'information rédigé par un membre du personnel de l'IFPRI. Voir Mogues, 2012.

concernant notamment les investissements, les subventions et les autres interventions des pouvoirs publics, leur soient favorables (Becker, 1983).

L'efficacité avec laquelle les groupes d'intérêt sont capables d'influencer les politiciens au moyen d'une action collective dépend de plusieurs facteurs (Olson, 1965). Certains d'entre eux tendent à désavantager les exploitants agricoles par rapport aux populations urbaines. La dispersion spatiale des agriculteurs et l'accès plus difficile aux infrastructures de transport et de communication rendent la coordination et le suivi mutuel des actions plus complexes que pour les habitants des villes (Olson, 1985). En outre, dans beaucoup de pays en développement, même leur nombre très élevé dessert les agriculteurs. En effet, pour une concentration spatiale et un accès aux infrastructures de transport et de communication donnés, la coordination est plus ardue dans les grands groupes que dans les petits (Olson, 1965).

L'influence d'un groupe est aussi déterminée par sa richesse financière. Cette caractéristique, associée à la plus grande facilité de coordination des petits groupes, explique pourquoi quelques gros agriculteurs peuvent influencer la façon dont les fonds publics sont dépensés, quand la richesse et la terre sont fortement concentrées (voir l'analyse d'Allcott, Lederman et López, 2006, citée plus haut). On comprend mieux alors qu'il soit important d'accroître le capital social des petits exploitants agricoles par le biais des associations de producteurs.

Un autre phénomène que l'on observe fréquemment dans les processus politiques mettant en jeu des groupes d'intérêt est la tendance des hauts responsables à perpétuer le *statu quo*. Souvent, les politiques qui ont perdu leur utilité initiale continuent à être appliquées. Les subventions aux intrants agricoles, qui sont rarement éliminées même si elles ne sont plus à même de remplir leurs objectifs initiaux d'équité ou d'amélioration de l'efficacité, ou si elles ont démontré leur inutilité en la matière, en sont un bon exemple. Ceux qui bénéficient du régime en vigueur sont généralement ceux qui disposent du pouvoir nécessaire pour avoir œuvré, à l'époque, à la promulgation de la politique (Fernandez et Rodrik, 1991) et qui voient parfois la puissance de leur groupe de

pression augmenter après que la politique a été instituée (Coate et Morris, 1999).

Attribution et délai de concrétisation des avantages

Pour un haut responsable chargé de prendre les décisions relatives aux dépenses publiques, il est probable que la reconnaissance des bénéficiaires représente une puissante motivation. La facilité avec laquelle les citoyens attribuent le crédit ou la faute d'une décision à un responsable politique, pour des subventions ou des investissements spécifiques et leurs incidences, peut donc influencer fortement l'établissement des priorités en matière de dépenses publiques.

Les projets d'infrastructures visibles, tels que la construction d'un bâtiment scolaire, et les transferts directs sont plus faciles à percevoir et à attribuer à des décisions concrètes de politiciens et de représentants des pouvoirs publics que, par exemple, l'amélioration de la qualité des services de vulgarisation ou l'investissement dans la R&D. La forte recrudescence des vastes programmes de subventions aux intrants qui a été observée récemment s'explique sans doute en partie par la facilité avec laquelle leurs incidences peuvent être ressenties et attribuées aux représentants des pouvoirs publics qui en sont responsables.

Les longs délais qui sont nécessaires avant que beaucoup d'investissements publics ne donnent des résultats en rendent l'attribution plus difficile. Plus le délai est long, plus l'attribution est difficile et moins les représentants des pouvoirs publics sont enclins à effectuer l'investissement. C'est particulièrement vrai pour l'investissement dans la R&D, qui donne généralement de bons résultats mais qui est aussi caractérisée par un long délai entre la mise de fonds et la concrétisation des avantages. Cette situation est peut-être l'une des causes qui expliquent le sous-investissement apparent et systématique dans la R&D, qui a été évoqué plus haut.

Le problème de l'attribution se pose avec plus ou moins d'acuité selon la qualité et le volume de l'information et le niveau d'instruction des bénéficiaires des dépenses publiques. Des citoyens instruits, disposant d'un meilleur accès à l'information, par exemple grâce à des organisations de la société civile,

sont plus à même de comprendre à qui attribuer un investissement. Il est donc important d'améliorer le niveau d'instruction ainsi que la circulation de l'information pour améliorer l'établissement des priorités en matière de dépenses et d'investissement publics.

Corruption et recherche d'avantages personnels

La corruption et la recherche d'avantages personnels peuvent déboucher sur des modèles de dépenses et d'investissement non optimaux au plan social. Les grands projets d'infrastructures se prêtent facilement à la recherche d'avantages personnels par les fonctionnaires. Les éléments tirés d'une analyse relative à plusieurs pays montrent que, dans les pays à faible revenu, l'incidence de la corruption augmente en même temps que la part des dépenses consacrée aux grands projets d'investissement et diminue en même temps que la part des dépenses consacrée au secteur social (de la Croix et Delavallade, 2009).

Dans les pays caractérisés par une corruption importante, ce phénomène peut fausser les décisions et conduire à privilégier les grands projets d'investissement par rapport aux autres formes d'investissement et de dépenses publiques. De plus, la généralisation de la corruption qui engendre une tendance à privilégier les projets de grande ampleur risque aussi de rendre ces investissements moins productifs que dans les pays caractérisés par une meilleure gouvernance. Les investissements dans la R&D agricole sont relativement moins exposés aux pratiques de recherche d'avantages personnels et de corruption. Toutefois, des cas de corruption ont été signalés, par exemple des comités de produits ont détourné les cotisations que les agriculteurs versaient pour financer des instituts publics de recherche agricole (Omuru et Kingwell, 2006).

Gouvernance et investissement agricole

Le contexte de la gouvernance – dont la corruption ne constitue qu'une dimension – est de plus en plus considéré comme un facteur important de l'allocation des dépenses publiques, y compris en faveur de l'investissement agricole. Les faits qui démontrent ce lien de causalité confirment

la corrélation étroite qui a été observée entre les indicateurs de bonne gouvernance et l'accumulation du capital d'exploitation agricole à l'exploitation, comme l'illustre la figure 16 au chapitre 3.

Deacon (2003) a rassemblé de nombreuses données empiriques qui prouvent que les systèmes de gouvernance influencent la fourniture de biens publics²⁷. Il a observé que les régimes dictatoriaux fournissaient systématiquement moins de biens publics que les gouvernements démocratiques et participatifs. Il a aussi constaté que les niveaux de revenus avaient une influence positive sur la fourniture de biens publics, mais que cette dernière réagissait plus vigoureusement à la hausse des revenus dans les régimes démocratiques que dans les dictatures. Au niveau des collectivités locales, aussi, il est démontré que la part de l'investissement public dans le total des dépenses publiques des collectivités villageoises est plus importante quand le dirigeant du village est élu plutôt que nommé (Zhang *et al.*, 2004).

L'efficacité avec laquelle les dépenses publiques consacrées à la santé et l'éducation concourent à l'obtention des résultats souhaités dépend aussi de la qualité de la gouvernance; ces dépenses étaient moins efficaces dans les pays caractérisés par une forte corruption et une lourde bureaucratie que dans les pays caractérisés par une meilleure gouvernance (Rajkumar et Swaroop, 2008). En Ouganda, les données relatives aux ménages ont montré qu'il existait un seuil de sécurité en dessous duquel l'investissement public dans les infrastructures et l'éducation avait peu d'influence sur la croissance (Zhang, 2004).

Des données empiriques indiquent que divers aspects de la gouvernance ont un lien avec la fourniture de biens publics par le gouvernement. Les questions qui se posent sont les suivantes: quelles sont les conséquences pour l'agriculture et quels sont les aspects de la gouvernance qui influencent le plus l'investissement agricole et la fourniture de biens publics? Resnick et Birner (2006) ont examiné les

²⁷ Les biens publics pris en compte sont les suivants: accès à l'eau salubre et à l'assainissement, densité du réseau routier, scolarisation et teneur en plomb de l'essence, en tant qu'indicateur de la protection de l'environnement.

données empiriques relatives aux liens qui existaient entre la bonne gouvernance et la croissance favorable aux pauvres et ont mis en relief «l'ambiguïté de la définition» de la gouvernance et la multiplicité des indicateurs mis en jeu dans une grande partie du débat et de l'analyse empirique. Ils ont souligné qu'il était nécessaire de mieux comprendre «quels étaient les aspects de la gouvernance qui favorisaient la croissance et quels étaient ceux qui déterminaient si les pauvres étaient capables de participer au processus de la croissance» (Resnick et Birner, 2006, p. 38). Il serait utile de le comprendre aussi dans le cas spécifique de la gouvernance et de l'investissement agricole.

Planification de l'investissement public dans l'agriculture

Veiller à ce que l'investissement public dans le secteur agricole et pour l'agriculture gagne en efficacité représente un défi majeur. Pour le relever, il faut notamment améliorer le processus d'élaboration des politiques qui influence l'investissement et renforcer les processus de planification et de prévision du budget, relatifs à l'investissement public. Le problème est particulièrement

ardu dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, où l'agriculture, en particulier les petits exploitants agricoles, joue en général un rôle central dans le développement économique et la réduction de la pauvreté et où les ressources disponibles pour investir sont limitées.

La nécessité d'améliorer les processus budgétaires retient de plus en plus l'attention (voir par exemple Banque mondiale, 2011e). Cependant, il est indispensable de s'intéresser aussi, dans le cadre d'une démarche intégrée, aux politiques qui influencent l'investissement privé et à l'investissement public dans le secteur agricole et pour l'agriculture. Des politiques bien conçues peuvent améliorer les résultats de l'investissement, tant privé que public. Un investissement public bien conçu peut aussi améliorer les résultats de l'investissement privé ainsi que les incitations à investir, alors qu'un cadre politique inadapté est susceptible de réduire considérablement les incidences et d'entraîner un gaspillage substantiel des ressources publiques. Beaucoup de pays déploient aujourd'hui des efforts concrets pour maîtriser et améliorer l'investissement dans l'agriculture, grâce à l'élaboration de plans d'investissement nationaux (encadrés 23 et 24).

ENCADRÉ 23

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

La Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique, adoptée en 2003, marque la reconnaissance officielle par les pays africains que le secteur est crucial pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté et que davantage de ressources doivent lui être consacrées. Dans la Déclaration, les pays signataires se sont engagés à respecter une série de principes pour promouvoir le développement agricole et à atteindre des objectifs clairement définis, notamment, allouer au moins 10 pour cent de leur budget national à l'agriculture et parvenir à afficher un taux de croissance agricole de 6 pour cent par an.

Ces principes sont rendus opérationnels par le PDDAA, qui fournit un cadre politique commun au développement de l'agriculture en Afrique. Le processus prévoit: la création

de tables rondes nationales pour favoriser la participation des parties prenantes, la conduite d'analyses fondées sur des éléments concrets, l'élaboration de programmes d'investissement et la mise en œuvre d'un système d'évaluation et d'apprentissage reposant sur le processus et les pratiques. Ces consultations et ces évaluations, qui permettent d'amener les parties prenantes à trouver un consensus sur les priorités, culminent avec la signature d'un «Pacte» qui décrit le programme adopté par le pays pour assurer la croissance agricole, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce pacte spécifie également les responsabilités des différentes parties et précise les mécanismes de mise en œuvre, notamment pour la coordination, la supervision et la mobilisation des financements.

(SUITE)

ENCADRÉ 23 (SUITE)

Le plan d'investissement est ensuite formulé puis soumis à des experts indépendants qui procèdent à son examen technique, afin d'en contrôler la cohérence avec les principes et les objectifs du PDDAA, l'adoption des meilleures pratiques¹, l'alignement sur les engagements du Pacte et la faisabilité opérationnelle des programmes d'investissement. Le processus d'examen technique est une condition indispensable à l'accès aux financements octroyés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (encadré 8).

Enfin, une réunion de travail de haut niveau (le *High Level Business Meeting*) est organisée par le gouvernement avec la participation des groupes de parties prenantes nationales, des principales institutions du PDDAA aux niveaux national, régional et continental, des donateurs et d'autres bailleurs de fonds potentiels. L'objectif est de valider et d'entériner le plan d'investissement, de vérifier que les conditions préalables à l'exécution sont bien remplies, de confirmer les engagements de financement et, enfin, de convenir des modalités de l'exécution.

En mars 2012, 27 pays avait signé des Pactes, tous assortis de plans d'investissement déjà prêts ou en cours d'élaboration, et 19 pays avaient tenu leur *Business Meeting*.

Il reste beaucoup de problèmes à régler, mais le processus génère des avantages réels. Du côté positif, le PDDAA contribue à favoriser la concertation et l'harmonisation, dans le contexte de l'élaboration des politiques agricoles au niveau international. Un examen de la mise en œuvre du cadre du PDDAA au Ghana, au Kenya et en Ouganda a fait apparaître que le cadre avait été efficace aux niveaux mondial et continental, tandis que le processus conduit au niveau des pays était encore vacillant dans de nombreux domaines, notamment: la prise de responsabilités par le pays, la participation des parties prenantes, l'utilisation d'éléments concrets pour étayer la prise de décisions et l'alignement des politiques (Zimmermann et al., 2009). Dans certains cas, du fait des dates limites de dépôt des demandes de financement (imposées par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, par exemple), le processus de consultation, la prise de décisions fondée sur des éléments concrets, l'examen par les pairs, etc. ont été purement

et simplement court-circuités. En outre, les donateurs n'ont pas compris, au moins dans un premier temps, ce que le PDDAA apportait de plus et ont généralement été lents à réagir.

Au Rwanda, où l'on estime que le PDDAA a eu le plus d'influence, le gouvernement avait formulé antérieurement, en collaboration avec des experts externes, le Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture II (PSTA II), qui mettait l'accent sur la détermination des avantages potentiels de l'investissement dans les aliments de base et sur l'appui politique à mettre en place. Le PSTA II a ensuite été aligné sur le cadre du PDDAA afin de servir de socle au plan d'investissement du Rwanda. Le Secrétariat du PDDAA a fourni une assistance technique pour définir les programmes et sous-programmes du PSTA II et en évaluer les coûts. Le *Business Meeting* organisé dans le cadre du PDDAA, c'est-à-dire la concertation avec les donateurs, a débouché sur quelques changements dans les priorités des dépenses. Grâce au processus, le PSTA II bénéficie d'un appui du gouvernement plus important et d'annonces de financement substantielles de la part des donateurs, puisque le financement du PSTA II est désormais en place à hauteur de 80 pour cent².

Étant donné qu'au Rwanda, le PSTA II constitue la suite et l'élargissement d'activités qui ont démarré pendant le premier PSTA en 2004, c'est le seul pays où suffisamment de temps s'est écoulé pour que l'on puisse tenter d'évaluer l'expérience du PDDAA et de la planification de l'investissement. On a observé une augmentation non négligeable des surfaces de terre vouées à la production des aliments de base, tels que le maïs, la pomme de terre, le riz et le blé, partiellement soutenue par le programme de mécanisation, ainsi qu'une accélération de l'adoption de nouveau matériel végétal et de l'utilisation d'engrais. D'importantes améliorations des rendements ont été observées pour toutes les cultures.

¹ Comme l'indiquent les documents cadres des piliers (grands axes du programme), qui sont un élément capital du processus du PDDAA et ont été élaborés sous la direction des institutions responsables des piliers (voir NEPAD, 2010a pour en savoir plus sur les piliers et les institutions responsables des piliers).

² Par contre, le plan d'investissement du Togo est financé à hauteur de 10 pour cent environ. Source: Tiré de Gouvernement du Rwanda (2009), NEPAD (2010a), NEPAD (2010b) et NEPAD (2010c).

ENCADRÉ 24

Le plan d'investissement national du Bangladesh

Outre les pays africains, beaucoup de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont adopté des plans d'investissement dans l'agriculture. Le plan d'investissement national du Bangladesh – appelé *Road Map toward Investment in Agriculture Food Security and Nutrition* – donne l'exemple d'un tel processus de planification de l'investissement¹. Ce plan, qui est une émanation de la politique alimentaire nationale (approuvée en 2006) et du plan d'action correspondant (2008-2015), est articulé autour des trois dimensions de la sécurité alimentaire: disponibilité, accès et utilisation.

Le processus de planification de l'investissement a été dirigé par le Gouvernement du Bangladesh et fait intervenir un vaste éventail de ministères, organismes et administrations – un appui technique et financier et une assistance à l'élaboration des politiques étant fournis par la FAO, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'IFPRI. Le processus reposait sur une consultation approfondie des principaux ministères, de représentants du secteur privé, d'ONG, de partenaires du développement et d'un grand nombre de parties prenantes, en particulier les agriculteurs et leurs organisations.

L'alignement des priorités a toujours été un but important du processus, ce qui a permis aux pouvoirs publics et aux donateurs de travailler plus efficacement à la réalisation d'objectifs communs, conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005). La planification a été stimulée par l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale et par l'Initiative des États-Unis appelée *Feed the Future*².

En résumé, le plan d'investissement vise à:

- (i) planifier et mettre en œuvre les priorités d'investissement de manière coordonnée;
- (ii) améliorer la convergence du budget et des sources de financement externes, et
- (iii) mobiliser des ressources additionnelles.

Les investissements proposés concernent le renforcement des capacités physiques,

institutionnelles et humaines dans les domaines suivants: agriculture, gestion de l'eau, pêche, élevage, commercialisation des produits agricoles, gestion des aliments, mécanismes de protection sociale, nutrition et sécurité sanitaire des aliments.

Au plan pratique, les besoins en investissements sont évalués par les divers ministères qui sont chargés de contribuer à la réalisation des objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire. Une fois formulés, les projets entrent dans la réserve de projets du gouvernement. Le plan compte plus de 400 projets relatifs à différents domaines, qui émanent du plan d'action de la politique alimentaire nationale (2008-2015).

Un aspect important du processus est le système de suivi et d'examen du plan. Par exemple, après l'approbation de la première version du plan d'investissement national en juin 2010, un processus d'examen, fondé encore une fois sur des consultations approfondies, a été lancé en décembre 2010. Une version révisée du plan d'investissement a vu le jour en 2011. L'idée est que les futurs processus de suivi et d'examen généreront progressivement des versions du plan d'investissement national de plus en plus précises, dans lesquelles les coûts seront évalués avec de plus en plus d'exactitude et les priorités apparaîtront de plus en plus clairement. En ce sens, le plan d'investissement national est conçu comme un document évolutif.

¹ Le processus suivi par le Bangladesh est très proche, dans l'esprit et la pratique, du processus du PDDAA promu par le NEPAD.

² L'initiative *Feed the Future* est l'initiative mondiale mise en œuvre par le Gouvernement des États-Unis pour lutter contre la faim et instaurer la sécurité alimentaire. Placée sous la direction de l'USAID et tirant parti des ressources et des connaissances de toutes les administrations des États-Unis, cette initiative présidentielle vise à aider les pays à transformer leur propre secteur agricole afin de produire durablement de quoi nourrir leur population.

Messages clés

- L'investissement public dans l'agriculture contribue fortement à la croissance agricole et à la réduction de la pauvreté, mais la catégorie de dépenses compte pour beaucoup. Les investissements dans la R&D agricole, les infrastructures rurales et l'éducation donnent de bien meilleurs résultats que les dépenses destinées à financer les subventions aux intrants agricoles, tels que les engrais. La distinction entre l'investissement dans les biens publics et les subventions aux biens privés n'est pas toujours tranchée, mais les données provenant d'un grand nombre de pays sur une période de 50 ans sont claires: l'investissement dans les biens publics a des effets positifs sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté beaucoup plus marqués que les subventions aux intrants.
- Les investissements qui sont réalisés dans une vaste gamme de biens publics ruraux sont complémentaires des investissements qui ciblent directement le secteur agricole; l'investissement dans les routes rurales, par exemple, tend à améliorer l'accès des producteurs agricoles aux marchés et à encourager l'investissement privé dans le secteur. Les effets relatifs des divers types d'investissement varient selon les pays, ce qui laisse penser que les priorités de l'investissement doivent être déterminées localement, mais les effets de l'investissement dans les biens publics des zones rurales se renforcent mutuellement.
- Certains éléments indiquent que l'investissement dans les zones déshéritées est susceptible de faire

reculer la pauvreté plus efficacement que la poursuite de l'investissement dans les zones à fort potentiel, où des progrès importants ont déjà été accomplis. Mais les circonstances varient selon les pays et le moment considéré et dépendent de la mesure dans laquelle les effets de l'investissement se diffusent dans d'autres régions, grâce à la propagation des technologies, à la migration de la main-d'œuvre et aux effets de multiplication économique.

- Malgré la multitude d'éléments qui démontrent que les investissements dans les biens publics qui appuient directement et indirectement l'agriculture donnent des résultats particulièrement intéressants aux plans économique et social, les allocations budgétaires des gouvernements ne reflètent pas toujours cette priorité et les dépenses concrètement effectuées ne correspondent pas toujours aux allocations budgétaires. Plusieurs facteurs liés à l'économie politique sont en cause, notamment l'action collective de puissants groupes d'intérêt, le fait que lorsque des investissements sont performants, il n'est souvent pas facile de savoir qui en était l'instigateur, puisqu'ils mettent du temps à donner des résultats et que leurs avantages sont diffus (comme c'est le cas pour beaucoup de biens publics agricoles et ruraux), la mauvaise gouvernance et la corruption. Le renforcement des institutions rurales et la promotion de la transparence des prises de décisions peuvent aider les gouvernements et les donateurs à faire en sorte que les maigres ressources publiques soient allouées de manière à contribuer à l'obtention des résultats les plus intéressants au plan social.

6. Cadre général pour l'intensification des investissements en agriculture

Nul ne conteste l'importance des investissements en agriculture; ceux-ci sont en effet l'une des stratégies les plus efficaces pour lutter contre la faim et la pauvreté et assurer la transition vers l'agriculture durable. Il faut toutefois noter que c'est justement dans les zones où la faim et la pauvreté sont les plus répandues que les taux d'investissement ont stagné ou régressé au cours des trois dernières décennies (investissements des agriculteurs et des gouvernements). Ces zones sont confrontées au défi d'améliorer la productivité, dans l'équité, tout en renforçant considérablement la durabilité de l'agriculture, sur le plan environnemental.

Les agriculteurs sont et resteront la principale source d'investissement dans l'agriculture; ils devront donc occuper une place centrale dans toute stratégie d'investissement. Il faudra, en conséquence, éviter de se concentrer uniquement sur les investissements publics, l'APD et les investissements étrangers. Des centaines de millions d'agriculteurs, dans le monde entier, ont démontré qu'ils étaient disposés à investir dans leurs activités productives, souvent en dépit de conditions générales défavorables. Trop fréquemment, leurs investissements agricoles se heurtent à des politiques et à un environnement institutionnel défavorables. On peut aisément imaginer ce qu'ils seraient capables de faire dans un environnement porteur.

Si l'on veut libérer le potentiel d'investissement des agriculteurs, il faut bien comprendre les incitations et les contraintes auxquelles ils sont confrontés, dans différents contextes. Le secteur public joue un rôle indispensable dans la création et la promotion d'un climat d'investissement favorable, au sein duquel les investissements privés – principalement ceux des agriculteurs, mais aussi ceux des autres entrepreneurs ruraux et des investisseurs – peuvent se développer et produire des effets bénéfiques

sur le plan social. Les gouvernements et les donateurs ont une responsabilité fondamentale à assumer à cet égard. On sait parfaitement quelles sont les différentes composantes d'un climat d'investissement favorable, mais elles restent inaccessibles dans de nombreuses régions. On constate en effet que dans beaucoup de régions, les dépenses publiques en faveur de l'agriculture ne sont pas orientées vers les investissements ayant les résultats les plus positifs au niveau économique ou social. Si l'on sait si bien ce qu'il faut faire pour améliorer les investissements dans l'agriculture, comment expliquer le peu de progrès accompli?

Créer un climat favorable aux investissements privés dans l'agriculture: importance du contexte

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, quels étaient les problèmes à surmonter pour créer un environnement favorable aux investissements privés dans l'agriculture. Il faut toutefois préciser que les priorités et l'importance des différents problèmes rencontrés varient d'un pays ou d'une région à l'autre, selon le contexte. Le niveau général de développement économique et le rôle de l'agriculture dans l'économie, l'ampleur et la gravité de la pauvreté rurale et de la faim, le degré de dégradation de l'environnement, la qualité de la gouvernance et le niveau des capacités institutionnelles sont autant de facteurs à prendre en considération. En général, des pays ayant des niveaux de revenu différents auront aussi des priorités et des défis différents en matière d'investissements.

Les pays à revenu élevé ont d'habitude un secteur agricole très développé et à haute intensité de capital et l'environnement est en général favorable aux investissements agricoles. Ils sont capables de répondre à

une hausse de la demande effective, notamment par une intensification des investissements. Cependant, dans beaucoup de pays, les incitations à investir dans l'agriculture, par rapport à d'autres secteurs, sont fortement influencées par les politiques économiques et sectorielles, qui font souvent pencher la balance du côté de l'agriculture.

Du point de vue des investissements agricoles, un des principaux problèmes qui se posent dans ces pays est de faire en sorte que les incitations économiques ne soient pas infléchies par les politiques, en faveur ou contre l'agriculture, et que les conditions d'investissement soient égales pour l'agriculture et les autres secteurs. Cela pourrait exiger une réduction du niveau élevé de soutien et de protection de l'État en faveur de ce secteur, mesure essentielle pour assurer une allocation efficiente des ressources, sur le plan économique et une bonne répartition des investissements agricoles, au niveau national et international. Un autre point fondamental est qu'il faut veiller à incorporer, dans les incitations, les coûts et les avantages pour l'environnement, de façon à encourager la durabilité de la production.

Les pays à revenu intermédiaire ont déjà atteint un certain niveau d'accumulation de capital en agriculture, supérieur à celui qui caractérise les pays à faible revenu (voir ci-après). En général, ils ont aussi un secteur agricole plus diversifié, du point de vue de la gamme de produits et des différentes entités qui opèrent dans le secteur. Souvent, l'agriculture ne joue qu'un rôle limité pour la réduction de la pauvreté, même si la situation varie d'un pays à l'autre. Dans ces pays, les investissements privés proviennent d'une multitude de sources (investissements à l'exploitation réalisés par de petits agriculteurs, investissements par des sociétés, IED) et sont destinés à différents types d'unités agricoles, allant de petites exploitations agricoles privées à de grandes entreprises agricoles. Certains types de producteurs peuvent être désavantagés par rapport à d'autres, en ce qui concerne leurs capacités d'investissement.

En plus d'assurer des incitations économiques aux investissements agricoles qui soient équitables par rapport à d'autres secteurs, et d'incorporer, dans les services

agricoles, les coûts et les avantages pour l'environnement, il s'avère, dans bien des cas, difficile d'améliorer l'environnement pour le rendre plus propice aux investissements. Dans ces pays, il faudra relever un grand défi, à savoir éviter toute discrimination entre les différents types d'investisseurs, en s'attachant à éliminer les facteurs qui gênent particulièrement les petits investisseurs et les investisseurs opérant dans des zones défavorisées. Il s'agit d'une tâche importante, non seulement pour des raisons d'équité, mais aussi pour garantir une allocation efficiente des capitaux investis. Dans de nombreux cas, il faudra aussi fournir un soutien particulier aux agriculteurs pour les aider à investir dans des méthodes de production durable.

Les pays à faible revenu sont très loin d'avoir exploité pleinement le potentiel du secteur agricole, que ce soit au niveau de la productivité, de la production, de la création de revenus ou de la réduction de la pauvreté. Pour un grand nombre d'agriculteurs, l'amélioration de la productivité agricole est un élément important des stratégies mises en œuvre pour échapper à la pauvreté. Dans cette optique, les agriculteurs doivent absolument renforcer, dans leurs exploitations, leurs dotations en capital – matériel, humain et naturel. L'accroissement des avoirs productifs des petits agriculteurs et l'amélioration de leurs capacités d'investissement occupent donc une place centrale dans les efforts de réduction de la pauvreté.

L'octroi d'incitations équitables à l'investissement agricole, à la fois par rapport à d'autres secteurs et entre les différents investisseurs s'intéressant à l'agriculture, joue un rôle aussi important pour l'investissement que les catégories de pays examinées ci-dessus. De plus, il est indispensable d'améliorer l'environnement entourant les investissements agricoles afin d'encourager ces investissements dans un grand nombre de pays. Cela ne suffit cependant pas à assurer des niveaux adéquats d'accumulation de capital. Il faut aussi réorienter les politiques et les programmes pour éliminer les obstacles à l'accumulation de moyens de production par les petits agriculteurs. Il sera probablement aussi essentiel de soutenir spécifiquement les investissements réalisés dans des méthodes

de production durable, en prévoyant des délais d'amortissement suffisamment longs, de façon à améliorer la durabilité de la production. De leur côté, les investissements de grande ampleur peuvent contribuer à la formation de capital, mais il est peu probable qu'ils apportent une solution à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire d'un très grand nombre de personnes; en outre, ces grands investissements font planer de graves risques pour les ruraux démunis s'ils ne sont pas gérés selon les règles. Des politiques et des programmes doivent, en conséquence, être mis en œuvre pour faire en sorte que ces investissements favorisent la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté des populations rurales, au lieu de les desservir.

Un climat d'investissement porteur, grâce aux investissements publics

On a besoin d'investissements publics pour créer un climat favorable aux investissements privés. De plus en plus souvent, des voix se sont élevées pour réclamer plus d'investissements publics dans l'agriculture et, en général, un accroissement des dépenses consacrées à l'agriculture. Or, un accroissement des dépenses générales consacrées à l'agriculture n'est pas une proposition simple à mettre en application. Il faut donc chercher à améliorer les effets des fonds publics limités alloués à l'agriculture, en suivant plusieurs principes de base.

Concentrer les fonds limités disponibles sur les investissements dans les biens publics

Selon les informations disponibles, les effets des dépenses publiques consacrées à l'agriculture peuvent être accrus – du point de vue de la production et de la productivité agricoles, ainsi que de la réduction de la pauvreté – en réorientant les dépenses visant à subventionner des biens privés et en les investissant dans des biens publics. Par exemple, la subvention du crédit ne produit en général que peu d'effets pour l'ensemble de la société, alors que les investissements publics destinés à renforcer les institutions financières peuvent faciliter la fourniture de meilleurs services de crédit et produire des effets plus positifs pour la

société. Les transferts sociaux bien ciblés peuvent produire des effets positifs au niveau des biens publics en permettant aux petits agriculteurs pauvres de conserver et d'accroître leurs actifs.

Investir dans la R&D

De nombreuses données concrètes, qui confirment les fortes retombées sociales des investissements publics consacrés à la recherche et aux technologies agricoles dans les pays en développement, montrent sans aucune ambiguïté que le niveau des investissements est clairement insuffisant dans ce domaine. Les dépenses publiques allant à la R&D ont des incidences nettement plus importantes sur la productivité et la production agricoles que les dépenses consacrées à d'autres activités directement liées à ce secteur et que les investissements de base effectués dans les infrastructures rurales, l'éducation, l'électrification, la santé et les télécommunications. Les dépenses affectées à la R&D agricole visant à améliorer la productivité ont aussi, invariablement, des effets très importants sur la réduction de la pauvreté.

Faire un choix judicieux parmi les investissements agricoles

Tous les types d'investissement n'ont pas les mêmes effets. Lorsque l'on appelle à accroître les fonds alloués à l'agriculture, il est essentiel d'établir clairement une distinction entre les activités qui ont une forte incidence sur la productivité, la réduction de la pauvreté ou d'autres aspects et celles qui n'ont qu'une incidence limitée. À l'heure de choisir entre les différents investissements agricoles possibles, il faudra tenir compte d'une série de considérations, présentées ci-après.

- Les données disponibles montrent que les investissements dans la R&D produisent invariablement des résultats très positifs et ont une forte incidence sur la réduction de la pauvreté, alors que les résultats des autres types d'investissement agricole varient, selon les pays et les contextes.
- Des investissements publics réalisés dans certains autres secteurs peuvent apporter une contribution très positive aux résultats du secteur agricole et à la réduction de la pauvreté, comme ceux

consacrés à la construction de routes rurales et à l'éducation.

- Il faut établir une stratégie d'investissement minutieuse, tenant compte de facteurs géographiques, car les effets des dépenses publiques sur le développement agricole seront probablement très hétérogènes dans l'espace. Plus précisément, les données présentées ici suggèrent que, dans plusieurs cas, les investissements ont été insuffisants dans les zones défavorisées, par rapport aux zones à haut potentiel.
- Les décideurs et les autres parties prenantes doivent savoir que certains types d'investissements publics ne produiront leurs résultats qu'à long terme, ce qui veut dire que toute analyse à court terme peut cacher les avantages économiques qui découlent de ces investissements, après une longue période de gestation.

Améliorer les processus d'élaboration des politiques et de planification des investissements agricoles

Tout le monde connaît les principes à mettre en œuvre pour encourager les investissements dans l'agriculture et les orienter vers les activités qui produiront les meilleurs résultats économiques et sociaux, mais il est bien plus difficile d'élaborer des politiques à partir de ces principes. L'amélioration des politiques publiques et de la planification des investissements destinés à l'agriculture passe par une série d'étapes fondamentales.

Définir les objectifs

Si l'on veut planifier rationnellement les politiques et les investissements agricoles, il faut définir clairement les objectifs et préciser comment les politiques et les investissements publics viennent s'inscrire dans le cadre de la stratégie globale de développement d'un pays donné. Les objectifs varient d'un pays à l'autre et doivent être fixés avec la participation active des parties prenantes. En d'autres termes, l'importance relative d'objectifs fondamentaux comme l'expansion des approvisionnements alimentaires, la

réduction de la pauvreté et l'environnement durable pourra varier entre des pays qui sont à des stades de développement différents.

Assurer la cohérence entre les politiques et la planification des investissements publics

Il faut assurer la cohérence entre les politiques et la planification des investissements publics pour en améliorer les effets et faciliter la réalisation efficace et efficiente des objectifs. Cela signifie qu'il faut veiller à ce que les politiques et les investissements publics visent des objectifs bien définis et se complètent mutuellement, au lieu de se concurrencer. Si les politiques et les plans d'investissement ne sont pas compatibles et cohérents entre eux, leurs effets seront fortement amoindris. Faute d'un cadre d'action approprié, on risque d'investir des fonds publics en pure perte.

Améliorer la base empirique pour l'élaboration des politiques, la planification des investissements et l'analyse d'impact

Une meilleure cohérence et efficacité des politiques et des investissements exigent une solide base de données concrètes décrivant leur nature et leurs effets. Il faut toutefois préciser que cette tâche n'est pas nécessairement des plus faciles. L'examen des dépenses publiques allouées à l'agriculture peut donner une vue d'ensemble du plus haut intérêt sur la ventilation des dépenses publiques, qui servira de base pour des améliorations futures²⁸. Les enquêtes de suivi des dépenses publiques se concentrent sur l'exécution du budget; elles contrôlent et mesurent les dépenses, de l'ouverture de crédits initiale jusqu'au destinataire final, évaluent dans quelle mesure les fonds publics sont bien utilisés comme prévu et identifient les fuites éventuelles. Il est également important de bien comprendre quels sont les effets des politiques sur les incitations

²⁸ La Banque mondiale et le Département britannique du développement international (DFID) ont élaboré des directives sur la réalisation des examens portant sur les dépenses publiques (Banque mondiale, 2011e). L'IFPRI a mené une série d'études sur les résultats de différents types de dépenses et d'investissements publics, dans plusieurs pays (dont certaines sont citées au chapitre 5).

à l'investissement privé²⁹. La nécessité de renforcer, à tous les niveaux, les capacités d'élaboration des politiques est une autre question, étroitement apparentée.

Assurer la coordination entre les secteurs, les gouvernements, les ministères, les organismes et les partenaires de développement

Les investissements agricoles peuvent produire des résultats dans des domaines étrangers à l'agriculture et relevant d'autres secteurs ou organismes (santé et nutrition, par exemple), tandis que des investissements effectués par des organismes qui ne s'occupent pas en premier lieu d'agriculture (infrastructures routières, électrification, éducation, etc.) peuvent être parmi les principaux facteurs responsables de l'intensification de la croissance agricole. On voit donc qu'il faut éliminer tout obstacle administratif et institutionnel freinant la coordination entre les organismes – non seulement entre les différents ministères des gouvernements des pays en développement, mais aussi entre les unités des donateurs. Souvent, il faut aussi assurer la coordination entre les différents niveaux des pouvoirs publics investissant dans l'agriculture. Un premier pas dans ce sens (et le plus facile) consisterait à améliorer la mise en commun de l'information ayant trait aux effets intersectoriels des investissements publics, ainsi qu'aux montants et aux caractéristiques des investissements réalisés par différents organismes. Une deuxième étape, plus ambitieuse, serait de chercher à améliorer les allocations de fonds, entre les différents organismes et au sein de ceux-ci, dans l'intérêt de tous et dans le but d'atteindre des objectifs multiples de développement.

Améliorer la gouvernance, la transparence et l'intégration dans les politiques et dans la planification

Il est essentiel d'améliorer la gouvernance des politiques publiques et des priorités d'investissement – y compris leur transparence et leur intégration – afin de maximiser les effets des politiques.

Pour compléter la coordination entre les différents secteurs et organismes, il faudrait assurer la participation de toutes les parties prenantes à la définition et à la mise en œuvre des politiques et des programmes d'investissement. La décentralisation administrative et politique peut souvent contribuer à améliorer la transparence et la responsabilisation.

Surmonter les problèmes relevant de l'économie politique

Dans différents pays et divers contextes, il est souvent difficile d'orienter les politiques et les dépenses publiques vers des objectifs précis de développement ou de réduction de la pauvreté en raison de contraintes spécifiques relevant de l'économie politique. Les principaux problèmes à surmonter sont l'accaparement des ressources par les élites et la résistance au changement de la part des bénéficiaires des politiques actuelles. Les problèmes relevant de l'économie politique sont peut-être le principal obstacle à franchir pour affiner les politiques visant à promouvoir les investissements privés et améliorer les investissements publics dans l'agriculture. Il faut néanmoins préciser que les progrès réalisés dans les domaines précités – clarification des objectifs et des stratégies de développement, cohérence des politiques, amélioration des données de base pour la prise de décisions concernant les politiques et les investissements, meilleure coordination et transparence accrue – peuvent contribuer à mobiliser le soutien politique nécessaire au changement.

Messages clés du rapport

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012: investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur contient les messages clés suivants:

- **L'investissement dans l'agriculture est l'une des stratégies les plus efficaces pour réduire la pauvreté et la faim et promouvoir la durabilité.** Les régions où le capital agricole et les dépenses publiques agricoles par travailleur ont stagné ou baissé au cours des trente dernières années sont aussi, actuellement, les épices de la pauvreté et de la faim dans le monde.

²⁹ Le projet de suivi et d'analyse des politiques alimentaires et agricoles en Afrique (voir le chapitre 3) est l'une des initiatives visant à améliorer l'analyse des politiques et des dépenses publiques.

Dans les prochaines décennies, la croissance de la demande de produits agricoles aggraverait les pressions exercées sur les ressources naturelles, qui sont déjà fortement dégradées dans de nombreuses régions en développement. Il faut réaliser des investissements pour conserver les ressources naturelles et assurer la transition vers une production durable. Si l'on veut éradiquer une fois pour toutes la faim, il faudra augmenter fortement les investissements agricoles et, surtout, améliorer la qualité de ces investissements.

- **Les agriculteurs sont de loin la principale source d'investissements dans l'agriculture.** On s'est récemment intéressé aux investissements étrangers directs et à l'aide publique au développement, mais les investissements réalisés par les agriculteurs eux-mêmes sont nettement supérieurs à ces sources d'investissement et dépassent aussi largement les investissements publics, malgré les environnements peu favorables où évoluent de nombreux agriculteurs. En effet, les investissements dans des biens d'équipement agricole, à l'exploitation, représentent plus du triple de toutes les autres sources de financement réunies.
- **Les agriculteurs doivent être au centre de toute stratégie d'accroissement des investissements en agriculture, mais ils n'investiront de manière adéquate que si le secteur public crée un climat favorable aux investissements agricoles.** On sait bien quelles sont les conditions essentielles à remplir, mais souvent, on n'en tient pas compte. La mauvaise gouvernance, l'absence de l'état de droit, le niveau élevé de la corruption, les droits de propriété mal assurés, les règles commerciales arbitraires, la taxation relative de l'agriculture par rapport à celle d'autres secteurs, le manque d'infrastructures et de services publics adéquats en milieu rural et le gaspillage de ressources publiques pourtant limitées sont autant de facteurs qui contribuent à accroître les coûts et les risques liés à l'agriculture et réduisent fortement l'incitation à investir dans le secteur agricole. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des

institutions et des capacités humaines, de manière à maintenir un environnement favorable aux investissements agricoles.

- **Il est certes indispensable de mettre en place un environnement favorable aux investissements agricoles, mais cela ne suffit pas pour permettre aux très nombreux petits agriculteurs d'investir, ni pour que les grands investissements répondent aux objectifs souhaités sur le plan social.**
 - **Les gouvernements et les donateurs ont une responsabilité spéciale à assumer pour aider les petits agriculteurs à surmonter les obstacles qui se présentent à eux pour l'épargne et l'investissement.** Les petits agriculteurs sont souvent confrontés à de grandes difficultés lorsqu'ils tentent d'investir dans l'agriculture, car ils fonctionnent à un niveau si proche de la survie qu'ils n'arrivent pas à épargner ou à prendre en charge de nouveaux risques. Ils ont besoin de droits de propriété garantis et de meilleurs services publics et infrastructures rurales. Des associations de producteurs plus solides, comme des coopératives, pourraient les aider à gérer les risques et à réaliser des économies d'échelle pour l'accès aux marchés. Des dispositifs de protection sociale et des paiements de transfert peuvent en outre les aider à accumuler du capital et à conserver leurs actifs, dans le secteur agricole ou toute autre activité de leur choix.
 - **Les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les investisseurs privés doivent veiller à ce que les investissements à grande échelle dans l'agriculture produisent des effets positifs sur le plan social et soient durables d'un point de vue environnemental.** Les investissements à grande échelle, y compris ceux des sociétés étrangères et des fonds souverains, offrent de bonnes possibilités d'emploi et de transfert de technologies dans le secteur agricole, mais peuvent aussi menacer les moyens d'existence des populations locales, notamment dans le cas de droits de propriété mal définis. Il faut améliorer la gouvernance de

ces investissements, en favorisant les modèles de transparence, de responsabilisation et de partenariat ouvert qui ne donnent pas lieu à des transferts de terres et offrent à la population locale l'occasion de tirer profit de ces investissements.

- **Les gouvernements et les donateurs doivent s'attacher à canaliser les fonds publics limités dont ils disposent vers la fourniture de biens publics essentiels, générant d'importantes retombées sur le plan économique et social.** Les priorités en matière d'investissement public varieront d'un pays et d'une époque à l'autre, mais il apparaît clairement que certains types de dépenses sont meilleurs que d'autres. Les investissements dans des biens publics comme la recherche agricole vouée à l'amélioration de la productivité, les routes rurales et l'éducation ont invariablement des

retombées plus positives pour la société que les subventions encourageant l'utilisation d'engrais, par exemple, car celles-ci sont souvent monopolisées par les élites rurales et réparties d'une façon qui nuit aux fournisseurs privés d'intrants. De telles subventions sont peut-être populaires sur le plan politique, mais elles représentent rarement une utilisation rationnelle des fonds publics. S'ils se concentrent effectivement sur les biens publics, y compris la gestion durable des ressources naturelles, les gouvernements peuvent accroître les effets des dépenses publiques sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à mettre en place un environnement porteur, favorable aux investissements agricoles.

Deuxième partie

TOUR D'HORIZON DE LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



Deuxième partie



Tour d'horizon de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

Actuellement, la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture est caractérisée par des cours internationaux qui restent élevés et instables sur le marché des denrées alimentaires et par la persistance de la faim et de la malnutrition dans de nombreuses régions du globe. Cette situation suscite des préoccupations croissantes quant à la durabilité à long terme des systèmes de production agricole et vivrière. Ces problèmes étaient au cœur des débats qui ont eu lieu récemment à l'occasion de la Réunion des Ministres de l'agriculture du G20 et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Sommet Rio+20), tenues l'une comme l'autre en juin 2012, qui soulignaient la nécessité de promouvoir une croissance durable de la productivité agricole afin d'aider à éradiquer la faim et à assurer une utilisation plus efficiente des ressources naturelles.

On examinera, dans cette partie du rapport, les tendances des prix des aliments sur les marchés nationaux et internationaux et on passera en revue les évolutions récentes de la production, de la consommation et du commerce des produits agricoles, en s'intéressant particulièrement aux réactions provoquées par la flambée des prix des aliments, au niveau de l'offre. On terminera par un examen des contraintes qui pèsent sur la croissance future de la production et on précisera les efforts à déployer pour stimuler la croissance de la productivité agricole.

PRIX RÉELS ÉLEVÉS DES ALIMENTS

Après une baisse, en valeur réelle, au cours des années 80 et 90, les cours internationaux des produits alimentaires ont commencé à augmenter en 2002, semblant ainsi marquer une inversion de cette tendance à long terme (figure 6B). En 2011, l'Indice FAO des prix des aliments (FPI) avait atteint un niveau qui était plus du double

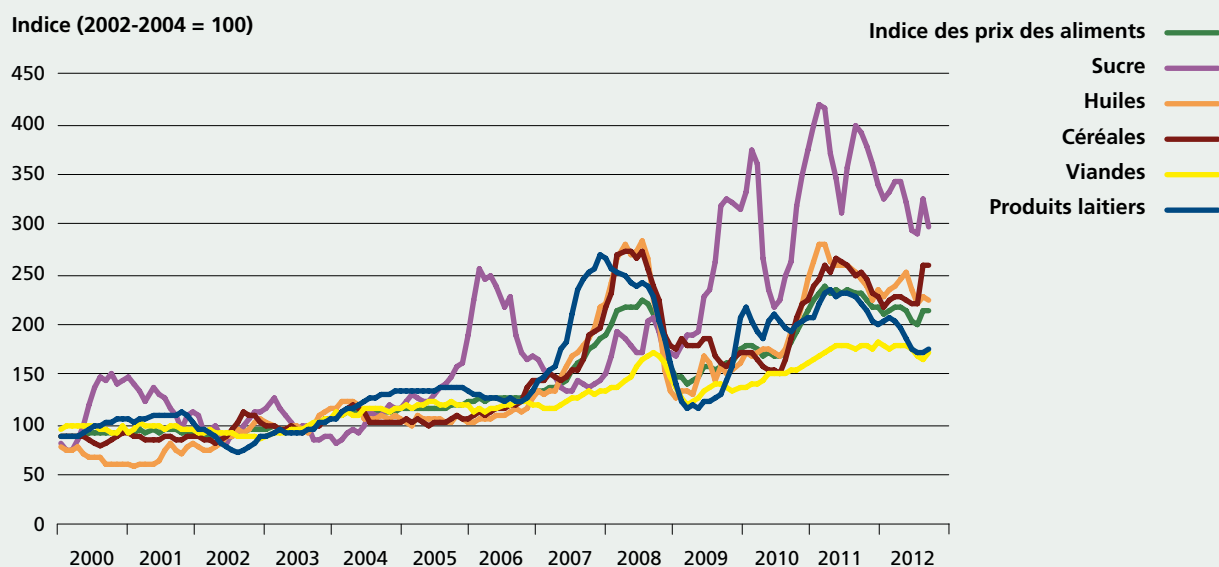
de celui de 2000-2002 (figure 28). Chose plus importante encore, les prix réels sont restés, pendant plus de dix ans de suite, au-dessus du niveau bas de la période précédente. Cela représente, pour les prix réels, la hausse cyclique soutenue la plus longue des 50 dernières années. Les cours internationaux des aliments ont légèrement fléchi par rapport à leur pic de 2011, mais ils restent nettement supérieurs aux moyennes historiques et le prix des céréales a connu une nouvelle hausse au milieu de l'année 2012. Parmi tous les produits repris dans le FPI de la FAO, ce sont le sucre, les huiles et les céréales qui ont le plus augmenté en 2010 et au début de 2011. Les prix du sucre ont été encore plus instables que ceux des autres produits compris dans cet indice. Les prix de la viande ont connu la hausse la plus faible et des fluctuations moins marquées. Les prix des produits laitiers sont restés inférieurs à la moyenne du FPI depuis la fin de 2010 et ont nettement fléchi ces derniers mois. Les cours internationaux des produits alimentaires devraient, selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012-2021*, se maintenir à un niveau élevé lors de la prochaine décennie (OCDE-FAO, 2012).

Depuis 2000, les prix des aliments à la consommation ont augmenté plus rapidement que les autres prix à la consommation dans 160 des 166 pays pour lesquels des données étaient disponibles (figure 29). L'inflation des prix des aliments a largement dépassé l'inflation de l'ensemble des prix à la consommation, allant parfois jusqu'à la dépasser de 10 points de pourcentage dans 73 pays et de 20 points de pourcentage dans 55 autres pays et la dépassant de plus de 30 points de pourcentage dans 12 pays. Quelques exemples montrent que l'inflation des prix des aliments a été particulièrement forte dans des pays comme la Chine, le Rwanda et la Thaïlande (figure 30).

La hausse et l'instabilité croissante des prix des produits agricoles peuvent s'expliquer, notamment, par les facteurs suivants:

FIGURE 28

Indice FAO des prix des aliments et indices des produits alimentaires qui le composent

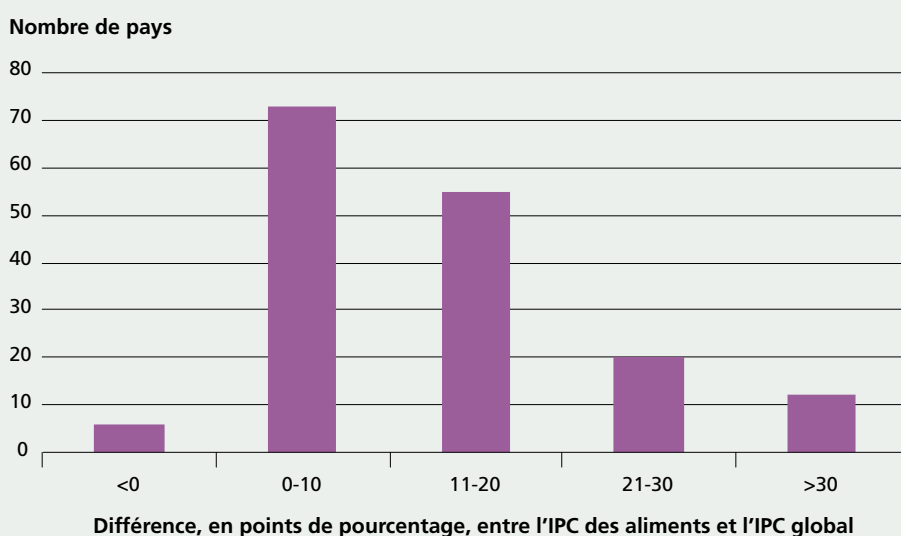


Note: Les indices de prix sont des observations mensuelles, de janvier 2000 à août 2012, présentées dans un graphique. Ils reflètent les prix effectifs, qui ne sont pas ajustés pour tenir compte de l'inflation.

Source: FAO.

FIGURE 29

Différence moyenne entre les prix des aliments et les prix globaux à la consommation, 2000-2011

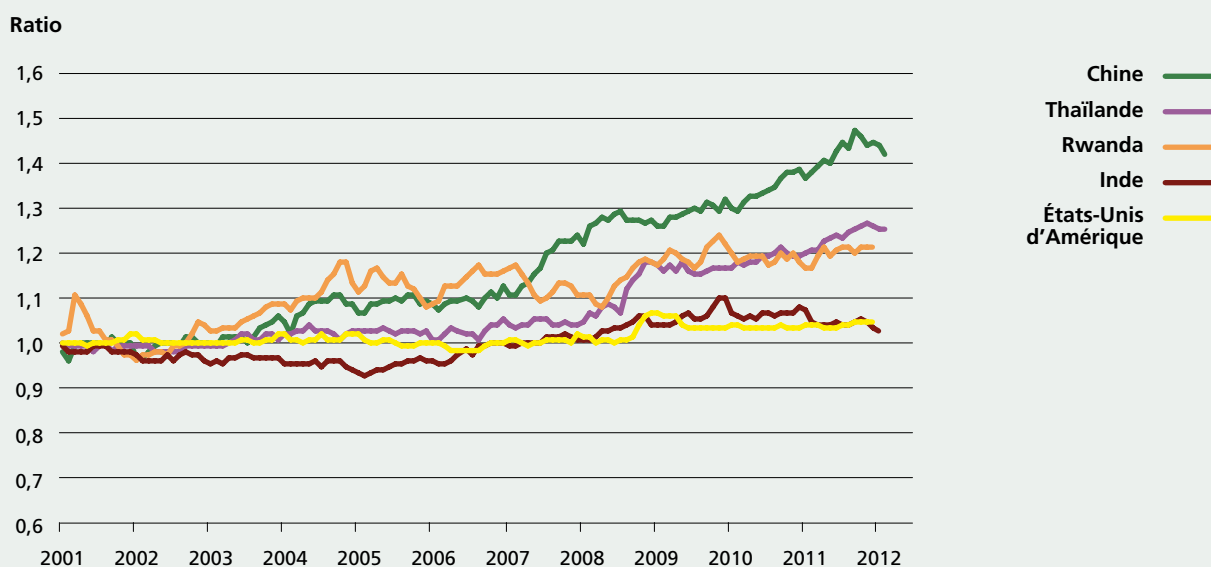


Note: IPC = indice des prix à la consommation

Source: FAO (2012a).

FIGURE 30

Prix des aliments à la consommation, par rapport à l'ensemble des prix, dans quelques pays



Note: Les données concernant l'IPC mensuel couvrent la période allant de janvier 2001 à février 2012 pour la Chine et la Thaïlande, janvier 2012 pour l'Inde et décembre 2011 pour le Rwanda et les États-Unis d'Amérique.

Source: FAO.

croissance démographique et hausse des revenus par habitant, migration vers les villes et changements correspondants des régimes alimentaires dans les pays en développement, impact de conditions météorologiques extrêmes sur la production, chocs au niveau des politiques commerciales et augmentation de la demande de matières premières pour la production de biocarburants (OCDE-FAO, 2012). L'impact des transactions commerciales spéculatives sur l'instabilité des prix a en outre fait l'objet de longs débats. Ces facteurs, combinés aux difficultés affectant de plus en plus l'approvisionnement en ressources naturelles, soulèvent des questions quant à la capacité de l'agriculture mondiale à faire face à la croissance de la demande. Comment la production mondiale a-t-elle réagi aux tendances des prix et comment peut-elle évoluer à l'avenir? Quels sont les pays qui ont le mieux répondu aux incitations accrues venant de la hausse des prix des produits de base? Comment cela a-t-il affecté la consommation? De nouvelles tendances commerciales sont-elles en train de voir le jour?

TENDANCES DE LA PRODUCTION, DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

Réactions au niveau de la production agricole

La croissance de la production agricole mondiale a marqué le pas entre les années 60 et les années 80, avant de recommencer à augmenter plus rapidement ces dernières années (tableau 14). Cette courbe reflète en gros les tendances à long terme des prix, examinées ci-dessus ; l'accélération de la croissance de la production, au cours de la décennie la plus récente, est imputable, du moins en partie, à de meilleures incitations par les prix. La croissance totale de la production végétale suit en général la tendance de la croissance globale de l'agriculture, alors que dans le secteur de l'élevage, la croissance de la production ne s'est pas accélérée ces derniers temps, peut-être parce que les prix des produits de l'élevage n'ont pas augmenté autant que ceux des cultures.

TABLEAU 14

Croissance annuelle moyenne de la production agricole

	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2010
(pourcentage)					
Ensemble du secteur agricole					
Production totale	2,7	2,4	2,3	2,5	2,6
Production par habitant	0,7	0,6	0,6	1,0	1,4
Cultures					
Production totale	2,7	2,4	2,3	2,5	2,6
Production par habitant	0,9	0,4	0,3	1,1	1,5
Élevage					
Production totale	2,9	2,5	2,4	2,2	2,2
Production par habitant	0,9	0,6	0,7	0,7	1,0

Note: Variation annuelle moyenne de l'indice de production agricole nette. La production nette est définie comme étant la production brute des cultures et de l'élevage, déduction faite des aliments du bétail et des semences, aux prix constants internationaux de référence de 2004-2006.

Source: FAO.

Quant à la croissance de la production agricole par habitant, elle a très légèrement fléchi dans les dernières décennies du siècle écoulé, avant de remonter fortement depuis 2000. La baisse, puis la reprise de la production par habitant ont été plus marquées pour les cultures que pour l'ensemble du secteur agricole.

Au cours de la dernière décennie, les régions ont eu des réactions très diverses, sur le plan de la production (figure 31). En Amérique latine, la production agricole a augmenté de plus de 50 pour cent entre 2000 et 2012, le Brésil réussissant, pour sa part, à augmenter sa production de plus de 70 pour cent. En Afrique subsaharienne, la production agricole a progressé de plus de 40 pour cent. La région Europe de l'Est et Asie centrale a relevé sa production agricole de près de 40 pour cent et commence à s'imposer comme un grand fournisseur mondial de denrées alimentaires. En revanche, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, la production n'a augmenté que de quelque 20 et 6 pour cent, respectivement, depuis 2000. En fait, la production de tout le groupe des pays de l'OCDE n'a augmenté que de 14 pour cent sur cette période, alors que les BRIC (Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine) on vu leur production augmenter de 39 pour cent, les pays les moins avancés, de 54 pour cent et le reste des pays en développement, de 45 pour cent.

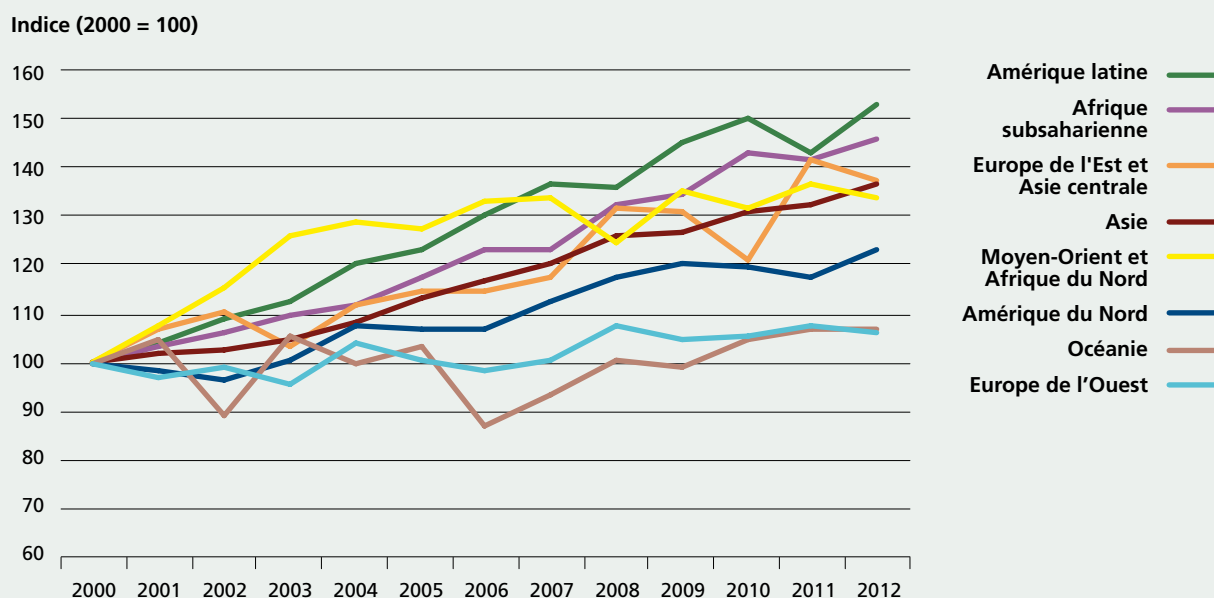
Consommation alimentaire

Malgré l'augmentation des prix, on a assisté à une forte augmentation de la consommation alimentaire par habitant dans la plupart des pays émergents et en développement du fait de la croissance rapide des revenus (figure 32). La région Europe de l'Est et Asie centrale a connu la croissance la plus forte de la consommation alimentaire par habitant depuis 2000, avec une hausse de 24 pour cent, suivie par l'Asie, avec une hausse de près de 20 pour cent. En Afrique subsaharienne, la consommation alimentaire par habitant a augmenté rapidement de 2000 à 2005, mais la hausse des prix dans la seconde moitié de la décennie semble avoir freiné toute nouvelle croissance, de sorte que la consommation alimentaire par habitant n'a augmenté que de 11 pour cent entre 2000 et 2012. Comme on pouvait s'y attendre, la consommation alimentaire par habitant est restée stagnante en Europe de l'Ouest et a baissé en Amérique du Nord, étant donné que les niveaux de consommation y étaient déjà élevés.

Expansion de la production mondiale de biocarburants

La production de biocarburants a fortement augmenté au cours des 10 à 15 dernières années, notamment aux États-Unis d'Amérique, au Brésil et dans l'Union européenne (UE). Entre 2000 et 2012,

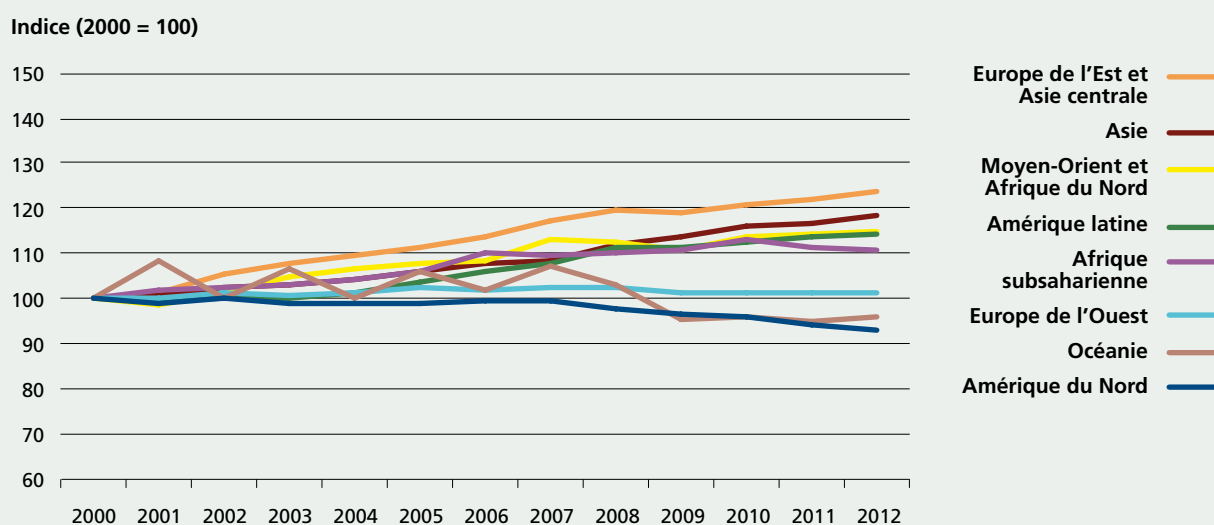
FIGURE 31
Production nette par région



Notes: La production nette correspond à la production brute des cultures et de l'élevage, déduction faite des aliments du bétail et des semences, évalués sur la base des prix constants internationaux de référence de 2004-2006. Les données de 2012 sont des projections et celles de 2011 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

FIGURE 32
Consommation alimentaire par habitant, par région



Notes: Consommation d'aliments d'origine végétale ou animale, évaluée sur la base des prix constants internationaux de référence de 2004-2006. Les données de 2012 sont des projections et celles de 2011 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

la production d'éthanol des États-Unis d'Amérique et du Brésil a progressé de 780 et 140 pour cent, respectivement. En 2012, la production d'éthanol a absorbé plus de 50 pour cent de la canne à sucre produite au Brésil et 37 pour cent des céréales secondaires cultivées aux États-Unis d'Amérique. De plus, la production de biodiesel a absorbé près de 80 pour cent de la production d'huiles végétales de l'UE. Dans d'autres pays, comme l'Australie et le Canada, le secteur du biodiesel a connu une croissance vigoureuse, qui restait toutefois inférieure à celle des principaux pays producteurs. La croissance du secteur est due en grande partie aux politiques adoptées – mandats, crédits ou subventions en faveur des mélanges de carburants et diverses politiques commerciales favorables –, même s'il faut bien reconnaître que la hausse des prix du pétrole a clairement contribué à stimuler la demande. Lors de la dernière décennie, le secteur est devenu la principale source de demande supplémentaire de produits agricoles et représente un nouveau «facteur fondamental du marché», qui a une incidence sur les prix de toutes les céréales (de Gorter et Just, 2010).

Évolution de la structure des échanges mondiaux

La structure des échanges mondiaux a fortement évolué depuis 2000, reflétant ainsi les tendances sous-jacentes de la production et de la consommation (figure 33). C'est en Amérique latine que la croissance des échanges nets (exportations moins importations, en dollars constants) a été la plus marquée du fait de la forte augmentation de la production et malgré la croissance soutenue de la consommation. Toutefois, si l'on se limite aux produits pris en compte dans la présente analyse, l'Amérique du Nord reste le principal exportateur net, en raison principalement de la stagnation de la consommation. La région Europe de l'Est et Asie centrale semble passer de l'état d'importateur net à celui d'exportateur net, alors que l'Europe de l'Ouest conserve une structure stable des échanges, en tant qu'importateur net. Les importations nettes de l'Afrique subsaharienne ont continué à augmenter progressivement sous l'effet de la forte croissance démographique, qui a été supérieure à la hausse de l'offre alimentaire

locale. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord est en train de devenir un importateur net de taille, dont les besoins augmentent rapidement puisque la production agricole ne suit pas le rythme de la demande.

L'importateur net dont les besoins augmentent le plus rapidement est toutefois le reste de l'Asie, y compris la Chine.

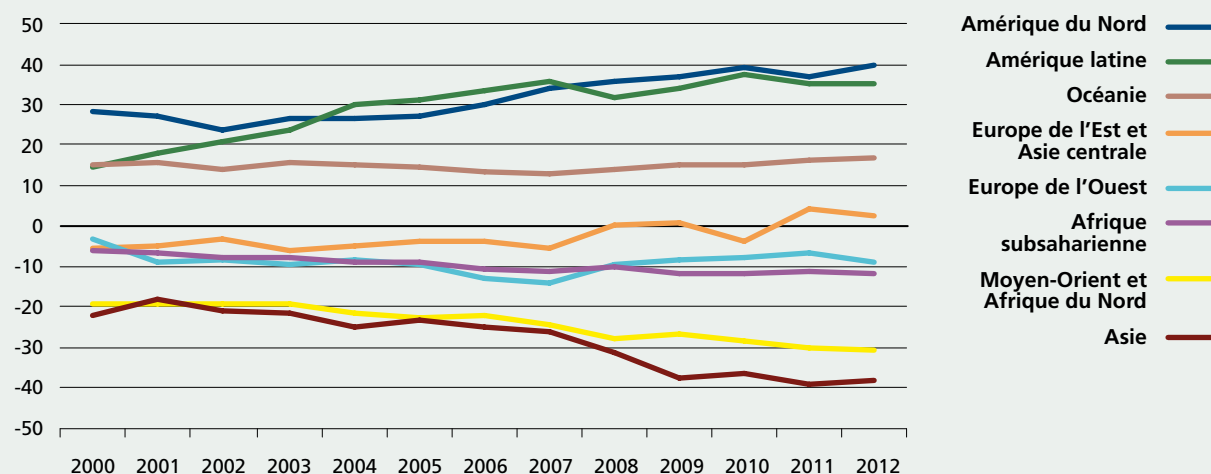
PERSPECTIVES ET DÉFIS FUTURS

La principale conclusion que l'on peut tirer de cette évaluation est la suivante: l'agriculture mondiale connaît apparemment une expansion dictée par l'accroissement de la demande et les approvisionnements proviennent principalement d'exportateurs émergents, plutôt que d'exportateurs traditionnels. On notera toutefois que la hausse du coût des intrants et des coûts d'accès pour des zones plus reculées a entraîné une augmentation des prix réels des aliments. On peut donc se demander si la production arrivera, dans les prochaines années, à suivre le rythme de la demande, de manière à stabiliser ou à faire baisser les prix pour les ramener à leur tendance historique, ou si les prix continueront à augmenter, sous l'effet de la croissance de la demande.

Comme indiqué dans *Les perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012-21* (OCDE-FAO, 2012), les prix des aliments devraient se maintenir à un niveau élevé lors de la prochaine décennie. En outre, toujours selon cette publication (qui s'inspire principalement des opinions des experts nationaux et des experts des produits de base travaillant à l'OCDE et la FAO et prend pour hypothèses des conditions de croissance végétative «normales», une solide croissance économique des pays en développement et une augmentation des prix réels de l'énergie), la croissance annuelle moyenne de la production agricole mondiale jusqu'en 2021 ralentira, pour s'établir à 1,7 pour cent par an, contre 2,6 pour cent lors de la décennie précédente. Dans de nombreux pays, l'agriculture s'est développée à un rythme qui n'est pas soutenable. On voit poindre à l'horizon une hausse des prix des intrants et, peut-être, des difficultés d'approvisionnement. Celles-ci s'expliquent par des problèmes de disponibilité et de qualité des ressources utilisées et par des

FIGURE 33
Exportations nettes d'aliments, par région

En milliards d'USD constants de 2004-2006



Notes: Exportations nettes de produits végétaux et animaux, évaluées sur la base des prix internationaux constants de référence de 2004-2006. Les données de 2012 sont des projections et celles de 2011 sont des estimations provisoires.

Source: FAO.

perspectives mitigées de croissance durable de la productivité.

Problèmes au niveau des ressources

La plupart des meilleures terres du globe sont déjà utilisées à des fins agricoles. Une analyse des données concernant les zones agroécologiques de la planète fait apparaître qu'une bonne partie des terres arables supplémentaires dont on pourrait disposer se trouvent en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, mais dans des zones reculées, éloignées des centres habités et des infrastructures agricoles, et qu'elles ne pourront pas être mises en production sans des investissements dans les infrastructures. Lorsqu'il est possible d'étendre les superficies agricoles, il faut aussi tenir compte d'utilisations concurrentes, par exemple pour la croissance des villes, le développement industriel, les réserves environnementales et les activités de loisirs, alors que d'autres terres sont d'accès plus difficile et de moindre qualité (FAO, 2011h).

Un rapport récent de la FAO met en garde contre «la dégradation sournoise des systèmes d'exploitation de la terre et de l'eau qui assurent la sécurité alimentaire et garantissent des moyens de subsistance

aux populations rurales» (FAO, 2011h).

Environ 25 pour cent des terres agricoles de la planète sont fortement dégradées. Ces pressions ont atteint un niveau critique dans certaines régions et les changements climatiques devraient encore aggraver la situation (GIEC, 2012; Easterling *et al.*, 2007). Il existe aussi d'autres problèmes au niveau des ressources, notamment en ce qui concerne l'eau. Actuellement, l'agriculture utilise plus de 70 pour cent des ressources en eau de la planète, mais la part d'eau disponible pour l'agriculture devrait tomber à 40 pour cent d'ici 2050 (OCDE, 2012b). Les disponibilités en eau douce suivent la même tendance que les disponibilités en terres: les ressources sont suffisantes au niveau mondial, mais elles sont mal réparties; dans un nombre croissant de pays ou de zones à l'intérieur des pays, la pénurie d'eau a déjà atteint un niveau critique. De plus, nombre de pays souffrant de pénuries d'eau, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, manquent également de terres. Vu leur vulnérabilité, les zones côtières, le bassin méditerranéen, les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord et les zones arides d'Asie centrale sont des endroits où il faudrait envisager, en priorité, d'investir dans des

techniques de gestion de l'eau, si l'on veut y promouvoir la croissance de la productivité agricole.

Perspectives de croissance de la productivité

Plusieurs études indiquent que la croissance de la productivité agricole pourrait ralentir. Par exemple, certaines informations donnent à penser que la croissance des rendements des cultures a ralenti au cours des dernières décennies. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2008* (Banque mondiale, 2007) souligne le ralentissement de la croissance des rendements annuels moyens du maïs, du blé, du riz et du soja, à la fois à l'échelle mondiale et dans la plupart des groupes de pays, à l'exception de l'Europe de l'Est pour le blé et le soja. Alston, Beddow et Pardey (2010) arrivent à un constat similaire pour la plupart des grands pays producteurs – notamment en ce qui concerne les rendements céréaliers – que ces pays soient développés ou en développement.

S'il est vrai que certains facteurs de croissance partielle de la productivité, comme les rendements des cultures, ralentissent, la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF)³⁰ semble, en revanche, poursuivre sur sa lancée (tableau 15). En effet, selon les estimations, la croissance de la productivité totale des facteurs se situerait, ces dernières années, dans une fourchette de 2,2 à 2,5 pour cent par an, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement.

L'une des principales caractéristiques relevées lors de l'évaluation de la productivité totale et partielle est l'écart important entre les pays en ce qui concerne la productivité absolue. Même si les taux de croissance peuvent être similaires, voire supérieurs, la productivité des régions en développement ne représente souvent qu'une fraction de la productivité relevée dans les régions développées. Dans de nombreuses régions en développement,

on note aussi un écart important entre les résultats effectifs et le rendement potentiel. Par exemple en Afrique subsaharienne, les rendements des cultures n'atteignaient que 27 pour cent de leur potentiel économique, en 2005 (figure 34). Toute mesure prise pour réduire ces écarts de rendement – notamment en accordant aux agricultrices et aux autres petits producteurs un accès égal aux ressources productives – peut avoir des retombées importantes sur l'approvisionnement en produits agricoles, au niveau à la fois régional et mondial, et, par voie de conséquence, sur les équilibres commerciaux et les prix des denrées de base.

Des simulations réalisées avec le modèle Aglink-Cosimo, pour *Les perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* (OCDE-FAO, 2012), suggèrent que dans les pays en développement, une simple réduction de 10 pour cent des écarts de rendement pour les céréales se traduirait par une augmentation de l'approvisionnement mondial en céréales d'environ 1,3 pour cent, 1,8 pour cent et 2,6 pour cent, respectivement pour le blé, les céréales secondaires et le riz. Ces hausses de production devraient faire baisser les cours internationaux de ces céréales de 13, 14 et 27 pour cent, respectivement. La réduction des écarts de rendement pourrait donc avoir un impact considérable sur les marchés et les prix des produits agricoles.

Une autre façon d'augmenter la disponibilité des aliments est de réduire les pertes et les gaspillages. Les pertes et gaspillages d'aliments, au niveau mondial, sont estimés à environ 30 pour cent pour les céréales, 40-50 pour cent pour les plantes racines, les fruits et les légumes, 20 pour cent pour les oléagineux et 30 pour cent pour le poisson (FAO, 2011i). Les pertes d'aliments ont lieu dans les pays à revenu élevé comme dans les pays à faible revenu. Dans les pays à revenu intermédiaire ou à revenu élevé, les gaspillages d'aliments sont en grande partie concentrés au stade de la consommation, alors que dans les pays à faible revenu, ils ont lieu surtout au début et au milieu de la filière d'approvisionnement alimentaire. Des investissements dans des systèmes plus efficaces, capables de réduire les pertes et les gaspillages, aideraient aussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à la fois directement, puisqu'il y a émission de

³⁰ La croissance de la PTF correspond à la partie de la croissance de la production qui ne peut pas être attribuée à une utilisation accrue d'intrants et d'autres facteurs de production, mais plutôt à des éléments comme le progrès technologique, le développement du capital humain, l'amélioration des infrastructures matérielles, etc. Voir également l'encadré 7, qui définit et examine plus en détail la croissance de la productivité totale des facteurs.

TABLEAU 15

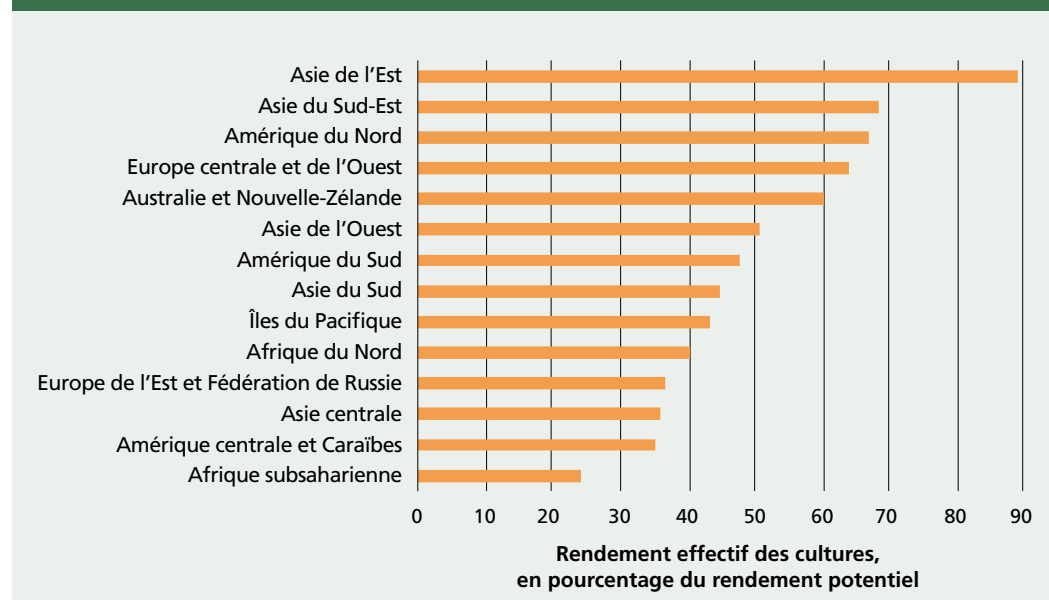
Croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture, dans quelques régions et pays

TAUX MOYEN DE CROISSANCE ANNUELLE					
(en pourcentage)					
	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2009
Ensemble des pays développés	0,99	1,64	1,36	2,23	2,44
Ensemble des pays en développement	0,69	0,93	1,12	2,22	2,21
Afrique du Nord	1,32	0,48	3,09	2,03	3,04
Afrique subsaharienne	0,17	-0,05	0,76	0,99	0,51
Amérique latine et Caraïbes	0,84	1,21	0,99	2,30	2,74
Brésil	0,19	0,53	3,02	2,61	4,04
Asie	0,91	1,17	1,42	2,73	2,78
Chine	0,93	0,60	1,69	4,16	2,83
Pays en transition	0,57	-0,11	0,58	0,78	2,28
Fédération de Russie	0,88	-1,35	0,85	1,42	4,29

Source: Fuglie (2012).

FIGURE 34

Ratio entre les rendements effectifs des cultures et les rendements potentiels



Source: FAO (2011h).

méthane lors de l'élimination des aliments, et indirectement, dans la mesure où cela permettrait d'utiliser moins de ressources.

En 2012, à la demande du G20, plusieurs organisations internationales ont préparé conjointement un rapport spécial intitulé *Sustainable agricultural productivity growth*

and bridging the gap for small family farms (Bioversity et al., 2012). Cette requête montre clairement l'importance que les gouvernements attachent à l'intensification de la productivité agricole, notamment dans les petites exploitations. Ce rapport évalue les défis à relever pour accroître la

production et appelle les gouvernements à redoubler d'efforts afin d'accélérer la croissance durable de la productivité agricole, en encourageant de meilleures pratiques agronomiques, en créant l'environnement commercial voulu et en renforçant les systèmes d'innovation.

CONCLUSION

La persistance de la sous-alimentation dans le monde, à des niveaux élevés, et les tendances récentes des prix, de la production et de la consommation agricoles viennent confirmer les défis d'envergure que l'agriculture mondiale devra relever dans les prochaines décennies pour répondre à une demande croissante venant d'une population mondiale en expansion, pour contribuer à éradiquer la faim et la malnutrition et pour préserver les ressources naturelles nécessaires à l'agriculture et à la population de l'ensemble de la planète. Si nous voulons relever ces défis, il nous faudra intensifier la croissance de la productivité agricole. Or l'augmentation et l'amélioration des investissements consacrés à l'agriculture constituent l'élément central de ces efforts.

Troisième partie

ANNEXE STATISTIQUE

2002

1985

1995

2001

2000

1992

1986

1990

1999

1989



Troisième partie

Notes relatives aux tableaux annexes

Conventions

Les conventions ci-après sont utilisées dans les tableaux:

..	= données non disponibles
0 ou 0,0	= nul ou négligeable
en blanc	= sans objet

Les chiffres présentés dans les tableaux peuvent différer des données d'origine parce qu'ils ont été arrondis ou traités. À l'exception du tableau A3, les tableaux annexes ne présentent que les informations utilisées pour compiler les figures et les tableaux du texte. Une virgule (,) sépare les décimales du nombre entier.

Les moyennes pondérées relatives à des regroupements de pays par niveau de revenu ou par région ne figurent ici que si les données sont disponibles pour la moitié au moins des pays de chaque région et représentent au moins deux tiers de la population de chaque région.

Notes techniques

Tableau A1. Population économiquement active dans l'agriculture et part de l'agriculture dans la population économiquement active totale en 1980, 1990, 2000 et 2010

Source: FAO (2012a).

Le terme de population économiquement active totale désigne les personnes qui ont un emploi comme les sans-emplois. Il recouvre les employeurs, les travailleurs indépendants, les employés, les salariés, les travailleurs non rétribués qui aident dans leur famille ou dans une exploitation agricole ou un commerce, les membres des coopératives de producteurs et les membres des forces armées.

Population économiquement active dans l'agriculture

Nombre de personnes qui pratiquent une activité ou cherchent du travail dans les secteurs de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. Cette population économiquement active dans l'agriculture est désignée ailleurs dans le texte comme main-d'œuvre agricole ou travailleurs agricoles.

Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale

Effectif total de la population économiquement active dans l'agriculture divisé par l'effectif de la population économiquement active totale et multiplié par 100.

Tableau A2. Capital d'exploitation agricole: total et par travailleur, en 1980, 1990, 2000 et 2007

Source: FAO (2012a).

Capital d'exploitation agricole

Le capital d'exploitation agricole est égal à la valeur totale des avoirs d'un producteur pour une série donnée d'actifs fixes. Les actifs fixes correspondent aux biens matériels et incorporels qui sont utilisés à plusieurs reprises ou continuellement dans les processus de production, sur des périodes d'un an au moins. Les biens matériels comprennent la mise en valeur des terres, le cheptel, les machines et le matériel, les plantations (arbres, vignes et arbustes fournissant régulièrement des produits) et les structures d'élevage. Les valeurs sont exprimées en dollars des États-Unis constants de 2005.

Capital d'exploitation agricole par travailleur

Capital d'exploitation agricole divisé par l'effectif de la population économiquement active dans l'agriculture. Les valeurs sont exprimées en dollars des États-Unis constants de 2005.

Tableau A3. Montant annuel moyen des flux d'IED destinés à l'agriculture, aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac, et à l'ensemble des secteurs, en 2005-2006 et en 2007-2008

Source: Données fournies par la CNUCED.

On parle d'investissement étranger direct (IED) quand une entreprise (l'investisseur direct) établit une relation d'intérêt durable avec une entreprise (entreprise de l'investissement direct) sise dans un pays autre que celui de l'investisseur direct. Une relation d'intérêt durable suppose l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise, ainsi que la possession par l'investisseur d'au moins 10 pour cent des voix au sein de l'entreprise. Les flux d'IED affichent une valeur négative lorsque l'une au moins des trois composantes de l'IED (la participation en capital, les bénéfices réinvestis ou les prêts internes) est négative et n'est pas compensée par les montants positifs des autres composantes. Il s'agit des cas d'investissement en sens inverse ou de désinvestissement. Les données relatives à l'IED sectoriel utilisent les catégories de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, Révision 3, établie par les Nations Unies. Les valeurs sont exprimées en dollars des États-Unis courants.

Flux d'IED destinés à l'agriculture

Il s'agit des investissements effectués en faveur des domaines suivants: la production végétale, le maraîchage et l'horticulture; l'agriculture mixte cultures-élevage; les services liés à l'agriculture et à l'élevage (à l'exclusion des activités vétérinaires); la chasse, le piégeage et la propagation du gibier; la foresterie et l'exploitation du bois; la pêche, les éclosiers et les exploitations piscicoles.

Flux d'IED destinés aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac

Il s'agit de tous les investissements effectués en faveur des activités suivantes: la production, la transformation et la préservation de la viande, du poisson, des fruits, des légumes, des huiles et des graisses; la fabrication des produits laitiers, des produits de minoterie, de l'amidon et des produits amylacés, des produits préparés pour l'alimentation des animaux, des autres produits alimentaires, des boissons et des produits à base de tabac.

Flux d'IED destinés à l'ensemble des secteurs

Il s'agit des investissements effectués en faveur de toutes les activités économiques, à savoir: l'agriculture, la chasse, la foresterie et la pêche; les mines et les carrières; la fabrication; la production et la distribution

d'électricité, de gaz et d'eau; la construction; le commerce de gros et de détail et la réparation des véhicules automobiles et des motocycles, et des biens personnels et ménagers; les hôtels et les restaurants; les transports, l'entreposage et les communications; l'intermédiation financière; l'immobilier, les locations et les activités commerciales; l'administration publique et la défense; la sécurité sociale obligatoire; l'éducation; la santé et les services sociaux; les autres activités de services collectifs, sociaux et personnels; les ménages privés employant du personnel domestique, et les organisations et organismes extraterritoriaux.

Tableau A4. Dépenses publiques: montant total alloué à l'agriculture et part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques, en 1980, 1990, 2000 et 2007

Source: IFPRI (2010).

Le montant total des dépenses publiques correspond aux dépenses effectuées par les gouvernements; elles couvrent, dans la mesure du possible, les catégories définies par le FMI (2001), à savoir: l'agriculture, la défense, l'éducation, la santé, la protection sociale, les transports, les communications ainsi que d'autres catégories. Les valeurs sont exprimées en dollars PPA constants de 2005.

Dépenses publiques allouées à l'agriculture

Ces dépenses concernent les projets et les programmes qui portent sur les domaines suivants: l'administration, la supervision et la réglementation de l'agriculture; la réforme agraire, la colonisation agricole, la mise en valeur et l'expansion des terres agricoles; la maîtrise des crues et l'irrigation; les programmes de stabilisation des prix aux producteurs et des revenus; les services de vulgarisation, de soins vétérinaires, de lutte contre les ravageurs, d'inspection et de classification des récoltes; la production et la diffusion d'informations générales et techniques sur l'agriculture, et l'octroi de compensations, dons, prêts ou subventions aux exploitants agricoles. Les dépenses relatives à la R&D agricole ainsi qu'aux projets et programmes de développement à objectifs multiples, dont le développement agricole, sont exclues.

Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques

Montant des dépenses publiques allouées à l'agriculture divisé par le montant des dépenses publiques allouées à l'ensemble des secteurs et multiplié par 100.

Tableau A5. Dépenses publiques allouées à l'agriculture: par travailleur agricole, et indice d'orientation agricole, en 1980, 1990, 2000 et 2007

Sources: IFPRI (2010) et Banque mondiale, (2012).

Dépenses publiques allouées à l'agriculture, par travailleur agricole

Montant des dépenses publiques allouées à l'agriculture divisé par l'effectif total de la population économiquement active dans l'agriculture. Les valeurs sont exprimées en dollars PPA constants de 2005.

Indice d'orientation agricole des dépenses publiques

Part des dépenses publiques allouées à l'agriculture, divisée par la part de l'agriculture dans le PIB.

Tableau A6. Dépenses publiques allouées à la R&D agricole: montant total et en tant que part du PIB agricole, en 1981, 1990, 2000 et pour l'année la plus récente

Sources: IFPRI (2012a) et Banque mondiale (2012).

Dépenses publiques allouées à la R&D agricole

Il s'agit notamment des dépenses effectuées par le secteur public (organismes publics, institutions d'enseignement supérieur et organisations à but non lucratif) en faveur de la recherche relative aux domaines suivants: production animale, production végétale, foresterie, pêche, ressources naturelles, aspects socioéconomiques de la production agricole primaire et activités après récolte et de transformation des aliments à l'exploitation. Les valeurs sont exprimées en dollars PPA constants de 2005.

Dépenses publiques allouées à la R&D agricole, en tant que part du PIB agricole

Montant des dépenses publiques allouées à la R&D agricole divisé par le PIB agricole et multiplié par 100.

L'année la plus récente varie selon les régions. Pour les pays d'Asie de l'Est et Pacifique, il s'agit de 2003, à l'exception de la Chine pour laquelle l'année la plus récente est 2008. L'année la plus récente est 2000 pour les pays d'Europe et d'Asie centrale; 2006 pour l'Amérique latine et Caraïbes; 2004 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord; 2009 pour l'Asie du Sud et 2008 pour l'Afrique subsaharienne.

Tableau A7. Montant de l'APD allouée à l'agriculture et part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs, en 1980, 1990, 2000 et 2010

Source: OCDE (2012a).

Dans le présent document, l'aide publique au développement (APD) désigne les engagements de financement pris par des gouvernements donateurs et des organisations multilatérales en faveur d'un pays bénéficiaire. Ces engagements visent principalement à promouvoir le développement économique et social dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et ils sont assortis de conditions particulièrement favorables et comportent un élément de don qui représente au moins 25 pour cent du montant de l'engagement. Les valeurs sont exprimées en dollars des États-Unis constants de 2005.

APD allouée à l'agriculture

L'APD allouée à l'agriculture comporte les engagements relatifs aux projets et programmes qui portent sur la production végétale, la production animale, la foresterie et la pêche. Les domaines couverts sont les suivants: (*production végétale et animale*) les réformes agraires, les politiques agricoles et la gestion administrative de l'agriculture, la production végétale, les ressources en terres et en eau, les intrants, l'éducation, la recherche, la vulgarisation, la formation, la protection des végétaux, la protection après récolte et la lutte phytosanitaire, les services financiers, les organisations et coopératives d'exploitants agricoles, la production animale et les services vétérinaires; (*foresterie*) les politiques et la gestion administrative, le développement, la production de bois de feu et de charbon de bois, l'éducation et la formation, la recherche et les services; (*pêche*) les politiques et la gestion administrative, le développement, l'éducation et la formation, la recherche et les services. La définition exclut le développement rural et l'aide alimentaire au développement.

Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs

Montant de l'APD allouée à l'agriculture divisé par le montant total de l'APD destinée à tous les secteurs et multiplié par 100.

La rubrique «bénéficiaires non spécifiés» comprend tous les engagements pour lesquels aucun pays ou région bénéficiaire n'a été spécifié.

La rubrique «bénéficiaires régionaux» réunit tous les engagements d'assistance qui ont été pris en faveur des régions suivantes: Afrique, Amérique, Asie, Asie centrale, Europe, Asie extrême-orientale, Moyen-Orient, Amérique du Nord et Amérique centrale, Afrique au nord du Sahara, Océanie, Asie du Sud et du Centre, Amérique du Sud, Asie du Sud, Afrique au sud du Sahara et Antilles.

Regroupements par région et par niveau de revenu

Les pays sont listés par ordre alphabétique, selon le niveau de revenu et les regroupements établis par le système de classification de pays de la Banque mondiale. Une description des classifications de pays de la Banque mondiale est disponible à l'adresse suivante: <http://donnees.banquemondiale.org/a-propos/classification-pays>.

Notes relatives aux pays:

Dans la mesure du possible, on s'est efforcé de faire figurer des données à partir de 1992 ou 1995 pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Lettonie, la Lituanie, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine. Les données disponibles pour les années antérieures à 1992 sont présentées pour l'Union des républiques socialistes soviétiques («URSS» dans les listes des tableaux).

Des données relatives aux années antérieures à 1992 sont fournies pour l'ex-Yougoslavie («Yougoslavie, RFS de» dans les listes des tableaux). À partir de 1992, les informations sont fournies séparément pour les pays qui se sont constitués à partir de l'ex-Yougoslavie, à savoir: la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Slovénie, ainsi que la Serbie et le Monténégro. Les informations sont fournies séparément pour la Serbie et le Monténégro après l'année 2006.

Dans la mesure du possible, les données sont présentées séparément pour les pays autonomes qui se sont constitués à partir de l'ancienne Tchécoslovaquie – la République tchèque et la Slovaquie. Les données relatives aux années antérieures à 1993 figurent sous «Tchécoslovaquie».

Les données relatives à l'Érythrée et à l'Éthiopie sont, autant que possible, présentées séparément; dans la plupart des cas, avant 1992, il s'agit de données agrégées qui figurent sous «Éthiopie, RDP d'».

Pour le Yémen, les données sont disponibles à partir de 1990; les données relatives aux années antérieures sont les données sur l'ancienne République démocratique populaire du Yémen et sur l'ancienne République arabe du Yémen, qui ont été agrégées.

Dans la mesure du possible, des informations séparées sont présentées pour la Belgique et le Luxembourg.

Les données relatives à la Chine ne comprennent ni la Région administrative spéciale de Hong-Kong ni la Région administrative spéciale de Macao.

TABLEAU A1

Population économiquement active dans l'agriculture et part de l'agriculture dans la population économiquement active totale en 1980, 1990, 2000 et 2010

	Population économiquement active dans le secteur agricole (en milliers)				Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
MONDE	961 096	1 146 820	1 236 078	1 306 954	51	48	44	40
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE	920 209	1 114 313	1 212 473	1 289 537	61	58	53	47
Asie de l'Est et Pacifique	479 261	607 086	642 471	646 692	71	69	63	57
Cambodge	2 337	3 138	4 028	4 966	76	74	70	66
Chine	380 386	482 507	504 849	500 977	74	72	67	61
Fidji	97	116	125	126	47	45	39	36
Îles Marshall	..	..	6	6	..	..	25	23
Îles Salomon	66	90	118	151	78	75	72	68
Indonésie	32 796	42 925	48 438	49 513	58	55	48	41
Kiribati	8	10	10	11	36	30	26	23
Malaisie	2 048	1 933	1 849	1 612	41	27	19	13
Micronésie (États fédérés de)	..	..	13	12	..	..	26	22
Mongolie	232	245	237	220	40	32	24	18
Myanmar	11 875	14 482	17 125	18 788	76	73	70	67
Palaos	..	..	2	2	..	..	22	20
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 063	1 421	1 725	2 110	83	80	75	69
Philippines	9 012	10 844	12 405	13 404	52	46	40	34
République démocratique populaire lao	1 166	1 486	1 865	2 368	80	78	77	75
République populaire démocratique de Corée	3 136	3 618	3 328	3 065	44	38	30	23
Samoa	26	24	22	18	48	43	35	27
Samoa américaines	5	7	8	8	45	41	36	29
Thaïlande	16 883	21 272	20 089	19 302	71	64	56	49
Timor-Leste	203	246	231	352	84	83	81	80
Tonga	12	12	12	11	50	41	33	27
Tuvalu	1	1	1	1	33	33	25	25
Vanuatu	26	30	33	38	49	43	37	30
Viet Nam	17 883	22 679	25 952	29 631	73	71	67	63
Europe et Asie centrale	45 311	42 919	32 580	27 449	26	23	18	14
Albanie	746	921	620	614	58	55	48	42
Arménie			174	148			13	9
Azerbaïdjan			972	1 085			27	23
Bélarus			636	434			13	9
Bosnie-Herzégovine			100	44			5	2
Bulgarie	956	572	228	124	20	13	7	4
Ex-République yougoslave de Macédoine			107	68			13	7
Fédération de Russie			7 648	6 251			11	8

TABLEAU A1 (suite)

	Population économiquement active dans le secteur agricole (en milliers)				Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Géorgie			472	354			20	15
Kazakhstan			1 321	1 192			17	14
Kirghizistan			543	510			26	21
Lettonie			132	113			12	9
Lituanie			204	126			12	8
Monténégro				39				13
Ouzbékistan			2 624	2 705			28	21
République de Moldova			390	200			23	15
Roumanie	3 680	2 603	1 739	868	35	24	15	9
Serbie				617				13
Serbie et Monténégro			1 007				20	
Tadjikistan			610	773			34	27
Turkménistan			627	705			33	30
Turquie	8 205	10 355	9 131	8 067	56	51	41	32
Ukraine			3 295	2 412			14	10
URSS	29 983	27 557			22	19		
Yougoslavie (RFS de)	1 741	911			28	14		
Amérique latine et Caraïbes	42 099	42 375	43 369	41 420	34	26	19	15
Antigua-et-Barbuda	8	7	7	8	32	29	22	21
Argentine	1 309	1 458	1 458	1 405	13	12	9	7
Belize	15	18	25	31	38	33	27	24
Bolivie (État plurinational de)	1 007	1 190	1 560	1 973	53	47	44	41
Brésil	16 342	14 062	13 325	11 049	37	24	16	11
Chili	764	934	962	964	20	19	16	13
Colombie	3 404	3 342	3 584	3 529	39	26	20	15
Costa Rica	274	307	326	322	32	26	20	15
Cuba	825	833	733	586	24	19	14	11
Dominique	9	8	7	6	33	30	24	21
El Salvador	632	655	661	590	40	32	28	23
Équateur	984	1 117	1 210	1 228	39	32	24	19
Grenade	11	10	10	9	34	27	24	20
Guatemala	1 211	1 488	1 492	2 061	52	52	47	38
Guyana	67	58	55	50	26	22	17	15
Haïti	1 661	1 787	1 994	2 277	71	68	64	59
Honduras	649	672	735	665	57	41	31	24
Jamaïque	296	275	248	214	31	25	21	17
Mexique	7 855	8 439	8 658	7 905	35	28	22	16
Nicaragua	382	391	390	351	38	29	21	15
Panama	191	247	258	248	29	27	20	16

TABLEAU A1 (suite)

	Population économiquement active dans le secteur agricole (en milliers)				Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Paraguay	493	576	715	831	39	34	29	25
Pérou	2 185	2 773	3 344	3 692	39	33	29	24
République dominicaine	567	621	547	457	32	25	16	10
Sainte-Lucie	13	15	16	17	34	28	23	20
Saint-Vincent-et-les Grenadines	11	12	11	11	34	29	23	20
Suriname	25	29	30	33	24	21	19	17
Uruguay	191	184	197	186	15	14	13	11
Venezuela (République bolivarienne du)	718	867	811	722	15	13	8	5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	19 267	20 897	23 112	24 858	43	33	27	22
Algérie	1 633	1 907	2 718	3 175	36	27	25	21
Djibouti	112	182	233	285	84	82	78	74
Égypte	6 411	6 495	6 339	6 620	54	40	31	25
Iran (République islamique d')	4 260	5 040	5 761	6 553	39	32	27	22
Iraq	808	626	535	436	27	15	9	5
Jordanie	76	102	118	114	16	14	9	6
Liban	121	69	48	28	14	7	4	2
Libye	188	127	103	71	22	10	6	3
Maroc	3 101	3 264	3 372	3 009	53	42	33	26
République arabe syrienne	674	954	1 116	1 337	34	30	24	20
Territoire palestinien occupé	111	128	125	110	24	18	12	8
Tunisie	689	652	756	805	37	27	24	21
Yémen	1 083	1 351	1 888	2 315	68	56	48	39
Asie du Sud	228 463	269 218	307 395	348 834	68	63	58	53
Afghanistan	3 258	2 804	4 485	6 046	70	68	64	60
Bangladesh	24 586	30 773	31 757	32 100	72	65	55	45
Bhoutan	139	166	169	311	93	93	92	93
Inde	178 564	210 181	239 959	269 740	68	63	59	54
Maldives	24	20	21	23	52	34	23	15
Népal	5 442	6 653	8 677	12 066	93	93	93	93
Pakistan	13 340	15 044	18 712	24 520	59	48	44	39
Sri Lanka	3 110	3 577	3 615	4 028	52	49	45	42
Afrique subsaharienne	105 808	131 818	163 546	200 284	72	68	63	58
Afrique du Sud	1 606	1 614	1 482	1 188	17	13	9	6
Angola	2 534	3 323	4 337	5 878	76	74	72	69
Bénin	787	1 095	1 384	1 601	67	63	54	44
Botswana	206	206	281	317	61	45	44	42
Burkina Faso	2 894	3 742	4 982	6 909	92	92	92	92
Burundi	1 842	2 546	2 754	3 741	93	92	91	89

TABLEAU A1 (suite)

	Population économiquement active dans le secteur agricole (en milliers)				Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Cameroun	2 543	3 086	3 482	3 569	75	71	60	48
Cap-Vert	35	34	35	32	37	30	23	17
Comores	104	135	171	222	80	78	73	69
Congo	397	447	501	524	57	48	40	32
Côte d'Ivoire	2 018	2 686	2 946	2 814	65	59	49	38
Érythrée			1 090	1 547			77	74
Éthiopie			24 049	31 657			82	77
Éthiopie (RDP d')	13 191	18 086			89	86		
Gabon	200	207	207	183	66	51	38	26
Gambie	236	351	461	605	85	82	79	76
Ghana	2 732	3 585	4 785	6 075	62	59	57	55
Guinée	1 913	2 372	3 320	3 832	91	87	84	80
Guinée-Bissau	289	338	391	447	88	85	82	79
Kenya	5 523	7 846	10 757	13 220	82	80	75	71
Lesotho	244	301	348	362	45	44	42	39
Libéria	550	568	712	913	77	72	67	62
Madagascar	3 196	4 029	5 243	7 255	82	79	75	70
Malawi	2 524	3 377	3 907	4 909	87	87	83	79
Mali	1 745	1 953	2 376	3 049	88	85	81	75
Maurice	100	75	63	48	27	17	12	8
Mauritanie	427	435	570	745	71	55	53	50
Mozambique	5 051	5 209	7 092	8 674	85	84	83	81
Namibie	177	219	253	267	57	50	41	34
Niger	1 756	2 247	3 099	4 237	90	88	86	83
Nigéria	12 790	12 689	12 443	12 267	54	43	33	25
Ouganda	4 946	6 665	8 420	11 016	87	85	80	75
République centrafricaine	862	1 038	1 189	1 254	85	80	73	63
République démocratique du Congo	7 504	9 460	11 694	14 194	71	67	62	57
République-Unie de Tanzanie	7 806	10 554	13 557	16 879	86	84	81	76
Rwanda	2 156	2 824	3 242	4 360	93	92	91	89
Sao Tomé-et-Principe	21	24	28	32	70	69	64	56
Sénégal	1 839	2 296	2 929	3 821	80	76	74	70
Seychelles	23	25	28	30	85	81	80	75
Sierra Leone	894	1 083	1 041	1 326	73	71	65	60
Somalie	1 882	1 875	2 048	2 440	77	74	70	66
Soudan	4 656	5 151	6 223	7 124	72	69	61	52
Swaziland	118	139	148	138	53	43	35	29
Tchad	1 308	1 889	2 418	2 962	86	83	75	66
Togo	699	909	1 106	1 288	69	66	60	53
Zambie	1 483	2 215	2 685	3 215	75	74	69	63
Zimbabwe	2 001	2 870	3 269	3 118	73	69	63	56

TABLEAU A1 (suite)

	Population économiquement active dans le secteur agricole (en milliers)				Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
PAYS À REVENU ÉLEVÉ	40 855	32 470	23 567	17 379	10	7	5	3
Allemagne	2 448	1 557	1 016	661	7	4	3	2
Andorre	3	3	2	2	19	13	7	5
Arabie saoudite	1 054	966	659	515	43	19	10	5
Aruba	7	7	9	9	33	29	24	20
Australie	439	470	442	457	6	6	5	4
Autriche	319	274	199	144	10	8	5	3
Bahamas	5	6	5	5	6	5	3	3
Bahreïn	6	4	3	4	4	2	1	1
Barbade	11	9	7	4	10	7	5	2
Belgique			79	59			2	1
Belgique et Luxembourg	122	110			3	3		
Bermudes	1	1	1	1	4	3	3	3
Brunéi Darussalam	4	2	1	1	6	2	1	1
Canada	806	495	382	332	7	3	2	2
Chine - RAS de Hong-Kong	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine - RAS de Macao	..	..	..	..	..	..	..	..
Chypre	81	50	38	30	26	14	9	5
Croatie			170	84			8	4
Danemark	184	162	108	75	7	6	4	3
Émirats arabes unis	25	73	87	148	5	8	5	3
Espagne	2 626	1 890	1 339	1 015	18	12	7	4
Estonie			76	61			11	9
États-Unis d'Amérique	3 919	3 704	3 090	2 509	3	3	2	2
Finlande	298	218	143	98	12	8	6	4
France	1 980	1 363	878	573	8	5	3	2
Grèce	1 247	963	826	637	32	23	17	12
Groenland	1	1	1	0	4	3	3	0
Guam	16	20	19	20	37	32	26	23
Guinée équatoriale	67	108	142	176	77	73	69	64
Hongrie	930	701	452	322	18	15	11	7
Îles Caïmanes	2	3	4	5	33	30	24	21
Îles Féroé	1	1	1	1	5	4	4	4
Îles Mariannes du Nord	..	..	8	7	..	..	25	23
Îles Turques et Caïques	1	1	2	3	33	25	25	18
Îles Vierges américaines	13	13	11	9	33	27	21	18
Irlande	233	186	166	149	19	14	9	7
Islande	12	15	13	12	10	11	8	6
Israël	76	65	61	51	6	4	3	2
Italie	2 791	2 068	1 250	845	13	9	5	3
Japon	6 152	4 613	2 712	1 418	11	7	4	2

TABLEAU A1 (suite)

	Population économiquement active dans le secteur agricole (en milliers)				Part de l'agriculture dans la population économiquement active totale (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Koweït	9	9	11	14	2	1	1	1
Liechtenstein	1	1	0	0	9	7	0	0
Luxembourg			4	3			2	1
Malte	10	3	3	2	8	2	2	1
Monaco	1	1	1	0	9	7	6	0
Norvège	165	139	110	88	8	6	5	3
Nouvelle-Calédonie	24	30	32	32	49	43	36	30
Nouvelle-Zélande	150	171	175	186	11	10	9	8
Oman	160	256	293	318	47	44	36	29
Pays-Bas	299	314	269	213	6	5	3	2
Pologne	5 236	4 956	3 763	2 960	30	27	22	17
Porto Rico	54	49	30	16	6	4	2	1
Portugal	1 170	857	678	515	26	18	13	9
Qatar	3	7	4	8	3	3	1	1
République de Corée	5 378	3 470	2 206	1 274	37	18	10	5
République tchèque			431	327			8	6
Royaume-Uni	715	639	529	475	3	2	2	1
Saint-Marin	2	1	1	1	22	9	8	7
Singapour	17	6	3	2	2	0	0	0
Slovaquie			240	197			9	7
Slovénie			19	7			2	1
Suède	271	209	146	115	6	4	3	2
Suisse	187	195	167	137	6	6	4	3
Tchécoslovaquie	1 077	985			13	12		
Trinité-et-Tobago	46	50	50	47	11	11	9	7

TABLEAU A2

Capital d'exploitation agricole: total et par travailleur, en 1980, 1990, 2000 et 2007

	Capital d'exploitation agricole							
	Total (en millions d'USD constants de 2005)				Par travailleur (en USD constants de 2005)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
MONDE	4 384 945	4 833 405	4 921 380	5 132 481	4 562	4 215	3 981	3 982
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE	2 654 288	3 014 823	3 143 266	3 365 730	2 884	2 706	2 592	2 610
Asie de l'Est et Pacifique	515 670	637 705	761 657	839 385	1 076	1 050	1 186	1 294
Cambodge	1 969	4 239	4 942	5 439	842	1 351	1 227	1 149
Chine	347 912	420 169	499 079	540 792	915	871	989	1 071
Fidji	713	870	994	983	7 350	7 497	7 956	7 925
Îles Marshall	..	..	38	38	..	..	6 332	6 337
Îles Salomon	148	166	176	192	2 235	1 841	1 491	1 368
Indonésie	51 654	74 543	85 725	96 079	1 575	1 737	1 770	1 944
Kiribati	220	226	196	197	27 449	22 551	19 642	17 937
Malaisie	13 563	18 595	20 661	21 095	6 623	9 620	11 174	12 453
Micronésie (États fédérés de)	..	..	76	77	..	..	5 845	5 885
Mongolie	7 214	7 593	10 582	10 949	31 095	30 991	44 650	48 878
Myanmar	13 961	15 044	18 453	23 065	1 176	1 039	1 078	1 263
Palaos	..	..	5	5	..	..	2 455	2 455
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 720	1 895	2 294	2 385	1 618	1 334	1 330	1 206
Philippines	24 914	25 847	27 949	29 401	2 765	2 384	2 253	2 228
République démocratique populaire lao	1 975	2 627	3 164	3 746	1 694	1 768	1 696	1 705
République populaire démocratique de Corée	5 712	7 091	6 743	7 065	1 821	1 960	2 026	2 236
Samoa	381	313	302	333	14 668	13 043	13 746	17 544
Samoa américaines	12	12	12	12	2 340	1 686	1 516	1 518
Thaïlande	21 701	28 481	28 750	31 757	1 285	1 339	1 431	1 601
Timor-Leste	268	374	577	675	1 321	1 520	2 496	2 032
Tonga	136	117	118	123	11 360	9 710	9 873	10 217
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	422	496	566	631	16 226	16 517	17 155	17 066
Viet Nam	21 075	29 010	50 254	64 348	1 178	1 279	1 936	2 251
Europe et Asie centrale	727 033	762 671	583 169	559 847	16 045	17 770	17 900	19 433
Albanie	5 072	5 743	5 019	5 034	6 799	6 236	8 095	8 016
Arménie			2 657	2 879			15 267	18 575
Azerbaïdjan			12 419	12 984			12 776	12 284
Bélarus			16 774	14 322			26 374	29 349
Bosnie-Herzégovine			1 892	1 931			18 919	33 879
Bulgarie	14 058	13 298	8 050	5 600	14 705	23 248	35 307	37 087
Ex-République yougoslave de Macédoine			1 297	1 448			12 124	18 328
Fédération de Russie			185 689	161 586			24 279	24 280

TABLEAU A2 (suite)

	Capital d'exploitation agricole							
	Total (en millions d'USD constants de 2005)				Par travailleur (en USD constants de 2005)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Géorgie			6 056	5 410			12 831	14 200
Kazakhstan			43 093	46 002			32 622	37 800
Kirghizistan			6 260	6 216			11 529	12 117
Lettonie			3 164	3 538			23 969	29 733
Lituanie			7 624	7 899			37 372	55 237
Monténégro				390				8 666
Ouzbékistan			23 518	25 997			8 963	9 639
République de Moldova			5 393	4 706			13 828	20 025
Roumanie	44 283	49 348	42 318	41 695	12 033	18 958	24 335	40 130
Serbie				7 409				10 554
Serbie et Monténégro			8 251				8 193	
Tadjikistan			5 700	6 295			9 345	8 553
Turkménistan			16 497	18 639			26 311	27 491
Turquie	94 818	108 748	117 001	123 247	11 556	10 502	12 814	14 695
Ukraine			64 498	56 618			19 574	21 390
URSS	549 629	562 688			18 331	20 419		
Yougoslavie (RFS de)	19 174	22 846			11 013	25 077		
Amérique latine et Caraïbes	581 207	635 421	667 946	710 649	13 806	14 995	15 401	16 761
Antigua-et-Barbuda	34	35	36	38	4 189	4 943	5 104	4 746
Argentine	79 791	79 909	73 741	77 402	60 956	54 807	50 576	54 165
Belize	100	143	170	192	6 665	7 957	6 814	6 623
Bolivie (État plurinational de)	6 459	6 126	7 606	9 122	6 414	5 148	4 876	4 931
Brésil	140 894	167 128	184 435	206 250	8 622	11 885	13 841	17 328
Chili	18 515	19 024	22 308	22 031	24 234	20 368	23 189	22 689
Colombie	88 886	93 958	97 034	101 981	26 112	28 114	27 074	28 582
Costa Rica	2 020	2 176	2 050	2 093	7 372	7 087	6 288	6 422
Cuba	27 877	27 827	24 985	23 913	33 791	33 406	34 086	38 017
Dominique	39	49	55	59	4 316	6 100	7 827	9 837
El Salvador	2 365	2 417	2 413	2 608	3 742	3 689	3 651	4 269
Équateur	14 270	18 777	19 565	18 526	14 502	16 810	16 170	14 988
Grenade	43	35	34	38	3 876	3 488	3 386	4 246
Guatemala	5 358	5 727	6 738	9 203	4 425	3 849	4 516	4 710
Guyana	974	1 002	1 025	1 022	14 534	17 277	18 636	19 649
Haïti	3 938	3 688	4 813	4 887	2 371	2 064	2 414	2 218
Honduras	3 601	4 158	3 663	4 267	5 548	6 188	4 983	6 331
Jamaïque	1 726	2 036	2 141	2 239	5 831	7 404	8 633	10 041
Mexique	100 140	111 384	117 366	118 762	12 749	13 199	13 556	14 501
Nicaragua	4 232	4 207	5 739	5 995	11 078	10 759	14 715	16 469
Panama	2 967	3 076	3 207	3 525	15 534	12 452	12 429	13 934

TABLEAU A2 (suite)

	Capital d'exploitation agricole							
	Total (en millions d'USD constants de 2005)				Par travailleur (en USD constants de 2005)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Paraguay	4 676	6 599	7 536	8 318	9 485	11 457	10 540	10 411
Pérou	19 148	19 548	22 071	23 350	8 763	7 049	6 600	6 447
République dominicaine	7 245	8 582	8 718	10 156	12 778	13 819	15 938	20 897
Sainte-Lucie	54	65	66	56	4 140	4 327	4 126	3 292
Saint-Vincent-et-les Grenadines	33	35	29	28	2 972	2 898	2 614	2 536
Suriname	567	712	750	662	22 668	24 549	24 986	20 678
Uruguay	24 426	21 436	22 124	24 972	127 885	116 499	112 306	132 829
Venezuela (République bolivarienne du)	20 830	25 564	27 528	28 955	29 011	29 486	33 944	38 351
Moyen-Orient et Afrique du Nord	150 374	199 402	227 256	248 549	7 805	9 542	9 833	10 082
Algérie	9 155	11 783	12 998	14 081	5 606	6 179	4 782	4 548
Djibouti	242	316	382	384	2 159	1 736	1 641	1 437
Égypte	22 484	25 714	32 377	35 992	3 507	3 959	5 108	5 429
Iran (République islamique d')	46 137	67 144	74 309	82 643	10 830	13 322	12 899	12 841
Iraq	18 143	30 848	30 642	31 128	22 455	49 277	57 276	67 816
Jordanie	793	1 155	1 388	1 492	10 434	11 324	11 759	13 086
Liban	2 488	2 601	2 749	2 774	20 560	37 695	57 264	84 063
Libye	4 612	7 005	6 945	7 309	24 534	55 158	67 426	90 229
Maroc	22 985	23 655	25 436	25 487	7 412	7 247	7 543	8 185
République arabe syrienne	10 920	14 167	21 163	25 030	16 201	14 850	18 964	19 151
Territoire palestinien occupé	364	421	640	676	3 279	3 293	5 122	5 925
Tunisie	6 813	7 933	9 430	9 963	9 888	12 167	12 473	12 611
Yémen	5 239	6 661	8 797	11 594	4 838	4 930	4 659	5 241
Asie du Sud	399 171	460 007	531 857	583 962	1 747	1 709	1 730	1 733
Afghanistan	26 818	27 213	30 437	30 398	8 232	9 705	6 786	5 397
Bangladesh	43 032	50 871	56 734	65 559	1 750	1 653	1 787	2 022
Bhoutan	260	343	324	342	1 873	2 068	1 919	1 224
Inde	244 749	282 488	329 089	355 253	1 371	1 344	1 371	1 363
Maldives	12	15	18	15	485	726	839	636
Népal	5 744	6 856	7 911	8 676	1 055	1 030	912	786
Pakistan	71 376	84 767	100 738	117 171	5 350	5 635	5 384	5 122
Sri Lanka	7 180	7 455	6 606	6 548	2 309	2 084	1 827	1 654
Afrique subsaharienne	280 833	319 616	371 382	423 337	2 654	2 425	2 271	2 248
Afrique du Sud	42 868	42 810	43 350	42 668	26 692	26 524	29 251	33 178
Angola	5 707	5 826	6 267	6 547	2 252	1 753	1 445	1 212
Bénin	1 619	1 805	2 534	2 908	2 057	1 649	1 831	1 881
Botswana	1 841	2 100	2 045	1 845	8 937	10 192	7 279	6 151
Burkina Faso	3 357	5 222	7 596	10 079	1 160	1 396	1 525	1 610
Burundi	1 346	1 336	1 205	1 647	731	525	437	477

TABLEAU A2 (suite)

	Capital d'exploitation agricole							
	Total (en millions d'USD constants de 2005)				Par travailleur (en USD constants de 2005)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Cameroun	5 324	6 510	7 158	7 286	2 094	2 110	2 056	2 055
Cap-Vert	76	123	153	206	2 169	3 605	4 364	6 246
Comores	95	107	129	135	913	793	757	660
Congo	440	500	560	623	1 109	1 119	1 118	1 209
Côte d'Ivoire	4 435	6 392	7 108	7 563	2 198	2 380	2 413	2 669
Érythrée			3 492	3 367			3 204	2 348
Éthiopie			32 771	48 465			1 363	1 649
Éthiopie (RDP d')	29 785	33 338			2 258	1 843		
Gabon	375	410	452	429	1 875	1 982	2 182	2 235
Gambie	217	244	277	370	917	695	602	664
Ghana	3 876	4 431	5 748	7 025	1 419	1 236	1 201	1 249
Guinée	2 184	2 251	3 834	5 331	1 142	949	1 155	1 466
Guinée-Bissau	860	1 147	1 681	1 783	2 975	3 393	4 299	4 176
Kenya	12 632	17 295	15 958	18 301	2 287	2 204	1 484	1 463
Lesotho	986	1 036	1 132	1 070	4 042	3 441	3 253	2 998
Libéria	544	489	578	617	988	861	812	753
Madagascar	14 589	17 227	17 710	17 416	4 565	4 276	3 378	2 652
Malawi	1 596	1 870	2 462	3 066	633	554	630	680
Mali	7 067	6 658	9 891	12 499	4 050	3 409	4 163	4 395
Maurice	225	247	260	267	2 248	3 294	4 134	5 046
Mauritanie	2 558	2 914	3 969	4 306	5 990	6 699	6 963	6 240
Mozambique	2 838	3 580	4 405	4 843	562	687	621	592
Namibie	2 711	2 361	2 551	2 623	15 314	10 779	10 083	10 088
Niger	8 441	7 456	10 493	12 961	4 807	3 318	3 386	3 371
Nigéria	33 068	40 407	49 768	59 792	2 585	3 184	4 000	4 870
Ouganda	4 754	5 992	7 197	8 541	961	899	855	842
République centrafricaine	1 269	1 693	2 171	2 460	1 472	1 631	1 826	2 012
République démocratique du Congo	4 665	5 601	4 956	4 875	622	592	424	362
République-Unie de Tanzanie	15 058	16 679	19 829	21 504	1 929	1 580	1 463	1 372
Rwanda	1 246	1 316	1 392	1 973	578	466	429	495
Sao Tomé-et-Principe	191	201	216	218	9 099	8 368	7 711	7 042
Sénégal	6 934	8 393	9 756	10 498	3 771	3 655	3 331	2 988
Seychelles	12	15	15	11	541	588	553	355
Sierra Leone	925	1 294	1 430	2 186	1 035	1 195	1 374	1 716
Somalie	11 621	13 440	13 088	13 145	6 175	7 168	6 391	5 663
Soudan	24 999	27 681	43 260	47 540	5 369	5 374	6 952	7 002
Swaziland	801	876	852	809	6 788	6 299	5 754	5 824
Tchad	4 267	4 329	5 667	7 033	3 262	2 292	2 344	2 468
Togo	907	1 452	1 549	1 747	1 298	1 597	1 400	1 417
Zambie	3 704	4 864	5 334	5 904	2 498	2 196	1 987	1 970
Zimbabwe	7 823	9 699	9 132	8 858	3 910	3 379	2 794	2 842

TABLEAU A2 (suite)

	Capital d'exploitation agricole							
	Total (en millions d'USD constants de 2005)				Par travailleur (en USD constants de 2005)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
PAYS À REVENU ÉLEVÉ	1 730 513	1 818 454	1 776 270	1 764 612	42 328	55 944	75 328	92 456
Allemagne	120 949	114 290	83 432	74 076	49 407	73 404	82 119	98 505
Andorre	0	0	0	0	147	147	220	220
Arabie saoudite	9 053	21 277	23 127	23 239	8 589	22 026	35 093	39 590
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	112 505	111 469	115 219	111 963	256 276	237 168	260 676	249 361
Autriche	15 310	15 579	14 200	13 844	47 994	56 857	71 356	86 525
Bahamas	22	23	28	29	4 388	3 905	5 534	5 790
Bahreïn	24	40	58	57	4 002	10 018	19 177	19 130
Barbade	102	127	108	84	9 307	14 079	15 366	16 892
Belgique			7 275	6 529			92 086	102 011
Belgique et Luxembourg	7 659	7 857			62 783	71 430		
Bermudes	..	..	..	..	..	..	..	..
Brunéi Darussalam	45	37	58	81	11 190	18 425	58 130	81 360
Canada	88 391	91 794	91 090	94 170	109 666	185 442	238 455	271 384
Chine - RAS de Hong-Kong	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine - RAS de Macao	..	..	..	..	..	..	..	..
Chypre	814	954	1 092	1 141	10 052	19 087	28 733	34 582
Croatie			..	..			..	..
Danemark	16 591	14 061	12 292	11 906	90 170	86 796	113 816	141 738
Émirats arabes unis	769	1 031	3 309	3 670	30 766	14 128	38 040	30 085
Espagne	60 275	69 467	75 074	78 504	22 953	36 755	56 067	69 534
Estonie			2 511	2 002			33 044	30 798
États-Unis d'Amérique	582 673	557 953	569 262	579 069	148 679	150 635	184 227	216 799
Finlande	14 156	14 203	11 877	11 374	47 504	65 150	83 055	103 398
France	102 650	97 840	93 064	90 402	51 843	71 783	105 995	136 972
Grèce	16 619	18 743	19 832	21 190	13 327	19 463	24 010	30 445
Groenland	5	6	5	5	5 140	5 690	5 450	5 310
Guam	28	28	28	29	1 776	1 423	1 498	1 434
Guinée équatoriale	408	410	413	355	6 084	3 799	2 908	2 152
Hongrie	12 137	11 434	11 491	10 619	13 050	16 311	25 423	29 497
Îles Caïmanes	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Féroé	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Mariannes du Nord	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Turques et Caïques	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Vierges américaines	21	18	17	16	1 650	1 352	1 525	1 649
Irlande	16 847	17 167	19 092	18 832	72 304	92 294	115 014	119 947
Islande	1 006	954	809	936	83 863	63 614	62 239	77 962
Israël	2 298	2 355	2 357	2 378	30 234	36 236	38 647	44 033
Italie	64 288	74 748	80 147	75 343	23 034	36 145	64 117	78 976
Japon	236 526	307 545	274 751	265 379	38 447	66 669	101 309	153 133

TABLEAU A2 (suite)

	Capital d'exploitation agricole							
	Total (en millions d'USD constants de 2005)				Par travailleur (en USD constants de 2005)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Koweït	131	129	236	307	14 516	14 384	21 416	23 620
Liechtenstein	14	14	14	14	13 710	14 030	15 178	15 371
Luxembourg			505	440			126 143	146 760
Malte	62	95	90	96	6 153	31 537	30 113	48 245
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	8 227	9 076	8 467	8 270	49 858	65 297	76 975	88 924
Nouvelle-Calédonie	557	614	578	611	23 205	20 478	18 065	19 083
Nouvelle-Zélande	59 934	56 500	54 124	56 245	399 559	330 412	309 281	304 029
Oman	673	946	1 264	1 311	4 208	3 694	4 313	4 444
Pays-Bas	13 026	13 442	12 382	11 816	43 565	42 808	46 031	51 376
Pologne	50 722	65 865	65 784	71 100	9 687	13 290	17 482	22 323
Porto Rico	1 001	1 126	842	759	18 536	22 983	28 067	37 970
Portugal	14 635	15 868	15 213	13 181	12 509	18 516	22 438	23 205
Qatar	56	108	210	189	18 560	15 397	52 535	27 049
République de Corée	6 085	9 355	14 238	16 248	1 132	2 696	6 454	10 739
République tchèque			11 782	10 936			27 337	30 892
Royaume-Uni	47 575	47 446	46 751	45 699	66 538	74 250	88 375	93 263
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..
Singapour	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovaquie			6 849	5 932			28 537	28 246
Slovénie			2 697	2 564			141 955	284 839
Suède	15 582	14 089	13 835	13 394	57 496	67 412	94 760	108 896
Suisse	8 770	8 877	8 113	7 983	46 898	45 524	48 580	54 678
Tchécoslovaquie	20 886	23 151			19 393	23 503		
Trinité-et-Tobago	427	359	295	311	9 292	7 175	5 892	6 474

TABLEAU A3

Montant annuel moyen des flux d'IED destinés à l'agriculture, aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac, et à l'ensemble des secteurs, en 2005-2006 et en 2007-2008

	Montant annuel moyen des flux d'IED destinés: (en millions d'USD courants)					
	à l'agriculture		aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac		à l'ensemble des secteurs	
	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008
MONDE						
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE						
Asie de l'Est et Pacifique						
Cambodge	72	95	18	20	432	841
Chine	659	886	..	2 611	70 937	83 582
Fidji	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..
Indonésie	121	239	..	..	6 626	8 123
Kiribati	..	..	..	..	..	..
Malaisie	-1	1 038	..	..	5 012	7 818
Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..
Mongolie	..	..	..	..	..	..
Myanmar	..	..	..	..	71	..
Palaos	..	..	..	..	..	..
Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..
Philippines	0	2	..	..	2 388	2 160
République démocratique populaire lao	7	..	..	..	28	..
République populaire démocratique de Corée	..	..	..	..	..	..
Samoa	..	..	..	..	..	..
Samoa américaines	..	..	..	..	..	..
Thaïlande	5	10	46	194	8 536	8 923
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..
Tonga	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	..	..	..	..	..	..
Viet Nam	56	..	..	..	2 021	..
Europe et Asie centrale						
Albanie	1	..	..	..	294	..
Arménie	..	23	19	23	370	900
Azerbaïdjan	..	..	..	..	3 911	4 144
Bélarus	..	..	..	..	..	..
Bosnie-Herzégovine	..	..	59	69	690	1 570
Bulgarie	23	89	..	..	..	..
Ex-République yougoslave de Macédoine	1	10	10	30	264	639

TABLEAU A3 (suite)

	Montant annuel moyen des flux d'IED destinés: (en millions d'USD courants)					
	à l'agriculture		aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac		à l'ensemble des secteurs	
	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008
Fédération de Russie	157	378	590	1 104	13 375	27 349
Géorgie	..	..	..	..	..	..
Kazakhstan	1	..	24	..	1 971	..
Kirghizistan	-2	0	..	..	75	220
Lettonie	1	51	..	..	1 185	1 792
Lituanie	11	13	-47	42	1 422	2 030
Monténégro	..	..	..	..	..	..
Ouzbékistan	..	..	..	..	..	..
République de Moldova	1	4	..	..	162	249
Roumanie	56	159	307	196	8 923	11 916
Serbie	..	40	..	147	..	3 466
Serbie et Monténégro	12	..	116	..	4 021	..
Tadjikistan	..	..	..	..	..	..
Turkménistan	..	..	..	..	..	..
Turquie	7	25	338	1 009	13 087	16 935
Ukraine	..	..	..	..	..	..
URSS	..	..	..	..	..	..
Yougoslavie (RFS de)	..	..	..	..	..	..
Amérique latine et Caraïbes	..	..	..	..	..	..
Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..
Argentine	366	505	226	647	7 175	8 605
Belize	6	8	..	..	118	167
Bolivie (État plurinational de)	0	3	..	..	535	1 020
Brésil	233	708	1 474	2 035	21 876	38 795
Chili	14	107	128	23	2 490	3 301
Colombie	7	41	..	..	8 454	9 816
Costa Rica	52	208	..	..	1 165	1 959
Cuba	..	..	..	..	..	..
Dominique	..	..	..	..	..	..
El Salvador	0	2	..	..	376	1 147
Équateur	36	23	..	..	382	595
Grenade	..	..	..	..	..	..
Guatemala	..	..	53	88	550	724
Guyana	..	..	..	..	..	..
Haïti	..	..	..	..	..	..
Honduras	48	7	..	..	537	903
Jamaïque	0	..	..	..	782	1 152
Mexique	16	82	2 175	1 344	20 789	24 806

TABLEAU A3 (suite)

	Montant annuel moyen des flux d'IED destinés: (en millions d'USD courants)					
	à l'agriculture		aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac		à l'ensemble des secteurs	
	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008
Nicaragua	8	..	..	..	264	504
Panama	..	..	..	..	1 737	1 777
Paraguay	-18	1	13	-4	75	157
Pérou	62	30	..	..	723	1 234
République dominicaine	..	..	..	..	1 326	2 232
Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	..
Suriname	..	..	..	..	..	..
Uruguay	283	335	11	100	1 170	1 330
Venezuela (République bolivarienne du)	..	..	..	..	1 000	646
Moyen-Orient et Afrique du Nord						
Algérie	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	..	..	..	..	..
Égypte	30	100	..	..	13 084	15 319
Iran (République islamique d')	..	..	..	..	..	..
Iraq	..	..	..	..	..	..
Jordanie	..	..	..	..	..	..
Liban	..	..	..	..	..	..
Libye	..	..	..	..	..	..
Maroc	2	5	..	..	2 988	4 121
République arabe syrienne	6	15	..	..	621	1 355
Territoire palestinien occupé	..	..	..	..	..	..
Tunisie	8	11	12	22	2 045	2 187
Yémen	..	..	..	..	..	..
Asie du Sud						
Afghanistan	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	2	11	5	16	819	876
Bhoutan	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	6 333	21 062
Maldives	..	..	..	..	..	..
Népal	..	..	..	..	..	..
Pakistan	..	..	56	298	3 236	5 514
Sri Lanka	..	..	..	..	..	..
Afrique subsaharienne						
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..
Angola	..	..	..	..	..	..
Bénin	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A3 (suite)

	Montant annuel moyen des flux d'IED destinés: (en millions d'USD courants)					
	à l'agriculture		aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac		à l'ensemble des secteurs	
	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Érythrée
Éthiopie
Éthiopie (RDP d')						
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar	8	-6	..	..	190	979
Malawi
Mali
Maurice	1	8	..	..	162	385
Mauritanie	509	..
Mozambique	9	71	..	..	131	510
Namibie
Niger
Nigéria	3 403	..
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie	11	..	..	..	448	..
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Swaziland

TABLEAU A3 (suite)

	Montant annuel moyen des flux d'IED destinés: (en millions d'USD courants)					
	à l'agriculture		aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac		à l'ensemble des secteurs	
	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008
Tchad	..	..	..	..	..	..
Togo	..	..	..	..	..	..
Zambie	..	..	..	..	..	..
Zimbabwe	..	..	..	..	..	..
PAYS À REVENU ÉLEVÉ						
Allemagne	11	8	732	-639	51 533	51 514
Andorre	..	..	..	..	..	..
Arabie saoudite	8	24	-542	179	15 195	31 270
Aruba	..	..	..	..	..	..
Australie	-107	-9	..	..	-3 109	34 207
Autriche	-20	4	290	-511	9 634	19 006
Bahamas	..	..	..	..	..	..
Bahreïn	..	..	..	..	..	..
Barbade	..	..	..	..	..	..
Belgique	-973	-92	..	..	34 373	110 099
Belgique et Luxembourg						
Brunéi Darussalam	0	..	..	..	289	248
Canada	..	..	..	..	42 993	84 961
Chine - RAS de Hong-Kong	..	..	..	..	39 341	56 981
Chine - RAS de Macao	..	..	..	..	1 424	2 448
Chypre	0	..	2	0	1 525	3 142
Croatie	11	4	120	101	2 654	5 581
Danemark	0	..	-8	2 763	7 775	7 261
Émirats arabes unis	..	..	..	..	..	..
Espagne	-4	..	..	..	22 518	0
Estonie	18	20	..	..	2 333	2 331
États-Unis d'Amérique	22	240	8 619	29 025	170 955	293 644
Finlande	..	..	..	..	6 201	5 205
France	44	33	5 281	3 392	78 397	79 230
Grèce	34	4	28	-109	2 989	3 305
Groenland	..	..	..	..	..	..
Guam	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..
Hongrie	8	32	80	-106	7 263	5 668
Îles Caïmanes	..	..	..	..	..	..
Îles Féroé	..	..	..	..	..	..
Îles Mariannes du Nord	..	..	..	..	..	..
Îles Turques et Caïques	..	..	..	..	..	..
Îles Vierges américaines	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A3 (suite)

	Montant annuel moyen des flux d'IED destinés: (en millions d'USD courants)					
	à l'agriculture		aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac		à l'ensemble des secteurs	
	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008	2005-2006	2007-2008
Irlande	..	..	-66	-1 797	-18 616	2 339
Islande	0	-2	127	24	3 550	3 557
Israël	..	..	23	71	9 303	9 665
Italie	-74	149	2 114	-244	24 336	30 863
Japon	-15	4	-474	94	-1 865	23 487
Koweït	..	..	..	..	..	..
Liechtenstein	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..
Malte	..	..	..	..	1 239	885
Monaco	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	4 426	4 893
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..
Oman	..	..	..	..	1 746	3 200
Pays-Bas	..	..	-338	10 392	27 622	55 742
Pologne	52	117	499	416	14 906	22 695
Polynésie française	..	..	..	..	..	..
Porto Rico	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	7 419	3 864
Qatar	..	..	..	..	..	..
République de Corée	2	..	-150	..	6 000	..
République tchèque	32	0	138	392	8 558	8 447
Royaume-Uni	88	79	1 959	10 468	166 096	136 618
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..
Singapour	..	..	34	50	2 183	-479
Slovaquie	2	1	..	..	2 703	3 267
Slovénie	..	..	..	..	..	..
Suède	..	..	24	4 435	20 418	32 114
Suisse	..	..	..	..	21 383	23 792
Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..
Trinité-et-Tobago	..	..	6	10	911	830

TABLEAU A4

Dépenses publiques: montant total alloué à l'agriculture et part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques, en 1980, 1990, 2000 et 2007

	Dépenses publiques							
	Montant total alloué à l'agriculture (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE								
Asie de l'Est et Pacifique								
Cambodge	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	16 618	20 567	41 743	88 683	12,2	10,0	7,8	6,8
Fidji	27	34	36	31	7,2	6,7	3,7	3,1
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	4 061	4 851	2 671	3 856	10,0	7,6	2,3	3,0
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..
Malaisie	..	..	..	..	..	..	..	..
Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
Myanmar	403	183	391	420	23,6	9,3	17,4	8,3
Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..
Papouasie-Nouvelle-Guinée	141	152	78	50	8,5	7,2	2,6	1,5
Philippines	1 020	1 986	2 217	2 550	6,1	6,6	5,7	5,2
République démocratique populaire lao	..	..	..	..	..	..	..	..
République populaire démocratique de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Thaïlande	1 917	3 301	5 510	6 311	9,7	10,4	8,8	6,6
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..
Tonga	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	4	9	6	6	3,0	4,6	3,6	5,0
Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
Europe et Asie centrale								
Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Arménie	..	..	..	..	..	..	..	..
Azerbaïdjan	..	..	..	..	..	..	..	..
Bélarus	..	..	1 397	2 840	..	..	13,1	10,5
Bosnie-Herzégovine	..	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..
Ex-République yougoslave de Macédoine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	3 763	1 881	..	..	2,1	0,5
Géorgie	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A4 (suite)

	Dépenses publiques							
	Montant total alloué à l'agriculture (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Kazakhstan			236	1 040			2,1	4,1
Kirghizistan			54	58			4,0	2,4
Lettonie			269	1 071			4,5	9,9
Lituanie			133	701			2,8	3,9
Monténégro				..				..
Ouzbékistan			..	..			..	..
République de Moldova			55	198			4,3	8,1
Roumanie	..	..	1 763	3 248	..	..	3,4	4,9
Serbie				..				..
Serbie et Monténégro			..				..
Tadjikistan			..	..			..	..
Turkménistan			..	..			..	..
Turquie	..	..	4 557	4 595	..	..	2,8	2,2
Ukraine			..	..			..	..
URSS	..	..			..	..
Yougoslavie (RFS de)	..	..			..	..
Amérique latine et Caraïbes								
Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..
Argentine	..	..	..	..	..	..	..	..
Belize	..	..	..	..	..	..	..	..
Bolivie (État plurinational de)	80	74	150	109	3,4	3,5	2,8	1,4
Brésil	10	0	3 497	2 386	6,6	1,5	4,9	2,1
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..
Colombie	..	..	..	..	..	..	..	..
Costa Rica	121	193	132	228	3,4	4,1	3,4	3,5
Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..
Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..
El Salvador	478	952	1 637	87	5,8	5,4	5,6	1,5
Équateur	..	..	..	..	..	..	..	..
Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	251	145	145	204	6,6	4,2	2,3	2,4
Guyana	..	..	..	..	..	..	..	..
Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..
Honduras	..	..	..	..	..	..	..	..
Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	7 951	4 579	4 712	6 794	7,2	3,5	3,3	1,8
Nicaragua	..	..	..	..	..	..	..	..
Panama	180	76	80	206	5,3	2,5	1,5	2,8
Paraguay	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A4 (suite)

	Dépenses publiques							
	Montant total alloué à l'agriculture (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Pérou	..	..	..	..	..	..	..	..
République dominicaine	382	343	475	220	14,3	14,5	7,6	3,4
Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3	12	8	6	3,8	6,3	3,2	2,3
Suriname	..	..	..	..	..	..	..	..
Uruguay	57	64	106	113	2,1	1,3	1,2	1,2
Venezuela (République bolivarienne du)	..	..	..	..	..	..	..	..
Moyen-Orient et Afrique du Nord								
Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	..	..	..	..	..	..	..
Égypte	2 522	2 387	4 843	3 122	4,6	5,4	6,8	3,0
Iran (République islamique d')	2 713	2 324	1 947	5 985	3,4	3,4	1,9	3,1
Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..
Jordanie	37	90	175	154	1,0	2,4	3,2	1,5
Liban	..	..	..	..	..	..	..	..
Libye	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	880	863	833	725	6,5	5,3	3,2	2,0
République arabe syrienne	751	945	1 742	1 338	5,0	11,0	9,5	5,6
Territoire palestinien occupé	..	..	..	..	..	..	..	..
Tunisie	1 061	910	1 280	1 076	14,5	9,6	9,3	6,0
Yémen	9	111	206	201	1,4	2,2	1,7	1,0
Asie du Sud								
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	392	498	528	1 229	10,3	4,7	3,6	5,6
Bhoutan	32	48	53	59	31,9	14,5	8,0	5,0
Inde	5 415	14 058	15 695	23 457	7,2	8,3	5,6	5,0
Maldives	5	3	6	20	8,8	1,9	1,7	2,2
Népal	219	183	188	191	16,4	8,5	5,8	4,3
Pakistan	308	278	356	2 950	2,1	0,8	0,7	4,1
Sri Lanka	500	546	611	842	5,8	5,8	4,3	4,4
Afrique subsaharienne								
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..
Botswana	100	196	281	221	9,7	6,5	4,2	2,7
Burkina Faso	..	..	..	..	..	..	..	..
Burundi	..	..	..	..	..	..	..	..
Cameroun	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A4 (suite)

	Dépenses publiques							
	Montant total alloué à l'agriculture (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Cap-Vert	..	..	..	..	..	..	..	..
Comores	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo	..	..	..	..	..	..	..	..
Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..
Érythrée			..	..			..	..
Éthiopie			..	..			..	..
Éthiopie (RDP d')	..	..			..	..
Gabon	..	..	..	..	..	..	..	..
Gambie	..	..	..	..	..	..	..	..
Ghana	139	6	39	54	12,2	0,4	0,7	0,4
Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	..	..
Kenya	331	652	390	425	8,3	10,2	5,5	3,4
Lesotho	27	82	44	49	8,0	9,8	3,7	3,2
Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	..	..	..	..	..	..	..	..
Malawi	149	153	101	83	10,2	9,9	4,9	4,1
Mali	..	..	..	..	..	..	..	..
Maurice	68	101	116	84	6,9	7,3	4,8	2,7
Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..
Namibie	..	..	..	..	..	..	..	..
Niger	..	..	..	..	..	..	..	..
Nigéria	936	796	419	510	3,0	5,1	2,0	2,0
Ouganda	27	42	223	231	6,7	2,3	6,3	4,0
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	..	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Rwanda	..	..	..	..	..	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	..	..	..	..
Sénégal	..	..	..	..	..	..	..	..
Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..
Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	..	..	..	..	..	..	..
Swaziland	30	47	80	121	13,0	7,3	6,6	4,4
Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	..	..	..	..	..	..	..	..
Zambie	832	83	216	333	22,9	2,8	6,5	8,3
Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A5

Dépenses publiques allouées à l'agriculture: par travailleur agricole, et indice d'orientation agricole, en 1980, 1990, 2000 et 2007

	Dépenses publiques							
	Par travailleur agricole (en USD PPA constants de 2005)				Indice d'orientation agricole (ratio)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE								
Asie de l'Est et Pacifique								
Cambodge	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	45	43	84	178	0,40	0,37	0,51	0,64
Fidji	283	294	288	248	0,33	0,33	0,22	0,22
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	127	117	57	81	0,42	0,39	0,15	0,21
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..
Malaisie	..	..	..	..	..	..	..	..
Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
Myanmar	33	12	22	22	..	..	..	..
Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..
Papouasie-Nouvelle-Guinée	133	108	45	25	0,24	0,23	0,07	0,04
Philippines	111	181	178	193	0,24	0,30	0,36	0,37
République démocratique populaire lao	..	..	..	..	..	..	..	..
République populaire démocratique de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Thaïlande	114	156	278	322	0,42	0,84	0,98	0,62
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..
Tonga	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	130	302	163	157	0,16	0,22	0,14	0,22
Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
Europe et Asie centrale								
Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Arménie	..	..	..	..	..	..	..	..
Azerbaïdjan	..	..	..	..	..	..	..	..
Bélarus	..	..	2 200	5 819	..	..	0,92	1,13
Bosnie-Herzégovine	..	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..
Ex-République yougoslave de Macédoine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	492	285	..	..	0,32	0,11
Géorgie	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A5 (suite)

	Dépenses publiques							
	Par travailleur agricole (en USD PPA constants de 2005)				Indice d'orientation agricole (ratio)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Kazakhstan			179	860			0,24	0,67
Kirghizistan			99	108			0,11	0,08
Lettonie			2 040	9 079			0,99	2,76
Lituanie			650	4 934			0,45	1,01
Monténégro				..				..
Ouzbékistan			..	..			..	..
République de Moldova			142	842			0,15	0,67
Roumanie	..	..	1 016	3 153	..	..	0,27	0,56
Serbie				..				..
Serbie et Monténégro			..				..
Tadjikistan			..	..			..	..
Turkménistan			..	..			..	..
Turquie	..	..	478	525	..	..	0,25	0,26
Ukraine			..	..			..	..
URSS	..	..			..	..
Yougoslavie (RFS de)	..	..			..	..
Amérique latine et Caraïbes								
Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..
Argentine	..	..	..	..	..	..	..	..
Belize	..	..	..	..	..	..	..	..
Bolivie (État plurinational de)	79	62	96	59	0,18	0,21	0,19	0,11
Brésil	1	0	263	200	0,60	0,19	0,87	0,38
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..
Colombie	..	..	..	..	..	..	..	..
Costa Rica	442	628	403	698	..	..	..	..
Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..
Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..
El Salvador	755	1 454	2 480	142	..	..	..	..
Équateur	..	..	..	..	..	..	..	..
Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	208	98	97	105	..	..	..	..
Guyana	..	..	..	..	..	..	..	..
Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..
Honduras	..	..	..	..	..	..	..	..
Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1 011	549	547	843	0,79	0,45	0,80	0,49
Nicaragua	..	..	..	..	..	..	..	..
Panama	942	309	311	816	0,59	0,26	0,21	0,42
Paraguay	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A5 (suite)

	Dépenses publiques							
	Par travailleur agricole (en USD PPA constants de 2005)				Indice d'orientation agricole (ratio)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Pérou	..	..	..	..	..	..	..	..
République dominicaine	658	539	844	440	0,71	1,08	1,05	0,52
Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	309	984	765	561	0,27	0,30	0,29	0,29
Suriname	..	..	..	..	..	..	..	..
Uruguay	296	347	536	600	..	..	..	..
Venezuela (République bolivarienne du)	..	..	..	..	..	..	..	..
Moyen-Orient et Afrique du Nord								
Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	..	..	..	..	..	..	..
Égypte	398	361	736	452	0,25	0,28	0,41	0,22
Iran (République islamique d')	629	442	329	917	0,20	0,18	0,14	0,30
Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..
Jordanie	497	927	1 467	1 283	0,12	0,29	1,38	0,54
Liban	..	..	..	..	..	..	..	..
Libye	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	284	264	247	231	0,35	0,29	0,21	0,15
République arabe syrienne	1 106	959	1 511	964	..	..	..	..
Territoire palestinien occupé	..	..	..	..	..	..	..	..
Tunisie	1 538	1 394	1 691	1 367	1,03	0,61	0,75	0,59
Yémen	8	79	106	90	..	..	..	..
Asie du Sud								
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	14	15	15	35	0,33	0,15	0,14	0,29
Bhoutan	232	293	320	214	..	..	..	..
Inde	31	68	66	91	0,20	0,28	0,24	0,28
Maldives	217	183	292	865	..	..	..	..
Népal	40	27	22	17	0,27	0,16	0,14	0,13
Pakistan	22	18	18	122	0,07	0,03	0,03	0,20
Sri Lanka	161	153	169	217	0,21	0,22	0,22	0,38
Afrique subsaharienne								
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..
Botswana	490	973	1 024	750	0,66	1,33	1,55	1,32
Burkina Faso	..	..	..	..	..	..	..	..
Burundi	..	..	..	..	..	..	..	..
Cameroun	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A5 (suite)

	Dépenses publiques							
	Par travailleur agricole (en USD PPA constants de 2005)				Indice d'orientation agricole (ratio)			
	1980	1990	2000	2007	1980	1990	2000	2007
Cap-Vert	..	..	..	..	..	..	..	..
Comores	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo	..	..	..	..	..	..	..	..
Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..
Érythrée			..	..			..	..
Éthiopie			..	..			..	..
Éthiopie (RDP d')	..	..			..	..
Gabon	..	..	..	..	..	..	..	..
Gambie	..	..	..	..	..	..	..	..
Ghana	51	2	8	10	0,20	0,01	0,02	0,01
Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	..	..
Kenya	60	83	36	34	0,25	0,35	0,17	0,17
Lesotho	110	277	129	142	0,33	0,39	0,30	0,39
Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	..	..	..	..	..	..	..	..
Malawi	59	45	25	17	0,23	0,22	0,13	0,12
Mali	..	..	..	..	..	..	..	..
Maurice	672	1 351	1 845	1 580	0,52	0,57	0,69	0,56
Mauritanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..
Namibie	..	..	..	..	..	..	..	..
Niger	..	..	..	..	..	..	..	..
Nigéria	74	63	33	41	..	..	..	..
Ouganda	6	6	26	23	0,09	0,04	0,21	0,17
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	..	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Rwanda	..	..	..	..	..	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	..	..	..	..
Sénégal	..	..	..	..	..	..	..	..
Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..
Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	..	..	..	..	..	..	..
Swaziland	253	341	531	857	0,57	0,70	0,53	0,60
Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	..	..	..	..	..	..	..	..
Zambie	561	37	78	109	1,52	0,14	0,29	0,39
Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A6

Dépenses publiques allouées à la R&D agricole: montant total et en tant que part du PIB agricole, en 1981, 1990, 2000 et pour l'année la plus récente

	Dépenses publiques allouées à la R&D agricole							
	Montant total (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part du PIB agricole (pourcentage)			
	1981	1990	2000	Année la plus récente	1981	1990	2000	Année la plus récente
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE								
Asie de l'Est et Pacifique								
Cambodge
Chine	658	1 055	1 745	4 048	0,41	0,34	0,38	0,50
Fidji
Îles Marshall
Îles Salomon
Indonésie	154	204	..	..	0,18	0,20
Kiribati
Malaisie	158	210	335	..	1,01	1,14	1,57	..
Micronésie (États fédérés de)
Mongolie
Myanmar	6	5	..	..	0,04	0,06
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21	..	..	..	0,60	..
Philippines	129	..	..	..	0,41	..
République démocratique populaire lao	22	10	..	..	0,57	0,24
République populaire démocratique de Corée
Samoa
Samoa américaines
Thaïlande
Timor-Leste
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam	12	..	..	..	0,13	..
Europe et Asie centrale								
Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Bélarus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Fédération de Russie

TABLEAU A6 (suite)

	Dépenses publiques allouées à la R&D agricole							
	Montant total (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part du PIB agricole (pourcentage)			
	1981	1990	2000	Année la plus récente	1981	1990	2000	Année la plus récente
Géorgie			..	..			..	..
Kazakhstan			..	..			..	..
Kirghizistan			..	..			..	..
Lettonie			..	..			..	..
Lituanie			..	..			..	..
Monténégro				..				..
Ouzbékistan			..	..			..	..
République de Moldova			..	..			..	..
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Serbie				..				..
Serbie et Monténégro			..				..
Tadjikistan			..	..			..	..
Turkménistan			..	..			..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..
Ukraine			..	..			..	..
URSS	..	..			..	..
Yougoslavie (RFS de)	..	..			..	..
Amérique latine et Caraïbes								
Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..
Argentine	203	194	239	449	1,17	0,98	1,34	1,27
Belize	1	1	2	3	0,75	0,86	0,90	0,95
Bolivie (État plurinational de)	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	979	1 227	1 247	1 296	1,15	1,66	1,86	1,68
Chili	58	75	117	98	1,45	1,09	1,30	1,22
Colombie	104	153	165	152	0,43	0,54	0,62	0,50
Costa Rica	13	17	25	30	0,41	0,85	0,93	0,93
Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..
Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..
El Salvador	14	11	7	6	0,20	0,30	0,20	0,15
Équateur	..	..	..	..	..	..	..	..
Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..
Guatemala	21	14	9	8	0,25	0,15	0,07	0,06
Guyana	..	..	..	..	..	..	..	..
Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..
Honduras	6	15	14	13	0,25	0,55	0,54	0,43
Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	438	518	..	..	1,08	1,21
Nicaragua	..	..	..	24	..	..	..	0,94
Panama	10	12	11	10	0,92	0,95	0,72	0,50

TABLEAU A6 (suite)

	Dépenses publiques allouées à la R&D agricole							
	Montant total (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part du PIB agricole (pourcentage)			
	1981	1990	2000	Année la plus récente	1981	1990	2000	Année la plus récente
Paraguay	..	..	..	3	..	..	..	0,20
Pérou	..	..	..	..	..	..	..	..
République dominicaine	..	..	..	17	..	..	..	0,26
Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	..	..	..
Suriname	..	..	..	..	..	..	..	..
Uruguay	18	29	38	60	0,67	1,45	2,06	1,99
Venezuela (République bolivarienne du)	..	..	..	..	..	..	..	..
Moyen-Orient et Afrique du Nord								
Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	..	..	..	..	..	..	..	..
Égypte	..	..	..	..	..	..	..	..
Iran (République islamique d')	..	..	508	559	..	..	0,76	0,82
Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..
Jordanie	..	..	7	..	..	..	1,99	..
Liban	..	..	..	..	..	..	..	..
Libye	..	..	..	..	..	..	..	..
Maroc	99	119	105	..	1,72	1,01	1,00	..
République arabe syrienne	..	..	79	..	..	..	0,53	..
Territoire palestinien occupé	..	..	..	..	..	..	..	..
Tunisie	..	..	45	..	..	..	0,71	..
Yémen	..	..	..	..	..	..	..	..
Asie du Sud								
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	..	..	142	126	..	..	0,46	0,31
Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	414	714	1 487	2 276	0,22	0,29	0,39	0,40
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..
Népal	..	..	25	22	..	..	0,29	0,23
Pakistan	..	..	136	172	..	..	0,21	0,21
Sri Lanka	..	..	55	38	..	..	0,54	0,34
Afrique subsaharienne								
Afrique du Sud	221	247	283	272	1,44	2,09	2,83	2,02
Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénin	6	11	13	22	0,44	0,57	0,43	0,57
Botswana	9	11	20	19	1,94	2,50	4,50	4,32
Burkina Faso	23	22	23	19	1,66	1,23	0,79	0,43
Burundi	..	..	4	10	..	..	0,45	1,78

TABLEAU A6 (suite)

	Dépenses publiques allouées à la R&D agricole							
	Montant total (en millions d'USD PPA constants de 2005)				Part du PIB agricole (pourcentage)			
	1981	1990	2000	Année la plus récente	1981	1990	2000	Année la plus récente
Cameroun	..	..	..	..	..	..	..	..
Cap-Vert	..	..	..	..	..	..	..	..
Comores	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo	..	..	3	5	..	..	0,60	0,85
Côte d'Ivoire	72	74	56	43	1,17	0,95	0,77	0,54
Érythrée			9	3			2,53	0,45
Éthiopie			49	69			0,31	0,27
Éthiopie (RDP d')	17	39			0,14	0,28		
Gabon	..	..	2	2	..	..	0,24	0,20
Gambie	..	..	3	3	..	..	0,58	0,50
Ghana	14	40	41	95	0,25	0,66	0,57	0,90
Guinée	..	..	10	4	..	..	0,73	0,18
Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	..	..
Kenya	88	127	151	172	1,36	1,50	1,31	1,30
Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	14	21	9	12	0,48	0,70	0,24	0,27
Malawi	29	39	30	21	1,84	1,71	1,03	0,68
Mali	33	24	31	25	1,56	0,95	0,95	0,57
Maurice	11	12	23	22	2,18	1,69	3,41	3,92
Mauritanie	..	..	..	6	..	..	..	1,16
Mozambique	..	..	..	18	..	..	..	0,38
Namibie	..	..	..	22	..	..	..	2,03
Niger	9	15	5	6	0,37	0,81	0,19	0,17
Nigéria	231	117	191	404	0,40	0,13	0,21	0,42
Ouganda	..	..	40	88	..	..	0,76	1,24
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	..	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	..	..	44	77	..	..	0,36	0,50
Rwanda	..	..	..	18	..	..	..	0,53
Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	..	..	..	..
Sénégal	41	34	25	25	2,36	1,78	1,02	0,87
Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..
Sierra Leone	..	..	..	6	..	..	..	0,31
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	54	29	37	52	0,73	0,28	0,20	0,27
Swaziland	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..
Togo	16	13	13	9	1,97	1,11	0,88	0,47
Zambie	27	23	15	8	1,81	1,29	0,71	0,29
Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU A7

Montant de l'APD allouée à l'agriculture et part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs, en 1980, 1990, 2000 et 2010

	APD							
	Allouée à l'agriculture (en millions d'USD constants de 2005)				Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
MONDE	8 397	8 193	4 131	8 299	18,8	14,5	5,6	5,9
PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE	8 328	8 150	4 119	8 266	20,0	15,2	5,6	5,8
Asie de l'Est et Pacifique	1 358	1 851	722	728	18,0	17,3	5,3	5,9
Cambodge	6	..	59	50	7,6	..	10,8	5,6
Chine	..	1 096	193	65	..	53,7	5,7	3,1
Fidji	5	1	1	12	35,4	6,9	6,7	20,5
Îles Marshall	..	..	5	1	..	..	8,3	0,8
Îles Salomon	6	5	3	17	14,5	17,5	2,9	5,1
Indonésie	704	400	132	170	23,6	11,7	6,1	5,9
Kiribati	5	1	10	2	37,9	7,9	44,1	5,3
Malaisie	..	15	6	6	..	2,1	0,4	6,7
Micronésie (États fédérés de)	..	..	14	1	..	..	12,1	1,0
Mongolie	..	..	5	26	..	..	1,6	4,9
Myanmar	136	..	3	22	28,0	..	3,5	7,5
Palaos	..	..	0	0	..	..	0,9	2,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11	2	25	40	1,7	1,1	4,5	4,8
Philippines	133	145	157	49	18,7	6,0	13,0	4,2
République démocratique populaire lao	70	48	18	18	56,2	20,6	6,2	3,4
République populaire démocratique de Corée	..	36	1	0	..	..	1,4	0,8
Samoa	14	4	2	2	73,7	7,4	4,1	1,6
Samoa américaines	..	..	..	..	..	..	..	..
Thaïlande	227	73	22	11	31,8	5,1	1,7	2,2
Timor-Leste	..	..	5	10	..	..	1,7	2,8
Tonga	1	4	0	1	7,2	9,8	0,5	1,5
Tuvalu	1	..	..	0	11,3	..	0,0	1,9
Vanuatu	5	2	3	2	5,4	15,8	10,1	2,6
Viet Nam	35	20	58	223	9,4	10,1	2,9	6,4
Europe et Asie centrale			272	488			5,2	6,1
Albanie	..	..	10	16	..	..	2,3	3,8
Arménie			15	6			5,6	1,8
Azerbaïdjan			60	3			28,1	1,6
Bélarus			..	0			..	0,2
Bosnie-Herzégovine			15	10			1,7	1,9
Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..
Ex-République yougoslave de Macédoine			24	21			7,9	9,7

TABLEAU A7 (suite)

	APD							
	Allouée à l'agriculture (en millions d'USD constants de 2005)				Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Fédération de Russie			..	..			..	..
Géorgie			21	22			7,3	2,8
Kazakhstan			3	2			1,0	0,6
Kirghizistan			75	9			22,4	1,9
Lettonie			..	..			..	..
Lituanie			..	..			..	..
Monténégro				4				3,9
Ouzbékistan			0	5			0,2	0,7
République de Moldova			11	97			8,1	12,8
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..
Serbie				25				4,2
Serbie et Monténégro			15				0,7	
Tadjikistan			22	26			15,5	6,3
Turkménistan			0	1			0,2	2,5
Turquie	..	1	1	238	..	0,3	0,1	15,5
Ukraine			..	3			..	0,5
URSS	..	..			..	..
Yougoslavie (RFS de)	..	..			..	..
Amérique latine et Caraïbes	772	665	522	960	20,3	10,1	6,5	8,5
Antigua-et-Barbuda	..	..	10	0	..	..	90,1	2,1
Argentine	..	25	2	34	..	14,2	2,5	25,0
Belize	1	5	6	22	14,2	37,6	27,1	46,8
Bolivie (État plurinational de)	19	174	115	122	12,9	23,5	9,1	18,1
Brésil	30	20	19	201	8,4	19,2	8,3	22,4
Chili	2	0	3	2	10,9	0,1	5,8	1,7
Colombie	..	3	82	100	..	2,6	5,1	9,1
Costa Rica	41	15	13	2	28,8	9,9	22,0	2,5
Cuba	..	0	7	8	..	1,0	11,0	7,5
Dominique	4	0	8	0	30,8	0,0	47,0	0,3
El Salvador	165	32	17	10	57,7	7,6	11,2	3,5
Équateur	0	10	10	38	0,0	2,3	4,4	15,7
Grenade	0	..	2	0	6,7	..	14,5	0,7
Guatemala	..	24	24	41	..	8,5	8,6	9,9
Guyana	6	44	0	22	28,6	14,2	0,1	7,6
Haïti	6	35	23	68	6,8	13,3	11,9	2,1
Honduras	45	82	59	66	10,4	17,0	7,4	12,2
Jamaïque	25	68	7	25	15,3	26,1	5,9	24,8
Mexique	1	1	5	20	1,3	0,2	1,3	2,0
Nicaragua	142	67	45	59	27,9	8,2	8,1	10,6

TABLEAU A7 (suite)

	APD							
	Allouée à l'agriculture (en millions d'USD constants de 2005)				Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Panama	11	..	1	4	14,1	..	2,1	8,3
Paraguay	17	14	3	20	9,1	9,4	5,9	10,5
Pérou	227	31	24	72	51,1	16,1	2,3	10,8
République dominicaine	25	6	12	17	14,8	4,2	4,0	4,3
Sainte-Lucie	2	..	10	0	25,0	..	37,5	4,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	0	8	0	..	100,0	57,7	3,0
Suriname	2	6	4	..	2,2	18,1	15,6	0,0
Uruguay	..	2	1	2	..	8,2	8,1	6,4
Venezuela (République bolivarienne du)	..	..	0	0	..	..	0,2	0,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	742	345	316	492	13,1	6,9	5,4	4,0
Algérie	..	28	1	8	..	11,8	0,9	3,2
Djibouti	4	11	1	1	19,7	25,8	1,1	0,8
Égypte	325	108	155	133	9,3	4,1	8,5	6,0
Iran (République islamique d')	..	..	0	2	..	..	0,1	1,7
Iraq	..	..	..	51	..	..	0,0	2,5
Jordanie	24	4	37	2	8,2	0,5	5,5	0,2
Liban	..	..	7	27	..	..	6,5	6,4
Libye	..	1	..	0	..	33,8	..	0,1
Maroc	19	72	6	161	7,8	10,7	0,8	8,7
République arabe syrienne	110	..	8	26	94,9	..	7,0	6,1
Territoire palestinien occupé	..	..	17	34	..	..	2,8	1,6
Tunisie	163	83	51	4	18,2	21,4	8,1	0,6
Yémen	98	38	31	42	20,7	15,4	5,2	5,2
Asie du Sud	3 336	1 924	504	1 085	28,6	21,0	7,9	4,8
Afghanistan	..	33	2	583	..	28,1	1,2	8,7
Bangladesh	797	590	177	121	23,4	25,1	11,2	5,0
Bhoutan	1	18	4	6	3,3	46,9	5,0	5,7
Inde	2 000	237	194	189	37,3	8,0	7,8	2,8
Maldives	..	0	0	0	..	0,1	0,0	0,1
Népal	141	196	61	30	36,9	52,6	16,6	2,9
Pakistan	201	755	12	145	15,6	37,2	0,9	3,3
Sri Lanka	197	94	55	12	16,4	7,6	14,0	1,2
Afrique subsaharienne	2 082	2 897	1 488	2 857	19,6	16,0	7,1	7,4
Afrique du Sud	..	..	12	20	..	..	2,5	1,9
Angola	16	51	9	27	14,5	17,9	2,5	6,1
Bénin	1	16	45	21	0,6	8,1	10,9	3,6
Botswana	15	3	2	1	9,6	2,6	4,4	0,6

TABLEAU A7 (suite)

	APD							
	Allouée à l'agriculture (en millions d'USD constants de 2005)				Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Burkina Faso	98	66	127	71	31,8	21,0	23,8	8,7
Burundi	33	68	11	96	12,7	28,2	6,3	19,2
Cameroun	133	142	16	62	62,7	21,6	3,1	9,4
Cap-Vert	17	5	4	3	19,8	6,0	4,8	1,7
Comores	11	5	2	2	31,3	49,1	6,0	2,2
Congo	7	33	1	1	4,3	13,8	1,4	0,1
Côte d'Ivoire	66	98	37	93	52,1	11,1	6,4	12,8
Érythrée			39	13			9,2	13,6
Éthiopie			67	222			5,3	7,3
Éthiopie (RDP d')	62	93			30,0	12,4		
Gabon	32	1	10	28	62,5	5,6	11,6	15,4
Gambie	5	12	4	15	6,1	12,1	7,9	9,1
Ghana	143	60	140	126	38,7	6,7	16,4	8,1
Guinée	28	77	9	8	16,6	16,6	4,4	6,0
Guinée-Bissau	4	37	0	10	8,2	24,7	0,2	8,3
Kenya	175	246	78	323	24,1	13,0	6,1	10,6
Lesotho	24	9	4	0	12,9	12,5	6,9	0,1
Libéria	10	2	4	36	19,0	12,2	13,8	2,6
Madagascar	9	45	50	19	3,2	7,9	9,6	6,5
Malawi	35	113	50	79	19,6	23,0	6,5	8,6
Mali	40	116	137	223	24,7	34,1	19,4	24,9
Maurice	1	4	2	0	0,9	4,5	6,5	0,0
Mauritanie	24	75	27	11	20,9	34,6	12,0	3,5
Mozambique	95	209	48	72	39,0	21,7	2,6	3,7
Namibie	..	4	13	14	..	4,2	9,9	4,0
Niger	70	115	81	43	25,2	51,1	20,7	8,1
Nigéria	11	11	16	69	75,5	2,2	1,6	5,5
Ouganda	5	211	88	198	1,5	23,5	6,6	10,8
République centrafricaine	5	41	2	3	4,4	16,6	1,4	1,2
République démocratique du Congo	103	43	3	100	21,7	5,9	1,3	3,1
République-Unie de Tanzanie	124	497	127	132	10,1	30,0	7,5	4,7
Rwanda	54	26	62	68	20,9	10,1	10,1	7,5
Sao Tomé-et-Principe	2	3	6	3	39,7	6,4	12,3	9,0
Sénégal	51	104	60	256	16,6	11,5	7,2	19,7
Seychelles	4	7	0	1	32,0	20,4	5,3	2,0
Sierra Leone	1	..	1	75	1,6	..	0,3	16,7
Somalie	122	56	0	1	29,9	21,6	0,2	0,3
Soudan	351	55	1	145	22,2	20,1	0,2	7,5
Swaziland	0	5	5	6	0,7	26,0	15,0	5,0
Tchad	1	21	27	9	4,5	11,2	6,2	1,8

TABLEAU A7 (suite)

	APD							
	Allouée à l'agriculture (en millions d'USD constants de 2005)				Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Togo	41	33	6	36	19,4	13,1	6,5	7,6
Zambie	51	47	39	36	10,8	5,5	2,9	4,9
Zimbabwe	2	32	17	81	0,6	8,9	7,2	15,5
PAYS À REVENU ÉLEVÉ	64	75	10	35	2,6	2,6	6,3	9,2
Allemagne
Andorre
Arabie saoudite	0	..	..	..	..	..
Aruba	..	0	..	..	..	0,3	..	..
Australie
Autriche
Bahamas
Bahreïn	0	..	..	..	0,9	..
Barbade	9	0	0	0	..	10,5	0,1	1,7
Belgique
Belgique et Luxembourg
Bermudes
Brunéi Darussalam
Canada
Chine - RAS de Hong-Kong
Chine - RAS de Macao
Chypre
Croatie	1	34	..	..	0,7	16,7
Danemark
Émirats arabes unis
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Finlande
France
Grèce
Groenland
Guam
Guinée équatoriale	..	19	1	0	..	59,4	5,5	0,5
Hongrie
Îles Caïmanes
Îles Féroé
Îles Mariannes du Nord	..	6	..	..	..	36,0	..	..
Îles Turques et Caïques	0	..	..	..	..	..
Îles Vierges américaines

TABLEAU A7 (suite)

	APD							
	Allouée à l'agriculture (en millions d'USD constants de 2005)				Part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs (pourcentage)			
	1980	1990	2000	2010	1980	1990	2000	2010
Irlande
Islande
Israël	45	1	..	..	2,4	0,0	..	..
Italie
Japon
Koweït
Liechtenstein
Luxembourg
Malte	2	..	..	..	79,8	..	0,0	..
Monaco
Norvège
Nouvelle-Calédonie	4	2	..	..	18,0	3,7	..	..
Nouvelle-Zélande
Oman	..	11	8	0	..	68,1	67,2	0,3
Pays-Bas
Pologne
Porto Rico
Portugal
Qatar
République de Corée	..	36	..	..	..	..	..	..
République tchèque
Royaume-Uni
Saint-Marin	0,6	..
Singapour	4	..	..	..	27,6	..	..	..
Slovaquie	0,0	..
Slovénie	0	..	..	..	..	..
Suède
Suisse	0,4	0,4
Tchécoslovaquie
Trinité-et-Tobago	0	0	..	..	1,7	..
Bénéficiaires non spécifiés	8	206	125	1 113	1,7	13,2	1,6	4,5
Bénéficiaires régionaux	32	262	169	543	11,0	16,0	5,0	6,0

- **Bibliographie**
- **Chapitres spéciaux de**
*La situation mondiale de
l'alimentation et de l'agriculture*

Bibliographie

- Ahmed, A.U., Rabbani, M., Sulaiman, M. et Das, N.C.** 2009. *The impact of asset transfer on livelihoods of the ultra poor in Bangladesh*. Research Monograph Series No. 39. Dhaka, Bangladesh Rural Advancement Committee.
- Ahmed, R. et Hossain, M.** 1990. *Development impact of rural infrastructure in Bangladesh*. IFPRI Research Report 83. Washington, IFPRI.
- Akroyd, S. et Smith, L.** 2007. *Review of public spending to agriculture. A joint DFID/World Bank study*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford Policy Management.
- Allcott, H., Lederman, D. et López, R.** 2006. *Political institutions, inequality, and agricultural growth: the public expenditure connection*. Policy Research Working Paper Series 3902. Washington, Banque mondiale.
- Alston, J.** 2010. *Les avantages de la recherche-développement, de l'innovation et de l'accroissement de la productivité*. OCDE. Documents de travail sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries, N° 31. Paris, OCDE.
- Alston, J., Marra, M., Pardey, P. et Wyatt, T.** 2000. Research returns redux: a meta-analysis of the returns to agricultural R&D. *Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, 44(2): 185-215.
- Alston, J.M., Beddow, J.M. et Pardey, P.G.** 2010. Global patterns of crop yields and other partial productivity measures and prices. In J.M. Alston, B.A. Babcock et P.G. Pardey, éd. *The shifting patterns of agricultural productivity worldwide*. CARD-MATRIC Electronic Book. Ames, Iowa, États-Unis, Center for Agricultural and Rural Development, The Midwest Agribusiness Trade Research and Information Center, Iowa State University (consultable à l'adresse suivante: www.matric.iastate.edu/shifting_patterns).
- Anderson, K., éd.** 2009. *Distortions to agricultural incentives: a global perspective, 1955-2007*. Londres, Palgrave Macmillan et Washington, Banque mondiale.
- Anderson, K. et Brückner, M.** 2011. *Price distortions and economic growth in Sub-Saharan Africa*. CEPR (Center for Economic Policy Research) Discussion Papers 8530. Londres, CEPR.
- Anderson, K. et Nelgen, S.** 2012. *Updated national and global estimates of distortions to agricultural incentives, 1955 to 2010*. Washington, Banque mondiale.
- Anderson, K., Lloyd, P. et MacLaren, D.** 2007. Distortions to agricultural incentives in Australia since World War II. *The Economic Record*, 83(263): 461-482.
- Anderson, K. et Valenzuela, E.** 2008. *Estimates of global distortions to agricultural incentives, 1955 to 2007*. Washington, Banque mondiale.
- Anderson, K., Valenzuela, E. et van der Mensbrugghe, D.** 2009. *Welfare and poverty effects of global agricultural and trade policies using the linkage model*. Agricultural Distortions Working Paper 52785. Washington, Banque mondiale.
- Anseeuw, W., Ducastel, A. et Gabas, J.** 2011. *The end of the African peasant? From investment funds and finance value chains to peasant related questions*. Communication présentée à la International Conference on Global Land Grabbing, Brighton, Royaume-Uni, 6-8 avril.
- Anseeuw, W., Wily, L.A., Cotula, L. et Taylor, M.** 2012. *Land rights and the rush for land: findings of the global commercial pressures on land research project*. Rome, ILC (International Land Coalition).
- Anson, R. et Zegarra, E.** 2008. *Honduras: public expenditure assessment and strategy for an enhanced agricultural and forestry sector*. Draft paper prepared for the World Bank Agriculture and Rural Development Sector in collaboration with RUTA. Washington, Banque mondiale.
- Antle, J.M.** 1983. Infrastructure and aggregate agricultural productivity: international evidence. *Economic Development and Cultural Change*, 31(3): 609-619.
- Arezki, R., Deininger, K. et Selod, H.** 2011. *What drives the global land rush?* IMF Working Papers 11/251. Washington, Fonds monétaire international.
- Arsilan, A., McCarthy, N., Lipper, L., Asfaw, S. et Cattaneo, A.** 2012. *Adoption and intensity of adoption of conservation agriculture in Zambia*. ESA Working paper. Rome, FAO.
- Augusto, H.A. et Ribeiro, E.M.** 2006. *O Idoso Rural e os Efeitos das Aposentadorias Rurais nos Domicílios e no Comercio Local: O Caso de Medina, Nordeste de Minas*. Communication présentée aux réunions de la Associação Brasileira de Estudos Populacionais, Caxambu, Brésil, 18-22 septembre (polycopié).

- Ballard, R.** 1987. The political economy of migration: Pakistan, Britain, and the Middle East. In J. Eades, éd. *Migrants, workers and the social order*. Londres, Tavistock.
- Banerjee, A.V. et Duflo, E.** 2004. *Growth theory through the lens of development economics*. Working Paper 05-01. Cambridge, Massachusetts, États-Unis, Massachusetts Institute of Technology.
- Banque mondiale.** 2004. *Rapport sur le développement dans le monde 2005. Un meilleur climat de l'investissement pour tous*. Washington.
- Banque mondiale.** 2006a. *Where is the wealth of nations? Measuring capital for the 21st century*. Washington.
- Banque mondiale.** 2006b. *The rural investment climate: it differs and it matters*. Agriculture and Rural Development Department Report No. 36543-GLB. Washington.
- Banque mondiale.** 2007a. *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement*. Washington.
- Banque mondiale.** 2007b. *Philippines: agriculture public expenditure review*. Technical working paper 40493. Washington.
- Banque mondiale.** 2008. *Nigeria agriculture public expenditure review*. Report No. 44000-NG. Washington.
- Banque mondiale.** 2010a. *Uganda agriculture public expenditure review*. Report No. 53704-UG. Washington.
- Banque mondiale.** 2010b. Indicateurs de développement. Banque mondiale, Washington (consultable à l'adresse suivante: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-developmentindicators/wdi-2010>; consulté le 5 juillet 2011).
- Banque mondiale.** 2011a. *Mozambique: analysis of public expenditure in agriculture*. World Bank Report No. 59918-MZ. Washington.
- Banque mondiale.** 2011b. *United Republic of Tanzania public expenditure review*. Report No. 64585-TZ. Washington.
- Banque mondiale.** 2011c. Indicateurs de gouvernance (consultable à l'adresse suivante: <http://databank.worldbank.org>).
- Banque mondiale.** 2011d. Doing business database (consultable à l'adresse suivante: <http://www.doingbusiness.org/data>).
- Banque mondiale.** 2011e. *Practitioners toolkit for agriculture public expenditure analysis*. Washington, Banque mondiale et Royaume-Uni, DFID.
- Banque mondiale.** 2012. Indicateurs de développement (consultable à l'adresse suivante: <http://databank.worldbank.org>).
- Barrett, C.B., Bellemare, M.F. et Hou, J.Y.** 2010. Reconsidering conventional explanations of the inverse productivity-size relationship. *World Development*, 38(1): 88-97.
- Barrientos, A.** 2011. Social transfers and growth: what do we know? What do we need to find out? *World Development*, 40(1): 11-20.
- Barrientos, A., Ferreira, M., Gorman, M., Heslop, A., Legido-Quigley, H., Lloyd-Sherlock, P., Møller, V., Saboia, J. et Werneck, M.L.T.** 2003. *Non-contributory pensions and poverty prevention: a comparative study of South Africa and Brazil*. Londres, HelpAge International et Institute for Development Policy and Management.
- Baxter, J.** 2011. *Understanding land investment deals in Africa. Country report: Mali*. Oakland, Californie, États-Unis, The Oakland Institute.
- BBC (British Broadcasting Corporation).** 2012. *Cambodia suspends new land grants for companies*. Nouvelles en ligne, 7 mai (consultable à l'adresse suivante: <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-17980399>).
- Becker, G.** 1983. A theory of competition among pressure groups for political influence. *Quarterly Journal of Economics*, 98(3): 371-400.
- Beintema, N.M. et Elliott, H.** 2011. Setting meaningful investment targets in agricultural research and development: challenges, opportunities and fiscal realities. In P. Conforti, éd. *Looking ahead in world food and agriculture: perspectives to 2050*. Rome, FAO.
- Beintema, N.M. et Stads G.J.** 2008a. *Diversity in agricultural research resources in the Asia-Pacific region*. Bangkok, Asia-Pacific Association of Agricultural Research Institutions (APAARI) et Washington, IFPRI.
- Beintema, N.M. et Stads, G.J.** 2008b. *Measuring agricultural research investments: a revised global picture*. Agriculture Science and Technology Indicators (ASTI) Background Note. Washington, IFPRI.
- Benin, S., Nin-Pratt, A. et Randriamamonjy, J.** 2007. *Agricultural productivity growth and government spending in sub-Saharan Africa*. Washington, IFPRI (polycopié).
- Benin, S., Nkonya, E., Okecho, G., Randriamamonjy, J., Kato, E., Lubade, G. et Kyotalimye, M.** 2011. Returns to spending on agricultural extension: the case of the National Agricultural Advisory Services (NAADS) programme of Uganda. *Agricultural Economics*, 42(2): 249-267.

- Berhane, G., Hoddinott, J., Kumar, N. et Taffesse, A.S. 2011. *The impact of Ethiopia's productive safety nets and household asset building programme: 2006–2010*. Washington, IFPRI.
- Bezemer, D. et Headey, D. 2008. Agriculture, development, and urban bias. *World Development*, 36(8): 1342-1364.
- Binswanger, H.P. 1983. *Growth and employment in rural Thailand*. World Bank Report No. 3906-TH. Washington, Banque mondiale.
- Binswanger, H.P., Khandker, S.R. et Rosenzweig, M.R. 1993. How infrastructure and financial institutions affect agricultural output and investment in India. *Journal of Development Economics*, 41(2): 337-366. Amsterdam, Elsevier.
- Bioversity, GCRAI, FAO, FIDA, IFPRI, IICA, OCDE, CNUCED, Équipe de coordination de l'équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, PAM, Banque mondiale et OMC. 2012. *Sustainable agricultural productivity growth and bridging the gap for small family farms*. Interagency report to the Mexican G20 Presidency (consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/economic/g20/en/>).
- Birner, R. et Resnick, D. 2010. The political economy of policies for smallholder agriculture. *World Development*, 38(10): 1442-1452.
- Böber, C. 2012. *The determinants of farm investment of Nepalese households: a case-study on the relationship between credit access and the variation in productive agricultural capital at the farm level*. Document de base pour *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012*. Rome, FAO.
- Boone, R., Covarrubias, K., Davis, B. et Winters, P. 2012. *Cash transfer programs and agricultural production: the case of Malawi*. Rome, FAO (polycopié).
- Bouis, H., Graham, R. et Welch, R. 2000. The CGIAR micronutrients project: justification and objectives. *Food and Nutrition Bulletin*, 21(4): 374-381.
- Buckwell, A. 2005. Green accounting for agriculture. *Journal of Agricultural Economics*, 56(2): 187-215.
- Byerlee, D., de Janvry, A. et Sadoulet, E. 2009. Agriculture for development: toward a new paradigm. *Annual Review of Resource Economics*, 1(1): 15-31.
- Cammack, T., Fowler, M. et Phomdouangsy, C.D. 2008. *Lao PDR public expenditure study*. Public Expenditures for Pro-Poor Agricultural Growth. Partenariat DFID/Banque mondiale (ARD). Projet.
- CDRI (Cambodia Development Resource Institute). 2011. *Foreign Investment in Agriculture in Cambodia*. Présenté à une réunion d'experts de la FAO sur l'investissement international dans le secteur agricole des pays en développement. Rome, 22-23 novembre.
- Christiaensen, L. et Demery, L. 2007. *Down to earth: agriculture and poverty reduction in Africa*. Washington, Banque mondiale.
- Christiaensen, L., Demery, L. et Kuhl, J. 2010. The (evolving) role of agriculture in poverty reduction: an empirical perspective. *Journal of Development Economics*, 96: 239-254.
- Christy, R., Mabaya, E., Wilson, N., Mutambatsere, E. et Mhlang, N. 2009. Enabling environments for competitive agro-industries. In C.A. da Silva, D. Baker, A.W. Shepard, C. Jenane and S. Miranda-da-Cruz, éd. *Agro-industries for development*, p.136-85. Rome, FAO et ONUDI.
- Claessens, S. 2005. *Access to financial services: a review of the issues and public policy objectives*. Policy Research Working Paper Series 3589. Washington, Banque mondiale.
- CNUCED. 2011 (données internes qui ne sont pas rendues publiques au niveau des pays).
- Coate, S. et Morris, S. 1999. Policy persistence. *American Economic Review*, 89(5): 1327-1336.
- Cotula, L. et Polack, E. 2012. *The global land rush: what the evidence reveals about scale and geography*. IIED (International Institute for Environment and Development) Briefing. Londres, IIED.
- Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J. 2009. *Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. Rome et Londres, FAO, FIDA et IIED.
- Covarrubias, K., Davis, B. et Winters, P. 2012. From protection to production: productive impacts of the Malawi social cash transfer scheme. *Journal of Development Effectiveness*, 4(1): 50-77.
- Crego, A., Larson, D., Butzer, R. et Mundlak, Y. 1997. *A new database on investment and capital for agriculture and manufacturing*. Policy Research Working Paper No. 2013. Washington, Banque mondiale.
- Cuffaro, N. et Hallam, D. 2011. *"Land grabbing" in developing countries: foreign investors, regulation and codes of conduct*. Communication présentée à la International Conference on Global Land Grabbing, Brighton, Royaume-Uni, 6-8 avril.

- da Silva, C.A., Baker, D., Shepard, A.W., Jenane, C. et Miranda-da-Cruz, S. 2009. *Agro-industries for development*. Rome, FAO et ONUDI.
- Daidone, S. et Anríquez, G. 2011. *An extended cross-country database for agricultural investment and capital*. ESA Working Paper No. 11-16. Rome, FAO.
- Daley, E. et Park, C.M. 2011. *The gender and equity implications of land-related investments on labour and income-generating opportunities: a case study of agricultural investments in Northern Tanzania*. Rapport final. Rome, FAO.
- Dastagiri, M.B. 2010. The effect of government expenditure on promoting livestock GDP and reducing rural poverty in India. *Outlook on Agriculture*, 39(2): 127-133.
- Datt, G. et Ravallion, M. 1998. Farm productivity and rural poverty in India. *Journal of Development Studies*, 34(4): 62-85.
- Davies, G. 2011. *Farmland as an asset class: the focus of private equity firms in Africa*. Document présenté à la la International Conference on Global Land Grabbing, Brighton, Royaume-Uni, 6-8 avril.
- Dayal, H. et Karan, A.K. 2003. *Labour migration from Jharkhand*. New Delhi, Institute for Human Development.
- de Brauw, A. et Rozelle, S. 2008. Migration and household investment in rural China. *China Economic Review*, 19: 320-335.
- de Gorter, H. et Just, D. 2010. The social costs and benefits of biofuels: the intersection of environmental, energy and agricultural policy. *Applied Economic Perspectives and Policy*. 32(1): 4-32.
- de Haas, H. 2007. *Migration and development: a theoretical perspective*. International Migration Institute Working Paper No. 9. Oxford, Royaume-Uni, International Migration Institute, University of Oxford.
- de Janvry, A. 2009. Annex: agriculture for development – implications for agro-industries. In C.A. da Silva, D. Baker, A.W. Shepard, C. Jenane and S. Miranda-da-Cruz, éd. *Agro-industries for development*, p.252-270. Rome, FAO et ONUDI.
- de la Croix, D. et Delavallade, C. 2009. Growth, public investment, and corruption with failing institutions. *Economics of Governance*, 10(3): 187-219.
- Deacon, R.T. 2003. *Dictatorship, democracy, and the provision of public goods*. Economics Working Paper Series 11925. Santa Barbara, Californie, États-Unis, University of Santa Barbara.
- Deininger, K. 2011. Challenges posed by the new wave of farmland investment. *The Journal of Peasant Studies*, 38(2): 217-247.
- Deininger, K. et Byerlee, D. (avec Lindsay, J., Norton, A., Selod, H. et Stickler, M.) 2011. *Rising global interest in farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits?* Washington, Banque mondiale.
- Delgado, G.C. et Cardoso, J.S., éd. 2000. *A Universalização de Direitos Sociais no Brasil: A Previdência Rural nos Anos 90*. Brasília, IPEA (Institut de recherches économiques appliquées).
- Dercon, S., Gilligan, D.O., Hoddinott, J. et Woldehanna, T. 2009. The impact of agricultural extension and roads on poverty and consumption growth in fifteen Ethiopian villages. *American Journal of Agricultural Economics*, 91(4): 1007-1021.
- Dercon, S. et Singh, A. 2012. *Investment in rural Ethiopia 1994–2009: a household perspective*. Document de base pour *La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2012*. Rome, FAO.
- Diakosavvas, D. 1990. Government expenditure on agriculture and agricultural performance in developing countries: an empirical evaluation. *Journal of Agricultural Economics*, 41(3): 381-390.
- Diao, X., Fan, S., Kanyarukiga S. et Yu, B. 2010. *Agricultural growth and investment options for poverty reduction in Rwanda*. IFPRI Research Monograph, Washington, IFPRI.
- Dias, P. 2012. *The determinants of household investment: a case-study exploring the relationship between access to credit and investment at the farm level in Nicaragua*. Document de base pour *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012*. Rome, FAO.
- Dillon, A., Sharma, M. et Zhang, X. 2008. *Nepal agriculture public expenditure review*. IFPRI paper prepared for DFID, Londres.
- Dong, X.-Y. 2000. Public investment, social services and productivity of Chinese household farms. *Journal of Development Studies*, 36(3): 100-122.
- Drayton, B. et Budinich, V. 2010. A new alliance for global change. *Harvard Business Review*, septembre (consultable à l'adresse suivante: <http://hbr.org/2010/09/a-new-alliance-for-global-change/ar/1>).
- Easterling, W.E., Aggarwal, P.K., Batima, P., Brander, K.M., Erda, L., Howden, S.M., Kirilenko, A., Morton, J., Soussana, J.-F., Schmidhuber, J. et Tubiello, F. 2007. Food, fibre

- and forest products. In M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden et C.E. Hanson, éd. *Climate change 2007: impacts, adaptation and vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, p. 273-313. Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press.
- Easterly, W. et Rebelo, S.** 1993. Fiscal policy and economic growth: an empirical investigation. *Journal of Monetary Economics*, 32(2): 417-458.
- Eastwood, R., Lipton, M. et Newell, A.** 2010. Farm size. In P. Pingali et R. Evenson, éd. *Handbook of Agricultural Economics*, vol. 4, p. 3323-3397. Amsterdam, Elsevier.
- Echeverría, R.G. et Beintema, N.M.** 2009. *Mobilizing financial resources for agricultural research in developing countries: trends and mechanisms*. Forum mondial de la recherche agricole. Document d'information. Rome, GFAR.
- Évaluation des écosystèmes en début de Millénaire.** 2005. Ecosystems and human well-being: synthesis. Washington, Island Press.
- Evenson, R.E.** 2001. Economic impacts of agricultural research and extension. In B. Gardner et G. Rausser, éd. *Handbook of Agricultural Economics*, vol. 1A, chapitre 11. Amsterdam, Elsevier.
- Evenson, R.E. et Fuglie, K.O.** 2009. *Technology capital: the price of admission to the growth club*. Paper submission No. 51398, Conference for International Association of Agricultural Economists, Beijing, 16-22 août.
- Evenson, R.E. et Gollin, D.** 2007. Contributions of national agricultural research systems to crop productivity. In R.E. Evenson et P. Pingali, éd. *Handbook of agricultural economics*, vol. 3, p. 2420-2458. Amsterdam, Elsevier.
- Fan, S., Gulati, A. et Thorat, S.** 2008. Investment, subsidies, and pro-poor growth in rural India. *Agricultural Economics*, 39(2): 163-170.
- Fan, S., Hazell, P. et Haque, T.** 2000. Targeting public investments by agro-ecological zone to achieve growth and poverty alleviation goals in rural India. *Food Policy*, 25(4): 411-428.
- Fan, S., Hazell, P. et Thorat, S.** 2000. Government spending, agricultural growth and poverty in rural India. *American Journal of Agricultural Economics* 82(4): 1038-1051.
- Fan, S. et Rao, N.** 2003. *Public spending in developing countries: Trends, determination, and impact*. EPTD Discussion Paper No. 99. Washington, IFPRI.
- Fan, S. et Saurkar, A.** 2006. *Public spending in developing countries: trends, determination and impact* (polycopié).
- Fan, S., Yu, B. et Jitsuchon, S.** 2008. Does allocation of public spending matter in poverty reduction? Evidence from Thailand. *Asian Economic Journal*, 22(4): 411-430.
- Fan, S., Zhang, L. et Zhang, X.** 2004. Reforms, investment and poverty in rural China. *Economic Development and Cultural Change*, 52(2): 395-421.
- Fan, S. et Zhang, X.** 2008. Public expenditure, growth and poverty reduction in rural Uganda. *African Development Review*, 20(3): 466-496.
- FAO.** 1947. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1947*. Rome.
- FAO.** 1949. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1949. Conditions actuelles et perspectives d'avenir*. Rome.
- FAO.** 2007. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2007. Payer les agriculteurs pour les services environnementaux*. Rome.
- FAO.** 2009a. *Food security and agricultural mitigation in developing countries: options for capturing synergies*. Rome.
- FAO.** 2009b. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements*. Rome.
- FAO.** 2010a. *Pour une agriculture intelligente face au climat: politiques, pratiques et financements en matière de sécurité alimentaire, d'atténuation et d'adaptation*. Rome.
- FAO.** 2010b. *Activités Rurales Génératrices de Revenus (RIGA)*. Base de données (consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/economic/riga/fr/>).
- FAO.** 2011a. *Produire plus avec moins. Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne*. Rome.
- FAO.** 2011b. *Perspectives de l'alimentation: analyse des marchés mondiaux*, novembre. Rome.
- FAO.** 2011c. *Cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, plateforme web* (consultable à l'adresse suivante: www.mafsan.org).
- FAO.** 2011d. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11. Le rôle des femmes dans l'agriculture: Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome.
- FAO.** 2011e. *Régimes fonciers et investissements internationaux dans l'agriculture*. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la

- sécurité alimentaire et la nutrition. Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome.
- FAO.** 2011f. *Report on expert meeting on international investment in the agriculture sector of developing countries*. Rome, 22-23 novembre.
- FAO.** 2011g. RAI Knowledge Platform: RAI Overview (consultable à l'adresse suivante: <http://www.responsibleagroinvestment.org/rai/node/232>).
- FAO.** 2011h. *L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde. Gérer les systèmes en danger* (consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/015/i1688f/i1688f00.pdf>).
- FAO.** 2011i. *Pertes et gaspillages alimentaires dans le monde: ampleur, causes et prévention*, J. Gustavsson, C. Cederberg, U. Sonesson (Swedish Institute for Food and Biotechnology) et R. van Otterdijk et A. Meybeck (FAO). Rome.
- FAO.** 2012a. Base de données de la Division de statistique de la FAO, FAOSTAT (consultable à l'adresse suivante: faostat.fao.org).
- FAO.** 2012b. *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome.
- FAO.** 2012c. *Identifying opportunities for climate-smart agriculture investments in Africa*. (consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/015/an112e/an112e00.pdf>).
- FAO.** 2012d. *Trends and impacts of foreign investment in developing country agriculture: evidence from case studies*, Rome.
- FAO, FIDA et PAM.** 2012. *The State of Food Insecurity in the World 2012. Economic growth is necessary but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition*. Rome, FAO.
- FAO, FIDA, CNUCED et Banque mondiale.** 2012. *Principes de base pour des investissements responsables respectueux des droits, des moyens de subsistance et des ressources*. Version synoptique (consultable à l'adresse suivante: http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/INTERNATIONAL-TRADE/FDIs/Principes_RAI_FR.pdf).
- FEM (Fonds pour l'environnement mondial).** 2012. *Qu'est-ce que le FEM?* Site web du FEM (consultable à l'adresse suivante: <http://www.thegef.org/gef/node/180>).
- Fernandez, R. et Rodrik, D.** 1991. Resistance to reform: status quo bias in the presence of individual-specific uncertainty. *American Economic Review*, 81(5): 1146-1155.
- Ferroni, M. et Castle, P.** 2011. Public-private partnerships and sustainable agricultural development. *Sustainability*, 2011(3): 1064-1073.
- FIAN (Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir).** 2010. *Stop land grabbing now!* Publication en ligne (consultable à l'adresse suivante: <http://www.fian.org/resources/documents/others/stop-land-grabbing-now/pdf>).
- Fischer, R.A., Byerlee, D. et Edmeades, G.O.** 2009. *Can technology deliver on the yield challenge to 2050?* Communication présentée à la réunion d'experts tenue sur le thème «Nourrir le monde en 2050», organisée par la FAO, Rome, 24-26 juin.
- FMI (Fonds monétaire international).** 2001. *Manuel de statistique des finances publiques*. Washington.
- Foster, A. et Rosenzweig, M.** 2004. Agricultural productivity growth, rural economic diversity, and economic reforms: India, 1970-2000. *Economic Development and Cultural Change*, 52(3): 509-542.
- Friis, C. et Reenberg, A.** 2010. *Land grab in Africa: emerging land system drivers in a teleconnected world*. São José dos Campos, Brésil, GLP (The Global Land Project).
- Fuglie, K.O.** 2010. Sources of growth in Indonesian agriculture. *Journal of Productivity Analysis*, 33: 225-240.
- Fuglie, K.O.** 2012. Productivity growth and technology capital in the global agricultural economy. In K.O. Fuglie, S.L. Wang et V.E. Ball, éd. *Productivity growth in agriculture: an international perspective*. Wallingford, Royaume-Uni, CAB International.
- G8 (Groupe des huit).** 2009. *G8 Declaration: Responsible Leadership for a Sustainable Future*. Trente-cinquième session du G8, L'Aquila, Italie, 8-10 juillet (consultable à l'adresse suivante: http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Declaration_08_07_09_final%20.pdf).
- Gertler, P., Martinez, S. et Rubio-Codina, M.** 2012. Investing cash transfers to raise long-term living standards. *American Economic Journal: Applied Economics*, 4(1), 164-192.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).** 2012. *Managing the risks of extreme events and disasters to advance climate change adaptation. A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, édité par C.B. Field, V. Barros, T.F. Stocker,

- D. Qin, D.J. Dokken, K.L. Ebi, M.D. Mastrandrea, K.J. Mach, G.-K. Plattner, S.K. Allen, M. Tignor et P.M. Midgley. Cambridge, Royaume-Uni, et New York, États-Unis, Cambridge University Press.
- Gilligan, D., Hoddinott J. et Taffesse, A.** 2009. The impact of Ethiopia's productive safety net program and its linkages. *Journal of Development Studies*, 45(10): 1684-1706.
- Gonzalez-Velosa, C.** 2011. *The effects of emigration and remittances on agriculture: evidence from the Philippines*. Document de travail (consultable à l'adresse suivante: ftp://ftp.cemfi.es/pdf/papers/wshop/JMP_Gonzalezvelosa_JAN.pdf).
- Görgen, M., Rudloff, B., Simons, J., Üllenberg, A., Väh, S. et Wimmer, L.** 2009. *Foreign direct investment (FDI) in land in developing countries*. Eschborn, Allemagne, GTZ (Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit).
- Gouvernement du Malawi.** 2012. *Approaches to the implementation of conservation agriculture among promoters in Malawi. Baseline study*. Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du développement de l'eau (consultable à l'adresse suivante: <http://www.moafsmw.org/ocean/docs/Research/Approaches%20to%20the%20Implementation%20of%20CA%20among%20Promoters%20in%20Malawi-FINAL%208%20May%202012.pdf>).
- Gouvernement du Rwanda.** 2009. *Agriculture Sector Investment Plan 2009-2012*. Ministère de l'agriculture et des ressources animales.
- Hallam, D.** 2010. International investment in developing country agriculture: Issues and Challenges. *Agriregionieuropa*, N° 20, Mars.
- Hayami, Y. et Ruttan, V.W.** 1970. Agricultural productivity differences among countries. *American Economic Review*, 60(5): 895-911.
- Hazell, P. et Haddad, L.** 2001. *Agricultural research and poverty reduction*. Food, Agriculture and the Environment Discussion Paper 34. Washington, IFPRI.
- Herbel, D., Crowley, E., Ourabah Haddad, N. et Lee, M.** 2012. *Good practices in building innovative rural institutions to increase food security*. Rome, FAO et FIDA.
- Hoddinott, J.** 2008. *Social safety nets and productivity enhancing investments in agriculture*. Communication présentée à la conférence Convergence between Social Service Provision and Productivity Enhancing Investments in Development Strategies, Durban, Afrique du Sud, 29-31 janvier. Washington, IFPRI.
- Hoff, K. et Stiglitz, J.E.** 1997. Moneylenders and bankers: price-increasing subsidies in a monopolistically competitive market. *Journal of Development Economics*, 52(2): 429-462.
- Horne, F.** 2011. *Understanding land investment deals in Africa. Country report: Ethiopia*. Oakland, Californie, États-Unis, The Oakland Institute.
- Huang, J. et Ma, H.** 2010. *Capital formation and agriculture development in China*. Rome, FAO.
- IFPRI.** 2009. *Food security under stress from price volatility, agricultural neglect, climate change, and recession*. Presentation for the IPC Spring Seminar, Salzbourg, Autriche, 11 mai.
- IFPRI.** 2010. Statistics of Public Expenditure for Economic Development (SPEED) (consultable à l'adresse suivante: <http://www.ifpri.org/book-39/ourwork/programs/priorities-public-investment/speed-database>).
- IFPRI.** 2012a. Base de données ASTI (consultable à l'adresse suivante: <http://www.asti.cgiar.org/data/>).
- IFPRI.** 2012b. Statistics of Public Expenditure for Economic Development (SPEED). Non publiée.
- INTOSAI (Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques) Groupe de travail sur la comptabilité environnementale.** 2010. *Environmental accounting. Current status and options for SAIs*. (consultable à l'adresse suivante: <http://www.environmental-auditing.org/LinkClick.aspx?fileticket=s%2FFCvUzSKsk%3D&tabid=128&mid=568>).
- Jacoby, H.G.** 2000. Access to markets and the benefits of rural roads. *The Economic Journal*, 110(465): 713-737.
- Jha, R.** 2007. *Investment and subsidies in Indian agriculture*. ASARC Working Paper 2007/03. Canberra, Australia South Asia Research Centre.
- Kessides, C.** 1993. *The contributions of infrastructure to economic development: a review of experience and policy implications*. World Bank Discussion Paper No. 213. Washington, Banque mondiale.
- Key, N. et Roberts, M.J.** 2007a. *Commodity payments, farm business survival, and farm size growth*. Economic Research Report No. 51. Washington, USDA (United States Department of Agriculture).
- Key, N. et Roberts, M.J.** 2007b. Measures of trends in farm size tell differing stories. *AmberWaves*, 5(5): 36-37.
- Kolavalli, S., Birner, R., Benin, S., Horowitz, L., Babu, S., Asenso-Okyere, K., Thompson, N.M. et Poku, J.** 2010. *Institutional and public*

- expenditure review of Ghana's Ministry of Food and Agriculture. IFPRI Discussion Paper 1020. Washington, IFPRI.
- Krueger, A., Schiff, M. et Valdés, A.** 1988. Agricultural incentives in developing countries: measuring the effects of sectoral and economywide policies. *World Bank Economic Review*, 2(3): 255-272.
- Krueger, A., Schiff, M. et Valdés, A.** 1991. *The Political Economy of Agricultural Pricing Policy*, vol. 1: Latin America, vol. 2: Asia et vol. 3: Africa and the Mediterranean, Baltimore, Maryland, États-Unis, Johns Hopkins University Press pour la Banque mondiale.
- Larson, D.F., Anderson J.R. et Varangis, P.** 2004. Policies on managing risk in agricultural markets. *World Bank Research Observer*, 19(2): 199-230.
- Larson, D.F., Butzer, R., Mundlak, Y. et Crego, A.** 2000. A cross-country database for sector investment and capital. *The World Bank Economic Review*, 14(2): 371-391.
- Lee, D.** 2011. *Accounting for natural resources and environmental goods and services in agricultural investment decisions: review and assessment*. Document de base pour *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012*. Rome, FAO.
- Lin, J.Y.** 1992. Rural reforms and agricultural growth in China. *American Economic Review*, 82(1): 34-51.
- Lipper, L. et Neves, N.** 2011. *Payments for environmental services: what role in sustainable agricultural development?* ESA working paper No. 11-20. Rome, FAO.
- Lipton, M.** 1977. *Why poor people stay poor: urban bias in world development*. Cambridge, Massachusetts, États-Unis, Harvard University Press.
- López, R. et Galinato, G.I.** 2006. Should governments stop subsidies to private goods? Evidence from rural Latin America. *Journal of Public Economics*, 91(2007): 1071-1094.
- Lowder, S. et Carisma, B.** 2011. *Financial resource flows to agriculture: a review of data on government spending, official development assistance and foreign direct investment*. Agricultural ESA Working Paper No. 11-18, Rome, FAO.
- Lowder, S., Carisma, B. et Skoet, J.** 2012. *Who invests in agriculture and how much? An empirical review of the relative size of various investments in agriculture in low- and middle-income countries*. ESA Working Paper No. 12-09, Rome, FAO.
- Lucas, R.E.B.** 1987. Emigration to South Africa's mines. *American Economic Review*, 77(3): 313-330.
- Maluccio, J.** 2005. *Coping with the "Coffee Crisis" in Central America. The role of the Nicaraguan Red de Protección Social*. Discussion Paper 188. Washington, IFPRI.
- Maluccio, J.** 2010. The impact of conditional cash transfers on consumption and investment in Nicaragua. *Journal of Development Studies*, 46(1): 14-38.
- Mansuri, G.** 2007. Credit layering in informal financial markets. *Journal of Development Economics*, 84(2): 715-730.
- McCarthy, N., Lipper, L. et Branca, G.** 2011. *Climate-smart agriculture: smallholder adoption and implications for climate change adaptation and mitigation*. Mitigation in Agriculture Series No. 4. Rome, FAO.
- McMillan, J., Whalley J. et Zhu, L.** 1989. The impact of China's economic reforms on agricultural productivity growth. *Journal of Political Economy*, 97(4): 781-807.
- McNellis, P.E.** 2009. *Foreign direct investments in developing country agriculture: the emerging role of private sector finance*. FAO Commodity and Trade Policy Research Working Paper No. 28. Rome.
- Mendola, M.** 2008. Migration and technological change in rural households: complements or substitutes? *Journal of Development Economics*, 85(1-2): 150-175.
- Meyer, Richard L.** 2011. *Subsidies as an instrument in agricultural development finance: review*. Joint Discussion Paper of the Joint Donor CABFIN Initiative. Washington, Banque mondiale.
- Miller, C. et Jones, L.** 2010. *Agricultural value chain finance: tools and lessons*. Rome, FAO et Rugby, Royaume-Uni, Practical Action Publishing.
- Miller, C., Richter, S., McNellis, P. et Mhlanga, N.** 2010. *Agricultural investment funds for developing countries*. Rome, FAO.
- Miluka, J., Carletto, G., Davis, B. et Zezza, A.** 2007. *The vanishing farms? The impact of international migration on Albanian family farming*. ESA Working Paper No. 07-09. Rome, FAO.
- Mogues, T.** 2011. The bang for the birr: public expenditures and rural welfare in Ethiopia. *Journal of Development Studies*, 47(5): 735-752.
- Mogues, T.** 2012. *What determines public expenditure allocations? A review of theories, and implications for agricultural public*

- investments. ESA Working Paper No. 12-06. Rome, FAO.
- Mogues, T., Yu, B., Fan, S. et McBride, L.** 2012. *The impacts of public investments in and for agriculture: synthesis of the existing evidence*. ESA Working Paper No. 12-07, Rome, FAO.
- Møller, V. et Ferreira, M.** 2003. *Getting by... benefits of non-contributory pension income for older South African households*. University of Cape Town, Afrique du Sud, Institute for Ageing in Africa (polycopié).
- Morris, J., Williams, A.G. et Audsley, E.** 2007. Greening the lilies – environmental accounting for agriculture. *Journal of the Royal Agricultural Society of England*, 168: 1-10.
- Mu, R. et van de Walle, D.** 2007. *Rural roads and local market development in Vietnam*. Policy Research Working Paper 4340. Washington, Banque mondiale.
- Mundlak, Y., Larson, D.F. et Butzer, R.** 2004. *The determinants of agricultural production: a cross-country analysis*. Policy Research Working paper 1827. Washington, Banque mondiale.
- Nagayets, O.** 2005. *Small farms: current status and key trends*. Information Brief prepared for the Future of Small farms research Workshop, Wye College, Kent, Royaume-Uni, 26-29 juin.
- Nelson, G.C., Rosegrant, M.W., Koo, J., Robertson, R., Sulser, T., Zhu, T., Ringler, C., Msangi, S., Palazzo, A., Batka, M., Magalhaes, M., Valmonte-Santos, R., Ewing, M. et Lee, D.** 2009. *Climate change. Impacts on agriculture and costs of adaptation*. Washington, IFPRI.
- NEPAD.** 2010a. Documents pour la plateforme mondiale des donateurs (consultable à l'adresse suivante: <http://www.nepad-caadp.net>).
- NEPAD.** 2010b. *Implementing CAADP for Africa's Food Security needs: a progress report on selected activities*. Midrand, Afrique du Sud. (consultable à l'adresse suivante: <http://www.nepad-caadp.net/pdf/Final%20CAADP%20MAF%20Validation%20Report.pdf>).
- NEPAD.** 2010c. *The Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) in practice. Highlighting the successes*. Midrand, Afrique du Sud (consultable à l'adresse suivante: <http://www.nepad-caadp.net/pdf/Highlighting%20the%20successes%20280611%20v3%200%20web.pdf>).
- Oberai, A. et Singh, H.K.M.** 1983. *Causes and consequences of internal migration*. Delhi, Oxford University Press.
- OCDE.** 2010. Working group on economic aspects of biodiversity (WGEAB). OECD expert workshop on enhancing the cost-effectiveness of payment for ecosystem services (PES): summary record. Paris.
- OCDE.** 2011. *Policy framework for investment in agriculture: policy guidance for promoting private investment in agriculture in Africa*. Version préliminaire. Paris.
- OCDE.** 2012a. Credit Reporting System Aid Activities (CRS) database (base de données consultable à l'adresse suivante: <http://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=CRS1>).
- OCDE.** 2012b. *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050*. Paris.
- OCDE-FAO.** 2012. *OCDE-FAO Perspectives agricoles: 2012-2021*. Paris, OCDE et Rome, FAO.
- Olson, M.** 1965. *The logic of collective action*. New Haven, Connecticut, États-Unis, Yale University Press.
- Olson, M.** 1985. Space, agriculture and organisation. *American Journal of Agricultural Economics* 67(5): 928-937.
- Omuru, E. et Kingwell, R.** 2006. Funding and managing agricultural research in a developing country: a Papua New Guinea case study. *International Journal of Social Economics*, 33(4): 316-330.
- Otsuka, K., Estudillo, J.P. et Sawada, Y.** 2009. *Rural poverty and income dynamics in Asia and Africa*. Londres, Routledge.
- Palmer-Jones, R. et Sen, K.** 2003. What has luck got to do with it? A regional analysis of poverty and agricultural growth in rural India. *Journal of Development Studies*, 40(1): 1-31.
- Pray, C.E., Fuglie, K.O. et Johnson, D.** 2007. Private agricultural research. In R.E. Evenson et P. Pingali, éd. *Handbook of agricultural economics*, vol. 3, p. 2605-2633. Amsterdam, Elsevier.
- Pretty, J.N., Noble, D., Bossio, J., Dixon, R.E., Hine, F.W., Penning de Vries, T. et Morison, J.I.L.** 2006. Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries. *Environmental Science and Technology*, 40: 4.
- Pritchett, L.** 1996. *Mind your P's and Q's. The cost of public investment is not the value of public capital*. World Bank Policy Research Working Paper 1660. Washington, Banque mondiale.
- Rajkumar, A.S. et Swaroop, V.** 2008. Public spending and outcomes: does governance matter? *Journal of Development Economics*, 86: 96-111.
- Rapsomanikis, G. et Vezzani, A.** 2012. *Lagging behind. An investigation on the dynamics of agricultural labour productivity*. ESA working paper series. Rome, FAO.

- Ravallion, M. et Chen, S.** 2004. *China's (uneven) progress against poverty*. World Bank Policy Research Working Paper 3408. Washington, Banque mondiale.
- ReSAKSS.** 2011. Africa wide CAADP targets data (consultable à l'adresse suivante: <http://www.resakss.org/>).
- Resnick, D. et Birner, R.** 2006. *Does good governance contribute to pro-poor growth? A review of the evidence from cross-country studies*. DSDG Discussion Paper No. 30. Washington, IFPRI.
- Rosegrant, M., Kasryno, F. et Perez, N.D.** 1998. Output response to prices and public investment in agriculture: Indonesian food crops. *Perez Journal of Development Economics*, 55(2): 333-352.
- Ruben, R. et Pender, J.** 2004. Rural diversity and heterogeneity in less-favoured areas: the quest for policy targeting. *Food Policy*, 29(4): 303-320.
- Sabates-Wheeler, R. et Devereux S.** 2010. Cash transfers and high food prices: explaining outcomes on Ethiopia's productive safety net programme. *Food Policy*, 35(4): 274-285.
- Schiff, M. et Valdés, A.** 2002. Agriculture and the macroeconomy, with emphasis on developing countries. In B. Gardner et G. Rausser, éd. *Handbook of Agricultural Economics*, vol. 2A, p. 1421-1454. Amsterdam, Elsevier.
- Schmidhuber, J. et Bruinsma, J.** 2011. Investing towards a world free of hunger: lowering vulnerability and enhancing resilience. In A. Prakash, éd. *Safeguarding food security in volatile global markets*. Rome, FAO.
- Schmidhuber, J., Bruinsma, J. et Bödeker, G.** 2009. *Capital requirements for agriculture in developing countries to 2050*. Document présenté à la réunion d'experts de haut niveau sur le thème «Nourrir le monde en 2050», Rome, FAO, 24-26 juin.
- Schwarzer, H.** 2000. *Impactos socio-econômicos do sistema de aposentadorias rurais no Brasil: evidências empíricas de um estado de caso no estado do pará*. Institute for Applied Economic Research (IPEA) Texto para Discussão 729. Rio de Janeiro, Brésil, IPEA.
- Sen, B.** 2003. Drivers of escape and descent: changing household fortunes in rural Bangladesh. *World Development*, 31(3): 513-534.
- Short, C., Barreiro-Hurlé, J. et Balié, J.** 2012. *Analysis of price incentives and disincentives for maize in 10 African countries*. MAFAP Technical Notes. Rome, FAO.
- Skees, J.R.** 2008. Challenges for use of index-based weather insurance in lower income countries. *Agricultural Finance Review*, 68(1): 197-217.
- Spielman, D.J., Hartwich, F. et von Grebmer, K.** 2007. *Sharing science, building bridges, and enhancing impact: public-private partnerships in the CGIAR*. IFPRI Discussion Paper 708, Washington, IFPRI.
- Suphannachart, W. et Warr, P.** 2011. Research and productivity in Thai agriculture. *Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, 55(1): 35-52.
- Suryahadi, A., Suryadarma, D. et Sumarto, S.** 2009. The effects of location and sectoral components of economic growth on poverty: evidence from Indonesia. *Journal of Development Economics*, 89(1): 109-117.
- Thorbecke, E. et Jung, H.-S.** 1996. A multiplier decomposition method to analyse poverty alleviation. *Journal of Development Economics*, 48(2): 279-300.
- Transnational Institute.** 2011. *It is time to outlaw landgrabbing, not to make it "responsible"!* (consultable à l'adresse suivante: <http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/RAI-EN-1.pdf>)
- Tsegai, D.** 2004. *Effects of migration on the source communities in the Volta Basin of Ghana: potential links of migration, remittances, farm and non-farm self-employment activities*. Economics and Technological Change Working Paper. Bonn, Allemagne, Université de Bonn.
- van der Mensbrugghe, D.** 2005. *Linkage technical reference document, version 6.0*. Prepared by Development Prospects Group (DECPG). Washington, Banque mondiale.
- Vermeulen, S. et Cotula, L.** 2010. *Making the most of agricultural investment: a survey of business models that provide opportunities for smallholders*. Genève, Suisse, FAO et IIED (Institut international pour l'environnement et le développement).
- Visser, O. et Spoor, M.** 2011. Land grabbing in the Post-Soviet region [en russe]. In A. Nikulin et T. Shanin, éd. *Krestyanovedenie: the Study of Peasantry*, Moscou, Rospen/MSES.
- von Braun, J., Gulati, A. et Fan, S.** 2005. *Agricultural and economic development strategies and the transformation of China and India*. Washington, IFPRI.
- von Braun, J. et Meinzen-Dick, R.S.** 2009. *"Land grabbing" by foreign investors in developing countries. Risks and opportunities*. Policy brief 13. Washington, IFPRI.

- Vorley, B. et Proctor, F.** 2008. *Inclusive business in agrifood markets: evidence and action*. A report based on proceedings of an international conference held in Beijing, China, 5-6 mars. (consultable à l'adresse suivante: <http://www.regoverningmarkets.org/en/filemanager/active?fid=>).
- Wall Street Journal.** 2010. *Private sector interest grows in African farming* (consultable à l'adresse suivante: <http://online.wsj.com/article/SB10001424052702303467004575574152965709226.html>).
- Warner, M., Kahan, D. et Lehel, S.** 2008. *Market-oriented agricultural infrastructure: appraisal of public-private partnerships*. Agricultural Management, Marketing and Finance Occasional Paper, 23. Rome, FAO.
- Wiggins, S. et Brooks, J.** 2010. *The use of input subsidies in developing countries*. Document présenté au Forum mondial sur l'agriculture, OCDE, Paris, 29-30 novembre.
- Wunder, S., Engel, S. et Pagiola, S.** 2008. Taking stock: a comparative analysis of payments for environmental services programs in developed and developing countries. *Ecological Economics*, 65(4): 834-852.
- Xu, Z., Burke, W.J., Jayne T.S. et Govereh, J.** 2009. Do input subsidy programs 'crowd in' or 'crowd out' commercial market development? Modeling fertilizer demand in a two-channel marketing system. *Agricultural Economics*, 40(1): 79-94.
- Zhang, X.** 2004. *Security is like oxygen: evidence from Uganda*. DSDG Discussion Paper No. 6. Washington, IFPRI.
- Zhang, X., Fan, S., Zhang, L. et Huang, J.** 2004. Local governance and public goods provision in rural China. *Journal of Public Economics*, 88(12): 2857-2851.
- Zimmermann, R., Bruntrup, M., Kolavalli, S. et Flaherty, K.** 2009. *Agricultural policies in sub-Saharan Africa: understanding CAADP and APRM policy processes*. Study 48. Bonn, Allemagne, Institut allemand du développement (DEI).

Chapitres spéciaux de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture présente chaque année, depuis 1957, après ses rapports de conjoncture mondiale et régionale, une étude spéciale sur un ou plusieurs sujets permanents relevant du domaine de la FAO. Les thèmes traités sont les suivants:

- 1957** Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture
- 1958** Évolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde
- 1959** Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique
Étude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre
- 1960** Les programmes de développement agricole
- 1961** La réforme agraire et l'évolution des institutions
Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine
- 1962** Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique
La production animale dans les pays insuffisamment développés
- 1963** Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole
L'utilisation des engrais: à la pointe du développement agricole
- 1964** Nutrition protéique: besoins et perspectives
Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles
- 1966** Agriculture et industrialisation
Le riz dans l'économie alimentaire mondiale
- 1967** Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement
Aménagement des ressources halieutiques
- 1968** Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement
L'amélioration de l'emmagasiner et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales
- 1969** Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente
Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier
- 1970** L'agriculture au seuil de la Deuxième décennie pour le développement
- 1971** La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches
- 1972** Éducation et formation en matière de développement
Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement
- 1973** L'emploi agricole dans les pays en développement
- 1974** Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole
- 1975** La Deuxième décennie des Nations Unies pour le développement: examen et évaluation à mi-terme
- 1976** Énergie et agriculture

- 1977** Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture
- 1978** Problèmes et stratégies des régions en développement
- 1979** La foresterie et le développement rural
- 1980** Les pêches maritimes à l'ère des nouvelles juridictions nationales
- 1981** Le paupérisme rural dans les pays en développement et les moyens d'y remédier
- 1982** La production animale: aperçu mondial
- 1983** La femme dans le développement agricole
- 1984** Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires
- 1985** Consommation d'énergie en agriculture
Aspects écologiques de la production alimentaire et agricole
Commercialisation
- 1986** Le financement du développement agricole
- 1987-88** Nouvelles priorités de la science et de la technologie agricoles dans les pays en développement
- 1989** Développement durable et aménagement des ressources naturelles
- 1990** Ajustement structurel et agriculture
- 1991** Politiques et problèmes agricoles: leçons des années 80 et perspectives pour les années 90
- 1992** Pêches maritimes et droit de la mer: 10 ans de mutation
- 1993** Politiques de l'eau et agriculture
- 1994** Développement forestier et grands dilemmes
- 1995** Le commerce agricole: à l'aube d'une ère nouvelle?
- 1996** Les dimensions macroéconomiques de la sécurité alimentaire
- 1997** Les industries agroalimentaires et le développement économique
- 1998** Les revenus ruraux non agricoles dans les pays en développement
- 2000** L'alimentation et l'agriculture dans le monde: enseignements des 50 dernières années
- 2001** Impact économique des ravageurs des plantes et des maladies animales transfrontières
- 2002** L'agriculture et les biens collectifs mondiaux 10 ans après le sommet de la planète Terre
- 2003-04** Les biotechnologies agricoles – une réponse aux besoins des plus démunis
- 2005** Le commerce agricole et la pauvreté – le commerce peut-il être au service des pauvres?
- 2006** L'aide alimentaire pour la sécurité alimentaire?
- 2007** Payer les agriculteurs pour les services environnementaux
- 2008** Les biocarburants: perspectives, risques et opportunités
- 2009** Le point sur l'élevage
- 2010-11** Le rôle des femmes dans l'agriculture
Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

2012

Il est essentiel d'investir dans l'agriculture, si l'on veut réduire la faim et promouvoir une agriculture durable. Les régions où le capital agricole par travailleur et les investissements publics dans l'agriculture ont stagné sont, de nos jours, les épicentres de la pauvreté et de la faim dans le monde. Dans les prochaines décennies, les ressources naturelles de la planète seront soumises à des pressions croissantes, du fait de l'augmentation de la demande. Pour éliminer durablement la faim, il faudra intensifier nettement les investissements agricoles, mais aussi améliorer leur efficacité. Ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui investissent le plus dans l'agriculture des pays en développement et il faudra donc leur réserver un rôle central dans toute stratégie d'intensification des investissements dans le secteur agricole; par ailleurs, pour amener ces agriculteurs à investir davantage dans l'agriculture, il faudra créer un climat favorable aux investissements, sous la forme de stimulants économiques et d'un environnement porteur. Les pouvoirs publics ont, eux aussi, une responsabilité spéciale à assumer, dans la mesure où ils doivent aider les petits agriculteurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent lorsqu'ils cherchent à accroître leurs avoirs productifs; en outre, les pouvoirs publics doivent aussi veiller à ce que les grands investissements agricoles aient des effets positifs sur le plan social et soient durables d'un point de vue environnemental. Les investissements agricoles des pouvoirs publics contribuent de manière essentielle à la mise en place d'un environnement porteur favorisant les investissements privés dans ce secteur. Les pouvoirs publics doivent consacrer les fonds limités dont ils disposent à la fourniture de biens publics essentiels, qui ont des effets appréciables sur le plan économique et social.

ISBN 978-92-5-207317-8 ISSN 0251-1460



9 789252 073178

I3028F/1/11.12